

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

RAPPORT ANNUEL

24 AVRIL 1992 - 6 MAI 1993

**Conseil économique et social
Documents officiels, 1993**

Supplément No. 18



NATIONS UNIES

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
ABREVIATIONS ET SIGLES		iii
INTRODUCTION	1	1
CHAPITRES		
I. QUESTIONS APPELANT UNE DECISION DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL OU PORTEES A SON ATTENTION	2 - 3	1
A. Questions appelant une décision du Conseil économique et social	2	1
B. Questions portées à l'attention du Conseil	3	5
II. ACTIVITES MENEES PAR LA COMMISSION DURANT LA PERIODE ALLANT DU 24 AVRIL 1992 AU 6 MAI 1993	4 - 100	13
A. Activités des organes subsidiaires	4	13
B. Autres activités.	5 - 98	13
C. Relations avec d'autres organes des Nations Unies	99 - 100	27
III. VINGT-HUITIEME SESSION DE LA COMMISSION ET DIX-NEUVIEME REUNION DE LA CONFERENCE DES MINISTRES	101 - 217	31
A. Participation et organisation des travaux	101 - 108	31
B. Ordre du jour	109	32
C. Compte rendu des travaux.	110 - 217	33
LISTE DES RESOLUTIONS ET DECLARATION ADOPTEES PAR LA CONFERENCE DES MINISTRES A SA DIX-NEUVIEME REUNION		49
IV. RESOLUTIONS ET DECLARATION ADOPTEES PAR LA CONFERENCE DES MINISTRES A SA DIX-NEUVIEME REUNION		51
ANNEXES		
I. RAPPORT DE LA QUATORZIEME REUNION DU COMITE TECHNIQUE PREPARATOIRE PLENIER (26 AVRIL - 2 MAI 1993) TEL QU'ADOpte PAR LA VINGT-HUITIEME SESSION DE LA COMMISSION/DIX- NEUVIEME REUNION DE LA CONFERENCE DES MINISTRES		89
II. REUNIONS DES ORGANES SUBSIDIAIRES TENUES AU COURS DE LA PERIODE CONSIDEREE (24 AVRIL 1992 - 6 MAI 1993)		115
III. LISTE DES DOCUMENTS		117

ABREVIATIONS ET SIGLES

AAC	Association africaine de cartographie	BIT	Bureau international du Travail
AAPAM	Association africaine pour l'administration publique et la gestion	BNUS	Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne
AAS	Académie africaine des sciences	BOAD	Banque ouest-africaine de développement
ABN	Autorité du bassin du Niger	CAC	Comité administratif de coordination
ACARTSOD	Centre africain de recherche appliquée et de formation en matière de développement social	CAD	Comité d'aide au développement
ACMAD	Centre africain pour l'application de la météorologie au développement	CADIS	Centre de documentation et d'information pour les pays de l'Afrique du Centre
ACP	Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique	CAEM	Centre africain des études monétaires
AFSA	Association africaine de statistique	CAEM	Conseil d'assistance économique mutuelle
AGRIS	Système international d'information pour les sciences de la technologie agricole	CAFRAD	Centre africain de formation et de recherche administratives pour le développement
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique	CAMRDC	Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique centrale
AIHTTR	Institut supérieur africain de formation et de recherches technique	CARFF	Centre africain de recherche et de formation pour la femme
ANC	African National Congress	CARPAS	Cadre africain de référence aux programmes d'ajustement structurel en vue du redressement et de la transformation socio-économiques
AQAPC	Association des organisations africaines de promotion commerciale	CATD	Conseil régional africain de télédétection
APD	Aide publique au développement	CBLT	Commission du bassin du lac Tchad
APPER	Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique	CCAC	Chambre de compensation pour l'Afrique du Centre
ARCEDEM	Centre régional africain de conception et de fabrication techniques	CCAO	Chambre de compensation pour l'Afrique de l'Ouest
AUA	Association des universités africaines	CCI	Chambre de commerce internationale
BAD	Banque africaine de développement	CCI	Corps commun d'inspection
BADEA	Banque arabe pour le développement économique en Afrique	CCII	Comité de coordination interinstitutions
BCEAC	Banque centrale des Etats de l'Afrique centrale	CCN	Comité de coordination national
BCEAO	Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest	CCQAB	Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires
BDEAC	Banque de développement des Etats de l'Afrique centrale	CDP	Comité de la planification du développement
BEI	Banque européenne d'investissement	CDRIA	Centre de développement rural intégré pour l'Afrique
BID	Banque islamique de développement	CEA	Commission économique pour l'Afrique
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement	CEAO	Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest

CEDEAO	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest	CRDI	Centre de recherche pour le développement international (Canada)
CEE	Commission économique pour l'Europe	CRTK	Centre régional de télédétection (Kinshasa)
CEE	Communauté économique européenne	CRTO	Centre régional de télédétection (Ouagadougou)
CEEAC	Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale	CTPD	Coopération technique entre pays en développement
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes	DDIA	Décennie du développement industriel de l'Afrique
CERPOD	Centre d'études et de recherche sur la population pour le développement	DIESA	Département des affaires économiques et sociales internationales
CEPD	Coopération économique entre pays en développement	DIPCN	Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles
CEPGL	Communauté économique des pays des Grands Lacs	DTCD	Département de la coopération technique pour le développement
CIID	Commission internationale des irrigations et du drainage	DTS	Droits de tirage spéciaux
CILSS	Comité inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel	ECLO	Emergency Centre for Locust Operations (FAO)
CIM	Comité intergouvernemental pour les migrations	ECOSOC	Conseil économique et social
CIPEI	Centre international pour la physiologie et l'écologie des insectes	EPCT	Evaluation et programme nationaux de coopération technique
CIPEA	Centre international pour l'élevage en Afrique	ESADIS	Système de documentation et d'information pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe
CMA	Conseil mondial de l'alimentation	ESAMI	Institut de gestion pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe
CIRDAFRICA	Centre pour le développement rural intégré de l'Afrique	ESAMRDC	Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	FACC	Fédération africaine des chambres de commerce
CNUED	Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement	FADI	Fonds africain pour le développement industriel
CNUEH	Centre des Nations Unies pour les établissements humains	FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
CNUST	Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales	FASNUDA	Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique
CODESRIA	Conseil pour le développement de la recherche économique et sociale en Afrique	FED	Fonds européen de développement
COI	Commission de l'océan Indien	FIDA	Fonds international pour le développement agricole
CPC	Comité du programme et de la coordination	FIPIF	Fédération internationale pour le planning familial
CRAC	Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement	FLM	Fédération luthérienne mondiale
CRAES	Centre régional africain pour l'énergie solaire	FMI	Fonds monétaire international
CRAT	Centre régional africain de technologie		

FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population	OCLALAV	Organisation commune de lutte antiacridienne et antiaviaire
FSD	Fonds saoudien pour le développement	OIH	Organisation internationale d'hydrologie
FSM	Fédération syndicale mondiale	OIT	Organisation internationale du Travail
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce	OLCP-EA	Organisation de lutte contre le criquet pèlerin dans l'Est africain
GMCR-CEA	Groupe multidisciplinaire de conseillers régionaux de la CEA	OMM	Organisation météorologique mondiale
IAR	Institut africain de réhabilitation	OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
ICA	Institut culturel africain	OMS	Organisation mondiale de la santé
IDA	Association internationale de développement	OMT	Organisation mondiale du tourisme
IDDA	Décennie du développement industriel de l'Afrique	OMVG	Organisation pour la mise en valeur du fleuve Gambie
IDE	Institut de développement économique	OMVS	Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal
IDEP	Institut africain de développement économique et de planification	ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
IDWSSD	Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement	ORAN	Organisation régionale africaine de normalisation
IFORD	Institut de formation et de recherche démographiques	OSPAA	Organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques
IGADD	Autorité intergouvernementale pour la lutte contre la sécheresse et le développement	OUA	Organisation de l'unité africaine
IIS	Institut international de statistique	PAC	Pan-Africanist Congress of Azania
INSTRAW	Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme	PADEM	Programme africain concernant la mise en place de dispositifs d'enquête sur les ménages
LEA	Ligue des Etats arabes	PADIS	Système panafricain d'information pour le développement
MULPOC	Centre multinational de programmation et d'exécution de projets	PAL	Plan d'action de Lagos
NADIS	Système de documentation et d'information pour l'Afrique du Nord	PAM	Programme alimentaire mondial
NPSA	Nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des pays les moins avancés	PANA	Agence panafricaine d'information
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale	PANAFTEL	Réseau panafricain de télécommunications
OACT	Organisation africaine de cartographie et de télédétection	PANUREDA	Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique
OADA	Organisation arabe du développement agricole	PAS	Programme d'ajustement structurel
OAT	Organisation arabe du travail	PAT	Programme africain de télédétection
OBK	Organisation du bassin de la Kagera	PCMPSCN	Programme concernant la mise en place de services de comptabilité nationale
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques	PECTA	Programme des emplois et des compétences techniques pour l'Afrique

PFSA	Programme de formation statistique pour l'Afrique	SYDONIA	Système automatisé pour les données douanières
PMA	Pays les moins avancés	TEPCOW	Comité technique préparatoire plénier
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement	UAC	Union africaine des chemins de fer
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement	UDEAC	Union économique et douanière de l'Afrique centrale
POPIN	Réseau d'information en matière de population pour l'Afrique	UIESP	Union internationale pour l'étude scientifique de la population
RAIST	Réseau africain d'institutions scientifiques et techniques	UIT	Union internationale des télécommunications
RASCOM	Système régional africain de communications par satellite	UMA	Union du Maghreb arabe
RBA	Bureau régional pour l'Afrique (PNUD)	UNAFRI	Institut des Nations Unies pour la prévention des crimes et le traitement des délinquants
RBASEP	Bureau régional pour les pays arabes et les programmes européens (PNUD)	UNCSTD	Centre des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement
RCSSMRS	Centre régional de services spécialisés dans le domaine des levés, des cartes et de la télé-détection	UNCTC	Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales
RECTAS	Centre régional de formation aux techniques des levés aériens	UNDRO	Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe
RIPS	Regional Institute for Population Studies	UNEDIFACT	Règles des Nations Unies concernant l'échange des données informatisées pour l'administration, le commerce et le transport
SADCC	Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe	Unesco	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
SAPAM	Programme spécial d'action pour l'administration et la gestion en Afrique	UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
SAREC	Agence suédoise pour la coopération dans la recherche avec les pays en développement	UNIFEM	Fonds de développement des Nations Unies pour la femme
SCRSD	Services consultatifs régionaux pour les statistiques démographiques	UNITAR	Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
SDI	Diffusion sélective de l'information	UNTACDA	Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications
SDR	Système de données référentielles	UNU	Université des Nations Unies
SISTA	Système d'information sur la science et la technique en Afrique	URTNA	Union des radiodiffusions et télévisions nationales d'Afrique
STAP	Programme d'assistance technique sous-régional	USAID	Agence des Etats-Unis pour le développement international
STN	Sociétés transnationales	WADIS	Système ouest-africain de documentation et d'information
SWMTEP	Programme interinstitutions à moyen terme sur l'environnement	ZEP	Zone d'échanges préférentiels

INTRODUCTION

1. Le présent rapport annuel de la Commission économique pour l'Afrique porte sur la période allant du 24 avril 1992 au 6 mai 1993. Il a été établi en application du paragraphe 18 du mandat de la Commission et a été adopté par la Conférence des ministres de la Commission le 6 mai 1993.

CHAPITRE PREMIER

I. QUESTIONS APPELANT UNE DECISION DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL OU PORTEES A SON ATTENTION

A. Questions appelant une décision du Conseil économique et social

2. A la vingt-huitième session de la Commission/dix-neuvième réunion de la Conférence des ministres africains responsables du développement économique et de la planification tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) du 3 au 6 mai 1993, la Conférence a adopté les résolutions suivantes dont sera saisi le Conseil économique et social pour suite à donner :

749 (XXVIII). Les préparatifs du Sommet mondial pour le développement social

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 47/92 de l'Assemblée générale en date du 16 décembre 1992 sur la convocation d'un sommet mondial pour le développement social en 1995,

Convaincue que le Sommet mondial pour le développement social fournira une occasion d'attirer l'attention de tous les pays sur les principales préoccupations sociales et humaines, de promouvoir des politiques et de renforcer la coopération internationale pour examiner ces préoccupations comme il se doit,

Convaincue également que l'Afrique a un enjeu particulier à jouer dans la tenue et l'aboutissement du Sommet,

Consciente que la grave détérioration continue de la situation sociale et humaine en Afrique et la nécessité de corriger cette situation inacceptable constituent une question urgente,

Concernée à assurer la participation effective de l'Afrique au processus préparatoire du Sommet et au Sommet lui-même,

1. Invite les Etats membres de la Commission économique pour l'Afrique à participer activement aux activités préparatoires du Sommet, en particulier aux réunions du Comité préparatoire créé par l'Assemblée générale;

2. Souligne la nécessité pour les Etats membres de la Commission économique pour l'Afrique d'adopter une position commune africaine sur les questions devant être examinées par le Sommet;

3. Décide qu'une position commune africaine sur les questions dont le Sommet mondial sur le développement social est saisi devrait être formulée pendant la réunion, en janvier 1994, de la Conférence des ministres africains responsables du développement humain, qui servira de réunion préparatoire régionale au Sommet;

4. Demande au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique d'établir, en coopération avec l'Organisation de l'unité africaine et d'autres organisations régionales et sous-régionales africaines, la documentation nécessaire à la réunion, notamment un projet de position commune africaine sur les questions dont le Sommet est saisi;

5. Demande au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de transmettre la Position commune africaine à la première réunion du Comité préparatoire du Sommet prévue à New York du 31 janvier au 11 février 1994.

752 (XXVIII). Deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique (IDDA II)

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 44/237 de l'Assemblée générale en date du 22 décembre 1989 proclamant la période 1991-2000 deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique,

Rappelant également la résolution 47/177 de l'Assemblée générale en date du 22 décembre 1992, en vertu de laquelle il a été décidé de décaler la période couverte par le programme de la Deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique pour qu'elle aille de 1993 à 2002,

Ayant présente à l'esprit sa résolution 739 (XXVII) et sa décision DEC.1 (XXVII) d'avril 1992 relatives au développement industriel de l'Afrique,

Consciente de la nécessité d'harmoniser la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique et la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique,

Considérant les dispositions correspondantes de l'Agenda 21, adopté à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement qui s'est tenue à Rio de Janeiro du 3 au 14 juin 1992,

1. Charge la onzième Conférence des ministres africains de l'industrie, qui se réunira à Maurice du 31 mai au 4 juin 1993, d'examiner le plan d'action en vue d'harmoniser la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique et la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique, et formuler des recommandations à cet effet;

2. Demande de nouveau au Programme des Nations Unies pour le développement d'affecter, au titre de la composante régionale de son cinquième cycle de programmation pour l'Afrique (1992-1996), des ressources suffisantes pour financer les activités prévues par le programme de la deuxième Décennie;

3. Lance un appel aux institutions financières, en particulier à la Banque mondiale, à la Banque africaine de développement et à d'autres institutions financières, pour qu'elles apportent un appui sans réserve au programme de la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique et contribuent de façon effective à l'exécution du programme aux niveaux national, sous-régional et régional;

4. Insiste en particulier auprès des pays africains pour qu'ils s'emploient prioritairement à mobiliser des ressources financières sur place grâce à une augmentation de l'épargne intérieure et à une meilleure gestion des ressources nationales, pour le financement et l'exécution du programme de la Décennie;

5. Invite les pays africains et les institutions africaines de développement à prendre les mesures nécessaires pour créer un environnement favorable, propre à stimuler l'investissement industriel, intérieur et étranger, privé et public;

6. Demande instamment aux pays africains de promouvoir le secteur privé et de l'associer à la prise de décisions et à l'exécution du programme de la deuxième Décennie du développement industriel;

7. Invite les pays africains à donner aux entrepreneurs africains un soutien institutionnel approprié, afin de promouvoir le développement des petites et moyennes industries;

8. Demande à l'Assemblée générale d'augmenter les ressources de la Commission économique pour l'Afrique consacrées à la Décennie du développement industriel de l'Afrique, en particulier en vue du développement de la coopération industrielle dans le cadre de l'exécution du programme de la Décennie;

9. Demande en outre au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique et au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel d'harmoniser davantage leurs activités en vue d'aider les Etats membres dans leurs efforts et exécuter de façon effective le programme de la Décennie.

761 (XXVIII). Deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 71(XXVI) du 12 mai 1991 dans laquelle le programme de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique a été adopté,

Rappelant également la résolution 1991/83 du Conseil économique et social en date du 26 juillet 1991 par laquelle le programme de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique a été lancé,

Se référant à la résolution 46/456 de l'Assemblée générale des Nations Unies en date du 20 décembre 1991 dans laquelle le lancement du programme de la Décennie a été approuvé et les ressources pour son exécution ont été allouées,

Se référant également aux résolutions ECA/UNTACDA/Res.91/84 et ECA/UNTACDA/Res.93/89 en date respectivement du 8 février 1991 et du 12 mars 1993 de la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification par lesquelles le programme de la deuxième Décennie a été approuvé et sa phase d'exécution lancée,

Ayant examiné le rapport de la neuvième réunion de la Conférence des ministres africains responsables des transports, des communications et de la planification tenue à Addis-Abeba les 12 et 13 mars 1993,

Considérant que les premiers examen et évaluation à mi-parcours du programme de la Décennie sont prévus pour 1994,

Notant que les nouveaux projets seraient élaborés pour insertion dans le programme en 1995,

Reconnaissant l'importance de la mobilisation des ressources et d'autres activités promotionnelles pour

l'exécution avec succès du programme et des projets de la Décennie aux niveaux national, sous-régional et régional,

Notant avec appréciation l'énorme appui fourni par le Programme des Nations Unies pour le développement pour la préparation et la mise en route du programme de la deuxième Décennie,

1. Demande à l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement de considérer favorablement et de continuer de financer les activités à l'appui de la mise en oeuvre du programme de la deuxième Décennie durant le cinquième cycle de programmation du Programme des Nations Unies pour le développement;

2. Lance un appel aux différentes institutions financières africaines et internationales pour qu'elles augmentent leur appui aux projets et aux activités du programme de la deuxième Décennie et facilitent leur financement;

3. Lance également un appel aux Etats membres africains pour qu'ils assurent et poursuivent activement la mise en oeuvre des projets de la deuxième Décennie;

4. Prie les institutions membres du Comité de mobilisation des ressources, notamment la Banque africaine de développement en tant que président du Comité, de mener des activités de mobilisation des ressources et promotionnelles en vue de l'exécution avec succès du programme;

5. Prie la Commission économique pour l'Afrique en sa qualité d'organisme chef de file ainsi que tous les mécanismes compétents de la deuxième Décennie :

a) De procéder à la première évaluation à mi-parcours du programme de la deuxième Décennie comme stipulé dans la stratégie d'exécution;

b) De réviser les objectifs et la stratégie du programme de la Décennie compte tenu de l'évolution des circonstances, si besoin est, en consultation avec les Etats membres;

c) D'aider les Etats membres et les organisations intergouvernementales africaines à élaborer et à sélectionner de nouveaux projets à inclure dans le programme en 1995 comme stipulé dans le plan d'exécution du programme en consultation avec les Etats membres;

d) D'organiser deux ateliers régionaux sur la deuxième Décennie de manière à diffuser la Stratégie et à promouvoir les objectifs de la deuxième Décennie en Afrique;

6. Demande à l'Assemblée générale de fournir à la Commission économique pour l'Afrique les ressources nécessaires suffisantes au titre du budget ordinaire pour lui permettre d'exécuter d'une manière effective et effi-

cace les activités énumérées aux paragraphes 5 a) à d) ci-dessus en sa qualité d'organisme chef de file pour la deuxième Décennie;

7. Demande en outre au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de lui faire rapport à sa prochaine réunion sur les progrès réalisés dans l'application de la présente résolution.

766 (XXVIII). Renforcement des systèmes d'information pour le développement pour la coopération et l'intégration en Afrique

La Conférence des ministres,

Notant avec préoccupation l'élargissement de l'écart entre le Nord et le Sud en matière de circulation d'informations vitales ainsi que d'acquisition et d'utilisation des techniques d'information,

Consciente de l'importance de l'information dans la promotion de la coopération et de l'intégration régionale en Afrique, notamment par le renforcement des groupements régionaux existants et la création de la Communauté économique africaine,

Avant à l'esprit la nécessité de mettre en place des réseaux de données et des bases de données conformément au Traité instituant la Communauté économique africaine et le rôle dévolu aux techniques d'information dans la Convention de Lomé IV,

Rappelant aussi ses résolutions 716 (XXVI) du 12 mai 1991, 726 (XXVII) du 22 avril 1992 et 732 (XXVII) du 22 avril 1992,

Appréciant le soutien continu du Centre de recherche pour le développement international aux activités du Système panafricain d'information pour le développement dans le renforcement des capacités en matière d'information des Etats membres,

Appréciant aussi le soutien de onze Etats membres pour la soumission du projet "Technologie de l'information pour l'Afrique" pour examen plus approfondi par la Communauté économique européenne dans le cadre de la Convention de Lomé IV,

Prenant note avec satisfaction des résultats obtenus par le Système d'information panafricain pour le développement de la Commission économique pour l'Afrique, dans le domaine de l'assistance technique aux Etats membres,

Prenant également note avec satisfaction des propositions du Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique d'incorporer les activités du Système d'information panafricain pour le développement dans le budget-programme de la Commission,

Avant à l'esprit la nécessité de renforcer les centres sous-régionaux d'information pour le développement de la Commission économique pour l'Afrique en leur qualité de support d'information à l'intégration et à la coopération économique sous-régionales,

Notant avec inquiétude la décroissance des ressources extrabudgétaires pour la mise en oeuvre et l'utilisation des systèmes d'information pour le développement et la technologie,

Notant également avec inquiétude la situation financière précaire du Système et la nécessité de mettre fin à sa dépendance vis-à-vis des sources de financement extrabudgétaires,

Se félicitant de l'intention du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de fournir des ressources adéquates aux programmes de l'Afrique, spécialement ceux sur la science et la technique pour le développement, dans la préparation des propositions du budget-programme pour la période biennale 1994-1995,

1. Demande au Système panafricain d'information pour le développement d'inclure des éléments de recouvrement des coûts en matière de fourniture de services et produits d'information;

2. Prie instamment les Etats membres, s'ils veulent bénéficier davantage de l'assistance technique nécessaire en matière de mise en place de systèmes d'information:

a) De donner la priorité à la mise en place des systèmes d'information pour le développement dans l'utilisation des chiffres indicatifs de planification (CIP) du Programme des Nations Unies pour le développement;

b) De tenir compte des activités d'information pour le développement en faisant leurs annonces de contribution au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique;

c) D'utiliser les dispositions financières de la Convention de Lomé IV à cet effet;

3. Demande d'urgence aux donateurs d'apporter un appui aux activités de la Commission économique pour l'Afrique pour le renforcement des capacités en matière d'information pour le développement;

4. Demande à la Commission de poursuivre son rôle de chef de file dans la coordination des activités d'information et de technologie pour le développement afin de répondre aux problèmes aigus de développement de l'Afrique;

5. Demande également au Secrétaire exécutif de chercher des ressources supplémentaires au profit des centres sous-régionaux d'information pour le développement

de la Commission économique pour l'Afrique, dans le cadre du sous-programme sur les statistiques et les systèmes d'information pour le développement;

6. Demande à l'Assemblée générale, à travers le Conseil économique et social des Nations Unies, d'approuver quatre postes d'administrateurs et deux de niveau local, ainsi que les ressources appropriées permettant le fonctionnement du sous-programme de la Commission sur la mise en place des systèmes d'information pour le développement, à compter de son budget-programme pour la période 1994-1995.

768 (XXVIII). Institut africain de développement économique et de planification

La Conférence des ministres,

Rappelant ses résolutions 285 (XII) du 28 février 1975, 433 (XVII) du 30 avril 1982, 574 (XXI) du 19 avril 1986, 612 (XXII) du 24 avril 1987 et 622 (XXIII) du 15 avril 1988, relatives au financement et au développement futur de l'Institut africain de développement économique et de planification,

Rappelant également ses résolutions 669 (XXIV) du 7 avril 1989 et 680 (XXV) du 19 mai 1990, par lesquelles elle lançait un appel à l'Assemblée générale pour que celle-ci approuve de toute urgence l'inscription de quatre postes essentiels pour l'Institut au budget ordinaire,

Avant présente à l'esprit sa résolution 726 (XXVII) du 22 avril 1992 concernant le renforcement de la Commission économique africaine face aux défis du développement de l'Afrique dans les années 90, par laquelle elle remerciait l'Assemblée générale d'avoir prévu pour l'Institut une subvention couvrant les coûts de quatre postes de la catégorie des administrateurs pendant la période biennale 1992-1993, lui permettant ainsi de contribuer au processus de renforcement de la capacité opérationnelle de la Commission, face aux défis qui se posent à l'Afrique dans les années 90,

Rappelant également les résolutions 1985/62 du 26 juillet 1985 et 1990/72 du 27 juillet 1990 du Conseil économique et social, qui recommandaient notamment l'inscription de quatre postes essentiels de la catégorie des administrateurs au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, à titre de contribution au financement à long terme de l'Institut et pour permettre à celui-ci de faire face à ses programmes de travail et à ses fonctions de façon ininterrompue et soutenue,

Notant que le Corps commun d'inspection, après un examen approfondi de la situation de l'Institut, avait recommandé, dans son rapport de 1990 (JIU/REP/90/4), de créer huit postes permanents dans le budget ordinaire, afin de mettre fin au problème annuel de l'incertitude du budget de l'Institut et de faire contrepoids à la

dépendance vis-à-vis du financement du Programme des Nations Unies pour le développement,

Consciente que la politique du Programme des Nations Unies pour le développement est de décourager le financement de postes essentiels dans des institutions telles que l'Institut africain de développement économique et de planification et que le Programme appuie actuellement un projet préparatoire conçu pour améliorer les capacités opérationnelles de recherche, de formation de courte durée et d'établissement de réseaux, de services consultatifs et de contrôle de gestion,

Félicitant les Etats membres des efforts croissants qu'ils déploient pour honorer régulièrement leurs obligations envers l'Institut en s'acquittant de leurs quotes-parts,

Notant avec satisfaction que les ressources mises à la disposition de l'Institut sous forme de subvention pour le financement des quatre postes de la catégorie des administrateurs, de 1991 à 1993, ont été utilisées de manière productive et que les résultats récemment obtenus en matière de revitalisation de l'Institut et d'amélioration de ses capacités d'exécution de programmes n'auraient pas pu être réalisés sans ces ressources,

Prenant note avec intérêt des tentatives de plus en plus souvent réussies de se créer des revenus indépendants suivant des modalités variées et de mettre au point des projets opérationnels en vue d'un financement éventuel par divers organismes, d'aide bilatérale ou autres,

Convaincue qu'avec l'élargissement de ses domaines d'activité, qui s'étendront à des domaines liés à la gestion du développement en général, l'Institut jouera dans les prochaines années un rôle encore plus important dans la promotion d'un développement soutenu de l'Afrique,

Considérant que l'Institut est la seule institution régionale bilingue dans son genre en Afrique et qu'on peut mettre à son actif d'excellents services de formation et de recherche offerts aux pays africains dans le domaine du développement économique et de la planification,

Considérant également que les Etats membres et leurs organisations intergouvernementales sont de plus en plus demandeurs des services de l'Institut, en particulier de programmes de formation sur mesure,

Considérant encore que des institutions homologues des Nations Unies bénéficient de postes du budget ordinaire,

Consciente qu'il est urgent de rendre stable le financement des postes essentiels de l'Institut,

1. Lance un appel pressant à l'Assemblée générale pour qu'elle convertisse la subvention accordée à l'Institut africain de développement économique et de planification en postes permanents de la catégorie des administrateurs

inscrits au budget ordinaire, comme proposé dans le projet de budget-programme de la Commission économique pour l'Afrique pour la période biennale 1994-1995;

2. Demande également à l'Assemblée générale de prévoir les autres types de ressources nécessaires à l'exécution du programme, comme il est demandé au titre de l'élément IDEP du projet de budget-programme de la Commission économique pour l'Afrique relatif à la période biennale 1994-1995;

3. Invite les Etats membres à appuyer, à la cinquième Commission de l'Assemblée générale et dans les autres instances compétentes, les demandes d'un minimum de quatre postes permanents de la catégorie des administrateurs en faveur de l'Institut, présentées dans le cadre du budget-programme de la Commission économique pour l'Afrique pour la période biennale 1994-1995;

4. Demande aux Etats membres de ne pas faillir dans leur soutien à l'Institut, en s'acquittant de leurs contributions et en recourant encore plus souvent aux divers types de services qu'il fournit;

5. Demande instamment au Secrétaire exécutif et à la direction de l'Institut de poursuivre leurs efforts pour mobiliser des ressources extrabudgétaires et autres ressources supplémentaires, afin de permettre à l'Institut de mener à bien ses programmes élargis.

B. Questions portées à l'attention du Conseil

3. La Conférence des ministres africains responsables du développement économique et de la planification a également adopté les résolutions ci-après :

742 (XXVIII). Objectifs stratégiques pour le développement socio-économique de l'Afrique dans les années 90

La Conférence des ministres s'est félicitée du document : "Objectifs stratégiques pour le développement économique de l'Afrique" préparé et élaboré par la Commission économique pour l'Afrique en tant que document de synthèse réaffirmant et actualisant les stratégies de longue date de l'Afrique dans l'esprit du thème de la vingthuitième session de la Commission/dix-neuvième réunion de la Conférence des ministres "Faire entrer l'Afrique dans le 21ème siècle".

743 (XXVIII). Mise en oeuvre du Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine

La Conférence des ministres a réaffirmé son attachement au Traité et à la création de la Communauté économique africaine, a noté avec satisfaction les efforts déployés par le Secrétariat conjoint OUA/CEA/BAD pour aider à créer la Communauté économique africaine et a lancé un appel aux Etats membres pour qu'ils accélèrent

la ratification du Traité d'Abuja ainsi que des protocoles qui lui sont annexés et assurent son entrée en vigueur immédiate.

744 (XXVIII). Les stratégies africaines pour la mise en oeuvre de l'Agenda 21 par la CNUED

La Conférence des ministres a adopté les Stratégies africaines pour la mise en oeuvre de l'Agenda 21, a invité instamment les Etats membres à prendre largement en compte les Stratégies africaines dans la mise sur pied de leurs stratégies nationales et a invité en outre les Etats membres à établir et/ou renforcer les mécanismes pour la mobilisation de ressources aux niveaux national, sous-régional et régional en vue de la mise en oeuvre des Stratégies.

745 (XXVIII). Renforcement et rationalisation des centres multinationaux de programmation et d'exécution des projets de la Commission économique pour l'Afrique

La Conférence des ministres, entre autres, a renouvelé l'appel qu'elle avait lancé en 1991 à l'Assemblée générale des Nations Unies pour le financement de postes supplémentaires dans les centres, aussi bien dans la catégorie des administrateurs que dans celle des services généraux et pour la fourniture de ressources financières supplémentaires. Elle a demandé également au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de présenter à la Conférence des ministres en temps opportun un programme de renforcement et de rationalisation des centres qui prenne en considération l'ensemble des facteurs y contribuant.

746 (XXVIII). Le Programme pour le développement humain en Afrique dans les années 90

La Conférence des ministres a fait sienne le Programme pour le développement humain en Afrique dans les années 90 et a prié instamment les gouvernements africains d'accorder la priorité à la promotion du développement humain, grâce à l'application d'une stratégie globale et intégrée en matière de développement et de transformation structurelle, qui serait axée sur les préoccupations et les mesures concernant le développement humain ainsi qu'il est stipulé dans le Programme pour le développement humain en Afrique dans les années 90.

747 (XXVIII). Programme stratégique pour la gestion du développement en Afrique dans les années 90

La Conférence des ministres a approuvé et adopté le Programme stratégique pour la gestion du développement en Afrique dans les années 90. Elle a recommandé que les gouvernements africains, ainsi que les organisations et associations régionales et internationales, se servent du Programme stratégique comme un guide de leurs efforts visant à améliorer leurs capacités en matière de gestion du

développement en Afrique dans les années 90 et a demandé au Secrétaire exécutif de la Commission de coordonner et de suivre de près les activités liées à la mise en oeuvre du Programme stratégique et de faire rapport régulièrement à la Conférence sur les progrès réalisés dans ce domaine.

748 (XXVIII). Population, famille et développement durable

La Conférence des ministres a approuvé la Déclaration de Dakar/Ngor sur la population, la famille et le développement durable, a demandé aux gouvernements africains de faire en sorte que leurs délégations à la Conférence internationale sur la population et le développement et aux futures réunions de la Commission de la population de l'Organisation des Nations Unies utilisent la Déclaration sur la population, la famille et le développement durable comme document de référence pour assurer que les intérêts prioritaires de l'Afrique soient dûment pris en considération dans les activités relatives à la population et a invité également le Fonds des Nations Unies pour la population à intensifier son assistance pour les programmes nationaux et sous-régionaux en matière de population en Afrique.

750 (XXVIII). L'Année internationale de la famille

La Conférence des ministres a réaffirmé le rôle des familles africaines, qui sont les cellules naturelles et fondamentales de la société, les ressources essentielles pour un changement constructif et pour le développement, les premières et les dernières cellules de la société à être touchées par les décisions et les politiques relatives à la planification économique et au développement, aux changements socio-culturels et politiques, aux questions de population, à l'éducation, à l'emploi, à la santé, à l'alimentation, au logement, à l'assainissement, à l'environnement et aux autres questions liées au développement.

751 (XXVIII). Préparatifs de l'Afrique pour l'examen à mi-parcours de la Convention de Lomé IV

La Conférence des ministres a invité les pays africains à établir des positions communes solides sur les questions essentielles du prochain examen à mi-parcours de la Convention de Lomé IV avec pour objectif de développer les exportations des pays africains vers la Communauté européenne.

753 (XXVIII). Femmes et développement, Réunion préparatoire régionale africaine (1994) de la Conférence mondiale sur les femmes : lutte pour l'égalité, le développement et la paix (1995)

La Conférence des ministres a demandé aux secrétariats de la Commission économique pour l'Afrique et de l'Organisation de l'unité africaine, ainsi qu'au bureau du Comité régional africain de coordination de collaborer

étroitement aux préparatifs de la cinquième Conférence régionale (1994) chargée d'examiner et d'évaluer l'application des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme, et ce afin de contribuer à définir le Plan d'action de l'Afrique à examiner à la Plate-forme mondiale pour l'action devant être organisée à la Conférence mondiale à Beijing (Chine) en 1995. Elle a invité les Etats membres de la Commission économique pour l'Afrique à organiser, à l'échelle nationale, des campagnes d'information et de communication appropriées qui permettraient d'harmoniser les stratégies sous-régionales en vue de la sensibilisation et de la prise de conscience au sein des divers groupes cibles intéressés dans la région et elle a adopté l'ordre du jour et l'aperçu thématique de la cinquième Conférence régionale sur la femme.

754 (XXVIII). Rationalisation et harmonisation des activités des institutions parrainées par la Commission économique pour l'Afrique

La Conférence des ministres a invité la Banque africaine de développement à aider à renforcer la capacité de développement des institutions parrainées par la Commission et à examiner favorablement la candidature de ces institutions pour les contrats de services consultatifs et de sous-traitance et a exhorté la Commission des communautés européennes et le Secrétaire exécutif du Groupe des pays de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique à examiner favorablement les propositions de projet des institutions parrainées par la Commission, dans le contexte de la Convention de Lomé IV.

755 (XXVIII). Centre africain pour l'application de la météorologie au développement

La Conférence des ministres a demandé aux Etats membres qui ne l'ont pas encore fait, de ratifier les statuts du centre et d'honorer leurs contributions financières et a lancé un appel au Secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale, au Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement et au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture afin qu'ils renforcent leur appui au Centre en vue de la mobilisation des ressources financières, scientifiques et techniques nécessaires à la mise en oeuvre des programmes de recherche et autres du Centre.

756 (XXVIII). Renforcement du Groupe multidisciplinaire consultatif régional de la CEA (GMCR-CEA)

La Conférence des ministres fait appel aux Etats membres afin qu'ils aient davantage recours aux services et aux connaissances disponibles au sein du Groupe multidisciplinaire consultatif régional, dans la recherche de solutions cohérentes et durables à leurs problèmes de développement socio-économique.

757 (XXVIII). Restructuration du mécanisme intergouvernemental de la Commission

La Conférence des ministres,

Rappelant les diverses résolutions qui ont des incidences sur le mandat et les opérations de la Commission y compris, en particulier la résolution 32/197 de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 1977 sur la restructuration des secteurs économiques et sociaux du système des Nations Unies, des résolutions 33/202 et 44/211 de l'Assemblée générale en date respectivement du 29 janvier et du 21 décembre 1990,

Rappelant également sa résolution 618 (XXII) du 24 avril 1987 sur l'étude approfondie de la structure intergouvernementale et des fonctions des Nations Unies dans les domaines économiques et sociaux,

Rappelant en outre les résolutions 45/177, 45/264 et 46/235 de l'Assemblée générale en date respectivement du 19 décembre 1990, du 13 mai 1991 et du 13 avril 1992 sur la restructuration et la revitalisation des Nations Unies dans les domaines économiques, sociaux et connexes dans lesquels les commissions régionales pourraient jouer leur rôle sous l'autorité de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social,

Ayant à l'esprit le paragraphe 6 du dispositif de sa résolution 726 (XXVII) du 22 avril 1992 sur le renforcement de la Commission économique pour l'Afrique pour faire face aux défis du développement dans les années 90 dans lequel il était recommandé le regroupement des conférences selon des thèmes spécifiques,

Ayant pris note de la nouvelle orientation des politiques et des programmes de la Commission ainsi que des mesures prises pour restructurer le secrétariat et consciente de la nécessité d'aligner le mécanisme intergouvernemental sur cette nouvelle orientation afin de permettre à la Commission de faire face aux défis et aux priorités de la région de façon efficace,

Ayant examiné le mécanisme intergouvernemental existant de la Commission²,

Décide que la structure et le fonctionnement du mécanisme intergouvernemental de la Commission soient les suivants :

A. ORGANES TRAITANT DES QUESTIONS DE DEVELOPPEMENT GENERAL

1. Conférence des ministres africains responsables du développement économique et social et de la planification (la Commission) et son Comité technique préparatoire plénier

Afin de mieux refléter son travail et son mandat, la Conférence des ministres responsables du développement

économique et de la planification est rebaptisée Conférence des ministres africains responsables du développement économique et social et de la planification. La Conférence se réunira annuellement. Ses réunions seront précédées de celles du Comité technique préparatoire plénier.

Les problèmes spéciaux des pays africains les moins avancés seront traités comme un point distinct de l'ordre du jour des réunions annuelles de la Conférence des ministres africains responsables du développement économique et social et de la planification. La Conférence des ministres des pays africains les moins avancés est ainsi abolie.

2. Comités intergouvernementaux d'experts des MULPOC

Les cinq comités intergouvernementaux d'experts des MULPOC continueront à se réunir tous les deux ans et à faire rapport à la Conférence des ministres africains responsables du commerce, de la coopération et de l'intégration régionales et à la Commission par l'intermédiaire du Comité technique préparatoire plénier. Les cinq comités d'experts de suivi des MULPOC sont ainsi abolis.

B. CONFERENCES MINISTERIELLES THEMATIQUES

1. Conférence des ministres africains responsables du développement humain et son Comité d'experts

La Conférence des ministres africains responsables du développement humain traitera des questions relatives au développement durable et à la transformation grâce à la mise en oeuvre effective des stratégies et de programmes de développement centrés sur l'homme. La Conférence se réunira tous les quatre ans et une fois au moins dans la période du Plan à moyen terme.

La Conférence aura un Comité ministériel de suivi des Quinze qui se réunira tous les deux ans. La procédure pour l'établissement de la qualité de membre et le fonctionnement du Comité sera fixée par la Conférence à sa première réunion.

Cette Conférence reprend les fonctions des organes subsidiaires existants suivants : la Conférence des ministres africains responsables de la planification, de la mise en valeur des ressources humaines; la Conférence des ministres africains responsables des affaires sociales; et la Conférence des recteurs, présidents et directeurs d'établissements d'enseignement supérieur en Afrique. Ces organes subsidiaires sont ainsi abolis.

2. Conférence des ministres africains responsables du développement durable et de l'environnement et son Comité d'experts

La Conférence traitera des défis du développement durable et de l'environnement en Afrique en particulier en ce qui concerne la promotion des stratégies et des programmes fondés sur les relations entre l'agriculture notamment l'alimentation, le développement rural et les ressources en eau, la population, l'environnement et les établissements humains. La Conférence se réunira tous les quatre ans et au moins une fois durant la période du Plan à moyen terme.

La Conférence aura un Comité ministériel de suivi des Quinze qui se réunira tous les deux ans. La procédure pour l'établissement de la qualité de membre et le fonctionnement du Comité sera fixée par la Conférence à sa première réunion.

Cette Conférence reprend les fonctions des organes subsidiaires existants suivants : la Conférence des ministres africains de l'environnement et du Comité régional intergouvernemental des établissements humains et de l'environnement qui sont ainsi abolis.

3. Conférence des ministres africains responsables des finances et son Comité technique d'experts

Cette Conférence continuera à se réunir tous les deux ans.

4. Conférence des ministres africains responsables du commerce, de la coopération et de l'intégration régionales et du tourisme et son Comité technique d'experts

Cette Conférence traitera des questions relatives au commerce, au tourisme et aux aspects institutionnels de la coopération et de l'intégration économiques régionales. La Conférence traitera également des questions relatives aux prix des produits de base et aux négociations commerciales mondiales. Elle traitera également des questions concernant les institutions parrainées par la CEA et les organisations intergouvernementales africaines. La Conférence se réunira tous les deux ans.

La fonction des conférences existantes des ministres africains du commerce et du tourisme sera assumée par cette conférence. Ces conférences existantes sont en conséquence abolies.

5. Conférence des ministres africains des transports et des communications et son Comité d'experts

La Conférence suivra la mise en oeuvre du Programme de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique (UNTACDA II). Elle continuera à se réunir tous les deux ans.

6. Conférence des ministres africains de l'industrie et son Comité d'experts

La Conférence continuera à se réunir tous les deux ans et prêter une attention particulière à la mise en oeuvre du Programme de la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique.

7. Conférence des ministres africains responsables de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources minérales et de l'énergie et son Comité d'experts

La Conférence continuera à se réunir tous les deux ans. Son champ d'action couvrira maintenant les questions énergétiques.

C. ORGANES SUBSIDIAIRES TECHNIQUES

Les organes subsidiaires techniques suivants feront rapport à la Conférence des ministres africains responsables du développement économique et social et de la planification, par l'intermédiaire du Comité technique préparatoire plénier.

1. Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique

La Conférence continuera à se réunir tous les trois ans.

2. Conférence régionale africaine pour la science et la technique (se réunit tous les deux ans)

Cette Conférence favorisera le développement et le transfert de la science et de la technique. Son mandat comprend l'examen de questions relatives à l'information scientifique et technique. La fonction du Comité consultatif technique sur la science et la technologie nucléaires en Afrique sera intégrée à la Conférence régionale. Le Comité est par conséquent aboli.

3. Conférence commune des planificateurs, statisticiens, démographes et informaticiens africains

La Conférence commune continuera à se réunir tous les deux ans.

4. Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement

Le Comité continuera à se réunir annuellement.

758 (XXVIII). Le rôle de la cartographie, de la télédétection et des systèmes d'information géographique dans le développement durable

La Conférence des ministres a encouragé les Etats membres à prendre une part active à la septième Conférence des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques qui se tiendra en Iran en 1997 et à la dix-

septième session du Groupe spécial d'experts des Nations Unies sur les noms géographiques prévue à Genève en 1994. Elle a demandé au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique d'intensifier les efforts en collaboration avec l'OACT et la Commission de géodésie pour l'Afrique en vue de coordonner les activités dans le domaine de la cartographie, de la télédétection et des SIG dans l'intérêt des Etats membres et d'aider les Etats membres dans les efforts qu'ils font pour coordonner les activités dans les domaines susmentionnés aux niveaux régional et national.

759 (XXVIII). Acquisition des données dans le domaine de la cartographie et de la télédétection en Afrique

La Conférence des ministres a lancé un appel à la Commission économique pour l'Afrique et au Programme des Nations Unies pour le développement pour la mise en place effective, le renforcement et le soutien des structures de gestion de l'information sur le milieu aux niveaux national, sous-régional et régional.

760 (XXVIII). Programme de carte hydrogéologique internationale de l'Afrique et étude cartographique pour le développement

La Conférence des ministres a félicité l'Organisation africaine de cartographie et de télédétection pour la bonne exécution des travaux.

762 (XXVIII). Réactivation du Bureau des routes transafricaines

La Conférence des ministres a décidé qu'une réunion de plénipotentiaires soit convoquée avant octobre 1993 afin d'examiner, d'adopter et de signer les projets de statuts du Bureau des routes transafricaines, qui seraient ultérieurement soumis aux Etats membres pour ratification.

763 (XXVIII). Utilisation des ressources humaines en Afrique

La Conférence des ministres a lancé un appel aux gouvernements africains pour qu'ils fassent tout leur possible pour accorder la priorité à l'emploi de compétences africaines particulièrement dans les secteurs des transports et des communications en établissant un programme transparent d'incitations pour retenir le personnel qualifié en question.

764 (XXVIII). Développement des industries des matériaux de construction en Afrique

La Conférence des ministres a appuyé le projet de développement des industries des matériaux de construction en Afrique et lance un appel pour sa mise en oeuvre rapide.

765 (XXVIII). Développement du tourisme en Afrique

La Conférence des ministres a prié l'Assemblée générale d'apporter à la Commission les ressources humaines et financières appropriées pour lui permettre de fournir l'assistance nécessaire pour le développement continu du tourisme en Afrique et l'amélioration des résultats de ce secteur. Elle invite en outre le Secrétaire exécutif, le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, le Président de la Banque africaine de développement ainsi que les autres institutions animées du même esprit à aider les Etats membres à mobiliser les fonds nécessaires pour financer de tels projets par l'organisation de tables rondes avec les partenaires de développement au niveau sous-régional d'ici à la fin de 1994.

767 (XXVIII). Programme de travail et ordre de priorité de la Commission économique pour l'Afrique

La Conférence des ministres, entre autres, a exhorté le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, en faisant ses propositions pour le budget-programme 1994-1995, à accorder une attention particulière aux besoins de développement de la région africaine en fournissant à la Commission économique pour l'Afrique des ressources suffisantes lui permettant d'assumer pleinement les responsabilités qui lui ont été assignées au titre du Programme 30 : Coopération régionale pour le développement en Afrique du Plan à moyen terme pour la période 1992-1997;

769 (XXVIII). Renforcement du rôle de la Commission économique pour l'Afrique pour qu'elle assure la direction d'ensemble et la coordination des activités du système des Nations Unies, avec une perspective régionale en Afrique

La Conférence des ministres

Rappelant la résolution 46/235 de l'Assemblée générale en date du 13 avril 1992 demandant que le Secrétaire général applique les mesures proposées dans son annexe, à savoir que les commissions régionales, "notamment celles situées dans les pays en développement soient renforcées sur le plan de leurs activités et leur participation aux activités opérationnelles des organismes des Nations Unies, eu égard aux objectifs globaux du processus de restructuration et de revitalisation...",

Rappelant également les résolutions 1992/51 : "Renforcement de la Commission économique pour l'Afrique pour qu'elle puisse relever les défis du développement de l'Afrique dans les années 90" et 1992/52: "Restructuration et revitalisation des Nations Unies dans les secteurs économique et social: Renforcement du rôle et des fonctions de la Commission économique pour l'Afrique", toutes deux adoptées le 31 juillet 1992,

Rappelant en outre la résolution 46/151 de l'Assemblée générale en date du 18 décembre 1991 qui établissait le nouveau Programme des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90, particulièrement la demande aux "Organisations et organes du système des Nations Unies.... pour qu'ils prennent les mesures appropriées pour mettre en oeuvre les engagements contenus dans le nouveau Programme" tels qu'énoncés aux paragraphes 39-40 et 42-43 de l'annexe de cette résolution,

Encouragée par l'intention déclarée du Secrétaire général de renforcer les commissions régionales en tant que bras régionaux d'un programme des Nations Unies intégré unique dans le domaine économique et social,

Ayant examiné les défis de longue date et nouveaux qui se posent à l'Afrique ainsi que les objectifs stratégiques pour le développement de l'Afrique dans les années 90 et au-delà,

Convaincue que la Commission économique pour l'Afrique a un rôle vital à jouer pour ce qui est d'aider et de coordonner les actions et mesures des pays africains visant à relever les défis et à réaliser les objectifs stratégiques,

1. Lance un appel au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale pour qu'ils fournissent un cadre législatif actualisé aux commissions régionales, concrétisant le processus de réorganisation d'envergure du système des Nations Unies, redistribuant les responsabilités parmi les entités et définissant le rôle des commissions régionales en tant que bras d'un programme unique des Nations Unies;

2. Lance un appel au Secrétaire général pour qu'il renforce l'équipe spéciale interorganisations qui regroupe les organismes du système des Nations Unies et les organisations régionales de premier plan en vue d'accroître l'efficacité grâce à une approche intégralement coordonnée de la planification des programmes, de l'allocation des ressources et de l'exécution pour répondre aux besoins de développement des pays africains;

3. Invite tous les organismes du système des Nations Unies opérant en Afrique à travailler en partenariat étroit avec la Commission économique pour l'Afrique dans le cadre de l'équipe spéciale interorganisations surveillant l'exécution du nouveau Programme;

4. Lance un appel au Secrétaire général pour qu'il renforce grâce à des mesures spécifiques, le rôle de la Commission économique pour l'Afrique en tant que chef de file et coordonnateur des activités du système des Nations Unies avec une perspective régionale visant à réaliser de façon rationnelle les objectifs stratégiques du développement de l'Afrique dans le cadre du nouveau Programme;

5. Demandé au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de soumettre à la vingt-neuvième session de la Commission/vingtième réunion de la Conférence des ministres un rapport sur les décisions qui devront être prises à l'Assemblée générale

en ce qui concerne la restructuration du système des Nations Unies dans les secteurs économiques et sociaux, y compris des mesures spécifiques pour le renforcement de la Commission économique pour l'Afrique.

1/ DOC/UNTACDA/MIN/04/Rev.3, mars 1991.

2/ Voir document E/ECA/CM.19/19.

CHAPITRE II

ACTIVITES MENEES PAR LA COMMISSION DURANT LA PERIODE ALLANT DU 24 AVRIL 1992 AU 6 MAI 1993

A. Activités des organes subsidiaires

4. La liste des réunions tenues par les organes subsidiaires au cours de la période considérée figure à l'annexe III du présent rapport.

B. Autres activités

5. On trouvera dans le présent chapitre une description des activités menées au titre du programme de travail et de l'ordre de priorité approuvés de la Commission en application des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et de la Conférence des ministres.

Alimentation et agriculture

6. Au cours de la période considérée, la CEA a continué, en étroite collaboration avec la FAO, à produire des rapports et des publications techniques dans le but d'aider les Etats membres dans la formulation et la mise en oeuvre de politiques et de stratégies visant à réaliser l'autosuffisance alimentaire et à mettre en place des systèmes de production agricole durables. Les rapports sont les suivants:

a) Rapport au Comité intergouvernemental d'experts du MULPOC de Gisenyi sur l'évaluation du cadre institutionnel, juridique et en matière de ressources afin de promouvoir la recherche et la formation dans le domaine des forêts dans la sous-région;

b) Rapport intérimaire au Comité intergouvernemental d'experts du MULPOC de Lusaka sur l'établissement d'un réseau de recherche sur le maïs pour la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe. Les conclusions des études de cas sur les moyens visant à faciliter le développement rural participatif dans certains pays ont été présentées à l'organe délibérant du MULPOC de Lusaka;

c) Rapport au Comité intergouvernemental d'experts du MULPOC de Niamey sur les obstacles fondamentaux à la commercialisation des facteurs de production dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest;

d) Rapport au Comité intergouvernemental d'experts du MULPOC de Yaoundé sur les moyens d'améliorer les résultats du secteur du commerce non structuré.

7. Les publications techniques suivantes ont été établies :

a) Rapport intérimaire aux Etats membres sur l'application du CARPAS au secteur agricole;

b) Evaluation et suivi de l'incidence sur l'agriculture africaine des mesures d'intégration économique européenne de 1992;

c) Analyse, suivi et évaluation de l'incidence de la biotechnologie sur le développement de l'agriculture;

d) Mesures visant à coordonner les réseaux de recherche sur le maïs dans la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe;

e) Manuel sur les mesures visant à accroître les disponibilités alimentaires grâce à l'exploitation de ressources alimentaires non traditionnelles;

f) Directives en vue de la réduction des pertes dans le sous-secteur de l'élevage, un accent particulier étant mis sur les pertes liées à la reproduction;

g) Incidence des programmes d'ajustement structurel sur la situation alimentaire dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest;

h) Analyse comparative des avantages structurels des produits agricoles d'exportation d'Afrique et d'Asie du Sud-Est;

i) Rôle des institutions financières dans la facilitation et la promotion du commerce intra-africain;

j) Rôle de la commercialisation agricole dans le développement économique;

k) Incidence de l'aide alimentaire sur la sécurité et l'autosuffisance alimentaires de l'Afrique;

l) Mesures visant à développer les aspects institutionnels de la transformation rurale dans certains pays;

m) "Progrès rural", deux fois par an;

n) Mesures visant à améliorer les politiques et la gestion dans le domaine de la pêche dans certains pays africains;

o) Mesures visant à renforcer les capacités institutionnelles dans le domaine de la pêche dans certains pays africains;

p) Mesures visant à renforcer la coopération pour l'exploitation et la gestion des ressources partagées des pêcheries intérieures;

q) Evaluation des programmes de développement de l'aquaculture dans les eaux intérieures et marines en Afrique.

8. Le secrétariat a également organisé les séminaires et ateliers suivants concernant le secteur de l'agriculture :

a) Séminaire sur les besoins en formation en matière de planification et de programmation du développement agricole;

b) Quatre réunions pour les Etats de l'Afrique du Centre et de l'Afrique de l'Ouest sur les questions cruciales de la sécurité alimentaire;

c) Séminaire pour les pays de l'Afrique du Nord sur l'amélioration des capacités pour la planification et la gestion des pêches.

9. Des services consultatifs ont également été fournis par le secrétariat aux Etats membres en ce qui concerne l'amélioration des mesures de lutte contre la mouche tsé-tsé. Des modèles sur le bétail ont également été expérimentés dans les sous-régions de l'Afrique du Centre et de l'Afrique de l'Ouest dans le but de développer les ressources animales de l'Afrique.

Affaires de la mer

10. Dans le domaine des affaires de la mer, le secrétariat a élaboré l'étude technique sur la situation, les politiques, les stratégies et le cadre juridique actuels pour le développement des ressources marines dans certains Etats membres africains.

11. Des services consultatifs et une assistance technique ont été fournis à six Etats africains concernant la mise en place d'institutions, la mise en valeur des ressources humaines et le développement de la science et de la technique dans le domaine des affaires de la mer.

Recherche et planification socio-économiques

12. Durant la période considérée, le secrétariat a établi un certain nombre de rapports, de documents et de publications techniques portant sur la politique sociale, la planification et la recherche, les pays les moins avancés, les pays insulaires et les pays enclavés ainsi que sur les questions et politiques de développement.

13. Les rapports et documents ci-après ont été élaborés par le secrétariat :

a) Rapport à la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains sur un modèle de prévision à court terme pour le Congo en vue

d'aider ce pays à établir son propre système national de prévision;

b) Un document destiné aux réunions du World Project Link sur la situation économique et les perspectives de l'Afrique en développement, à partir de la simulation d'un modèle économique ouvert;

c) Rapport à la Conférence des ministres de la CEA sur la mise en oeuvre des stratégies de développement régional de l'Afrique;

d) Quatre Development Research Papers Series (DRPS) : i) modèle optimal de fixation des prix pour les produits de base dans les pays en développement : une application au sous-secteur du cacao en Côte d'Ivoire et au Ghana; ii) mobilisation de l'épargne privée en Afrique: une étude du rôle du système bancaire dans certains pays; iii) dévaluation et ajustement structurel: l'expérience du Nigéria; et iv) le déficit alimentaire en Egypte;

e) Rapport intérimaire sur la mise en oeuvre du Programme d'action en faveur des PMA pour les années 90;

f) Rapport sur la mise en oeuvre de la Charte africaine pour l'action sociale;

g) Rapport sur la situation sociale en Afrique.

14. Les publications techniques ci-après ont été élaborées par le secrétariat :

a) Etude des conditions économiques et sociales en Afrique pour 1991-1992;

b) Etude des conditions économiques et sociales dans les pays africains les moins avancés (1991-1992);

c) Rapport économique sur l'Afrique, 1993;

d) Le rôle des intermédiaires financiers dans la mobilisation et l'utilisation de l'épargne des ménages dans les pays africains les moins avancés, les pays enclavés et les pays insulaires : jonction entre circuits organisés et circuits informels;

e) Politiques alimentaires et agricoles dans les pays les moins avancés, les pays enclavés et les pays insulaires : passé et futur;

f) Etude des tendances sociales dans la région africaine;

g) Programmes de sécurité sociale et développement national en Afrique : un agenda pour les années 90.

15. Le secrétariat a également participé à une table ronde organisée par le Gouvernement cap-verdien et le PNUD

dans le but de promouvoir le dialogue entre le gouvernement hôte et ses donateurs.

Planification, mise en valeur et utilisation des ressources humaines

16. Durant la période considérée, le secrétariat a réalisé un certain nombre d'activités dans le domaine de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines en vue de promouvoir la mise en valeur efficace des ressources humaines nécessaires à un développement économique et social accéléré dans tous les secteurs de l'économie nationale et de renforcer les capacités en matière de planification, de mise en valeur et d'utilisation des ressources humaines. A cet égard, les publications techniques suivantes ont été établies :

a) Trends and Issues in African Education, l'accent étant mis sur les contraintes et les défis du développement de l'éducation au cours des trois dernières décennies et la manière dont l'Afrique y a fait face;

b) Non-Formal Education and Development : étude de l'enseignement de type non classique en tant que moyen de répondre à l'évolution de la situation en matière de développement;

c) Measures for Solving Educated and Graduate Unemployment in African Countries dans laquelle ont été examinées la situation de l'emploi et du chômage dans les pays africains et l'ampleur du chômage des diplômés etc.;

d) Strategies for Increasing Effectiveness of Human Resources in Priority Sectors for Socio-Economic Development

e) Africa's Human Resources Agenda for 1990s and beyond, l'accent y est mis sur les actes de la quatrième réunion de la Conférence des ministres de la CEA responsables de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines tenue à Addis-Abeba en décembre 1991;

f) Status, Policies and Programmes on Human Resources Planning, Development and Utilisation in Africa, portant sur la mobilisation et l'utilisation des ressources dans les institutions d'enseignement supérieur et les moyens de créer des emplois productifs dans une économie africaine;

g) Training Information Notice Nos. 78 et 79 qui donnaient aux Etats membres des informations sur les stages, leur lieu, durée et mode de financement etc. dans le cadre des programmes de formation de la CEA;

h) Job Vacancies in Africa qui donnait aux Etats membres et aux parties concernées des informations sur les vacances de postes pour la main-d'oeuvre qualifiée aux fins de recrutement au titre du programme CEA/OMI de retour des compétences en Afrique.

17. Un document technique a également été élaboré en vue de la Conférence des ministres de l'éducation en mai 1993. Le document est intitulé "Africa's Development Strategies and their Implications for Education".

18. Le secrétariat a tenu plusieurs séminaires et ateliers de formation en collaboration avec diverses institutions gouvernementales au niveau national qui avaient pour objectif principal d'améliorer et de renforcer les connaissances professionnelles, les compétences pratiques et les aptitudes du personnel s'occupant de l'élaboration et de l'évaluation des programmes. Ces séminaires et ateliers étaient :

a) Du 15 au 19 juin 1992, le secrétariat a collaboré avec le National Manpower Board de la Commission nationale de planification du Nigéria pour l'organisation d'un séminaire national sur une politique intégrée à long terme du Nigéria en matière de main-d'oeuvre et d'emploi;

b) Un séminaire national de formation sur l'élaboration et l'évaluation des programmes, en collaboration avec le National Curriculum Centre du Swaziland, du 18 au 29 mai 1992;

c) Du 6 au 10 juillet 1992, le secrétariat a collaboré avec le Ministère du travail et des affaires sociales de l'Ethiopie pour organiser un séminaire national de formation sur la planification de l'emploi et l'accroissement de la productivité en Ethiopie.

Système panafricain d'information pour le développement

19. Durant la période considérée, le secrétariat a effectué plusieurs activités inscrites au budget ordinaire, en utilisant des ressources extrabudgétaires. Parmi les activités menées, figuraient des cours de formation, des stages et des voyages d'étude, des services consultatifs aux niveaux national, sous-régional et régional ainsi que la participation à des réunions, à des ateliers, à des séminaires et à des tables rondes.

20. Au nombre des stages organisés aux niveaux national et sous-régional il y a lieu de mentionner les suivants :

a) Six stages de formation aux méthodologies du PADIS et à l'utilisation des logiciels CDS/ISIS à l'intention de participants;

b) Cinq stages de formation sur les communications par ordinateur à l'intention de participants;

c) Formation aux techniques de reprographie à l'intention du personnel du centre national participant éthiopien, Addis-Abeba, 10 octobre - 13 novembre 1992;

d) Formation portant sur certains aspects de la technologie de l'information à l'intention des centres

institutionnels participants, Addis-Abeba, 19-20 novembre 1992;

e) Stage de formation pour la mise au point de bases de données utilisant le CDS/ISIS à l'intention de participants d'Ethiopie et du Nigéria à Addis-Abeba, en novembre/décembre 1992.

21. Dans le but d'améliorer les compétences du personnel des centres nationaux et institutionnels participants ont été organisés :

a) Un stage au bureau de coordination centrale du PADIS à Addis-Abeba pour des volontaires venant de l'OBK, du 20 avril au 1er mai 1992;

b) Un voyage d'étude à Addis-Abeba, pour le Directeur du Centre national participant du Sénégal au PADIS, en mai 1992.

22. Des services consultatifs ont été fournis en ce qui concerne une gamme de questions relatives à la gestion de l'information pour le développement à sept Etats membres, à leur demande. Trois services consultatifs ont été fournis aux institutions sous-régionales et régionales.

23. Le secrétariat a participé aux réunions suivantes portant sur la gestion et la technologie de l'information:

a) Examen tripartite du projet du PNUD (RAF/88/125) pour la mise au point d'une base de données et d'un système d'information pour l'OBK à Kigali, en mai 1992;

b) INET'92 : Atelier inter-réseaux pour promouvoir la gestion des réseaux au niveau mondial et examiner les questions des réseaux, à Kobe (Japon) en juin 1992;

c) Réunion du Groupe des utilisateurs du Minisis arabe (AMUG) pour examiner le traitement de l'information en utilisant les caractères arabes et pour mettre au point des systèmes de traitement de la langue arabe à Tunis, du 29 juin au 12 juillet 1992;

d) Volontaires pour l'atelier d'assistance technique sur les communications numériques afin d'introduire l'utilisation de la radio numérique et de la technologie par satellite pour les communications pour le développement, Nairobi, août 1992;

e) Atelier de l'American Association for the Advancement of Science et de l'Académie africaine des sciences sur la création de réseaux scientifiques et techniques en Afrique, y compris la formation à l'élaboration de projets et à la gestion de réseaux, à Nairobi en août 1992. Le secrétariat a présenté un document intitulé "The PADIS net project and future potential for networking in Africa";

f) Réunion des centres MINISIS pour préparer le projet PADIS/CRDI, à Ottawa (Canada) en octobre 1992;

g) Treizième réunion internationale du Groupe d'utilisateurs du MINISIS à Bombay (Inde) en novembre 1992;

h) Séminaire national éthiopien sur l'information pour le développement durant lequel le secrétariat a présenté un document sur les activités du PADIS en Afrique liées à l'information pour le développement, Addis-Abeba, novembre 1992;

i) Réunion pour le lancement du projet pilote africain relatif à un réseau d'informations économiques et commerciales établi par les chambres de commerce et d'industrie des pays en développement, les membres du Groupe des 77, à Douala (Cameroun) en décembre 1992;

j) CRDI/Secrétariat du Commonwealth, Technologie de l'information pour le développement : Consultation informelle pour la mobilisation des ressources, Londres, janvier 1993;

k) Atelier sur la création de réseaux entre les bibliothèques et les centres de documentation de l'Afrique australe, organisé par le Southern Africa Regional Institute for Policy Studies, Harare, février 1993;

l) Table ronde du CRDI sur l'information/la communication en ce qui concerne l'environnement et le développement, à Nairobi, 4 mars 1993;

m) Réunion du Comité technique sous-régional du PADIS pour l'Afrique du Nord, à Tanger, du 30 mars au 3 avril 1993.

24. Durant la période considérée, le secrétariat a continué d'assurer la coordination, l'harmonisation et à effectuer les activités de liaison avec les centres nationaux participants, les centres institutionnels participants et les centres sous-régionaux du PADIS.

25. Des bases de données sur les aspects socio-économiques, scientifiques et techniques du développement en Afrique et sur les experts africains concernant les aspects sociaux, économiques, scientifiques et techniques du développement en Afrique ont été maintenues durant toute la période considérée. Ainsi, le secrétariat a continué de fournir des services aux utilisateurs sous forme de catalogues publiés sur les questions de développement; des services d'information personnalisés; des documents/micro-fiches et des bulletins de SDI. Durant la période en question, le secrétariat a publié son bulletin trimestriel, une nouvelle édition du Répertoire d'experts africains, quatre numéros de Devindex-Africa, de nouvelles éditions du Répertoire des institutions parrainées par la CEA et du Répertoire des institutions de développement.

26. De nouvelles bases de données ont également été acquises auprès du Groupe de coordination du CRDI, de la Banque mondiale, de l'Université de Colima (Mexique) et du Centre international de télé-enseignement de l'Open

University au Royaume-Uni etc. Toutes les nouvelles bases de données acquises ont été utilisées pour des services d'information et de diffusion sélective et pour des services de recherche rétrospective.

27. Le secrétariat a également célébré, le 18 novembre 1992 au siège de la CEA, la première journée annuelle de l'information pour le développement, qui a été instituée à la demande de la Conférence des ministres de la CEA à sa dix-huitième réunion dans la résolution 726 (XXVII).

Etablissements humains

28. Dans le but de corriger le déséquilibre entre les zones rurales et les zones urbaines grâce à des directives pour la formulation et la mise en oeuvre de politiques nationales en matière d'établissements humains visant à une localisation du peuplement et pour le lancement d'activités économiques équilibrées permettant de créer un environnement sain, d'opérer des réformes agraires, de promouvoir les communautés rurales et de renforcer le secteur de la construction locale, les activités décrites ci-après ont été menées par le secrétariat durant la période considérée.

29. Deux publications techniques ont été réalisées :

a) Directives pour la formulation de politiques en matière d'établissements humains et leur incidence sur l'environnement;

b) Renforcement du développement des villes intermédiaires et établissement de pôles de croissance dans les pays africains.

30. Trois rapports ont été présentés au Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement à la CEA en mars/avril 1993 :

a) Intégration de la planification des établissements humains dans le processus global de planification du développement économique;

b) Exécution du projet régional relatif au développement des industries des matériaux de construction en Afrique;

c) Protection de l'environnement naturel et aménagé grâce à des mesures sur le développement des établissements humains.

31. Une réunion spéciale d'experts a également été organisée sur la protection de l'environnement naturel et aménagé grâce à des mesures sur le développement des établissements humains.

32. Enfin, un projet opérationnel a été lancé avec l'assistance financière du PNUD. Le projet vise à démontrer la viabilité de la fabrication commerciale et de l'utilisation de briques en terre stabilisées au Sénégal; de tuiles en

fibrociment au Cameroun et au Ghana; et de la chaux en Ouganda.

Environnement et développement en Afrique

33. Dans le domaine de l'environnement et du développement, le secrétariat a continué de publier son bulletin trimestriel : "ECA Environment Newsletter". Il a également présenté un rapport intérimaire sur le suivi de la CNUED à la septième réunion du Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement tenue à Addis-Abeba en mars 1993.

34. Les activités de coordination du secrétariat ont été principalement orientées vers une institution parrainée par la CEA, à savoir le Centre africain pour l'application de la météorologie au développement (ACMAD) pour s'assurer que ses efforts ont été axés sur la réalisation de ses objectifs. La CEA a également collaboré avec l'OUA pour la mise au point d'une approche africaine face aux négociations pour l'élaboration d'une convention internationale sur la désertification. Les relations ont également été poursuivies avec les ONG sur des questions relatives aux préparatifs de la CNUED et à son suivi, en particulier dans le contexte de l'Agenda 21 et de la Position commune africaine sur l'environnement et le développement.

35. Des services consultatifs ont également été fournis au Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS) et à l'Autorité intergouvernementale pour la lutte contre la sécheresse et pour le développement (IGADD).

Développement industriel

36. Dans le domaine industriel, le secrétariat a poursuivi ses activités visant à redynamiser et à restructurer le secteur ainsi que ses programmes et projets en soutenant les industries motrices nationales et multinationales exploitant les ressources. Dans le cadre de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement industriel, de l'Afrique l'accent a été mis sur le renforcement des capacités en matière d'entreprise et de technologie des pays africains aux niveaux national, sous-régional et régional. Dans ce contexte, des publications techniques et des rapports ont été établis tandis que diverses réunions ont été organisées par le secrétariat.

37. Les publications techniques établies durant la période considérée étaient les suivantes :

a) Focus on African Industry;

b) Répertoire de profils de projets sur la petite industrie;

c) Priorités industrielles nationales et sous-régionales dans le contexte de la deuxième Décennie;

d) Manuel à l'intention des formateurs pour le développement de l'entreprise dans la petite industrie;

e) Structure des entreprises industrielles dans le secteur non structuré dans certains pays africains;

f) Rapport sur le financement durable de certains projets industriels de la deuxième Décennie dans les différentes sous-régions;

g) Possibilités et perspectives de production de produits chimiques de base à partir du gaz naturel en Afrique;

h) Directives pour la fabrication d'outils et d'instruments aratoires et de matériel de transport à faible coût par la petite industrie mécanique dans le contexte de la deuxième Décennie;

i) Rôle des zones franches industrielles dans l'industrialisation des pays africains dans le contexte de la deuxième Décennie.

38. Les trois rapports ci-après ont été élaborés pour être présentés à la onzième réunion de la Conférence des ministres africains de l'industrie prévue à Maurice en mai /juin 1993 :

a) Problèmes, politiques, questions et perspectives à l'horizon 2000 des industries de base de l'Afrique (industries chimiques, métallurgiques et mécaniques);

b) Evaluation des politiques et des stratégies pour la remise en état et la redynamisation de certains sous-secteurs industriels;

c) Rapport intérimaire sur l'exécution du programme de la deuxième IDDA.

39. Le secrétariat a également organisé deux réunions du groupe spécial d'experts dans le cadre de la deuxième IDDA en vue de préparer et de mettre au point deux publications techniques dans les domaines de la promotion des investissements et des produits chimiques de base. Finalement, une réunion sous-régionale sur l'identification des priorités sous-régionales et nationales dans le contexte de la deuxième IDDA pour la sous-région de l'Afrique centrale a été organisée à Brazzaville (Congo) en janvier 1993.

Commerce international et financement du développement

40. Dans le secteur du développement et du financement du commerce, le secrétariat a produit plusieurs publications techniques, présenté des rapports et documents à diverses réunions, participé à des séminaires et ateliers et fourni des services consultatifs.

41. Des publications techniques sur les sujets suivants ont été produites au cours de la période considérée :

a) Examen de la situation concernant la dette extérieure de l'Afrique et de l'incidence de la baisse des cours des produits de base sur la capacité du continent d'assurer le service de sa dette extérieure;

b) Analyse de l'impact des initiatives prises jusqu'ici pour alléger le fardeau de la dette extérieure de l'Afrique;

c) Création d'une base de données à la CEA sur les caractéristiques de la dette extérieure de l'Afrique;

d) Etude sur le fardeau de la dette des pays en développement : L'optique africaine;

e) Impact de la récente évolution de l'environnement international sur les transferts nets de ressources vers l'Afrique;

f) Propositions d'affaires pour les hommes d'affaires africains, Flash no.58 et 59, juin et décembre 1992;

g) Bulletin du commerce africain, publication technique, volumes 16 no.2 et 17 no.1.

42. Plusieurs rapports sur les sujets ci-après ont été rédigés en vue d'être présentés à la Conférence des ministres africains du commerce et des finances :

a) Situation des femmes pratiquant le commerce dans les secteurs structuré et non structuré : cas du Malawi;

b) Intégration des femmes dans les secteurs structuré et non structuré : cas de la Mauritanie;

c) Accords internationaux de produits et bourses de marchandises;

d) Perspectives et obstacles dans le domaine du commerce intra-africain, eu égard aux barrières tarifaires et non tarifaires;

e) Rapport sur les stratégies efficaces pour l'allègement du fardeau de la dette extérieure de l'Afrique.

43. De même, un certain nombre de rapports et de documents figurant ci-après ont aussi été présentés à d'autres réunions :

a) Les mécanismes traditionnels de financement du commerce, leur structure, leur rôle, leurs fonctions et les liens éventuels au sein du secteur financier moderne, destiné à être présenté à la réunion du groupe spécial d'experts sur la facilitation du commerce, à Addis-Abeba;

b) La relance des organisations commerciales d'Etat en Afrique, à présenter à la troisième réunion des organisations commerciales d'Etat en Afrique;

c) L'étude sur les caisses d'épargne et le développement des petites entreprises : cas de la sous-région de la SADC, à présenter à l'atelier sur l'épargne et le développement dans la sous-région de la SADC, tenu à Gaberones (Botswana) en juin 1992;

d) Une étude sur les perspectives qui s'offrent aux économies africaines, à présenter à la Conférence internationale sur la promotion des marchés de capitaux en Afrique tenue à Abuja (Nigéria) en novembre 1992.

44. Des conférences sur les thèmes ci-après ont été données lors du neuvième cours des banques centrales de l'Afrique de l'Est à Nairobi (Kenya) en juillet/août 1992 :

a) Coopération économique et monétaire régionale en Afrique : rôle des banques centrales africaines;

b) Analyse comparative des organisations et groupements économiques régionaux d'Afrique : leur efficacité et leur viabilité.

45. Au cours de la période considérée, le secrétariat a participé aux séminaires, ateliers et conférences ci-après :

a) Atelier sur l'épargne et le développement des petites entreprises dans la sous-région de la SADC (Gaberones, Botswana, juin 1992);

b) Conférence internationale sur la promotion des marchés de capitaux en Afrique (Abuja, Nigéria, novembre 1992);

c) Atelier sur l'intégration régionale en Afrique de l'Est et en Afrique australe sur la facilitation du commerce ainsi que des flux des investissements et des paiements dans la sous-région (Maurice, juin 1992);

d) Deuxième atelier sur la facilitation de l'activité économique intra-régionale en Afrique de l'Est et en Afrique australe (Harare, Zimbabwe, 30 novembre - 2 décembre 1992);

e) Neuvième cours des banques centrales de l'Afrique de l'Est (Nairobi, Kenya, 6 juillet - 14 août 1992);

f) Réunion du Comité sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest de l'Association des banques centrales africaines;

g) Réunion annuelle de la Banque africaine de développement (BAD), (Dakar, Sénégal, 12-14 mai 1992);

h) Réunion annuelle du FMI et de la Banque mondiale à Washington;

i) Réunion du Comité sous-régional pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe de l'Association des banques centrales africaines, Malawi;

j) Réunion du Groupe de travail des gouverneurs africains de la Banque mondiale et du FMI sur les questions relatives aux politiques monétaires et financières (Arusha, Tanzanie, août 1992);

k) Quatrième foire commerciale de la ZEP (Dar es-Salaam, Tanzanie, juillet);

l) Trente-neuvième session du Conseil du commerce et du développement de la CNUCED (Genève, Suisse 29 septembre-10 octobre 1992);

m) Réunion du groupe spécial d'experts sur la facilitation du commerce, avec l'accent sur les services, le financement du commerce et le crédit dans les zones rurales, prévue à Addis-Abeba (Ethiopie) en juin 1993.

46. Une mission de services consultatifs a été effectuée, sur demande, à l'Institute for a democratic Alternative for South Africa (IDASA) en juillet 1992.

Sources d'énergie nouvelles et renouvelables

47. Le secrétariat a continué de poursuivre l'objectif consistant à aider les Etats membres à accroître leur capacité par le renforcement de la planification et de la gestion de l'énergie dans la région. A cet égard, certaines publications techniques ont été produites, des réunions et séminaires ont été organisés et des services ont été fournis aux Etats membres.

48. Les deux publications techniques produites étaient les suivantes :

a) Principes directeurs sur la législation pétrolière dans les pays africains;

b) Recueil de règles et réglementations adoptées par les pays africains producteurs de pétrole.

49. Une réunion du groupe spécial d'experts s'est tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) en octobre 1992 pour examiner les diverses applications de la science et de la technologie nucléaires dans le domaine de l'agriculture et de la conservation des produits alimentaires. Un séminaire sur la politique énergétique et l'environnement a été organisé conjointement par la CEA et l'IDE (Institut de développement économique) de la Banque mondiale en novembre 1992. Il visait à améliorer la politique énergétique et à renforcer la recherche et la gestion en matière d'énergie en Afrique.

50. Des services consultatifs techniques ont été fournis au Centre régional africain pour l'énergie solaire au Burundi pour le fonctionnement du centre compte tenu des

problèmes de gestion et des difficultés financières rencontrés par celui-ci.

Ressources naturelles

51. Dans le domaine des ressources minérales, les activités du secrétariat ont été axées sur le renforcement des institutions s'occupant de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources minérales par l'amélioration des moyens pour la formulation de politiques appropriées concernant les stratégies pour l'exploitation minière à petite échelle ainsi que la fourniture d'informations pour le secteur minier. Dans le secteur des ressources en eau, une assistance a été apportée aux Etats membres pour la coordination et l'harmonisation des activités qu'ils mènent pour la mise en valeur des ressources naturelles dans les bassins lacustres et fluviaux communs à plusieurs pays. Dans le domaine de la cartographie et de la télédétection, les efforts ont été axés sur le développement et la rationalisation des moyens institutionnels, technologiques et humains pour l'acquisition, l'analyse et l'utilisation de données pour la gestion des ressources naturelles ainsi que de l'environnement, ainsi que pour la rationalisation des politiques et stratégies en matière de levés, de cartographie et de télédétection en Afrique.

52. S'agissant des publications techniques, celles mentionnées ci-après ont été produites au cours de la période considérée :

- a) Création d'associations africaines d'exploitants miniers et d'opérateurs dans des industries connexes;
- b) Situation actuelle de l'exploitation minière à petite échelle en Afrique et stratégies pour son développement;
- c) L'environnement et la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique;
- d) Bulletin d'information de la CEA sur les activités relatives aux ressources en eau en Afrique - Maji;
- e) Répertoire des spécialistes africains de l'eau;
- f) Bulletin de la cartographie et de la télédétection en Afrique.

53. Divers documents ont été élaborés par le secrétariat et présentés à différentes réunions. Il s'agit des suivants :

- a) Faits récents ayant influé sur le secteur minier africain durant les années 80, document présenté au séminaire international de la CNUCED sur le rôle du secteur des minéraux dans le développement économique de l'Afrique;
- b) Principes directeurs pour un développement durable de l'exploitation minière à petite échelle en Afrique, présenté au séminaire interrégional des Nations

Unies sur les principes directeurs pour le développement de l'exploitation minière à petite et moyenne échelles;

c) Investissements miniers en Afrique durant les années 80 et perspectives pour les années 90, présenté au séminaire sur les investissements miniers en Namibie;

d) Contribution au rapport du Secrétaire général sur la coordination des activités dans l'espace extra-atmosphérique au sein du système des Nations Unies.

54. Une assistance technique a été apportée sur demande aux organismes et institutions ci-après :

- a) Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique du Centre (CAMRDC), pour la définition de stratégies visant à redynamiser l'institution;
- b) Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (ESAMRDC), sur l'élaboration de descriptifs de projets à soumettre aux donateurs potentiels;
- c) Etats membres du Groupe UNDUGU pour l'élaboration d'un cadre de coopération;

d) Organisation africaine de cartographie et de télédétection (OACT), Centre régional de formation aux techniques des levés aériens (RECTAS) et Centre régional de services spécialisés dans le domaine des levés, des cartes et de la télédétection (RCSSMRS) pour la mise en place de moyens institutionnels et de capacités de gestion.

55. Des services consultatifs ont été fournis aux organes et pays suivants :

- a) Autorité du Liptako Gourma, pour l'exploitation des gîtes aurifères dans la région relevant de l'Autorité;
- b) Guinée équatoriale, pour la restructuration de l'Office national d'exploitation minière et pour l'amélioration du secteur de l'exploitation d'or à petite échelle;
- c) Burkina Faso, sur les possibilités de créer une usine de traitement des produits minéraux;
- d) Guinée, pour les négociations avec les donateurs concernant l'incidence sur l'environnement de l'exploitation du gisement de fer du mont Nimba;
- e) Cameroun, pour l'étude sur la création de points d'eau dans la région de Menchoum en vue de définir les moyens de réaliser ces points d'eau et concevoir ultérieurement un programme d'exécution;
- f) Guinée, pour conseiller le bureau régional de l'OUA quant à l'évaluation et à la mise sous forme finale du descriptif de projet pour le plateau du Fouta-Djalon et le projet de développement intégré dans le cadre de l'Agenda 21.

56. Le secrétariat a également produit des affiches et des graphiques à exposer à :

a) La sixième Foire commerciale panafricaine de l'OUA tenue à Bulawayo (Zimbabwe) du 2 au 10 septembre 1992 ;

b) La troisième Conférence africaine sur la population tenue à Dakar (Sénégal) du 7 au 12 décembre 1992.

57. Finalement, le secrétariat a organisé les réunions, séminaires ou conférences ci-après ou y a participé :

a) Dixième réunion ministérielle du Groupe UNDUGU tenue à Addis-Abeba en février 1993 afin d'examiner les recommandations des experts concernant un cadre de coopération;

b) Huitième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique tenue au siège de la CEA à Addis-Abeba en février 1993;

c) Réunion du sous-comité scientifique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et réunion interorganisations sur les activités dans l'espace extra-atmosphérique.

Administration publique et questions fiscales en Afrique

58. Dans le domaine de l'administration publique et des questions fiscales, le secrétariat a, au cours de la période considérée, fourni une assistance aux Etats membres de la CEA dans leurs efforts tendant à améliorer et à renforcer l'administration publique, les systèmes, les régimes, les institutions et les techniques en matière de gestion et de fiscalité, les résultats des entreprises publiques, la gestion des finances publiques et la promotion de l'esprit d'entreprise. A cet égard, il a produit des publications techniques et collaboré avec les institutions nationales et régionales à l'organisation de cours de formation.

59. Les publications techniques suivantes ont été produites au cours de la période considérée :

a) Mesures visant à stimuler, développer et promouvoir les moyens autochtones en matière de gestion d'entreprise en Afrique;

b) Incidence de l'automatisation et de la technologie moderne sur l'efficacité de la gestion financière dans les entreprises publiques en Afrique;

c) Innovations en matière d'administration publique et de gestion pour accroître la participation populaire à la conception et à l'exécution de programmes de développement nationaux;

d) Restructuration des régimes fiscaux en Afrique en vue d'une mobilisation adéquate de ressources intérieures : examen des tendances actuelles;

e) Tendances actuelles de la programmation des dépenses publiques en Afrique;

f) Mesures tendant à améliorer la capacité de gestion, la motivation et la productivité dans les entreprises publiques en Afrique;

60. Les stages de formation régionaux et nationaux mentionnés ci-après ont été également organisés :

a) Stage de formation régional sur le renforcement de la capacité de gestion et d'administration des entreprises publiques : diverses approches en matière de la privatisation en Afrique, en collaboration avec le CAFRAD et le SAAS, Khartoum (Soudan), septembre 1992;

b) Stage de formation régional sur l'amélioration de l'administration fiscale en collaboration avec l'Association des administrateurs africains des impôts - AATA, Yaoundé (Cameroun), juin 1992;

c) Stage de formation national sur la réforme des politiques et régimes fiscaux ainsi que de l'administration fiscale, en collaboration avec la direction du fisc de Zambie, Lusaka, septembre - octobre 1992;

d) Stage de formation national sur la gestion financière de haut niveau dans le secteur public, en collaboration avec l'Institut national d'administration publique (NIPA) de Zambie, Lusaka, mars 1993.

61. En outre, deux ateliers de haut niveau sur les politiques et une conférence régionale ont été organisés grâce à des fonds extrabudgétaires du projet SAPAM.

Programmes et services sociaux

62. Au cours de la période considérée, le secrétariat a axé ses efforts sur les questions concernant la jeunesse, la famille et les personnes handicapées. A cet égard, les publications techniques sur les sujets ci-après ont été élaborées :

a) Jeunesse et santé : les incidences sur la main-d'oeuvre africaine pour ce qui est du développement et de la transformation;

b) Stratégies novatrices pour lutter contre le chômage des jeunes en Afrique;

c) Répertoire des organisations de jeunesse en Afrique;

d) Effet des changements économiques et sociaux sur la famille africaine;

e) Au cours de la période en question, le secrétariat a poursuivi ses efforts visant à promouvoir les objectifs de la Décennie des Nations Unies pour les

personnes handicapées (1983-1992), grâce à la publication et à la diffusion du bulletin Equal Time, mettant en lumière un certain nombre d'activités effectuées par les personnes handicapées ou en leur faveur.

63. Deux rapports ont été élaborés pour être présentés à des réunions; il s'agit des suivants :

a) Un rapport sur les questions majeures et faits nouveaux importants et sur les activités de la CEA dans le domaine du développement social; ce rapport est une contribution au rapport du Secrétaire général à la vingt-troisième session de la Commission du développement social, tenue à Vienne en février 1993;

b) Un rapport intérimaire sur les activités menées en prélude à l'Année internationale de la famille, élaboré à l'intention de la réunion interorganisations sur l'Année internationale de la famille, tenue à Vienne en mars 1993.

64. Le secrétariat a continué d'apporter un soutien technique et fonctionnel à l'Institut africain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (UNAFRI).

Centre africain de formation et de recherche pour la femme

65. Le programme d'activités du secrétariat dans le domaine de l'intégration de la femme au développement a été axé sur le perfectionnement des compétences des femmes et sur l'amélioration de leur position pour ce qui est du contrôle de la production et de la distribution des services.

66. Les publications techniques suivantes ont été produites au cours de la période considérée :

a) Principes directeurs pour l'amélioration du rôle des femmes dans la production et la gestion du secteur non structuré;

b) ATRCW Update, no.18 et 19;

c) Bibliographie annotée sur les femmes africaines et le développement.

67. Un certain nombre de rapports ont été présentés à diverses réunions; il s'agit des suivants :

a) Une étude de faisabilité préliminaire sur la création d'une banque africaine pour les femmes et d'une fédération régionale des femmes africaines entrepreneurs, a été présentée aussi bien au CRAC qu'à la Conférence des ministres de la CEA à Addis-Abeba en mai 1993;

b) Un examen détaillé de l'application de la Déclaration d'Abuja sur le développement participatif : rôle de la femme africaine au cours des années 90 - aux niveaux

national, sous-régional et régional - a été présenté à la Conférence des ministres de la CEA en mai 1993;

c) Une pochette d'information sur la violence contre les femmes et un rapport sur la violence contre les femmes en Afrique ont tous deux été présentés au CRAC en avril 1993 à Addis-Abeba.

68. Le secrétariat a également participé à un certain nombre de réunions :

a) Réunion interinstitutions régionale organisée à Addis-Abeba en mars 1993;

b) Conférence franco-africaine sur les femmes dans le développement tenue à Paris en novembre 1992;

c) Réunions de la Commission de la condition de la femme, réunion spéciale interinstitutions et réunion du comité de planification des ONG.

69. Une assistance technique a été fournie à 25 Etats membres pour la création d'associations nationales de femmes entrepreneurs et la promotion de leurs activités.

70. Des consultations ont eu également lieu avec des responsables ougandais au sujet d'une conférence régionale sur les femmes pour la paix et le développement, qu'il est prévu de tenir à Kampala en août 1993.

Population

71. Au cours de la période considérée, le secrétariat a produit des publications techniques, organisé des réunions et fourni des services consultatifs ainsi que des services d'appui aux Etats membres et aux institutions parrainées par la CEA dans le domaine de la population.

72. Les publications techniques ci-après ont été produites:

a) Le guide démographique pour l'Afrique, 1992;

b) Stratégies visant à améliorer l'utilisation des contraceptifs en vue d'influer sur les tendances démographiques dans les pays africains;

c) Evaluation des taux, des tendances et des écarts en matière de mortalité eu égard à l'objectif de la "Santé pour tous d'ici à l'an 2000" dans certains Etats membres de la CEA;

d) Evaluation de la méthodologie et des données de l'Enquête mondiale sur la fécondité et des enquêtes démographiques.

73. Le secrétariat a organisé la troisième Conférence africaine sur la population à Dakar (Sénégal) en décembre 1992. Cette Conférence tenait lieu de réunion régionale préparatoire à la Conférence internationale sur la

population et le développement qui se tiendra en Egypte en 1994. Le secrétariat a également organisé au Ghana en novembre - décembre 1992 un atelier de formation sur les méthodologies et les utilisations des projections démographiques nationales et sectorielles.

74. Grâce à ses services consultatifs démographiques régionaux, le secrétariat a fourni huit services consultatifs aux Etats membres à leur demande. Ces services ont porté sur l'évaluation, l'analyse et la diffusion des données provenant des recensements de la population, les systèmes d'enquête et d'enregistrement des faits d'état civil et la formulation, l'exécution et l'évaluation des projets et programmes de population ainsi que sur l'intégration des facteurs démographiques dans la planification du développement et dans la formulation des politiques.

75. Au cours de la période considérée, le secrétariat a également fourni des services d'appui technique au RIPS et à l'IFORD, qui sont toutes les deux des institutions parrainées par la CEA.

Science et technique en Afrique

76. Au cours de la période considérée, les activités du secrétariat dans le domaine de la science et de la technique ont porté sur le renforcement des politiques et de l'infrastructure institutionnelle en matière de science et technique dans les Etats membres, la mise en valeur et l'utilisation de la main-d'oeuvre dans ce secteur et la promotion de la coopération régionale et interrégionale.

77. A cette fin, les publications techniques ci-après ont été élaborées :

a) Principes directeurs et méthodologies pour la planification et la gestion des politiques en matière de science et technique pour le développement;

b) Rapport sur les expériences en matière de science nucléaire et de transfert de technologie dans ce domaine aux fins de la production agricole et de la conservation des produits alimentaires.

78. Le secrétariat a participé aux réunions ci-après :

a) Réunion d'experts de haut niveau sur la science et la technique, qui a porté sur le rôle de la technique dans l'industrialisation et l'intégration économique régionale et s'est tenue à Bujumbura (Burundi) en mai 1992;

b) Table ronde des conseillers scientifiques sur le développement basé sur la science en Afrique, tenue à Nairobi en janvier 1993;

c) Réunion sur la mise en place de capacités pour l'évaluation, le suivi et la prévision des techniques dans le contexte de la gestion de la technologie dans les Etats membres, tenue à Paris en janvier 1993.

79. Un appui technique a été fourni à l'Organisation régionale africaine de normalisation (ORAN) et au Centre régional africain de technologie (CRAT) en ce qui concerne la programmation et l'exécution des projets.

80. Des services consultatifs ont été également fournis à la Sierra Leone et au Lesotho à leur demande.

Transport et communications

81. Dans le secteur du transport et des communications, le secrétariat a élaboré des publications techniques, participé à plusieurs réunions et fourni des services consultatifs et une assistance technique aux Etats membres et aux institutions.

82. Les publications techniques ci-après ont été produites :

a) Principes directeurs pour la mise en place de dépôts continentaux de conteneurs le long des principaux couloirs de transport en Afrique;

b) Principes directeurs pour l'amélioration des opérations de dédouanement et d'expédition en vue de faciliter le commerce maritime en Afrique;

c) Principes directeurs pour le développement de la coopération sous-régionale et régionale en matière de transport maritime en Afrique;

d) Droits et tarifs portuaires pour la manutention des marchandises et leur incidence sur la bonne exploitation des ports;

e) Etude sur le gazoduc africain;

f) Projet de statuts du Bureau des routes transafricaines;

g) Mise en place de systèmes normalisés de gestion des opérations d'entretien;

h) Amélioration des services ferroviaires et appui au développement du transport ferroviaire inter-Etats grâce à l'exécution de programmes de remise en état, de renforcement et de modernisation des chemins de fer et du matériel roulant en Afrique;

i) Amélioration et disponibilité du matériel, accroissement de l'efficacité et du rendement en matière d'entretien et ateliers sur la réparation du matériel roulant des réseaux ferroviaires africains.

83. Le secrétariat a organisé plusieurs réunions, conférences, ateliers, etc. ayant essentiellement trait à la mise en oeuvre de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique (UNTACDA II), ou y a participé, notamment :

a) La première réunion technique consultative sur le trafic de transit, organisée par l'Autorité du couloir de transport de transit du Nord;

b) La première réunion du Groupe de travail de la deuxième UNTACDA sur les stratégies pour la production de matériel de transport et de communications, organisée par la CEA et à laquelle ont participé l'OUA, le PNUD et l'ONUDI;

c) La réunion intergouvernementale des experts des ports africains sur le développement de la coopération entre les ports;

d) La réunion spéciale du Groupe d'experts chargée d'examiner les propositions relatives au développement de la coopération sous-régionale dans le domaine du transport maritime;

e) La Conférence ministérielle des Etats de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale sur les transports maritimes;

f) La réunion de l'Association des administrations portuaires de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale;

g) La réunion intergouvernementale des experts africains du transport de gaz pour évaluer l'étude effectuée sur le sujet et faire des recommandations quant aux activités de suivi, réunion organisée par la CEA;

h) La réunion d'experts intergouvernementaux sur les routes transafricaines;

i) La neuvième réunion de la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification;

j) Le premier atelier sur la conception et la gestion des programmes de sécurité routière, organisé dans le cadre de la deuxième UNTACDA par le secrétariat, en collaboration avec l'ESAMI;

k) L'assemblée générale et le colloque de l'Union des chemins de fer africains;

l) La Conférence régionale africaine sur les télécommunications, organisée à Gaborone (Botswana);

m) La réunion du Groupe d'études sur l'information et les télécommunications en Afrique, tenue à Nairobi en juillet 1992;

n) La deuxième Conférence extraordinaire des ministres africains responsables des télécommunications, organisée à Abidjan (Côte d'Ivoire) par la CEA en mai 1992;

o) Les réunions des organes directeurs de la deuxième UNTACDA, à savoir le Comité de coordination

interinstitutions et ses organes subsidiaires : le Comité de mobilisation des ressources les experts intergouvernementaux et la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification, qui ont tenu leurs réunions respectives à Addis-Abeba en mars 1993 pour examiner la mise en oeuvre du programme de la Décennie.

84. Des rapports et documents ont été élaborés et présentés à certaines réunions ainsi qu'il suit :

a) Rapport sur la situation actuelle et les mesures à prendre pour promouvoir la coopération future entre ports africains, présenté à la réunion intergouvernementale d'experts des ports africains;

b) Une étude préliminaire sur la mise en place d'une association régionale des routes, qui a été présentée à la réunion du Groupe de travail sous-sectoriel sur les routes;

c) Politiques de développement des télécommunications en Afrique: les raisons militent pour un changement de politiques. Ce document a été présenté à la réunion du Groupe d'études sur l'information et les télécommunications en Afrique, tenue à Nairobi en juillet 1992.

85. Le secrétariat a fourni une assistance technique à certains Etats membres et institutions, notamment : à l'Association des administrations portuaires de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, pour l'élaboration de son programme de travail; au Cameroun, dans le cadre d'une étude relative à une base de données sur les transports maritimes; pour le programme de la deuxième UNTACDA, en vue de sa mise en oeuvre; à 34 Etats membres, en ce qui concerne les résultats d'une étude sur le transport par gazoduc; à l'Union des chemins de fer africains, en vue de l'amélioration des services ferroviaires dans les pays de l'Union; à la CEDEAO, en ce qui concerne une étude sur les liaisons ferroviaires entre ses Etats membres; au projet de mise en valeur des ressources humaines et de renforcement des institutions; enfin, aux groupes de travail sectoriels sur les télécommunications et la radiodiffusion et les services postaux, en ce qui concerne l'examen de leur programme de travail.

86. En sa qualité d'organisme chef de file de la deuxième UNTACDA, le secrétariat était chargé de la coordination, du suivi et de l'établissement des rapports sur toutes les activités des groupes de travail sous-régionaux et sous-sectoriels, des institutions et des organisations participant à la mise en oeuvre du programme de la Décennie ainsi que de l'organisation des réunions des organes délibérants du programme mentionnés plus haut pour lesquelles il a fourni des services fonctionnels.

Statistiques

87. Les activités dans le domaine du développement de la statistique au cours de la période considérée ont essentiellement porté sur la mise en place de capacités nationales et la réalisation de l'autonomie en matière de statistiques. A cet égard, outre les rapports élaborés à l'intention de réunions d'organes délibérants et les publications techniques, un accent particulier a été mis sur la formation par le biais de stages en cours d'emploi et d'ateliers.

88. Le secrétariat a donc élaboré les publications techniques ci-après :

- a) Bulletin du Programme de formation statistique pour l'Afrique (PFSA): numéros 21 et 22 (combinés);
- b) Recueil des statistiques africaines de l'environnement, 1991;
- c) Répertoire des statisticiens africains, 1992;
- d) Annuaire statistique pour l'Afrique, 1988-1989, quatrième partie - Afrique de l'Est et Afrique australe;
- e) Indicateurs socio-économiques africains, 1989;
- f) Indicateurs socio-économiques africains, 1990-1991;
- g) Statistiques africaines du commerce extérieur, série A, no. 34;
- h) Collaboration verticale et horizontale en matière de traitement de données entre les différents services des bureaux nationaux de statistiques;
- i) Solutions de rechange aux recensements de la population permettant d'obtenir des statistiques sur des aires de petite étendue.

89. A la sixième session de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains, le secrétariat a présenté les documents ci-après :

- a) Besoins en matière de statistiques pour le suivi et l'évaluation des réformes de politiques à court terme et des plans de développement à long terme;
- b) Assistance technique en matière de planification, de statistique, de démographie et de science de l'information;
- c) Rapport sur la révision du Système de comptabilité nationale des Nations Unies;
- d) Programme africain concernant la mise en place de dispositifs d'enquête sur les ménages (PADEM);

e) Stratégie pour la mise en oeuvre du Plan d'action pour le développement de la statistique en Afrique dans les années 90;

f) Rapport sur l'exécution du programme par la Division de la statistique (1990-1991), révision du programme de travail approuvé (1992-1993) et examen du projet de programme de travail (1994-1995);

g) Application dans les pays africains des classifications des produits de base du commerce international.

90. Au cours de la période considérée, le secrétariat a organisé les réunions ci-après, ou y a participé :

- a) Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains, organisée par la CEA;
- b) Vingt-sixième session du Sous-comité du Comité administratif de coordination (CAC) sur les activités statistiques et vingt-septième session de la Commission de la statistique de l'ONU;
- c) Réunion du Comité de coordination pour le développement de la statistique en Afrique;
- d) Atelier sous-régional à l'intention des pays anglophones africains, organisé à Mbabane (Swaziland) par le secrétariat en coopération avec l'OIT, en vue de l'échange de données d'expérience africaines en matière d'analyse préliminaire, de traitement des données, d'analyse et de diffusion des données provenant d'enquêtes sur les ménages ainsi que de gestion et de coordination des programmes d'enquête sur les ménages;
- e) Réunion du Sous-comité sur l'organisation et la gestion des systèmes statistiques nationaux, organisée à Washington (Etats-Unis d'Amérique) en mars 1993 par la CEA et la Banque mondiale.

91. Des missions consultatives techniques ont également été effectuées au cours de la période considérée, quatre dans le domaine de la formation et quatre autres dans le domaine des enquêtes sur les ménages. Au titre des services d'appui technique, 25 missions ont été effectuées, dont cinq pour l'élaboration des projets de recensement/l'organisation des recensements, six pour la cartographie censitaire, quatre pour l'échantillonnage, sept pour le traitement des données et trois pour l'enregistrement des faits d'état civil/statistiques de l'état civil.

Intégration et coopération économiques en Afrique

92. Au cours de la période considérée, le secrétariat et ses MULPOC ont entrepris des activités visant à promouvoir l'intégration et la coopération économiques en Afrique en fournissant une assistance aux organisations intergouvernementales (OIG) et aux Etats membres.

93. A cet égard, les publications techniques ci-après ont été élaborées:

a) Plan de coordination et d'harmonisation à suivre par la Communauté économique africaine dans ses relations avec les groupements économiques sous-régionaux;

b) Rôle des mécanismes d'auto-financement et participation des groupements socio-économiques au renforcement des groupements économiques sous-régionaux;

c) Femmes et développement;

d) Techniques des petites industries alimentaires et leurs utilisations dans les régions rurales de la Communauté économique des Pays des Grands Lacs;

e) Bulletin des OIG de l'Afrique de l'Ouest;

f) Transformation industrielle des légumineuses dans les pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest et leur commercialisation dans les pays du Sahel;

g) Recueil des résultats des centres de recherche agronomique d'Afrique de l'Ouest dans le domaine de l'amélioration des semences et des modalités y ayant trait;

h) Possibilité de diffusion des données d'expérience du Burkina Faso en matière de petites retenues d'eau et de projets connexes de pêche et de production de légumes;

i) Politiques et stratégies de production, de transformation et de consommation de denrées alimentaires locales en Afrique de l'Ouest et propositions visant à accroître l'autosuffisance alimentaire dans la sous-région;

j) Promotion et renforcement de l'intégration économique en Afrique du Nord: modalités, problèmes et stratégies;

k) Propositions pour la promotion du commerce des produits agricoles en tant qu'étape vers la mise en place d'un marché commun agricole en Afrique du Nord;

l) Etude sur la mise en place d'une autorité du blé et des céréales en Afrique du Nord;

m) Incidence éventuelle des programmes d'ajustement structurel sous-régionaux sur le processus d'intégration économique en Afrique du Centre du fait de la refonte des instruments fiscaux et douaniers et de la restructuration sectorielle de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) et de l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale (UDEAC);

n) Incidence des fluctuations des taux de change sur le plan de libéralisation du commerce intra-sous-régional;

o) Propositions pour un appui concerté au renforcement des liaisons aériennes sous-régionales en Afrique du Centre.

94. Les rapports ci-après ont été présentés aux réunions des organes de décision des MULPOC :

a) Statuts des entreprises multinationales africaines chargées des projets d'intégration, présentés au Comité d'experts du MULPOC de Lusaka;

b) Mesures préventives contre les criquets et les sautériaux en Afrique du Nord, présentées au Comité d'experts du MULPOC de Tanger.

95. Le secrétariat a organisé les réunions ci-après, ou y a participé:

a) Réunions des organes de décision des MULPOC en mars 1993;

b) Treizième Conférence des chefs de secrétariat des institutions parrainées par la CEA, tenue en avril 1993;

c) Réunion des OIG de l'Afrique du Centre pour définir les objectifs et les stratégies des OIG de l'Afrique du Centre en vue du cinquième cycle de programmation du PNUD;

d) Réunion des OIG de l'Afrique du Centre pour élaborer trois descriptifs de projets à présenter au PNUD sur la base des fonds mis à la disposition des OIG dans le cadre du cinquième cycle;

e) Septième réunion conjointe CEA/PNUD/OIG africaines/Institutions spécialisées des Nations Unies, tenue en avril 1993.

96. Des services consultatifs ont été fournis aux OIG dans les cinq sous-régions africaines dans le cadre de la formulation et de la programmation des projets d'intégration économique au titre du cinquième cycle de programmation du PNUD, au Centre hydro-électrique de Rusumo, sur le commerce et les liaisons maritimes côtières en Afrique centrale et aux pays de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe en ce qui concerne la mise en place de capacités en ressources humaines et le développement des moyens.

97. Des séminaires et ateliers ont également été organisés à l'intention des pays de l'Afrique centrale portant sur la fabrication et la commercialisation des broderies dans la Communauté économique des pays des Grands Lacs; la création d'une société multinationale de transports sur les lacs Kivu et Tanganyika et la mise en place d'un réseau de recherche agricole. En Afrique de l'Est et en Afrique australe, des ateliers et projets sur le terrain ont porté sur des programmes pour la réalisation de l'autosuffisance et de la sécurité alimentaires; le traitement et la conservation

des produits alimentaires; la mise en valeur des ressources humaines; l'élaboration au niveau local de manuels scolaires et universitaires et la mise en service du système de documentation et d'information pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe (ESADIS). En Afrique de l'Ouest, des séminaires ont été organisés sur l'intégration par le biais de la production fondée sur les avantages comparatifs du développement industriel; les politiques visant la promotion des femmes dans le développement; les petites industries; la gestion du développement et l'élaboration d'un plan rural d'action au niveau national à l'intention des femmes au Niger.

98. Dans le cadre du Secrétariat conjoint OUA/CEA/BAD, des consultations ont été menées concernant la création de la Communauté économique africaine, la mise au point de ce projet et l'assistance à apporter.

C. Relations avec d'autres organismes des Nations Unies

99. Au cours de la période considérée, le secrétariat a coopéré avec les organismes et autres institutions spécialisées des Nations Unies à travers la programmation conjointe des activités socio-économiques de développement; le financement de séminaires, de missions sur le terrain et de projets spécifiques; la fourniture d'une assistance technique; l'organisation de réunions conjointes; la participation aux réunions; les publications conjointes; la formulation et l'exécution conjointes de projets; la coordination et l'harmonisation des activités des divers organismes et institutions, pour ne citer que ceux-ci. Ces activités sont présentées en détail comme suit :

a) Le secrétariat a poursuivi sa collaboration avec la FAO à travers la Division mixte CEA/FAO de l'Agriculture dans l'exécution des activités liées au secteur alimentaire et agricole. A cet égard, le PNUE, le PAM, le FIDA, le Conseil mondial de l'alimentation et l'OMS ont également fourni une assistance dans ce secteur, essentiellement sous la forme d'échange d'informations. Le PNUD a fourni une assistance similaire et a en outre pris en charge les participants aux séminaires organisés par la CEA, les missions sur le terrain, ainsi que les projets agricoles tels que le projet portant sur le Bassin de Kagera et relatif à la lutte contre la mouche tsé-tsé;

b) Il a collaboré avec le PNUD à travers le financement d'une mission sur le terrain d'un consultant de la CEA en vue de fournir une assistance technique à six Etats membres dans le domaine des affaires maritimes;

c) Il a prêté un appui technique à l'OMS en participant à une réunion du Comité consultatif africain sur le développement de la santé;

d) Il a collaboré avec l'OMS, l'UNICEF, le PNUD et le FNUAP à l'organisation de réunions sur le SIDA/HIV en vue de sensibiliser les Etats membres aux répercussions de cette pandémie sur le développement socio-économique à long terme de la région;

e) Il a participé à la troisième réunion biennale BIT/PECTA des planificateurs de l'emploi en Afrique à Arusha (Tanzanie) en novembre-décembre 1992;

f) Il a participé à la septième réunion de concertation conjointe UNESCO/CEA à Addis-Abeba en octobre 1992;

g) Il a collaboré avec l'UNICEF à l'élaboration de documents de travail de la Conférence internationale sur l'assistance aux enfants en Afrique tenue à Dakar en novembre 1992 et à en assurer les services techniques;

h) Il a pris part à la quatrième session du Comité intergouvernemental du Programme intergouvernemental d'informations qui s'est déroulée au Siège, Paris, en décembre 1992;

i) Il a collaboré avec le Comité administratif de coordination (CAC) à la préparation d'une base de données CD-ROM sur le développement,

j) Il a fourni une assistance technique au PNUD au Nigéria pour la création d'une base de données sur les experts nigériens;

k) Il a participé à la session structurelle du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) à New York en mars 1993;

l) Il a exécuté un projet sur le terrain financé par le PNUD qui visait à montrer la viabilité des produits manufacturés commerciaux et l'utilisation des blocs de terre stabilisés au Sénégal; des tuiles en fibres de ciment au Cameroun et en Guinée; et de la chaux en Ouganda;

m) Il a assuré le service technique des réunions extraordinaire et ordinaire du bureau de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement, en collaboration avec le PNUE. Il a également collaboré aux activités des fonctionnaires désignés pour les questions d'environnement lesquels constituent la structure de coordination du programme environnemental du PNUE à l'échelle du système;

n) Il a participé à l'élaboration commune de la résolution 1992/44 sur la deuxième IDDA, 1991-2000, parrainée par l'OUA, l'ONUDI et la CEA, par laquelle était approuvé, entre autres, ledit programme et une recommandation faite à l'Assemblée générale pour adoption à sa quarante-septième session. Il a pris part à deux réunions du Comité conjoint des secrétariats de l'OUA, l'ONUDI et la CEA sur l'exécution du programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique;

o) Il a participé à la réunion annuelle du FMI et de la Banque mondiale à Washington;

p) Il a participé au Groupe de travail des gouverneurs africains de la Banque mondiale et du FMI sur les questions relatives aux politiques monétaires et financières en République Unie de Tanzanie, en août 1992;

q) Il a participé à la trente neuvième session du Conseil du commerce et du développement de la CNUCED à Genève en septembre-octobre 1992;

r) Il a pris part au séminaire sur les politiques énergétiques et l'environnement organisé conjointement par la CEA et l'Institut du développement économique de la Banque mondiale en novembre 1992;

s) Il a participé, en liaison avec d'autres commissions régionales, aux discussions portant sur l'élaboration du projet interrégional relatif à l'efficacité énergétique globale 21 à Genève en octobre 1992;

t) Il a contribué au rapport technique de la Commission économique pour l'Asie occidentale présenté au Symposium international sur l'exploitation du gaz et les perspectives du marché d'ici l'an 2000 et au-delà tenu en Syrie en juin 1992;

u) Il a coopéré avec la Banque mondiale à l'élaboration et au suivi projet sur la rationalisation de l'offre des produits pétroliers en Afrique Sub-saharienne;

v) Il a participé au Séminaire international de la CNUCED sur le rôle du secteur des ressources minérales dans le développement économique de l'Afrique;

w) Il a coordonné et harmonisé les activités des organismes des Nations Unies et d'autres OIG dans le domaine des ressources en eau en Afrique, à la demande du Groupe inter-secrétariat des ressources en eau du Comité administratif de coordination (CAC);

x) Il a participé à la réunion du Groupe inter-secrétariat des ressources en eau du CAC à New York en octobre 1992 et au Comité directeur inter-institutions de l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement;

y) Il a exécuté le projet financé par le PNUD intitulé "Programme d'action spécial pour l'administration et la gestion en Afrique (SAPAM)";

z) Il a participé à la réunion régionale africaine sur les droits de l'homme convoquée par le Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme de Genève, tenue en Tunisie en novembre 1992.

100. Le secrétariat a contribué avec les organisations des Nations Unies et les institutions spécialisées à l'exécution des activités supplémentaires ci-après :

a) Collaboration avec le secrétariat de l'Année internationale de la famille de l'Office des Nations Unies à Vienne dans le cadre des préparatifs de la réunion

préparatoire de l'Afrique et de l'Asie occidentale en vue de l'Année internationale de la famille tenue en Tunisie en mars-avril 1993;

b) Elaboration d'un rapport intérimaire sur les activités préparatoires en vue de l'Année internationale de la famille dans le cadre de la réunion interinstitutions tenue à Vienne en mars 1993;

c) Participation au Comité conjoint CEA/Unesco;

d) Participation au Séminaire BAD/UNIFEM de prospection d'idées sur la formation de la femme lors de la réunion spéciale interinstitution à Vienne sur les préparatifs de la Conférence mondiale pour la femme;

e) Participation la Consultation internationale BAD/FAO sur les moyens d'accroître l'accès des femmes rurales au crédit;

f) Participation à la réunion du Conseil d'administration de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW);

g) Convocation d'une réunion régionale interinstitutions sur les préparatifs des conférences régionale et mondiale sur les femmes;

h) Collaboration avec la Division de la population au Siège et le FNUAP dans le cadre des activités préparatoires de la Conférence internationale sur la population et le développement de 1994;

i) Collaboration avec le FNUAP et la Division de la population en assurant le service technique de la troisième Conférence africaine sur la population;

j) Collaboration avec le Bureau régional de l'OMS pour l'Afrique au Congo et l'Unesco à Paris dans le cadre de l'exécution de quelques-unes de leurs activités;

k) Collaboration avec la Division de la population au Siège à l'établissement des projections démographiques pour 1992 dans les Etats membres de la CEA;

l) Collaboration avec l'ONUDI à la mise en oeuvre de la deuxième UNCTADA;

m) Participation à la réunion mondiale du Groupe d'experts sur le transport multimodal organisé par la CNUCED;

n) Participation au Séminaire régional de la Banque mondiale sur la restructuration des chemins de fer ainsi qu'à l'exécution des activités au titre d'un projet financé par le PNUD relatif à une base de données en Afrique subsaharienne;

o) Collaboration avec le FNUAP dans le cadre des nouveaux arrangements intitulés Service d'appui technique

concernant le Programme de développement de statistique pour l'Afrique et les services consultatifs régionaux dans le domaine des statistiques démographiques;

p) Coopération avec le BIT à l'organisation d'un atelier sous-régional destiné aux pays africains anglophones relatif à l'échange en matière de traitement, d'analyse et de diffusion des données provenant des enquêtes sur les ménages;

q) Organisation, conjointement avec la Banque mondiale, d'une réunion du sous-Comité sur l'organisation et la gestion des systèmes statistiques nationaux à Washington en mars 1993;

r) Echange des données avec le Bureau de statistique de l'ONU, la FAO, l'ONUDI, le PNUE, l'OMT, le FMI, la Banque mondiale et la BAD dans le domaine du développement statistique. Les organisations susmention-

nées ont pris part à la deuxième réunion annuelle du Comité de coordination sur le développement statistique en Afrique tenue au Kenya en novembre 1992;

s) Participation à un atelier organisé par le Groupe spécial du PNUD chargé de la CTPD en février 1993 et relatif aux centres nationaux de liaison de la CTPD des organisations gouvernementales et intergouvernementales africaines;

t) Rôle d'agent d'exécution de trois projets multisectoriels financés par le PNUD (CEEAC, CEDEAO et UDEAC);

u) Participation à la septième réunion conjointe CEA/PNUD/OIG africaines/institutions spécialisées des Nations Unies en avril 1993 à Addis-Abeba;

CHAPITRE III

VINGT-HUITIÈME SESSION DE LA COMMISSION ET DIX-NEUVIÈME RÉUNION DE LA CONFÉRENCE DES MINISTRES

A. Participation et organisation des travaux

101. La vingt-huitième session de la Commission/dix-neuvième réunion de la Conférence des ministres responsables du développement économique et de la planification s'est tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) du 3 au 6 mai 1993. La réunion a été officiellement ouverte par Son Excellence Ato Tamrat Layne, Premier Ministre et représentant du Gouvernement de transition de l'Ethiopie. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a envoyé un message dont lecture a été faite à la Conférence. Des discours ont également été prononcés à la cérémonie d'ouverture par M. Layashi Yaker, Secrétaire général adjoint de l'ONU et Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, par M. Salim Ahmed Salim, Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), M. F. Lounes, Vice-Président de la Banque africaine de développement (BAD), Mme Ellen Johnson Sirleaf, Administrateur assistant du PNUD et Directeur du Bureau régional du PNUD pour l'Afrique et par Mme Gertrude Mongella, Sous-Secrétaire générale et Secrétaire générale de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes. Le représentant du Sénégal, M. M. Ousmane Diène a lu une déclaration au nom du Président sortant de la vingt-septième session de la Commission. S.E. M. Solomon M. Dlamini, Ministre de la planification économique et du développement du Swaziland, a proposé une motion de remerciements au nom des participants.

102. Ont assisté à la réunion les représentants des Etats membres de la Commission indiqués ci-après : Algérie, Angola, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Djibouti, Egypte, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée équatoriale, Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, République du Congo, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Swaziland, Tchad, Togo, Tunisie, Zaïre, Zambie et Zimbabwe.

103. Des observateurs des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies indiqués ci-après ont également assisté à la réunion : Autriche, Belgique, Canada, Chine, Cuba, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, France, Grèce, Inde, Indonésie, Italie, Japon, République fédérale d'Allemagne, République fédérative de Yougoslavie, République islamique d'Iran, République du Yémen, Roumanie, Royaume-Uni, Suède et Turquie. La République démocratique populaire de Corée, le Saint-Siège et la Palestine, non membres des Nations Unies, étaient représentés également par un observateur.

104. Les organes et institutions spécialisées des Nations Unies indiqués ci-après étaient représentés : Département de la coordination des politiques et du développement durable du Secrétariat de l'ONU, Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Programme des Nations Unies sur l'environnement (PNUE), Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), Centre des Nations Unies pour les établissements humains (CNUEH/Habitat), Programme alimentaire mondial (PAM), Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Organisation internationale du Travail (OIT), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), Organisation mondiale de la santé (OMS), Banque mondiale, Fonds monétaire international (FMI), Union internationale des télécommunications (UIT), Organisation météorologique mondiale (OMM), Organisation maritime internationale (OMI), Fonds international pour le développement agricole (FIDA) et Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI).

105. L'Organisation de l'unité africaine (OUA) et la Banque africaine de développement (BAD) étaient également représentées.

106. Les organisations intergouvernementales suivantes étaient représentées par des observateurs : Organisation afro-asiatique pour la solidarité entre les peuples (AAPSO), Association des organisations africaines de promotion commerciale (AOAPC), Centre africain de recherche appliquée et de formation en matière de développement social (ACARTSOD), Centre africain pour l'application de la météorologie au développement (ACMAD), Organisation arabe pour le développement de l'agriculture (AOAD), Institut de formation et de recherche démographiques (IFORD), Centre régional africain de technologie (CRAT), Organisation régionale africaine de normalisation (ORAN), Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Institut de gestion pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe (ESAMI), Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL), Autorité intergouvernementale sur la lutte contre la sécheresse et pour le développement (IGADD), Centre régional de formation aux levés aérospatiaux (RECTAS), Institut africain de développement économique et de planification (IDEP), Institut supérieur africain d'enseignement et de recherche techniques (AIHTTR), Union du fleuve Mano (MRU), Union du Maghreb arabe (UMA) et Zone

d'échanges préférentiels pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (ZEP).

107. Des observateurs des organisations non gouvernementales suivantes étaient également présents : Environnement, Développement et Action dans le tiers monde (ENDA), Lem Ethiopie, African Women's Development and Communications Network (FEMNET), Forum des organisations africaines de développement bénévoles (FAVDO), Centre international pour l'élevage en Afrique (CIPEA) et Research and Development Forum for Science-Led Development in Africa (RANDFORUM).

108. Le Comité a élu le Bureau suivant :

Président :	Cameroun
Premier Vice-Président :	Ouganda
Deuxième Vice-Président :	Gambie
Rapporteur :	Tunisie

B. Ordre du jour

9. Le 3 mai 1993, le Conférence a adopté l'ordre du jour suivant :

Thème de la Conférence :
L'entrée de l'Afrique dans le vingt et unième siècle :
Mise en oeuvre du Traité d'Abuja instituant
la Communauté économique africaine
et de l'Agenda 21

1. Ouverture de la réunion.
2. Minute de silence pour la prière ou la méditation.
3. Election du bureau.
4. Adoption de l'ordre du jour.
5. Débat général sur :
 - a) Les perspectives de développement socio-économique de l'Afrique;
 - b) La mise en oeuvre du Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine;
 - c) L'Afrique après Rio : Mise en oeuvre de l'Agenda 21 et de la Position commune africaine sur l'environnement et le développement.
6. Examen du rapport et des recommandations de la quatorzième réunion du Comité technique préparatoire plénier sur :
 - a) Le Rapport économique sur l'Afrique, 1993;
 - b) Les objectifs stratégiques pour le développement socio-économique de l'Afrique dans les années 90;
 - c) Les stratégies de mobilisation de ressources financières pour le développement de l'Afrique dans les années 90;
 - d) La restructuration et la revitalisation de l'Organisation des Nations Unies : renforcement de la Commission économique

pour l'Afrique pour qu'elle puisse relever les défis des années 90;

- e) La mise en oeuvre du Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine :
 - Plan régional à l'échelle des institutions pour la mise en oeuvre du Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine;
- f) L'Afrique après Rio : Mise en oeuvre de l'Agenda 21 et de la Position commune africaine sur l'environnement et le développement :
 - Stratégies africaines proposées pour la mise en oeuvre de l'Agenda 21 adopté par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement :
- i) Eléments essentiels du Programme africain pour l'environnement et le développement et stratégies pour les traiter;
- ii) Mise en oeuvre des stratégies africaines : Mise en place de capacités et ressources nécessaires;
- iii) Approches africaines pour les négociations sur la convention africaine concernant la lutte contre la désertification;
- g) Questions en matière de coopération régionale pour le développement en Afrique :
 - i) Développement humain en Afrique :
 - a. Programme pour l'application du cadre régional pour la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines en Afrique;
 - b. Rapport intérimaire sur la création du Fonds africain pour la jeunesse;
 - ii) Programme de gestion du développement pour les années 90 et au-delà :
 - Gestion du développement en Afrique : Trente ans d'expérience, défis nouveaux et priorités futures;
 - iii) Préparatifs de la Conférence internationale sur la population et le développement en 1994 : Position africaine sur les questions dont est saisie la Conférence;
 - iv) Préparatifs du Sommet social mondial de 1995;
 - v) Répercussions des négociations d'Uruguay en cours sur le commerce de l'Afrique;
 - vi) Transformation de l'infrastructure et des structures :
 - a. Harmonisation de la mise en oeuvre de la deuxième IDDA et de la deuxième UNTACDA;

- b. Rapport sur la fondation africaine pour la recherche et le développement qu'il est envisagé de créer (AFRAND);
 - vii) Promotion des femmes en Afrique :
 - Rapport intérimaire sur la création de la Fédération africaine des femmes entrepreneurs et de la Banque africaine pour les femmes et préparatifs de la quatrième Conférence mondiale pour la femme;
 - viii) Rationalisation et harmonisation des institutions parrainées par la CEA;
 - ix) Renforcement du programme de coopération technique de la CEA : Groupe consultatif multidisciplinaire régional de la CEA (ECA-MRAG);
 - h) Questions concernant les organes statutaires :
 - i) Examen du mécanisme intergouvernemental de la Commission;
 - ii) Questions émanant d'organes subsidiaires et d'organes sectoriels de la Commission appelant une décision de la Conférence des ministres;
 - i) Programme de travail et ordre de priorité de la Commission;
 - i) Première révision : Plan à moyen terme 1992-1997;
 - ii) Projet de programme de travail et ordre de priorité pour la période 1994-1995;
 - iii) Evaluation du programme à la Commission économique pour l'Afrique.
7. Conférence pour les annonces de contributions au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique (FASNUDA) :
- Programme de coopération technique au titre du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique.
8. Questions diverses.
9. Date, lieu et autres questions concernant la vingt-neuvième session de la Commission/vingtième réunion de la Conférence des ministres.
10. Examen et adoption du rapport ainsi que des résolutions de la réunion.
11. Clôture de la réunion.

C. Compte rendu des travaux

Allocutions d'ouverture

110. Dans son discours d'ouverture, S.E. Tamrat Layne, Premier Ministre du Gouvernement éthiopien de transition, a déclaré que, quand bien même la guerre froide avait pris fin, il convenait de surveiller avec soin les

tensions libérées après avoir été longtemps contenues. En Afrique, les conflits détournent encore l'attention des exigences du progrès social. Addis-Abeba avait été le lieu de plusieurs actions entreprises par les Nations Unies pour trouver des solutions pacifiques à la guerre civile et la recherche de solutions aux conflits devrait continuer de bénéficier de l'appui de tout le monde.

111. Le Premier Ministre a fait observer que nulle part, la paix et la stabilité ne revêtaient autant d'importance qu'en Afrique. La tâche consistant à transformer les économies nationales et à se ménager une place dans le monde moderne était plus que suffisante pour mobiliser toutes les énergies conjuguées des Etats membres. Divisée, l'Afrique courait à coup sûr vers l'échec dans ses efforts pour libérer ses populations de la pauvreté et devenir un membre autonome de l'économie mondiale. Les pays africains ne devraient pas oublier que les deux tiers des pays classés PMA (pays les moins avancés) par les Nations Unies sont africains. A moins que cette situation ne change rapidement, l'Afrique serait marginalisée dans l'économie mondiale.

112. Le Premier Ministre a fait remarquer que, toutefois, et heureusement pour l'Afrique, quelques instruments importants de progrès avaient déjà été élaborés. La Déclaration d'Abuja invitait les Etats membres à constituer une Communauté économique africaine, en levant les barrières qui entravent le commerce et la libre circulation des biens et des personnes. L'un des principes à l'origine de la création de la Communauté économique européenne était la conviction que les économies nationales de l'Europe de l'Ouest étaient trop restreintes pour pouvoir tenir un rang satisfaisant dans la compétition économique mondiale. Certes, l'Afrique ne pouvait espérer créer une communauté économique du jour au lendemain mais elle devait toujours avoir cet objectif en vue et faire le nécessaire pour s'en rapprocher constamment.

113. L'orateur a expliqué qu'en plus du cadre de la Communauté économique africaine, il serait très utile de diffuser largement en Afrique les principes directeurs de l'Agenda 21. L'Ethiopie était parfaitement consciente du fait qu'elle devait veiller à sauvegarder la capacité limite de ses terres. Ses agriculteurs étant pour elle d'importants instruments de progrès économique, elle trouverait des moyens pour les enrichir, ainsi que toute la collectivité, selon des procédures et modalités qui n'appauvrissent pas son environnement. Ainsi, elle pourrait notamment utiliser les fonds économisés grâce à la réduction des dépenses militaires pour améliorer les résultats économiques.

114. En cette période de transition entre un régime extrêmement autoritaire et une démocratie authentique, l'Ethiopie partagerait le pouvoir politique entre les régions et veillerait à ce que les élections à tous les niveaux soient libres et régulières. Tous ceux qui doivent voter pourront le faire sans crainte et sans avoir besoin d'un traitement de faveur. Une commission nationale avait été chargée

d'élaborer une constitution qui garantisse les droits politiques. Ces mesures avaient une grande importance politique et contribueraient à faciliter le passage du pays d'une économie centralisée lourde et improductive à une économie dont le moteur serait dans une large mesure le marché. Le rôle économique du Gouvernement, dans ce nouveau système, serait celui d'un régulateur. Sauf dans certains secteurs stratégiques, les décisions économiques seraient prises en grande partie par les agents économiques privés: les ménages, les entreprises privées et les exploitations agricoles privées. Il reviendrait au Gouvernement de mettre en place les infrastructures (routes, crédit rural, éducation et services de santé), de façon à garantir à la prise de décisions efficacité et résultats.

115. Le Premier Ministre a fait savoir en outre que, dans le cadre de son Programme de redressement économique, l'Ethiopie avait beaucoup dévalué sa monnaie et promulgué des lois propres à faciliter l'investissement, qu'il soit local ou étranger. Elle avait également promulgué une législation du travail protégeant les droits des travailleurs, sans entraver sérieusement le bon fonctionnement des opérations. Bien qu'il soit trop tôt pour se prononcer, les premiers signes étaient encourageants et l'Ethiopie était convaincue que ses efforts seraient couronnés de succès car elle se trouvait sur la bonne voie et allait dans la bonne direction.

116. Dans un message qui a été lu en son nom, M. Boutros Boutros-Ghali, Secrétaire général des Nations Unies, déclarait que les thèmes de la présente session, à savoir la mise en oeuvre de l'Agenda 21 et du Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine, se trouvaient au coeur même des débats économiques internationaux. La réunion offrait aux pays africains une excellente occasion de débattre des procédures et des mécanismes qui permettraient de réaliser ces deux objectifs, de la manière la mieux adaptée aux besoins et aux préoccupations spécifiques de l'Afrique et dans l'intérêt des Africains.

117. Le Secrétaire général faisait savoir que l'Agenda 21 était un document complet, qui couvrait des questions relatives à un grand nombre des aspects les plus cruciaux de la stratégie de développement. Bien que le délai d'exécution soit long, les pays africains devraient commencer dès aujourd'hui à centrer leurs efforts sur les points de l'Agenda 21 qui sont les plus urgents pour eux sur le plan national, régional ou sous-régional. La réussite passait par un accroissement des ressources financières, par le développement de la capacité institutionnelle et des compétences techniques pour l'exécution du programme dans les domaines prioritaires et par la coopération internationale. L'Organisation des Nations Unies était résolument attachée à cet objectif et à sa réalisation. L'exécution du nouveau Programme des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 était dorénavant l'une des principales priorités des Nations Unies et serait portée cette année devant l'Assemblée générale à sa quarante-huitième session. Néanmoins, il

revenait dans une large mesure aux Africains eux-mêmes, en cette période où la compétition était de plus en plus vive pour l'obtention de fonds de développement devenus rares, de s'employer à maintenir les problèmes et les préoccupations de l'Afrique à l'ordre du jour de la communauté internationale, en faisant preuve de détermination et de tenacité.

118. Le Secrétaire général déclarait qu'il avait créé un Groupe de personnalités de haut niveau pour le développement de l'Afrique, qui serait son Groupe de réflexion sur le développement du continent, qui lui soumettrait des idées et des thèmes novateurs propres à susciter une action internationale en faveur du redressement de l'Afrique et de sa transformation socio-économique et qui mettrait au point de nouveaux instruments et mécanismes permettant d'obtenir des résultats positifs et concrets. Il s'était réuni avec ce Groupe récemment à Rome pour examiner le rôle des organisations non gouvernementales (ONG) dans le développement de l'Afrique, les problèmes de la diversification des économies africaines, ainsi que les moyens de rendre plus effectifs les liens existant entre les ONG d'une part et les gouvernements et l'ONU d'autre part.

119. Le Secrétaire général attirait l'attention des participants sur la prochaine Conférence internationale sur le développement africain, qui se tiendrait à Tokyo en octobre 1993 sous les auspices du Gouvernement japonais, des Nations Unies et de la Global Coalition for Africa (Alliance mondiale en faveur de l'Afrique). Il priait instamment les pays africains de saisir l'occasion offerte par cette conférence pour travailler à l'établissement de nouvelles relations de partenariat, fondées sur une vision claire et rationnelle des besoins et des priorités du développement de l'Afrique. Il faisait observer qu'il était désormais évident que le développement avait aussi des dimensions politiques et sociales importantes et que la paix, la stabilité et la sécurité en faisaient partie intégrante. A cet égard, les Nations Unies, en tant que chef de file par l'intermédiaire de l'UNAVEM en Angola, l'ONUMOZ au Mozambique et l'ONUSOM en Somalie, oeuvraient avec l'Afrique au règlement de nombreux conflits violents hérités de la guerre froide et à l'édification des fondements du développement socio-économique. L'engagement de la Commission dans ces efforts était un symbole tout à fait approprié de l'étroite interdépendance des dimensions économiques, sociales et politiques du développement.

120. Cependant, s'il était vital de tout entreprendre pour mettre fin aux conflits lorsqu'ils éclatent, il était de toute évidence préférable et plus prudent de les prévenir. Comme l'affirme l'Agenda pour la paix, on peut prévenir les conflits en respectant les droits et les libertés fondamentales de l'homme. Les populations africaines, qui exigent de plus en plus de leurs gouvernements qu'ils répondent à leurs aspirations et qu'ils leur rendent des comptes, doivent être encouragées et appuyées, car c'est un préalable nécessaire au développement. La nouvelle

économie de marché internationale ne peut apporter d'avantages à l'Afrique que si celle-ci se dote d'institutions politiques capables de mettre en place et de soutenir une économie concurrentielle.

121. S'agissant des questions de coopération régionale, le Secrétaire général faisait observer que la CEA se trouvait en bonne place pour faire une contribution importante à la mise en oeuvre du Traité d'Abuja, puisque ses principales préoccupations étaient l'intégration économique de l'Afrique et la coopération régionale. La coopération régionale permettrait aux pays africains de développer leur production et de multiplier leurs débouchés, facilitant ainsi l'intégration du continent dans une économie mondiale où la compétition tenait de plus en plus de place. Les nations industrialisées avaient utilisé et continuaient d'utiliser la coopération internationale comme moteur de leur croissance et de leur développement et il appartenait à l'Afrique de tirer des enseignements et des profits de l'exemple des autres. Le Secrétaire général était toutefois convaincu que l'Afrique pouvait avancer si la coordination, l'énergie et la volonté résolue dont les Africains avaient déjà fait preuve dans le domaine politique étaient canalisées vers la lutte pour le développement économique.

122. Dans sa déclaration, M. Layashi Yaker, Secrétaire général adjoint de l'Organisation des Nations Unies et Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, a commencé par souhaiter la bienvenue aux ministres et aux hôtes et par rendre un vibrant hommage au peuple et au Gouvernement éthiopiens qui étaient les hôtes de la Commission depuis 35 ans. Notant que l'approche centralisée de la gestion économique n'avait pas permis d'améliorer le bien-être social, il a déclaré qu'un nouveau consensus s'était dégagé en faveur d'une approche plus souple fondée sur le marché et qu'à l'avenir la croissance économique serait stimulée par les interactions entre des agents privés motivés et entreprenants. Il a souligné la nécessité d'agir avec sérieux et diligence pour trouver la voie qui mène au développement durant le XXI^{ème} siècle.

123. Le Secrétaire exécutif a fait remarquer que le thème de la Conférence - "L'entrée de l'Afrique dans le XXI^{ème} siècle" - signifiait qu'il fallait appliquer des stratégies hardies pour remanier les structures de base et amorcer une croissance soutenue. Appelant l'attention sur les enseignements tirés de l'expérience des économies nouvellement industrialisées d'Asie et d'Amérique latine et des sociétés post-industrielles, il a noté que l'Afrique pouvait elle aussi surmonter le sous-développement et réaliser une transformation économique et une croissance rapide ainsi que la sécurité et l'autosuffisance alimentaires. Toutefois toutes les leçons qui pouvaient être tirées de l'expérience des autres pays devaient être adaptées aux circonstances de l'Afrique.

124. Il a souligné qu'il était nécessaire d'aborder la restructuration socio-économique dans une optique prag-

matique qui réconcilie les objectifs théoriques et les conditions de la vie réelle. Il a noté que le pragmatisme pouvait préserver une structure sociale équitable en dépit de la transformation rapide et qu'il fallait assurer un consensus national autour des réformes économiques pour qu'elles soient appliquées par les agriculteurs, les artisans, les travailleurs et les entreprises dans un climat relativement exempt de conflits de classe. Pour ce faire, il était nécessaire d'avoir des dirigeants dévoués et des administrations motivées et compétentes. Il a en outre noté que les pays pouvaient, certes, être tentés par des solutions unilatérales à leurs problèmes économiques et appliquer des politiques sans tenir compte de leur répercussions sur les autres pays, mais les possibilités de coopération leur rapporteraient de plus amples bénéfices. Le Secrétaire exécutif a souligné qu'il y avait beaucoup à apprendre de la construction, étape par étape, du Marché unique de la Communauté européenne.

125. Le Secrétaire exécutif a fait observer que le Rapport économique sur l'Afrique de 1993 mettait en évidence la nécessité de s'attaquer aux éléments structurels du sous-développement de l'Afrique. La triste vérité était que les programmes d'ajustement structurel appliqués depuis le milieu des années 80 mettaient beaucoup de temps pour promouvoir une croissance auto-entretenu parce que les réformes n'étaient pas assez radicales pour remédier aux causes structurelles du sous-développement de l'Afrique et au mauvais fonctionnement de l'économie africaine et en raison des conflits civils et de la paralysie des appareils administratifs du fait de l'existence de pouvoirs politiques rivaux. Même dans les meilleures conditions, tout ce que l'on pouvait escompter c'était une croissance de 3 % au maximum ou à peine supérieure au taux d'accroissement de la population.

126. Pour faire face à ces défis, dix objectifs stratégiques avaient été fixés, notamment un cadre continental négocié pour la sécurité, la stabilité et la paix régionales; la création de la Communauté économique africaine grâce à la réalisation rapide des étapes définies dans le Traité d'Abuja; un programme complet de mise en valeur des ressources humaines, y compris le développement des capacités de création d'entreprises, joint à l'adaptation des progrès scientifiques et techniques aux conditions locales; la redéfinition du rôle de l'Etat en Afrique; le développement durable du potentiel agricole du continent en vue de réaliser la sécurité et l'autosuffisance alimentaires; un développement durable de la base industrielle fondé sur l'accroissement de la valeur ajoutée; l'amélioration des réseaux de transport et de communication ainsi que des infrastructures énergétiques du continent; la participation effective de l'Afrique aux processus de coopération mondiale qui déterminaient le cours futur du développement à l'échelle mondiale et la division internationale du travail; une nouvelle approche pragmatique de la coopération entre l'Afrique et les pays en développement ainsi que les pays industrialisés et la mobilisation des ressources financières requises.

127. Le Secrétaire exécutif a ensuite fait remarquer que la définition des objectifs stratégiques avait quatre buts : sensibiliser les dirigeants et les peuples africains et étrangers à la situation précaire du continent, déterminer les principales raisons pour lesquelles les programmes d'action antérieurs pour le développement de l'Afrique avaient échoué, faire la synthèse des objectifs fondamentaux des programmes d'action en vue d'élaborer un programme commun stratégique redynamisé, et mobiliser une nouvelle coalition mondiale pour faire face aux causes structurelles du sous-développement de l'Afrique.

128. Le Secrétaire exécutif a noté qu'une action concertée commune contre les causes structurelles du sous-développement de l'Afrique exigerait des ressources financières intérieures et extérieures considérables. Les conclusions d'une évaluation indicative du secrétariat étaient présentées dans le rapport intitulé "Stratégie pour la mobilisation des ressources financières en vue du développement de l'Afrique dans les années 90". Cette étude de la CEA confirmait que le taux brut d'investissement local devrait être augmenté sensiblement pour qu'il soit d'environ 35 % du PIB d'ici l'an 2005. Comme la majeure partie de cet investissement devait provenir de l'épargne brute locale, il faudrait que la société africaine tout entière "se serre la ceinture" pour réaliser un taux variant entre 25 et 35 % du revenu national brut. Il faudrait également opérer des réformes appropriées dans le système financier et l'administration publique, appliquer des politiques qui récompensent l'épargne, l'investissement et l'esprit d'entreprise, éliminer les distorsions économiques, revoir la réglementation du secteur financier afin d'accélérer la croissance des institutions intermédiaires et instaurer un climat politique propice.

129. Evoquant le rôle complémentaire capital que continuent de jouer les ressources extérieures, le Secrétaire exécutif a souligné que les besoins cumulatifs bruts en ressources financières extérieures des 51 Etats membres de la CEA, libellés en dollars constants de 1990, seraient de 950 milliards de dollars. Toutefois, 490 milliards seraient utilisés pour le service de la dette extérieure actuelle et future, ce qui laisserait 460 milliards de dollars pour les dépenses d'équipement. Dans l'esprit du pacte entre l'Afrique et ses partenaires internationaux que représentait le nouveau Programme des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90, des initiatives hardies étaient nécessaires pour réduire la dette extérieure, augmenter l'aide publique au développement, les crédits privés, les investissements étrangers directs y compris les apports en technologie et en compétences en matière de gestion, et ouvrir de nouveaux marchés d'exportation. Au nombre des autres aspects du Programme stratégique pour le développement de l'Afrique examinés dans les documents présentés à la Conférence, figuraient le développement de la gestion, le développement humain, l'incidence des biotechniques sur le renforcement de la sécurité et de l'autosuffisance alimentaires en Afrique et l'harmonisation et la mise en oeuvre de la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afri-

que et de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique, le but étant de développer l'industrie et l'infrastructure. Un rapport sur les incidences des négociations d'Uruguay sur le commerce africain serait présenté. En outre, les préparatifs de l'Afrique à trois conférences des Nations Unies [la Conférence sur la population et le développement prévue au Caire en 1994, le Sommet social mondial de 1995 et la quatrième Conférence mondiale sur les femmes (Beijing)] seraient examinés.

130. Le Secrétaire exécutif a mis l'accent sur le rôle des trois principales organisations africaines, la CEA, l'OUA et la BAD, dans le cadre de leur secrétariat conjoint, en vue de la création de la Communauté économique africaine. Il a ajouté que la CEA se préparait à assumer un rôle de chef de file et à assurer la coordination et la coopération entre les organismes des Nations Unies qui exécutaient des programmes de développement en Afrique, fonctions qui étaient l'essence même du mandat de la Commission. Ce rôle avait été récemment confirmé par le Secrétaire général, M. Boutros Boutros-Ghali, dans le cadre des propositions tendant à renforcer les commissions en tant que bras régionaux d'un programme intégré unique des Nations Unies. La CEA avait accepté le défi de renforcer sa structure administrative, son capital de compétences et son réseau de MULPOC pour être à la hauteur du rôle plus exigeant qu'elle devait assumer. La restructuration en cours visait à regrouper les divisions, les sections et les services dont les activités étaient étroitement liées de façon à renforcer la synergie entre les programmes connexes et à promouvoir l'approche multidisciplinaire de la solution des problèmes qui constituait l'avantage comparatif de la Commission. A cet égard, le Plan à moyen terme pour 1992-1997 et le Programme de travail révisé pour la période 1994-1995 étaient eux-mêmes structurés de façon que les éléments interdépendants des priorités inscrites au programme soient regroupés autour de grands thèmes.

131. Le Secrétaire exécutif a noté que la Commission continuait de faire face à une situation financière précaire, parce que les fonds qui lui étaient alloués au titre du budget ordinaire n'augmentaient pas et que ses ressources extra-budgétaires étaient en forte baisse bien que ses tâches et ses responsabilités soient plus lourdes. Il a donc exhorté les Etats membres de la CEA et les partenaires extérieurs de l'Afrique à être nombreux à appuyer le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique (FASNUDA) en faisant des contributions généreuses à sa neuvième Conférence d'annonce de contributions qui se tiendrait en même temps que la Conférence des ministres.

132. En conclusion, le Secrétaire exécutif a souligné que la création d'un environnement propice, l'application de politiques économiques judicieuses, la détermination et la clairvoyance des dirigeants étaient essentielles dans l'optique du développement et de la transformation socio-économiques. Le rythme du développement serait, quant

à lui, déterminé par les systèmes de valeur des peuples, leurs capacités intrinsèques et leur ardeur à la tâche. Aussi, pour que l'Afrique entre dans le XXI^{ème} siècle comme un continent économiquement intégré, faudrait-il, en priorité, renforcer ses moyens humains et institutionnels.

133. Dans son allocution, M. Salim Ahmed Salim, Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine a dit que la Conférence se tenait à un moment où l'Afrique était à la veille d'une double transition : transition vers une nouvelle ère économique et transition vers une nouvelle ère politique. Au cours des trois dernières décennies, l'Afrique avait déployé des efforts louables pour trouver des solutions aux questions qui avaient entravé son développement économique et son redressement. Divers stratégies et programmes avaient été lancés soit par l'Afrique seule, soit avec la coopération de la communauté internationale dans des domaines tels que le commerce, le transport et les communications, la mise en valeur des ressources humaines, l'alimentation et la nutrition, la santé, les femmes dans le développement et l'environnement. Malheureusement, ces efforts n'avaient pas donné les résultats escomptés. Depuis 1980, la situation continuait de se détériorer. La plupart des pays africains appliquaient les programmes d'ajustement structurel prescrits par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, avec les terribles conséquences sociales et politiques qu'ils entraînaient. Cependant, il était estimé que suffisamment n'avait pas été fait à cet égard. Il a fait remarquer qu'il serait malavisé de pousser les pays africains au-delà de ce qui était humainement supportable; toute politique qui compromettrait les besoins en main-d'oeuvre de ces pays devait être soigneusement examinée.

134. Il a fait remarquer que l'Afrique continuait à connaître d'énormes difficultés économiques à cause, entre autres, de questions qu'elle ne maîtrisait pas telles que l'effondrement persistant des cours des produits de base, le fardeau de la dette, l'insuffisance des flux de ressources et la détérioration des termes de l'échange. Il était donc important que ses partenaires dans le développement, notamment les institutions financières et monétaires internationales aient tous ces facteurs à l'esprit lorsqu'ils déterminent les modalités de coopération avec les pays africains ou leur accès aux ressources et aux connaissances et compétences techniques. Il a ensuite fait observer que tout en reconnaissant qu'ils assumaient la responsabilité principale du développement de leur continent, les Africains reconnaissaient également la nécessité d'une responsabilité et d'un engagement partagés par tous les membres de la communauté internationale en vue du développement de leur région.

135. Abordant le thème de la Conférence, le Secrétaire général de l'OUA a dit que ce n'était qu'en 1980, lorsque les idées se sont cristallisées sous la forme du Plan d'action de Lagos, que l'Afrique s'est engagée officiellement sur la voie du vingt et unième siècle. A la suite des changements fondamentaux qui avaient secoué

diverses régions du monde vers la fin des années 80 et le début des années 90, les chefs d'Etat et de gouvernement africains réunis en 1990 s'étaient engagés une fois de plus en faveur de l'intégration continentale grâce à la création de la Communauté économique africaine. Malheureusement, presque deux ans après la signature du Traité d'Abuja, l'Afrique attendait encore l'entrée en vigueur dudit Traité. Plus l'Afrique ajournait l'intégration, plus elle se marginaliserait dans le monde. Il espérait que l'obstacle initial serait levé au cours des prochains mois pour permettre l'entrée en vigueur du Traité. Il a ensuite confirmé que l'OUA espérait une coopération plus étroite avec les groupements sous-régionaux afin de réaliser les objectifs et les aspirations du Traité. En tant qu'organisation chef de file ayant la responsabilité principale du continent, l'OUA était préparée à utiliser pleinement l'expérience et les connaissances des institutions s'occupant du développement socio-économique de la région, plus particulièrement la CEA. Il a souligné la nécessité pour celles-ci d'échanger des points de vue sur les domaines prioritaires, d'aider dans la formulation des politiques, d'éliminer le chevauchement des activités et de mettre leurs expériences et connaissances au service de leurs pays.

136. Le Secrétaire général a informé la Conférence que l'OUA a dû prêter une grande attention aux conflits qui menacent de détruire le continent. Elle avait activement participé à la solution du conflit au Rwanda où les négociations avaient atteint la dernière phase qui était aussi la plus délicate. L'Afrique devrait démontrer concrètement au cours des prochaines semaines, qu'elle était prête à consentir quelques sacrifices en s'attaquant aux conflits. Elle avait également soutenu l'action régionale visant à rétablir la paix au Libéria et avait pleinement joué son rôle en obtenant l'intervention de la communauté internationale en Somalie. Cependant, les conflits ayant montré de façon dramatique les limites de l'action de l'OUA, l'Organisation avait proposé la création d'un mécanisme pour la prévention, la solution et la gestion des conflits. Tant que l'Afrique ne redoublerait pas d'efforts dans le domaine de la gestion et de la solution des conflits, sa marche vers l'intégration économique et le développement serait fortement entravée. Dans ce contexte, l'OUA espérait que le prochain Sommet du Caire adopterait le mécanisme proposé pour la prévention, la solution et la gestion des conflits et fournirait à l'Organisation continentale un nouvel instrument pour la paix.

137. L'OUA croyait fermement que les questions de gouvernement étaient aussi importantes pour le développement économique que la paix et la stabilité. Pour cette raison, elle avait encouragé la paix et la réconciliation nationale. Les événements en Angola et ailleurs avaient montré les dangers inhérents au processus de transition qu'il fallait garder à l'esprit à tous moments.

138. Parlant de l'Afrique du Sud comme un pays doté d'immenses potentialités et capacités et capable de

contribuer à la coopération et à l'intégration africaines, il a exprimé le fervent espoir de son Organisation que 1993 serait une année décisive dans la lutte pour le démantèlement des structures de l'apartheid et l'élimination des derniers vestiges du racisme en Afrique du Sud. Compte tenu des développements récents dans ce pays, en particulier le lâche assassinat de Chris Hani, il était d'une importance capitale que le processus du changement soit accéléré. Plus que jamais par le passé, le moment était venu de procéder à la mise en place du mécanisme de transition qui conduirait l'Afrique du Sud vers un régime démocratique non racial, y compris la tenue d'élections générales.

139. M. F. Lounes, vice-président de la BAD, a fait observer que la dix-neuvième réunion de la Conférence constituait une occasion d'échanger des vues sur deux importantes questions dont l'incidence décisive à moyen et à long terme sur le développement socio-économique de l'Afrique était incontestable. Il s'agissait des stratégies africaines pour la mise en oeuvre de l'Agenda 21 adopté par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement et de l'application du Traité instituant la Communauté économique africaine. Les deux questions étaient de fait étroitement liées. La BAD était convaincue que c'était seulement en mettant en commun les ressources financières et en conjuguant leurs efforts dans le cadre du processus d'intégration régionale que les pays africains pourraient trouver des solutions durables à leurs principaux problèmes environnementaux. Il serait illusoire de vouloir protéger l'environnement sans envisager les moyens de juguler la pauvreté. A moins de réduire sensiblement l'incidence de ce fléau, aucune protection efficace de l'environnement n'était possible. La surexploitation des terres par les paysans africains a tellement détérioré la couverture végétale que les sols étaient exposés à l'érosion et aux effets cumulés de la sécheresse. De même, la lutte pour la survie forçait une population démunie, qui ne cessait d'augmenter, à abattre un nombre croissant d'arbres sans se soucier de replanter. L'effet conjugué de ce facteur humain et du facteur climatique créait des problèmes écologiques qui avaient souvent une dimension régionale et internationale.

140. Ce type de problèmes ne pouvait être réglé par des efforts à court terme confinés au niveau national. Les solutions ne pouvaient donner leur pleine mesure que si une structure d'intégration régionale était mise en place aux fins de permettre aux groupements d'Etats membres de mobiliser et de mettre en commun plus de ressources humaines et financières.

141. Le Vice-Président de la BAD a rappelé l'objectif principal de la politique de la Banque et les mesures qu'elle avait prises ou qu'elle comptait prendre dans chacun de ces domaines. S'agissant de l'Agenda 21 lui-même, les domaines prioritaires correspondaient parfaitement aux activités environnementales que la BAD exécutait déjà ou qu'elle avait l'intention d'entreprendre en Afrique. Le représentant de la BAD a exprimé l'espoir que la Banque serait en mesure de jouer un rôle

important dans l'utilisation des ressources du Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Il a informé la Conférence que les banques régionales de développement et le secrétariat du FEM menaient des négociations en vue de définir le rôle que les organismes régionaux de financement pourraient jouer. Les résultats de ces négociations permettraient au Groupe de la BAD de préparer pour les pays africains des projets ou des programmes à financer sur les ressources du Fonds.

142. De même, le Vice-Président de la BAD a informé la Conférence que très tôt après le Sommet de la Terre de Rio, la Banque avait mis en place, en coopération avec le Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne (BNUS) et la Banque mondiale, un groupe d'appui au réseau africain pour l'environnement et le développement durable créé par la BAD. En application de sa politique en matière d'environnement, la Banque établissait des fiches d'information sur la situation de chacun de ses pays membres africains dans le domaine de l'environnement. Le Groupe de la BAD envisageait également de créer un Centre africain de l'environnement, en tant que service opérant au sein de la Division de l'environnement et des politiques sociales (Département central des projets de la Banque).

143. Au sujet de la proposition du Président de la BAD tendant à créer une Banque panafricaine pour le financement du commerce, M. Lounes a noté que le projet coïncidait avec les efforts pour intégrer l'économie africaine. La réunion générale des actionnaires de la BAD prévue à Abidjan les 7 et 8 mai 1993 aurait à adopter les documents constitutifs et l'accord portant création de la Banque africaine d'import-export. Il a informé la Conférence que le plancher pour les souscriptions, fixé à 300 millions de dollars, avait déjà été atteint. L'Assemblée générale des actionnaires qui élirait le Conseil d'administration et le Président de la Banque se tiendrait, selon toute vraisemblance, vers la fin de 1993. En outre, les experts de la BAD procédaient déjà à une étude détaillée du rapport élaboré par des personnalités africaines éminentes, consacré au rôle que la Banque pourrait jouer dans la mise en oeuvre du Traité d'Abuja. Le but de l'opération était d'incorporer les recommandations pertinentes du rapport dans le programme de travail de la Banque. La BAD étudiait, d'autre part, les moyens de renforcer les communautés économiques sous-régionales en tant qu'institutions.

144. Avant de conclure, le Vice-Président de la BAD a appelé l'attention de la Conférence sur le fait que le Groupe de la BAD portait un intérêt tout particulier à la protection de l'environnement et à l'intégration économique, convaincu qu'il était que ces deux questions intersectorielles constituaient, parallèlement à la pauvreté, les principaux défis que l'Afrique aurait à relever dans les années à venir. Il a enfin déclaré que la BAD n'épargnait aucun effort pour mobiliser des ressources additionnelles en vue de répondre aux nouveaux besoins sans courir le risque de détourner les fonds de ses principales activités

traditionnelles, à savoir le financement des investissements productifs.

145. Mme Ellen Johnson Sirleaf, Administrateur assistant et Directeur du Bureau régional du PNUD pour l'Afrique, a déclaré que les années 1967-1974 avaient été une période marquée par une croissance particulièrement vigoureuse dans les pays de l'Afrique subsaharienne, qui avait enregistré un taux de croissance annuel moyen du PIB légèrement inférieur à 6%. En 1980, le taux de scolarisation primaire avait presque doublé pour passer de 41% à 79%, et le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans avait chuté de 300 pour 1000 en 1960 à 200 pour 1000 en 1980 pour encore descendre à 164 pour 1000 en 1990.

146. A la fin des années 70 et au début des années 80, l'Afrique avait connu un déclin pour diverses raisons parmi lesquelles la pénurie d'institutions en mesure de faire face, par des politiques nationales appropriées, aux changements spectaculaires survenant au sein de l'économie mondiale tels que les chocs pétroliers, la récession dans les pays industrialisés et la baisse des cours des produits primaires.

147. Parlant de l'état actuel de l'économie africaine, l'Administrateur assistant a fait observer que la plupart des pays d'Afrique étaient en train de restructurer leurs économies, et qu'au moins 30 pays appliquaient des programmes d'ajustement structurel soutenus par la Banque mondiale et le FMI afin de restaurer la stabilité financière et la crédibilité, qui étaient indispensables pour la relance de la croissance économique. Mme Ellen Johnson Sirleaf a souligné la gravité des défis se posant aujourd'hui à l'Afrique dans le domaine du développement et dit qu'en dépit des progrès réalisés dans certains pays, le taux de croissance moyen pour le continent avait été inférieur à 2,5% tandis que les taux de croissance démographique étaient en moyenne de 3%. Les problèmes économiques auxquels se heurtaient actuellement les pays africains avaient été exacerbés par le fléau du SIDA/VIH et la détérioration du milieu naturel qui avaient entravé le progrès en matière de développement humain. L'oratrice a souligné la nécessité pour l'Afrique d'assurer la direction en matière de développement avec la réputation de pionnier de la libération politique acquise il y avait une génération auparavant.

148. S'agissant de l'environnement pour le développement, l'Administrateur assistant a souligné qu'il était nécessaire pour les pays africains d'examiner attentivement le concept de développement qui, dans le passé, se limitait à l'hypothèse que la croissance économique sortirait la société tout entière du sous-développement. Cependant, les pays africains avaient dû faire face à des problèmes humains tels que l'éducation, la santé et la répartition du revenu. Le problème économique de l'Afrique avait été aggravé par la modification certaine intervenue dans les avantages comparatifs au plan international qui faisait que la dotation en ressources naturelles

a cessé de prendre le pas sur la capacité et les qualifications techniques qui, toutes deux, désavantageaient relativement l'Afrique. Le climat dans lequel les pays devaient s'occuper du développement avait changé et l'environnement mondial était tel que les niveaux précédents des flux d'aide ne pouvaient plus être garantis. La fin de la guerre froide avait diminué l'importance des alliances stratégiques, ce qui avait entraîné la diminution de l'aide aux pays africains.

149. Commentant la diminution de l'aide au développement à l'Afrique, l'Administrateur assistant a énoncé certaines de ses causes, notamment les difficultés économiques dans les pays donateurs, la concurrence vive pour l'aide au développement en particulier de la part des pays de l'ancien bloc de l'Est et les pays de l'Asie du Sud-Est, ainsi que les critères rigides de l'aide au développement. Pour que l'Afrique obtienne un volume accru d'aide au développement, il fallait accélérer le processus de démocratisation, mettre fin aux guerres civiles et résoudre les conflits régionaux afin d'améliorer l'environnement pour le développement humain.

150. Tout en reconnaissant l'utilité de l'assistance extérieure pour l'Afrique, l'Administrateur assistant a souligné que les stratégies pour le développement de l'Afrique devraient comprendre la mobilisation de ressources intérieures, l'affectation de capitaux aux petits entrepreneurs, la formation et le recyclage des ressources humaines des pays, et le don d'une place suffisante à la création d'institutions locales pour que la formulation, l'application et le suivi des politiques aient un caractère international.

151. Traitant de l'incidence des tendances mondiales sur le PNUD, l'Administrateur assistant a déclaré que la part du PNUD dans l'aide au développement avait chuté de 12% en 1970 à 7,5% en 1991. Les ressources totales du PNUD pour le cycle 1992-1996 seraient de 3,3 milliards de dollars, avec 1,3 milliard comme part de la région de l'Afrique. Cette baisse du budget de base avait débouché sur une réduction correspondante du budget de fonctionnement du PNUD. L'oratrice a fait référence au programme multinational du PNUD pour l'Afrique en précisant que ce dernier avait été ramené de 226 millions de dollars au cours du cycle précédent à 181 millions durant le cycle actuel, avec un report de dette de 50 millions de dollars du cycle précédent. Elle a déploré que pour le reste du cinquième cycle (1992-1996), le volume total des ressources pour les programmes régionaux se monte à 10 millions de dollars seulement, ce qui faisait l'équivalent du CIP d'un seul pays. Depuis 1987, un total de 54,2 millions de dollars avait été approuvé par le Bureau régional du PNUD pour 62 projets à l'appui de l'intégration régionale par l'intermédiaire de huit grandes organisations intergouvernementales (OIG) d'intégration seulement, dont la ZEP (22,3%), la SADC (21,9%) et l'OUA (19,9%). La CEDEAO, l'UDEAC et la CEEAC avaient reçu 10,6%, 9,4% et 7,2% respectivement. La Commission économique pour l'Afrique exécutait 15,4%

des programmes des OIG sous-régionales (pour un montant de 8,3 millions de dollars).

152. L'Administrateur assistant a précisé qu'il faudrait procéder à une analyse afin de déterminer dans quelle mesure ces programmes avaient atteint les objectifs des populations africaines dans la réalisation d'une coopération régionale digne de ce nom, et s'ils justifiaient la poursuite des buts de l'Afrique compte tenu des ressources limitées. Les pays africains devaient réexaminer par exemple les organismes intergouvernementaux actuels en vue de les rationaliser et de les simplifier.

153. En conclusion, l'oratrice a déclaré que le PNUD était déterminé à collaborer avec la CEA, l'OUA et les autres institutions régionales pour faire en sorte que le programme régional réponde aux thèmes régionaux. En raison du caractère limité des ressources, le PNUD limiterait son intervention aux priorités du programme, à savoir l'intégration régionale, la planification et la gestion stratégiques ainsi que le développement humain. Pour l'avenir, elle a souligné que les ressources du programme multinational dépendaient de critères bien définis comme l'impact spécifique du programme sur le développement et l'engagement des pays participants à démontrer leur volonté de cofinancer sur les CIP nationaux et à partir de sources gouvernementales.

154. Mme Gertrude Mongella, Sous-Secrétaire générale et Secrétaire générale de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes prévue à Beijing en 1995 a indiqué que la réunion de la Conférence des ministres responsables du développement économique et de la planification revêtait une importance toute particulière pour les femmes. La promotion de l'égalité et de l'intégration des femmes dans le processus de développement était fondamentalement liée aux politiques menées et au cadre de développement mis en place aux niveaux national, régional et international. Il importait de mettre un accent particulier sur les perspectives en tenant compte des problèmes des femmes si l'on voulait éviter une marginalisation accrue des femmes africaines au cours du 21^{ème} siècle. Les trois conférences mondiales précédentes pour la femme tenues à Mexico en 1975, à Copenhague en 1980 et à Nairobi en 1985 avaient défini des domaines spécifiques dans lesquels se posaient des problèmes et avaient débouché sur l'adoption des déclarations d'Arusha et d'Abuja concernant les stratégies pour faire participer les femmes au développement de l'Afrique.

155. Elle a informé les participants que les stratégies adoptées au cours des conférences précédentes seraient revues et corrigées lors de la Conférence de Beijing qui devait élaborer une plate-forme d'action, créer une dynamique pour amener les femmes à relever les défis et à faire face aux exigences du 21^{ème} siècle et faire participer les femmes de façon plus effective au processus de prise de décision sur les questions politiques, économiques et sociales. Durant la guerre froide, l'affrontement entre les superpuissances avait influé sur les décisions et politi-

ques de l'Afrique mais malheureusement actuellement la résurgence du nationalisme et les conflits ethniques entraînaient un nombre considérable de réfugiés et de personnes déplacées, parmi lesquels les femmes et les enfants étaient les plus touchés. C'est ce qui faisait craindre que l'Afrique, et en fait, les femmes africaines ne soient marginalisées davantage.

156. L'oratrice a en outre fait observer qu'étant donné que les femmes étaient les piliers et le soutien du système économique en Afrique, leurs problèmes spécifiques devaient être pris en compte dans l'élaboration, la planification, la réalisation et l'évaluation des efforts de développement. Pour être couronnée de succès, la planification en Afrique devait nécessairement intégrer la contribution des femmes dans des domaines tels que la protection de l'environnement, la mise en valeur des ressources énergétiques et en eau, la santé, l'éducation, les droits de l'homme, la paix et la mise en place des institutions et des capacités. Elle a déploré que le chauvinisme mâle se constate encore aux conférences, réunions et au sein des organes de prises de décision, au détriment du développement, et que l'Afrique continue d'être régie par des traditions qui portent atteinte aux droits fondamentaux des femmes. Celles-ci devraient pouvoir contribuer à la résolution des conflits "provoqués par l'homme" observés actuellement sur la scène africaine.

157. Dans les années 70, les questions touchant aux femmes n'ont jamais été intégrées dans la planification et la budgétisation économiques. A Beijing, toutefois, l'accent serait mis sur la façon de traiter les questions mondiales, régionales et nationales dans une optique tenant compte des problèmes des femmes plutôt que sur "les problèmes concernant les femmes". En Afrique, les femmes jouent un rôle important dans la production, la fourniture et la distribution des produits alimentaires et pourtant les gouvernements n'accordaient guère d'attention aux cultivatrices. Les questions relatives à l'éradication de la pauvreté parmi les populations africaines, en particulier les femmes, méritaient une attention prioritaire.

158. A cet égard, l'intervenante a informé les participants que la Conférence régionale préparatoire à la Conférence mondiale de Beijing se pencherait sur le problème de la pauvreté et des souffrances chez les femmes et les enfants. Chaque Etat membre devait préparer un rapport national qui évaluerait les difficultés, définirait les priorités en vue d'une action concrète et urgente et montrerait les progrès réalisés dans la poursuite des objectifs d'égalité, de développement et de paix pour la femme. Compte tenu des difficultés financières que connaissent maints pays africains, l'Administrateur du PNUD avait conseillé à tous les représentants résidents de fournir un appui aux pays pour l'élaboration des rapports nationaux et d'associer les organisations non gouvernementales aux activités préparatoires entreprises aux niveaux national et régional.

159. La Sous-Secrétaire générale a exhorté les gouvernements à s'efforcer tout particulièrement d'assister et de participer activement à toutes les réunions préparatoires à la quatrième Conférence mondiale de façon à refléter pleinement la position africaine tout au long du processus préparatoire ainsi que dans les conclusions finales de la Conférence qui déboucherait sur une plate-forme d'action. En conclusion, l'oratrice a indiqué qu'elle sollicitait des fonds supplémentaires auprès des gouvernements et d'autres bailleurs de fonds en sa qualité de Secrétaire générale de la Conférence, mais qu'elle lançait un appel aux gouvernements africains pour qu'ils contribuent au Fonds d'affectation spéciale pour la Conférence et aux activités préparatoires.

160. Son Excellence M. Solomon M. Dlamini a, au nom de tous les participants, présenté une motion de remerciements adressée à Son Excellence Ato Tamrat Layne, Premier Ministre et représentant du Gouvernement de transition de l'Ethiopie pour avoir ouvert la dix-neuvième réunion de la Conférence des ministres de la CEA et pour son discours enrichissant. Il a exprimé la gratitude des participants au Premier Ministre pour avoir fait partager à la Conférence l'expérience de l'Ethiopie durant la période de transition et a fait remarquer que de grands progrès avaient été accomplis en une période relativement courte. Il a également exprimé la gratitude des participants au peuple et au Gouvernement éthiopiens pour l'hospitalité qui leur avait été réservée aux participants depuis leur arrivée à Addis-Abeba.

161. En conclusion, il a fait l'éloge de toutes les allocutions d'ouverture comme pleines d'enseignements pour la réunion et remercié le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, en particulier, pour son allocution concise qui avait donné un aperçu des questions devant être abordées par la Conférence. Il a ensuite remercié le secrétariat pour la qualité des documents mis à la disposition de la Conférence.

162. Le représentant du Sénégal, Président de la dix-huitième réunion de la Conférence des ministres, s'est déclaré préoccupé par le sombre tableau de l'économie africaine dressé dans le Rapport économique sur l'Afrique, 1993. Il a fait observer que l'Afrique connaissait une dégradation constante de sa situation économique. Le taux de croissance économique fixé dans le nouveau Programme des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 était beaucoup plus élevé que le taux réalisé effectivement. Le taux d'accroissement de la population dépassait le taux de croissance économique.

163. Le représentant a fait remarquer que parmi les facteurs qui ont contribué aux piètres résultats économiques en Afrique figurait la détérioration de l'environnement économique tant intérieur qu'extérieur. La sécheresse persistante, les catastrophes naturelles, l'instabilité politique et les guerres étaient au nombre des principaux facteurs internes, auxquels pouvait s'ajouter l'absence de mesures audacieuses pour résoudre les problèmes démo-

graphiques. Les facteurs externes tels que la dette extérieure, l'effondrement des cours des matières premières de l'Afrique et le regain du protectionnisme dans les pays développés concouraient à la médiocre situation économique du continent.

164. L'orateur en a appelé au génie créateur, à la solidarité et une plus grande rigueur dans la gestion des économies africaines. Il a par conséquent souligné l'importance que revêtait la mise en oeuvre du Traité d'Abuja lorsqu'il entrerait en vigueur, ainsi que celle de l'Agenda 21 et de la Position commune africaine sur l'environnement et le développement. Il a par ailleurs attiré l'attention des Etats membres sur la nécessité d'exécuter les programmes de la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique et de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique, ainsi que de mettre en oeuvre la Déclaration de Dakar/Ngor sur la population et le développement durable de même que le programme africain de développement humain.

Débat général sur : les perspectives de développement économique et social de l'Afrique; la mise en oeuvre du Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine; l'Afrique après Rio; mise en oeuvre de l'Agenda 21 et de la Position commune africaine concernant l'environnement et le développement (point 5 de l'ordre du jour)

165. Plusieurs représentants et observateurs, notamment les représentants des institutions des Nations Unies, des organisations régionales et internationales et des organisations intergouvernementales et non gouvernementales, ont participé au débat général. Les participants ont félicité le secrétariat de la CEA d'avoir soumis à la réunion des documents de qualité, et en particulier le nouveau Secrétaire exécutif, en lui souhaitant du succès dans les efforts qu'il faisait pour appliquer sa large expérience à la recherche de solutions aux problèmes économiques de l'Afrique au moment où la région se préparait à relever les défis des années 90 et au-delà.

166. Les participants ont noté que la réunion se tenait à un moment où le monde connaissait des changements considérables d'ordre social, politique et économique qui avaient une incidence sur les économies des pays africains. La région allait traverser les années 90 dans des conditions marquées par une réduction des flux de l'aide et la détérioration des termes de l'échange. L'Afrique contemporaine était confrontée à trois défis redoutables, à savoir son intégration dans l'économie mondiale de plus en plus compétitive et en transformation rapide, la nécessité de concevoir et de poursuivre une expansion économique forte dans des conditions écologiquement durables, et la lutte contre la pandémie du VIH/SIDA. Les participants ont demandé aux Etats membres de mettre en oeuvre les idéaux de coopération et d'intégration économiques régionales consignés dans le Traité d'Abuja ainsi que les principes du développement durable contenus dans l'Agenda 21.

167. Les participants ont souligné les changements remarquables que connaissait la région depuis les années 60, après l'accession à l'indépendance politique, lorsque les stratégies de développement socio-économique mettaient l'accent sur la croissance économique nationale accélérée. Cependant, malgré les importants acquis de la première Décennie des Nations Unies pour le développement, l'incidence de la pauvreté, le chômage et l'inégalité des revenus avaient pris de l'ampleur dans la région au cours de cette période. En conséquence, à partir des années 70, le centre d'intérêt de la stratégie de développement régional s'était déplacé vers la satisfaction des besoins fondamentaux. Après la crise de l'énergie des années 70 et la pénurie des ressources qui en avait résulté, une stratégie intégrée de planification du développement avait été préconisée dans les années 80.

168. Les participants se sont également penchés sur la situation économique et sociale générale de chaque pays et de l'ensemble de la région à la lumière de la conjoncture mondiale. Ils ont examiné les perspectives de croissance des économies africaines à court et moyen terme et leur développement dans le cadre d'une économie mondiale d'après-guerre froide de plus en plus compétitive. Ils ont réfléchi aux conditions minimales nécessaires pour que les économies réalisent et maintiennent des taux de croissance élevés.

169. La Conférence a examiné les conditions économiques et sociales en Afrique en 1992 et les perspectives pour 1993, et a noté que la plupart des pays de la région avaient enregistré des résultats économiques peu satisfaisants en 1992, le taux de croissance de la production économique étant inférieur à celui de l'accroissement de la population, ce qui avait perpétué une tendance à la baisse des revenus moyens individuels et familiaux, qui a commencé au début des années 80. L'Afrique étant déjà la région du monde la plus endettée, sa dette extérieure n'a cessé d'augmenter, quoiqu'à un taux réduit du fait des mesures de réduction de la dette appliquées par les créanciers à certains pays.

170. Les participants ont noté que les mauvais résultats économiques des pays africains et la détérioration continue de la plupart des indicateurs sociaux survenaient malgré les programmes d'ajustement structurels (PAS) exécutés par la plupart des pays africains. Il a été indiqué que les programmes d'ajustement structurel devraient être conçus avec plus de souplesse en tenant compte de la situation de chaque pays et en faisant en sorte de ne pas aggraver la situation sociale. Les pays africains devraient jouer un rôle plus responsable dans l'élaboration et la mise en oeuvre des programmes d'ajustement afin qu'on n'ait pas l'impression qu'ils sont imposés aux pays. Dans les pays où des programmes d'ajustement appropriés ont été consciencieusement mis en oeuvre, ces derniers ont été en mesure de réduire le déséquilibre macro-économique et de maintenir des taux de croissance économique par habitant assez positifs.

171. Les participants ont rappelé que les PAS, pendant leur mise en oeuvre, avaient contribué en partie à aggraver considérablement la crise économique régionale et avaient rendu le redressement plus difficile en minant notamment la cohésion sociale et politique de certains pays africains. Une contraction et une dégradation des secteurs sociaux avaient été enregistrées en particulier dans les domaines de l'emploi, l'éducation et la santé. Dans l'ensemble, la Conférence a estimé que les PAS n'étaient pas la cause de la crise économique mais étaient devenus une nécessité face à la détérioration économique des différents pays. La stabilisation macro-économique était nécessaire pour assurer le maintien d'économies solides et viables.

172. Les participants ont manifesté leur appui aux objectifs stratégiques pour le développement économique de l'Afrique dans les années 90. Ces objectifs ont été identifiés dans dix domaines généraux: cadre négocié pour la sécurité, la stabilité et la paix régionale; mise en oeuvre du Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine; mise en place des capacités y compris l'esprit d'entreprise et l'adaptation de la science et de la technologie aux conditions africaines; redéfinition du rôle de l'Etat pour améliorer la qualité de l'administration; développement durable du potentiel agricole; industrialisation durable; renforcement des réseaux de transport et de communications et amélioration des infrastructures énergétiques; participation active aux processus mondiaux; instauration de relations internationales pragmatiques avec les pays développés et en développement sur une base mutuellement bénéfique; mobilisation des ressources financières requises pour assurer le développement accéléré de l'Afrique. Certains observateurs d'institutions spécialisées et d'OIG ont identifié des domaines cibles spécifiques où ils envisageaient une collaboration fructueuse entre eux et la Commission en vue de promouvoir le développement de l'Afrique dans les années 90.

173. Les participants ont reconnu que la réussite des pays africains dans la mise en oeuvre de certains objectifs stratégiques cibles dépendrait fondamentalement de la réussite des stratégies pour la mobilisation de ressources financières. Ils ont pris note des conditions économiques internationales qui prévalaient et qui avaient intensifié la compétition pour la maigre épargne mondiale et pour l'aide publique au développement. Afin de mobiliser des ressources financières suffisantes pour une croissance endogène solide en vue de la réalisation des objectifs définis dans le nouveau Programme des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90, il importait en premier lieu d'opérer des réformes économiques audacieuses et de grande envergure visant à accroître l'efficacité et la compétitivité des économies africaines, dans le but d'améliorer les conditions en matière d'investissement et attirer des capitaux aussi bien intérieurs qu'étrangers.

174. La Conférence a instamment prié la communauté internationale d'instaurer un nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique. Les éléments clefs de ce partenariat seraient notamment le renforcement de l'aide publique au développement, la conversion des dettes publiques en projets de développement, un appui plus actif au secteur privé et l'encouragement des investissements directs.

175. La Conférence a noté que les pays africains géraient en même temps deux sortes de transition : la transition politique vers la démocratie et le pluralisme et la transition économique pour l'adoption des principes libéraux du marché libre. La Conférence a fortement préconisé que la transition en Afrique bénéficie du même appui moral et matériel que celui qui avait été apporté, par les grandes économies industrialisées, aux pays de l'Europe de l'Est et à l'ex-Union soviétique. Des mesures concrètes s'imposaient pour réduire le fardeau de la dette extérieure de même que pour accroître la fourniture de ressources financières additionnelles pour financer des domaines cruciaux tels que la mise en valeur des ressources humaines et la mise en place de l'infrastructure physique. A cet égard, la Conférence a exprimé son appui à l'initiative prise par l'UNICEF en coopération avec la Commission économique pour l'Afrique sur "Allègement de la dette et restructuration de l'aide en Afrique".

176. S'agissant de la mise en oeuvre du Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine, les participants ont demandé aux Etats membres d'accélérer la ratification du Traité par les Etats avant le prochain Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA qui doit se tenir au Caire. Grâce à l'élimination des barrières commerciales et à la libre circulation des biens, des personnes et des capitaux, la Communauté économique africaine jettera les bases d'un développement économique accéléré par le biais des économies d'échelle.

177. La Conférence a noté qu'une telle coopération permettrait aux pays africains d'accroître non seulement leur production mais également leurs débouchés, ce qui faciliterait l'intégration du continent dans l'économie mondiale chaque jour plus concurrentielle. Elle a donc exhorté les pays africains à reconnaître que des espaces économiques régionaux faisant fi des frontières assoieraient une concurrence mondiale future et leur a demandé de tirer les leçons des expériences des nations développées contemporaines qui tiraient parti de la coopération internationale et continuaient à en être tributaires, en tant que moyen de promouvoir la croissance et le développement. A cet égard, l'édification étape par étape du marché commun unique de la Communauté économique européenne, les progrès réalisés dans l'établissement d'une Zone de libre échange pour les pays de l'Amérique du Nord et la série de négociations de l'Uruguay étaient autant d'exemples significatifs.

178. S'agissant de l'intégration économique, les participants ont recommandé que soit renforcé le Secrétariat conjoint OUA/CEA/BAD. Dans le cadre d'une attribution rationalisée des responsabilités conforme aux avantages comparatifs de chacune des trois institutions, ils ont demandé à la CEA d'axer ses efforts sur l'analyse et la recherche en matière de politiques, tandis que l'OUA se consacrerait aux intérêts politiques et stratégiques du continent et que la BAD devrait intensifier ses activités menées au titre de la mobilisation des ressources pour la réalisation d'un développement durable de l'Afrique. Ils ont fait observer que la baisse de l'intérêt des bailleurs de fonds à l'endroit de l'Afrique exigeait que les pays africains intensifient leurs efforts en vue de mobiliser des ressources aux niveaux national, sous-régional et régional au sein du continent. La Conférence a noté que la création de la Banque africaine d'import-export (AFREXIM Banque) et l'Organisation de la Foire commerciale afro-arabe de Tunis qui aura lieu en octobre 1993 ont confirmé l'intérêt porté par tous les dirigeants africains au renforcement de l'intégration économique de l'Afrique.

179. Les participants ont demandé instamment que les institutions intergouvernementales sous-régionales et régionales soient rationalisées de manière à éviter un éparpillement des efforts et un gaspillage des ressources limitées. Lorsque cela est approprié, il a toutefois été suggéré que ces institutions soient renforcées en vue d'accroître leur impact dans la région. Il a été proposé que les MULPOC de la CEA oeuvrent en étroite collaboration avec les organisations sous-régionales visant à l'intégration du continent. Pour illustrer les avantages qui peuvent être retirés de la coopération et l'intégration sous-régionales, la Conférence a relevé les programmes concrets visant à accroître le commerce au sein des pays membres de la ZEP, notamment le Système régional de garantie des bonds douaniers, le Système d'assurance véhicules de la ZEP et le Système des chèques de voyage de la ZEP.

180. La Conférence a noté que ces programmes ont entraîné une expansion du commerce au sein des pays membres de la ZEP de l'ordre de 8% environ par an au cours de la période 1985-1992 tandis que la couverture correspondante des devises a baissé de près de 42%. La transformation de la ZEP en un marché commun pour les pays de l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe permettrait d'assurer une croissance et un développement soutenus dans les deux sous-régions; de promouvoir le développement conjoint dans différents domaines; de créer un environnement sain propre à attirer les investisseurs locaux et étrangers; de favoriser la science et la technique dans les deux sous-régions; de promouvoir des conditions favorisant la paix, la sécurité et la stabilité entre les Etats membres; d'instituer une union douanière entre les Etats membres et de contribuer à l'édification de la Communauté économique africaine.

181. Les participants ont fait observer que le Système régional africain de communications par satellite

(RASCOM) était un excellent projet sous-régional qui ferait progresser la réalisation des objectifs du Traité d'Abuja. Ce projet accélérerait également les efforts d'intégration économique, culturelle et sociale dans la région.

182. Les participants ont proposé plusieurs mesures que les pays africains devraient prendre pour mettre en oeuvre le Traité d'Abuja, notamment la création d'un comité international pour étudier la possibilité de renforcer les organisations sous-régionales et de suivre leur harmonisation et leur coordination.

183. Concernant la mise en oeuvre de l'Agenda 21 et de la Position commune africaine sur l'environnement et le développement, la Conférence a exhorté les Etats membres à adapter en conséquence leur mécanisme de prise de décision ainsi que la formulation et l'application de leurs politiques de développement, de même qu'à renforcer les programmes et les moyens institutionnels et humains pour la promotion d'un environnement sain.

184. Les participants ont noté que les stratégies d'application devraient comprendre les suivantes : gestion de l'évolution et des pressions démographiques; réalisation de l'autosuffisance et de la sécurité alimentaires; utilisation efficace et équitable des ressources en eau; réalisation d'une plus grande autosuffisance énergétique; optimisation d'une production industrielle écologiquement saine; gestion des espèces et des écosystèmes; prévention et inversion du processus de désertification.

185. La Conférence a souligné que la réalisation des objectifs dans ces domaines stratégiques exigerait que le continent s'appuie sur les valeurs d'authenticité et sur la créativité des intellectuels et des scientifiques ainsi que sur la volonté de ses dirigeants politiques. Des préalables supplémentaires étaient l'amélioration des termes de l'échange, la gestion efficace de l'économie dans le cadre d'une bonne conduite des affaires publiques, l'instauration d'une coopération accrue entre les pays ayant des problèmes et des caractéristiques semblables, la participation des collectivités à la base à la formulation et à l'application des politiques et programmes, la participation efficace à tous les projets mondiaux actuels de coopération qui déterminaient la voie du développement dans le monde et la division internationale future du travail, et la mobilisation des ressources en capital requises.

186. La Conférence a fait observer que les stratégies pour la mise en oeuvre de l'Agenda 21 devraient couvrir les aspects nationaux, sous-régionaux et régionaux du développement et que les ONG devraient être activement associées à ces trois niveaux. Il a été fait remarquer qu'un certain nombre de pays africains avaient déjà mis en place des institutions responsables des questions d'environnement. Il était nécessaire de mettre à jour et d'appliquer la législation de l'environnement, de créer et renforcer des ONG ainsi que des organisations de jeunes et de femmes engagées dans la protection de l'environne-

ment, d'incorporer l'environnement en tant que discipline dans les programmes d'enseignement et d'intégrer les questions d'environnement à la planification macro-économique.

187. S'agissant de la restructuration et de la redynamisation des Nations Unies ainsi que du renforcement de la CEA pour lui permettre de relever les défis des années 90, la Conférence a estimé que la Commission avait un rôle important à jouer non seulement dans la formulation mais aussi dans l'exécution du Programme stratégique pour le développement de l'Afrique. Ce rôle devrait être orienté de manière à ce que la CEA assure la direction d'ensemble et assume la responsabilité de la coordination et de la coopération entre les organismes des Nations Unies exécutant des programmes de développement en Afrique. En effet, ce rôle avait été réaffirmé par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies dans les propositions récentes tendant à renforcer les commissions régionales en tant que bras régionaux d'un programme unique intégré des Nations Unies. La Conférence a fait observer que le but de la restructuration de la Commission en cours était d'accroître la synergie entre ses différents sous-programmes et de renforcer sa capacité multidisciplinaire de résoudre les problèmes de développement social et économique afin de mieux servir ses Etats membres. Elle a recommandé instamment que des ressources suffisantes soient fournies à la Commission pour lui permettre de s'acquitter efficacement de son important mandat qui ne cessait de s'élargir.

188. La Conférence a adressé un message de condoléances au Gouvernement et au peuple zambiens à l'occasion de la perte de leur équipe nationale de football dans un accident d'avion survenu le 27 avril 1993.

Examen du rapport de la quatorzième réunion du Comité technique préparatoire plénier (point 6 de l'ordre du jour)

189. Le Président de la quatorzième réunion du Comité technique préparatoire plénier a présenté le rapport dudit Comité ainsi que les projets de résolution et de déclaration figurant dans le document E/ECA/CM.19/26, dont le Comité recommandait l'adoption par la Conférence des ministres. Cette dernière a pris acte de l'exposé fait, a examiné en détail le rapport ainsi que les projets de résolution et de déclaration et les a adoptés après y avoir apporté les modifications nécessaires. Le rapport du Comité ainsi que les résolutions et la déclaration modifiés font l'objet du document E/ECA/CM.19/26/Rev.1.

Conférence pour les annonces de contributions au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique (FASNUDA) (point 7 de l'ordre du jour)

190. Présentant ce point de l'ordre du jour, le Président de la vingt-huitième session de la Commission et dix-neuvième réunion de la Conférence des ministres a

souligné l'importance du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique (FASNUDA). Depuis sa création en 1977, le Fonds avait permis de financer de nombreux projets dont 40 avaient été exécutés en 1991-1992. Malgré la précarité de la situation économique de la plupart des pays africains, il était d'une importance cruciale pour le développement de l'Afrique que les pays y contribuent. Il a félicité les pays qui avaient honoré leurs engagements et a prié instamment ceux qui avaient des arriérés de s'en acquitter.

191. S'adressant à la Conférence sur le même sujet, le Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique a souscrit aux remarques du Président. Bien que les pays africains traversent de nombreuses difficultés économiques, il était de leur devoir de donner des preuves de leur attachement à la cause du développement de l'Afrique en contribuant généreusement au FASNUDA. Les partenaires de l'Afrique dans le développement se sentiraient incités à accroître leur aide au développement de l'Afrique devant l'exemple des pays africains s'aidant eux-mêmes par des gestes tels que les contributions au FASNUDA. Le fait que les fonds d'aide au développement international soient devenus rares offrait aux Etats membres africains une occasion de démontrer une plus grande autonomie dans la mobilisation de ressources, domaine dans lequel le FASNUDA pourrait jouer un rôle catalyseur.

192. Le Secrétaire exécutif a ensuite expliqué que les coûts des programmes proposés pour la période biennale 1994-1995 se montaient à 4 millions de dollars. Ils portaient sur les domaines prioritaires suivants: mise en valeur des ressources humaines; environnement et énergie; renforcement de la planification stratégique à long terme; coopération et intégration régionales; renforcement des capacités internes pour l'exécution du nouveau Programme des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90. Il a conclu en précisant que les Etats membres pouvaient faire leurs annonces de contribution soit au Fonds général, qui pouvait servir au financement de toute activité opérationnelle de la Commission, soit au fonds spécial, représentant les contributions à des programmes spécifiques.

193. Les pays qui ont fait des déclarations et des annonces de contribution ont été les suivants: Egypte, Cameroun, Soudan, Chine, Namibie, Gambie, Sénégal, République du Congo, Malawi, Madagascar, Bénin, Nigéria, Zambie, France et Ouganda.

194. Le représentant de l'Egypte a annoncé une contribution de 100 000 dollars servant à financer des bourses, à dispenser des cours de formation et à fournir des services d'experts, contribution provenant des fonds pour la coopération technique avec l'Afrique utilisables par la CEA pour le développement socio-économique en Afrique.

195. Le représentant du Cameroun a recommandé l'utilisation du FASNUDA en tant qu'institution indispensable permettant la mobilisation de fonds auprès des pays africains et pour le bénéfice des pays africains. Il a rappelé les engagements pris par son pays depuis 1977, qui totalisaient 308 000 dollars, sur lesquels 140 000 ont été entièrement versés. Il a déclaré que le Cameroun était attaché à la cause de la coopération Sud-Sud et ferait les efforts nécessaires pour s'acquitter de l'arriéré de 168 000 dollars, en faveur de l'exécution du programme de la période biennale 1994-1995 dans les domaines de la mise en valeur des ressources humaines et de l'exploitation rationnelle des ressources naturelles. En outre, Le Cameroun a annoncé une contribution de 1 000 000 FCFA au Fonds.

196. Le représentant du Soudan a indiqué que son gouvernement ne pouvait s'engager à contribuer au Fonds, à cause du problème de personnes déplacées par suite de la guerre, de la sécheresse de 1990, du programme de restructuration économique qui exigeait des sommes considérables en devises et, enfin, à cause d'une inflation vertigineuse et d'une grave récession dans le pays.

197. L'observateur représentant la République populaire de Chine a fait ressortir l'importance de la solidarité qui existait entre son pays et l'Afrique. A cet égard, il a indiqué que le Gouvernement chinois organisait cette année un programme de formation technique et professionnelle pour des experts africains dans les domaines suivants : riziculture, pisciculture, énergie solaire et biogaz, lutte contre la désertification, production hydro-électrique à petite échelle, mécanisation de l'agriculture, environnement, météorologie et participation de la femme au développement. Il a annoncé une contribution de 3 millions de yuan, équivalant selon les estimations à 600 000 dollars, pour couvrir les coûts de la participation à ces diverses activités de formation professionnelle.

198. Le représentant de la Namibie a annoncé une contribution de 50 000 dollars en reconnaissance de la nécessité d'une aide au développement de l'Afrique et du soutien apporté par les nations africaines à son pays pendant la lutte pour l'indépendance.

199. Le représentant de la Gambie a annoncé une contribution de 30 000 dollars au FASNUDA.

200. Le représentant du Sénégal a fait savoir que son pays abritait le Centre régional africain de technologie (CRAT) depuis 1980. De nouveaux locaux de 5000 m² avaient été alloués au Centre en 1987 pour la construction de son siège. En attendant, le Gouvernement mettait à sa disposition des bureaux spacieux situés dans un bâtiment particulier, pour lesquels il payait un loyer de 56 000 dollars par an. L'intervenant a déclaré que cette somme constituait la contribution annuelle de son pays au FASNUDA.

201. Le représentant du Congo a annoncé une contribution de 50 000 dollars au FASNUDA, en ajoutant que les arriérés de 26 825 dollars seraient réglés dès que possible.

202. Le représentant du Malawi a évoqué les problèmes économiques et celui des réfugiés auxquels son pays doit faire face et a annoncé une contribution de 3 000 dollars au FASNUDA.

203. Le représentant de Madagascar a félicité la CEA pour les efforts qu'elle déploie en vue de mobiliser des fonds pour les activités opérationnelles entreprises sur le continent et a annoncé une contribution de 2 millions de francs malgaches au FASNUDA.

204. Le représentant du Bénin a rappelé que son pays s'était engagé depuis trois ans dans un processus de démocratisation et dans l'instauration d'un nouveau système économique fondé sur la liberté du marché. Son pays avait mis en place des programmes de redressement économique et d'ajustement social dont on commençait à cueillir les premiers fruits. Il a annoncé une contribution de 5 000 dollars et a invité la CEA à mettre au point un dispositif adéquat, pour faciliter le règlement des contributions annoncées à partir des différents pays.

205. Le représentant du Nigéria a rappelé que depuis la création du FASNUDA, le Nigéria avait contribué 2 312 303 dollars au Fonds. Il a demandé par conséquent à la CEA d'actualiser la contribution du Nigéria. Il a ensuite annoncé une contribution de 100 000 dollars dont 25 % iraient au MULPOC de Niamey.

206. Le représentant de la Zambie a fait savoir que son pays était le siège du MULPOC de la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, qui avait récemment mis en place le Système d'information au service du développement pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe (ESADIS). Il a également indiqué que son gouvernement avait affecté à ses frais trois fonctionnaires à l'ESADIS. La Zambie maintiendrait son soutien au MULPOC et s'acquitterait également de ses arriérés au Fonds.

207. Pour conclure, il a remercié la Conférence pour le message de condoléances à l'occasion de la disparition récente de toute l'équipe nationale zambienne de football, de ses responsables et de l'équipage dans un accident d'avion.

208. L'observateur de la France a fait savoir que, comme en 1991, la contribution de son gouvernement serait de 400 000 francs français au FASNUDA.

209. Le représentant de l'Ouganda a annoncé une contribution de 12 100 dollars et a promis le règlement de l'arriéré de 17 900 dollars.

210. En clôturant la Conférence d'annonce de contributions, le Président et le Secrétaire exécutif ont remercié les Etats membres pour leurs généreuses et encourageantes contributions. Le Secrétaire exécutif a fait remarquer que le total des contributions, qui s'élevait à plus de 1000000 de dollars contre 285 000 en 1991, témoignait du dévouement des Etats membres à la cause du développement socio-économique de l'Afrique.

Questions diverses (point 8 de l'ordre du jour)

211. Aucune question n'a été soulevée au titre de ce point de l'ordre du jour.

Date et lieu de la vingt-neuvième session de la Commission/vingtième réunion de la Conférence des ministres et autres questions y ayant trait (point 9 de l'ordre du jour)

212. Le Secrétaire exécutif a proposé que le secrétariat et le bureau consultent les Etats membres et restent en rapport avec eux en ce qui concerne les dates et le lieu de la prochaine session de la Commission.

Office funèbre à la mémoire de M. Oliver R. Tambo et de M. Chris Martin Thembisile Hani

213. La Conférence a tenu un office funèbre à la mémoire du regretté Commandant de la branche militaire, Umkhoto we Sizwe, de l'African National Congress (ANC), M. Chris Martin Thembisile Hani, décédé le 10 avril 1993 et du regretté Président de l'ANC en Afrique du Sud, M. Oliver R. Tambo, également décédé le 24 avril 1993. Au cours de l'office, des déclarations ont été faites par le Secrétaire exécutif, le Président de la vingt-huitième session de la Commission/dix-neuvième réunion de la Conférence des ministres, le Secrétaire général adjoint de l'OUA et un représentant de l'ANC.

Examen et adoption du rapport et d'une résolution de la réunion (point 10 de l'ordre du jour)

214. La Conférence a adopté le présent rapport et la résolution 769 (XXVIII) sur le "Renforcement du rôle de la Commission économique pour l'Afrique pour qu'elle assure la direction d'ensemble et la coordination des activités du système des Nations Unies, avec une perspective régionale en Afrique".

Clôture de la réunion (point 11 de l'ordre du jour)

215. Dans son intervention finale, le Secrétaire exécutif a remercié les Etats membres pour le niveau élevé de participation et la qualité des débats ainsi que pour les décisions et résolutions issues de la réunion. Il a exhorté les Etats membres à soutenir les résolutions au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale, tout en prenant également part à leur application. Faisant référence aux négociations d'Uruguay, il a formulé l'espoir que les principaux acteurs se montreraient sensibles à la situation de l'Afrique et à sa préoccupation devant les

répercussions des résultats desdites négociations ainsi qu'il ressortait de la Déclaration formulée par la Conférence. Il a enfin remercié le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies du message adressé à la Conférence, le Secrétaire général de l'OUA et le Président de la BAD de leur participation à la réunion ainsi que de leur collaboration continue avec la CEA, sans oublier le secrétariat, les interprètes et tous ceux qui ont assuré avec succès le service de la réunion.

216. Le Président a remercié les participants pour la confiance qu'ils avaient placée en lui en l'élisant pour diriger les travaux de la réunion, ainsi que pour le concours qu'ils avaient apporté durant toute la réunion.

Il a adressé ses remerciements aux Etats membres pour leur attachement au développement socio-économique de l'Afrique comme en témoignaient les annonces faites au FASNUDA en dépit de la très grave pénurie de ressources financières. Il a invité instamment ceux qui n'avaient pas annoncé de contributions à manifester leur solidarité en déployant des efforts dans ce sens et ceux qui avaient des arriérés à les éponger le plus tôt possible. Il a conclu en remerciant le secrétariat pour la grande qualité des documents, l'actualité des questions et l'efficacité qui avait permis le succès de la réunion.

217. Il a ensuite déclaré la réunion close.

**LISTE DES RESOLUTIONS ADOPTEES PAR
LA CONFERENCE DES MINISTRES
A SA DIX-NEUVIEME REUNION**

Numéro	Titre	Page
742 (XXVIII).	Objectifs stratégiques pour le développement de l'Afrique dans les années 90	51
743 (XXVIII).	Mise en oeuvre du Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine	52
744 (XXVIII).	Les Stratégies africaines pour la mise en oeuvre de l'Agenda 21 adopté par Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement	53
745 (XXVIII).	Renforcement et rationalisation des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets de la Commission économique pour l'Afrique	55
746 (XXVIII).	Le Programme pour le développement humain en Afrique dans les années 90	55
747 (XXVIII).	Programme stratégique pour la gestion du développement en Afrique dans les années 90	56
748 (XXVIII).	Population, famille et développement durable	57
749 (XXVIII).	Les préparatifs du Sommet mondial pour le développement social	58
750 (XXVIII).	L'Année internationale de la famille	58
751 (XXVIII).	Préparatifs de l'Afrique pour l'examen à mi-parcours de la Convention de Lomé IV	59
752 (XXVIII).	Deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique (IDDA II)	59
753 (XXVIII).	Femmes et développement, Réunion préparatoire régionale africaine (1994) de la Conférence mondiale sur les femmes : lutte pour l'égalité, le développement et le paix (1995)	60
754 (XXVIII).	Rationalisation et harmonisation des activités des institutions parrainées par la Commission économique pour l'Afrique	63
755 (XXVIII).	Centre africain pour l'application de la météorologie au développement	64
756 (XXVIII).	Renforcement du Groupe multidisciplinaire consultatif régional de la Commission économique pour l'Afrique (GMCR-CEA)	65
757 (XXVIII).	Restructuration du mécanisme intergouvernemental de la Commission	65
758 (XXVIII).	Le rôle de la cartographie, de la télédétection et des systèmes d'information géographique dans le développement durable	76
759 (XXVIII).	Acquisition des données dans le domaine de la cartographie et de la télédétection en Afrique	77
760 (XXVIII).	Programme de carte hydrogéologique internationale de l'Afrique et étude cartographique pour le développement	77
761 (XXVIII).	Deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique	78

Numéro	Titre	Page
762 (XXVIII).	Réactivation du Bureau des routes transafricaines	79
763 (XXVIII).	Utilisation des ressources humaines en Afrique	79
764 (XXVIII).	Développement des industries des matériaux de construction en Afrique	80
765 (XXVIII).	Développement du tourisme en Afrique	80
766 (XXVIII).	Renforcement des systèmes d'information pour le développement, pour la coopération et l'intégration en Afrique	82
767 (XXVIII).	Programme de travail et ordre de priorité de la Commission économique pour l'Afrique	83
768 (XXVIII).	Institut africain de développement économique et de planification	84
769 (XXVIII).	Renforcement du rôle de la Commission économique pour l'Afrique pour qu'elle assure la direction d'ensemble et la coordination des activités des Nations Unies, avec une perspective régionale en Afrique	85

CHAPITRE IV

RESOLUTIONS ET DECLARATION ADOPTEES PAR LA CONFERENCE DES MINISTRES A SA DIX-NEUVIEME REUNION

742 (XXVIII). Objectifs stratégiques pour le développement socio-économique de l'Afrique dans les années 90

La Conférence des ministres,

Rappelant les stratégies et programmes importants qui ont été adoptés par les pays africains et la communauté internationale pour appuyer le développement socio-économique de l'Afrique au cours des trois décennies passées,

Consciente des changements considérables déclenchés en Afrique et dans le monde par la fin de la guerre froide,

Consciente des nouveaux défis qui se posent à l'Afrique dans le monde de l'après-guerre marqué par une concurrence acharnée, et de la nécessité pour l'Afrique de s'adapter à cette situation,

Tenant compte des contraintes et vulnérabilités chroniques qui sont à la base des problèmes de développement de l'Afrique,

Notant les réserves importantes de forces dans lesquelles l'Afrique peut puiser pour se lancer sur la voie du redressement soutenu ainsi que de la croissance et de la transformation économique vigoureuses,

Notant en outre que les objectifs de ces stratégies, plans d'action et programmes ne sont pas encore pleinement réalisés mais qu'ils demeurent pertinents et cruciaux pour le développement de l'Afrique,

1. Se félicite du document : "Objectifs stratégiques pour le développement économique de l'Afrique dans les années 90", préparé et élaboré par la Commission économique pour l'Afrique en tant que document de synthèse réaffirmant et actualisant les stratégies de longue date de l'Afrique dans l'esprit du thème de la vingt-huitième session de la Commission/dix-neuvième réunion de la Conférence des ministres "Faire entrer l'Afrique dans le 21ème siècle";

2. Prend note des objectifs stratégiques sur lesquels les gouvernements et les peuples africains doivent mettre l'accent dans les années 90 et qui sont identifiés dans le document, à savoir un cadre continental négocié pour la sécurité, la stabilité et la paix régionales, la mise en oeuvre du Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine, la mise en place des capacités humaines, notamment les capacités de créer des entreprises, l'enracinement de la science et de la technique dans

la société africaine, l'amélioration de la santé des populations et la réduction du nombre d'années perdues sur le plan social et sur celui de la production; la redynamisation de la région africaine ainsi que de ses institutions et l'amélioration qualitative de l'administration; le développement durable du potentiel agricole de l'Afrique en vue d'assurer la sécurité et l'autosuffisance alimentaires, l'industrialisation durable avec un accent sur l'accroissement de la valeur ajoutée des ressources naturelles de l'Afrique et la création d'emplois pour la population active en croissance rapide, surtout dans les villes; le développement de l'infrastructure du continent en matière de transports, de communications et d'énergie; la participation effective, d'une seule voix, aux processus en cours au niveau mondial pour la définition du système économique mondial du 21ème siècle; les relations internationales avec aussi bien les pays industrialisés que les pays en développement sur la base de l'avantage mutuel, la mobilisation des ressources financières requises pour le développement de l'Afrique, l'accent étant mis essentiellement sur les ressources intérieures et les ressources extérieures qui ont un rôle complémentaire mais crucial;

3. Lance un appel aux Etats membres, individuellement et collectivement, pour qu'ils prennent note des objectifs stratégiques identifiés, et s'en inspirent dans leurs programmes d'ajustement structurel, de transformation et de développement;

4. Lance en outre un appel aux Etats membres, individuellement et collectivement, pour qu'ils appliquent des politiques visant à améliorer le climat d'investissement, l'objectif étant d'éliminer des distorsions et d'accroître l'efficacité économique et la compétitivité, réformer le secteur financier pour faire passer rapidement le taux brut d'épargne intérieure à 25-30 % en vue de mobiliser les montants considérables de ressources intérieures nécessaires pour accroître le taux brut d'investissement intérieur et le maintenir à 30-35 % du produit intérieur brut et acheminer efficacement les rares ressources vers les secteurs où elles sont les plus productives et prendre des mesures pour accroître les capacités des économies africaines d'absorber les ressources extérieures;

5. Invite aussi les partenaires extérieurs de l'Afrique à honorer leurs engagements au titre du nouveau Programme des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 en vue d'accroître l'assistance publique au développement de l'Afrique, spécialement à des conditions de faveur et selon des modalités permettant d'alléger la dette, réduire les conditionnalités attachées à ces ressources et accélérer le taux de décaissement; maintenir un climat économique international stable propice au développement soutenu de l'Afrique; ouvrir

les marchés aux exportations agricoles et industrielles non traditionnelles de l'Afrique; appliquer des mesures pour réduire véritablement le fardeau de la dette extérieure des pays africains grâce à des mesures d'annulation et de conversion de dette et créer ou renforcer les programmes de garantie multilatéraux afin d'encourager les investisseurs privés et institutionnels à mobiliser des ressources en faveur des économies africaines.

285ème séance,
4 mai 1993.

743 (XXVIII). Mise en oeuvre du Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine

La Conférence des ministres,

Rappelant la signature par les Chefs d'Etat le 3 juin 1991 à Abuja (Nigéria) du Traité instituant la Communauté économique africaine et les dispositions du Traité appelant au renforcement institutionnel et sectoriel des commissions économiques régionales en tant qu'éléments de la Communauté panafricaine,

Rappelant en outre le Plan d'action de Lagos, l'Acte final de Lagos et leurs dispositions sur l'autosuffisance collective et le développement autoentretenu,

Notant les récentes initiatives prises dans le monde en vue de la création de blocs économiques et commerciaux,

Consciente de la nécessité pour l'Afrique de relever ces défis et d'autres défis du développement en créant des espaces économiques soudés, en favorisant la création de liens sectoriels et intersectoriels solides dans des domaines prioritaires tels que les transports et les communications, l'agriculture, l'industrie, la monnaie et la finance, en harmonisant les politiques économiques nationales et en développant le commerce intra-africain grâce à des programmes de libéralisation progressive des échanges,

Notant les efforts déployés dans l'ensemble du continent pour promouvoir l'intégration économique dans les cadres des diverses institutions sous-régionales et régionales,

Notant que les programmes d'intégration économique sous-régionale et régionale et les accords de coopération n'ont pas donné de résultats escomptés en raison des conditions économiques, financières et sociales critiques que connaissent les pays africains, et de la faible volonté politique,

Consciente de la nécessité de la rationalisation, de l'harmonisation et de la coordination entre les divers groupements économiques et institutions,

Consciente aussi de la nécessité de structures et de mécanismes nationaux forts pour l'intégration économique, qui aideraient à appliquer les décisions de la communauté,

Rappelant la résolution AGA.179(XXV) par laquelle la Conférence des chefs d'Etat de l'Organisation de l'unité africaine a chargé l'Organisation de l'unité africaine, la Commission économique pour l'Afrique et la Banque africaine de développement de coordonner et de mettre leurs ressources en commun au sein d'un secrétariat conjoint pour appuyer le processus de la création effective de la Communauté économique africaine,

1. Réaffirme son attachement au Traité et à la création effective de la Communauté économique africaine;

2. Note avec satisfaction les efforts déployés par le secrétariat conjoint OUA/CEA/BAD pour aider à créer la Communauté économique africaine;

3. Lance un appel aux Etats membres pour qu'ils accélèrent la ratification du Traité d'Abuja ainsi que des protocoles qui lui sont annexés et assurent son entrée en vigueur immédiate;

4. Lance en outre un appel aux gouvernements africains pour qu'ils établissent des structures rationnelles capables de faire avancer les objectifs de la Communauté économique africaine aux niveaux national, sous-régional et régional;

5. Exhorte le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique et le Président de la Banque africaine de développement à aider les communautés économiques sous-régionales à faire avancer leurs programmes et activités d'intégration économique, y compris la création d'espaces économiques soudés et la promotion de liens sectoriels et intersectoriels dans des domaines prioritaires tels que les transports et les communications, l'agriculture, l'industrie, la monnaie et la finance et la promotion du commerce intra-africain;

6. Lance en outre un appel aux Etats membres, au Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique et au Président de la Banque africaine de développement afin qu'ils prennent les mesures nécessaires pour faciliter la rationalisation et l'intégration des institutions économiques sous-régionales, tel que préconisé dans l'Acte final de Lagos et les résolutions ultérieures de l'Organisation de l'unité africaine, de la Commission économique pour l'Afrique et dans celles des divers groupements régionaux;

7. Exhorte en outre le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique et le

Président de la Banque africaine de développement d'aider à réaliser les études nécessaires et de créer effectivement des mécanismes d'autofinancement pour le financement de façon régulière des activités communautaires aux niveaux sous-régional et régional;

8. Exhorte les Etats membres à payer intégralement leurs arriérés et les contributions qu'ils ont à acquitter, aux budgets des communautés économiques sous-régionales pour leur permettre de fonctionner effectivement et efficacement;

9. Invite le Président de la Banque africaine de développement à aider à faire avancer les objectifs communautaires des pays africains en fournissant des ressources substantielles pour le financement des programmes connexes d'assistance technique et d'assurer l'utilisation du maximum possible des ressources pour le financement de projets de développement multinationaux et régionaux;

10. Demande au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de suivre la mise en oeuvre du Traité et de faire rapport à la prochaine Conférence des ministres sur les progrès réalisés en ce qui concerne l'application des dispositions de la présente résolution.

285ème séance,
4 mai 1993.

744 (XXVIII). Les Stratégies africaines pour la mise en oeuvre de l'Agenda 21

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 44/228 de l'Assemblée générale en date du 22 décembre 1989 qui a décidé de convoquer la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement,

Rappelant en outre sa résolution 712 (XXVI) en date de mai 1991 qui a invité le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique et le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine à se concerter pour aider les pays africains non seulement dans les préparatifs, mais aussi dans les activités de suivi de la Conférence des Nations Unies sur le développement et l'environnement^{1/},

Notant avec satisfaction le rôle que le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique a joué et continue de jouer, notamment en tant que Président du secrétariat conjoint Afrique/Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement qui a permis de parvenir au consensus sur la Position commune africaine sur l'environnement et le développement et qui lance et coordonne, à l'échelle régionale, les

mesures de suivi interorganisations de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement,

Considérant que la Position commune africaine préconise "l'élaboration et la signature d'une convention internationale visant à freiner la désertification en Afrique grâce à l'implantation, dans un effort collectif international, de ceintures vertes au nord et au sud du Sahara, et dans le Kalahari"^{2/},

Considérant également que le chapitre 12 de l'Agenda 21 prie l'Assemblée générale des Nations Unies d'établir, à sa quarante-septième session, les mécanismes nécessaires pour élaborer un projet de convention internationale pour lutter contre la désertification,

Rappelant par ailleurs la résolution 47/188 de l'Assemblée générale en date du 22 décembre 1992 mettant sur pied un comité intergouvernemental de négociation en vue de l'élaboration, d'ici à juin 1994, d'une convention internationale pour lutter contre la désertification dans les pays touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique,

Consciente du rôle central confié au Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine, par l'intermédiaire de sa résolution CM/Res.1361 (LIV) de juin 1991, au Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique et au Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement, dans les activités visant à préparer l'Afrique en vue de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement et dans la défense de la Position commune africaine,

Rappelant aussi la résolution 47/190 de l'Assemblée générale en date du 22 décembre 1992 sur le rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement qui, entre autres, fait sien l'Agenda 21, et qui invite toutes les parties concernées à appliquer l'ensemble des engagements pris, des accords conclus et des recommandations formulées à la Conférence, en particulier ceux ayant trait aux ressources pour la mise en oeuvre de l'Agenda 21,

Sachant que la résolution 47/191 de l'Assemblée générale en date du 22 décembre 1992 concernant les arrangements institutionnels pour le suivi de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, qui a créé la Commission du développement durable, prie la Commission d'interagir étroitement entre autres avec les autres organes des Nations Unies s'occupant de questions liées à l'environnement et au développement, et prie également les commissions régionales de l'Organisation des Nations Unies d'examiner les dispositions pertinentes du chapitre 38 de l'Agenda 21 et de soumettre, à la Commission en 1993 ou 1994 au plus tard, des rapports sur leurs plans pour l'application desdites dispositions,

Ayant examiné les Stratégies africaines pour la mise en oeuvre de l'Agenda 21 adopté par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement telles qu'elles sont proposées dans les documents E/ECA/CM.19/8 et E/ECA/CM.19/8/Add.1,

Se rendant compte que la mise en oeuvre de l'Agenda 21 en Afrique exige des mesures concertées aux niveaux national, sous-régional et régional, des apports substantiels de ressources pour soutenir les efforts individuels et collectifs des pays africains ainsi qu'une redynamisation des organes et institutions appropriés au niveau des Etats membres et au niveau régional, en particulier la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement et le Centre africain pour l'application de la météorologie au développement,

1. Adopte les Stratégies africaines pour la mise en oeuvre de l'Agenda 21;

2. Invite instamment les Etats membres à prendre largement en compte les Stratégies africaines dans la mise sur pied de leurs stratégies nationales;

3. Invite en outre les Etats membres à établir et/ou renforcer les mécanismes pour la mobilisation de ressources aux niveaux national, sous-régional et régional en vue de la mise en oeuvre des Stratégies;

4. Demande aux pays africains de participer activement, au niveau le plus élevé possible, aux négociations concernant la convention pour lutter contre la désertification en tenant pleinement compte de la corrélation étroite qui existe entre la désertification et certaines activités de développement économique;

5. Demande également aux pays africains de redoubler d'effort dans la promotion de la participation des populations au développement socio-économique, apte à favoriser la viabilité et à contribuer à la lutte contre la désertification;

6. Demande par ailleurs à la Commission du développement durable d'appuyer les efforts du Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique tendant à examiner périodiquement l'état de mise en oeuvre des Stratégies;

7. Demande à l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement et au Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement de prendre les mesures nécessaires pour appuyer les mesures de suivi en Afrique de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, conformément aux responsabilités qui leur ont été assignées dans l'Agenda 21, particulièrement au chapitre 38;

8. Exhorte le Président de la Banque africaine de développement à étudier, en étroite coopération avec le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour

l'Afrique et le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, la possibilité de créer un fonds africain pour l'environnement pour appuyer la mise en oeuvre des Stratégies;

9. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de soumettre pour approbation, les Stratégies au Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine prévu en 1993, et de continuer à suivre et à coordonner la mise en oeuvre de l'Agenda 21 dans le cadre de la Position commune africaine;

10. Prie en outre le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement, le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine et le Président de la Banque africaine de développement, agissant en collaboration avec les chefs de secrétariat des organisations intergouvernementales et non gouvernementales sous-régionales et régionales compétentes, d'élaborer les modalités de l'examen de la mise en oeuvre de l'Agenda 21 en Afrique et de l'établissement de rapports à ce sujet à l'intention de la Commission du développement durable;

11. Exhorte la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement à resserrer sa coopération avec la Conférence des ministres africains de la Commission économique pour l'Afrique responsables du développement économique et de la planification, en particulier s'agissant de questions ayant trait à l'Agenda 21 et à la mise en oeuvre des Stratégies;

12. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de continuer, en sa qualité de Président du Secrétariat conjoint, à mobiliser le soutien du Programme des Nations Unies pour le développement, du Programme des Nations Unies pour l'environnement, du Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne, de l'Organisation de l'unité africaine et de la Banque africaine de développement pour aider les Etats membres dans la formulation de leurs positions et dans la réalisation d'un consensus dans le cadre du Comité intergouvernemental de négociation de la Convention internationale sur la lutte contre la désertification; .

13. Demande au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique d'organiser, en étroite coopération avec le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, une réunion ministérielle d'évaluation du processus de négociations avant la session finale du Comité intergouvernemental de négociation prévue en juin 1994;

14. Demande par ailleurs au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de présenter

des rapports périodiques à la Conférence des ministres sur l'application de la présente résolution.

285ème séance,
4 mai 1993.

745 (XXVIII). Renforcement et rationalisation des centres multinationaux de programmation et d'exécution des projets de la Commission économique pour l'Afrique

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 611 (XXII) du 24 avril 1987 sur l'accélération du processus d'intégration économique sous-régionale en Afrique et le rôle nouveau des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets, ainsi que sa résolution 702 (XXV) du 19 mai 1990 sur la transformation et le renforcement des centres pour leur permettre de jouer un rôle efficace dans la fourniture de l'assistance technique au processus d'intégration économique sous-régionale,

Rappelant également sa résolution 708 (XXVI) du 12 mai 1991 sur l'accélération du processus d'intégration économique en Afrique et le renforcement des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets,

Considérant que la promotion et le renforcement de l'intégration économique en Afrique dépendent des progrès accomplis au niveau sous-régional d'abord et au niveau régional ensuite,

Considérant en outre que la mise en place de la Communauté économique africaine devrait commencer par la coordination, l'harmonisation et la rationalisation des politiques et programmes de développement des groupements économiques sous-régionaux,

Convaincue que les centres, compte tenu de la crise financière que traversent les groupements économiques sous-régionaux, doivent assister les organisations intergouvernementales et les pays membres dans la définition des politiques et programmes de mise en place des communautés économiques sous-régionales,

Consciente du fait que le rôle des centres consiste à contribuer à l'harmonisation, la coordination et la rationalisation des activités des organisations intergouvernementales sous-régionales, en vue de l'établissement de la Communauté économique africaine,

Reconnaissant que les centres devraient être dotés de responsabilités, de moyens humains et financiers suffisants pour réussir efficacement dans leur mission d'assistance aux organisations intergouvernementales,

1. Invite les organisations intergouvernementales africaines à coopérer avec les centres dans la mise en oeuvre de leurs activités d'intégration économique sous-régionale;

2. Demande à cet effet aux organisations intergouvernementales de communiquer en temps opportun, les domaines d'assistance et activités qui nécessitent l'intervention des centres en vue de permettre à ces derniers à les intégrer dans leurs programmes de travail et ordre de priorité;

3. Demande aux centres d'assister d'une façon rationnelle et efficace les organisations intergouvernementales existant dans leurs sous-régions respectives, dans l'élaboration des politiques de coordination, d'harmonisation et de rationalisation dans le cadre de la mise en place d'une seule communauté dans leur sous-région respective;

4. Renouvelle l'appel qu'elle avait lancé en 1991 à l'Assemblée générale des Nations Unies pour le financement de postes supplémentaires dans les centres, aussi bien dans la catégorie des administrateurs que dans celle des services généraux et pour la fourniture de ressources financières supplémentaires;

5. Réitère encore une fois son appel aux Etats membres pour qu'ils continuent de soutenir les centres en versant des contributions spécifiques pour les activités des centres au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de leur sous-région et en facilitant le détachement de leurs fonctionnaires dans les centres pour des périodes de courte durée;

6. Demande au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de présenter à la Conférence des ministres en temps opportun un programme de renforcement et de rationalisation des centres qui prenne en considération l'ensemble des facteurs y contribuant.

285ème séance,
4 mai 1993.

746 (XXVIII). Le Programme pour le développement humain en Afrique dans les années 90

La Conférence des ministres,

Rappelant le rôle central du développement humain dans le développement et la croissance endogènes et durables de l'Afrique ainsi que le démontrent, notamment : la Déclaration de Khartoum et la Charte africaine de la participation populaire au développement et à la transformation,

Consciente des nombreuses initiatives louables prises par les gouvernements africains, les organisations non

gouvernementales, le système des Nations Unies et la communauté internationale en général, pour aider à améliorer la condition humaine dans le continent,

Notant avec regret la situation alarmante de dénuement qui persiste dans le continent alors que l'humanité se trouve au seuil du vingt et unième siècle,

Consciente des graves conséquences d'une telle détérioration de la condition humaine sur les perspectives de l'Afrique en matière de transformation socio-économique et de développement durable,

1. Fait sien le Programme pour le développement humain en Afrique dans les années 90;

2. Prie instamment les gouvernements africains d'accorder la priorité à la promotion du développement humain, grâce à l'application d'une stratégie globale et intégrée en matière de développement et de transformation structurelle, qui serait axée sur les préoccupations et les mesures concernant le développement humain ainsi qu'il est stipulé dans le Programme pour le développement humain en Afrique dans les années 90;

3. Prie en outre tous les gouvernements africains de redoubler d'efforts pour allouer des ressources suffisantes et réorienter les politiques de manière à assurer une application efficace et réussie des stratégies de développement axées sur l'homme;

4. Lance un appel aux partenaires de développement de l'Afrique, aux institutions et organisations du système des Nations Unies, aux organisations non gouvernementales et au secteur privé afin qu'ils appuient sans réserve les priorités et les stratégies opérationnelles énoncées dans le Programme proposé et qu'ils augmentent les ressources consacrées au développement humain en Afrique dans les années à venir;

5. Prend note de la proposition visant à la création d'un fonds régional pour le développement humain en Afrique ainsi qu'il est souligné dans le Programme;

6. Demande au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique d'entreprendre des actions pour la création du fonds, en collaboration avec les Etats membres de la Commission économique pour l'Afrique, les organisations et les institutions régionales africaines, les institutions et organisations du Système des Nations Unies, en particulier le Programme des Nations Unies pour le développement, le secteur privé, la communauté internationale et les organisations non gouvernementales africaines et non africaines;

7. Demande en outre au Secrétaire exécutif de la Commission de faire rapport régulièrement à la Conférence des ministres sur les progrès réalisés en ce qui

concerne la création du fonds et la mise en oeuvre du Programme.

285ème séance,
4 mai 1993.

747 (XXVIII). Programme stratégique pour la gestion du développement en Afrique dans les années 90

La Conférence des ministres,

Rappelant les résolutions 1987/55 et 1988/155 du Conseil économique et social relatives au Programme d'action spécial pour l'administration et la gestion en Afrique (SAPAM),

Rappelant également sa résolution 632 (XXIII) d'avril 1988 approuvant le SAPAM,

Consciente que l'amélioration et le renforcement de la capacité en matière d'entreprise sont des préalables au développement et à la transformation socio-économiques de l'Afrique,

Notant que la Conférence régionale sur la gestion du développement en Afrique : Trente ans d'expérience, défis nouveaux et priorités futures, tenue à Addis-Abeba du 8 au 12 mars 1993, a adopté un Programme stratégique pour la gestion du développement en Afrique dans les années 90,

Convaincue que la mise en oeuvre du Programme stratégique permettrait de lever certains des graves obstacles en matière de gestion, de redressement et de développement soutenu de l'Afrique,

Convaincue en outre que les domaines prioritaires définis dans le Programme stratégique sont pertinents pour faire face aux besoins en matière de gestion du développement des pays africains,

1. Approuve et adopte le Programme stratégique pour la gestion du développement en Afrique dans les années 90;

2. Recommande que les gouvernements africains, ainsi que les organisations et associations régionales et internationales, se servent du Programme stratégique comme un guide de leurs efforts visant à améliorer leurs capacités en matière de gestion du développement en Afrique dans les années 90;

3. Exprime sa satisfaction au sujet du travail accompli durant la première phase du SAPAM et félicite le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) d'avoir financé un projet aussi utile;

4. Lance un appel au Programme des Nations Unies pour le développement pour qu'il mobilise des

ressources au titre du financement de la deuxième phase du SAPAM de façon à contribuer efficacement à la mise en oeuvre du Programme stratégique;

5. Demande aux gouvernements africains et aux organismes et institutions internationaux et bilatéraux de faire tout leur possible pour mobiliser un appui en faveur de SAPAM et renforcer la capacité de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique en matière de gestion du développement et assurer la réalisation des objectifs du Programme stratégique;

6. Demande au Secrétaire exécutif de la Commission de coordonner et de suivre de près les activités liées à la mise en oeuvre du Programme stratégique et de faire rapport régulièrement à la Conférence sur les progrès réalisés dans ce domaine.

285ème séance,
4 mai 1993.

748 (XXVIII). Population, famille et développement durable

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 506(XIX) du 26 mai 1984 dans laquelle elle approuvait le Programme d'action de Kilimandjaro concernant la population africaine et le développement autonome,

Rappelant également la résolution 1989/94 du Conseil économique et social en date du 26 juillet 1989 relative à l'appui aux pays africains dans le domaine de la population,

Rappelant en outre la résolution 1989/91 du Conseil économique et social en date du 26 juillet 1989 relative à la convocation d'une réunion internationale sur la population en 1994, dans laquelle il est demandé au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies d'assurer, entre autres, que les commissions régionales apportent une contribution substantielle à la réunion internationale sur la population,

Rappelant par ailleurs la résolution 1991/93 du Conseil économique et social en date du 26 juillet 1991 par laquelle il a été décidé que la réunion serait dénommée Conférence internationale sur la population et le développement et qui invitait les commissions régionales à organiser des conférences pour examiner les politiques et programmes régionaux de population, et à proposer des orientations futures dans le cadre de leur contribution à la préparation de la Conférence de 1994 prévue au Caire, du 5 au 13 septembre,

Soulignant la corrélation entre la population et le développement telle qu'elle a été exprimée dans la résolu-

tion 45/199 de l'Assemblée générale qui contient la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement, la résolution 45/206 relative à l'exécution du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés et la résolution 45/216 sur la population et le développement, toutes en date du 21 décembre 1990,

Prenant note du rapport de la troisième Conférence africaine sur la population tenue à Dakar (Sénégal) du 7 au 12 décembre 1992,

Réaffirmant son adhésion aux recommandations contenues dans le Programme d'action de Kilimandjaro,

1. Approuve la Déclaration de Dakar/Ngor sur la population, la famille et le développement durable;

2. Demande aux gouvernements africains de faire en sorte que leurs délégations à la Conférence internationale sur la population et le développement et aux futures réunions de la Commission de la population de l'Organisation des Nations Unies utilisent la Déclaration sur la population, la famille et le développement durable comme document de référence pour assurer que les intérêts prioritaires de l'Afrique soient dûment pris en considération dans les activités relatives à la population;

3. Invite le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique à prendre les mesures appropriées pour que les principes et objectifs de la Déclaration de Genève sur la promotion économique des femmes dans les régions rurales ainsi que les recommandations qu'elle contient soient incorporés au programme de travail et ordre de priorité de la Commission et d'établir un comité de suivi des Etats membres en collaboration avec l'Organisation de l'unité africaine, la Banque africaine de développement et le Fonds des Nations Unies pour la population;

4. Prie le Secrétaire général de la Conférence internationale sur la population et le développement de fournir les ressources propres à assurer la participation des gouvernements africains à la Conférence;

5. Invite tous les organismes du système des Nations Unies, l'Organisation de l'unité africaine, la Banque africaine de développement, les organisations intergouvernementales, sous-régionales, interrégionales et nationales s'occupant de population dans la région à coopérer avec les gouvernements africains en vue de l'application de la Déclaration;

6. Demande aux pays et aux organismes donateurs d'accroître les ressources qu'ils fournissent au Fonds des Nations Unies pour la population pour ses activités en Afrique;

7. Invite le Fonds des Nations Unies pour la population à intensifier son assistance pour les programmes

nationaux et sous-régionaux en matière de population en Afrique.

285ème séance,
4 mai 1993.

749 (XXVIII). Les préparatifs du Sommet mondial pour le développement social

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 47/92 de l'Assemblée générale en date du 16 décembre 1992 sur la convocation d'un sommet mondial pour le développement social en 1995,

Convaincue que le Sommet mondial pour le développement social fournira une occasion d'attirer l'attention de tous les pays sur les principales préoccupations sociales et humaines, de promouvoir des politiques et de renforcer la coopération internationale pour examiner ces préoccupations comme il se doit,

Convaincue également que l'Afrique a un enjeu particulier à jouer dans la tenue et l'aboutissement du Sommet,

Consciente que la grave détérioration continue de la situation sociale et humaine en Afrique et la nécessité de corriger cette situation inacceptable constituent une question urgente,

Concernée à assurer la participation effective de l'Afrique au processus préparatoire du Sommet et au Sommet lui-même,

1. Invite les Etats membres de la Commission économique pour l'Afrique à participer activement aux activités préparatoires du Sommet, en particulier aux réunions du Comité préparatoire créé par l'Assemblée générale;

2. Souligne la nécessité pour les Etats membres de la Commission économique pour l'Afrique d'adopter une position commune africaine sur les questions devant être examinées par le Sommet;

3. Décide qu'une position commune africaine sur les questions dont le Sommet mondial sur le développement social est saisi devrait être formulée pendant la réunion, en janvier 1994, de la Conférence des ministres africains responsables du développement humain, qui servira de réunion préparatoire régionale au Sommet;

4. Demande au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique d'établir, en coopération avec l'Organisation de l'unité africaine et d'autres organisations régionales et sous-régionales africaines, la documentation nécessaire à la réunion, notamment un projet de position commune africaine sur les questions dont le Sommet est saisi;

5. Demande en outre au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de transmettre la Position commune africaine à la première réunion du Comité préparatoire du Sommet prévue du 31 janvier au 11 février 1994 à New York.

285ème séance,
4 mai 1993.

750 (XXVIII). L'Année internationale de la famille

La Conférence des ministres,

S'inspirant des dispositions de la résolution 44/82 de l'Assemblée générale en date du 8 décembre 1989, dans laquelle l'année 1994 a été proclamée "Année internationale de la famille",

Rappelant sa résolution 713(XXVI) du 12 mai 1991 dans laquelle elle invitait toutes les parties concernées à ne ménager aucun effort pour préparer l'Année internationale de la famille,

Rappelant également respectivement les résolutions 45/133 et 46/92 de l'Assemblée générale en date du 14 décembre 1990 et du 16 décembre 1991 dans lesquelles il est instamment demandé aux gouvernements, aux institutions spécialisées et aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales de déployer tous les efforts possibles en vue de la préparation et de la célébration de l'Année,

Consciente que de nombreux changements d'ordre économique, social et politique intervenus dans la région africaine, notamment ces dernières années, ont eu une incidence sur la structure, le rôle et les fonctions de la famille et ont influé sur l'aptitude de nombreuses familles de la région à satisfaire leurs besoins fondamentaux et à assumer efficacement leurs responsabilités à l'égard de leurs membres et de leurs pays,

Déplorant la désorganisation de la vie économique et sociale et la situation difficile de nombreuses familles africaines qui sont obligées de fuir leur domicile et leur pays dans des conditions de conflits civils et armés continus, de catastrophes naturelles, de faim et de famine qui désorganisent la cellule familiale et sa cohésion et infligent des souffrances sur le plan social et économique aux familles et aux individus qui les composent,

Reconnaissant les efforts faits jusqu'ici par les gouvernements et les organisations non gouvernementales d'Afrique pour préparer et célébrer l'Année internationale,

1. Accueille favorablement l'occasion offerte par l'Année internationale de la famille de s'intéresser aux familles et de faire ressortir les différentes questions d'ordre économique et social qui les touchent;

2. Prend note des recommandations de la Réunion des Nations Unies pour l'Afrique et l'Asie de l'Ouest préparatoire à l'Année internationale de la famille, tenue à Tunis (Tunisie) du 29 mars au 2 avril 1993, qui aprocédé à un examen approfondi de la situation des familles dans les régions de la Commission économique pour l'Afrique et de la Commission économique et sociale de l'Asie Occidentale et des activités préparatoires menées aux niveaux national et régional en vue de la célébration de l'Année;

3. Réaffirme le rôle des familles africaines, qui sont les cellules naturelles et fondamentales de la société, les ressources essentielles pour un changement constructif et pour le développement, les premières et les dernières cellules de la société à être touchées par les décisions et les politiques relatives à la planification économique et au développement, aux changements socio-culturels et politiques, aux questions de population, à l'éducation, à l'emploi, à la santé, à l'alimentation, au logement, à l'assainissement, à l'environnement et aux autres questions liées au développement;

4. Lance un appel aux gouvernements africains pour qu'ils intensifient leurs efforts pour préparer, célébrer et assurer le suivi de l'Année grâce à des mesures telles que la création de mécanismes nationaux de coordination, la promulgation de déclarations de politique générale par les chefs d'Etat et de gouvernement, l'organisation de campagnes d'éducation et d'information, de réunions, de séminaires, d'ateliers et de consultations ainsi que la mise en oeuvre de politiques et programmes d'appui à la famille;

5. Souligne que, pour qu'elles aient un impact maximum et suscitent une prise de conscience accrue des questions concernant la famille au niveau du grand public, les activités devant marquer l'Année devraient être menées aux niveaux local et national, avec la collaboration étroite et la participation active des organisations non gouvernementales, des institutions des Nations Unies, des organisations intergouvernementales et d'autres organismes intéressés;

6. Invite tous les gouvernements africains, comme une mesure à long terme, d'élaborer des politiques explicites et implicites, dans le cadre des plans sectoriels et généraux de développement national, pour appuyer, renforcer et protéger l'institution familiale, et mettre en place des mécanismes visant à alléger systématiquement les conséquences économiques et sociales négatives imprévisibles des politiques de développement national;

7. Demande instamment aux gouvernements africains de prendre des mesures à court et long terme pour résoudre les problèmes posés par les conflits civils et armés et par la faim et la famine afin d'empêcher la dispersion, le dénuement et l'appauvrissement des familles résultant du décès, de la disparition, de l'emprisonnement

et de la séparation forcée des membres des familles ainsi que par les pertes de terres et de biens.

285ème séance,
4 mai 1993.

751 (XXVIII). Préparatifs de l'Afrique pour l'examen à mi-parcours de la Convention de Lomé IV

La Conférence des ministres,

Constatant que le moment viendra bientôt d'entreprendre un examen à mi-parcours de la Convention de Lomé IV entre la Communauté européenne et les membres du Groupe des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique,

Notant qu'en dépit du statut spécial accordé à certains produits de base du Groupe dans le marché de la Communauté européenne, la part des exportations du Groupe des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique dans les marchés de la Communauté européenne a baissé,

Considérant le lien étroit entre le développement, le commerce et les finances et le fait que l'évolution négative dans ces domaines a entravé le développement de l'Afrique,

1. Invite les pays africains à établir des positions communes solides sur les questions essentielles du prochain examen à mi-parcours de la Convention de Lomé IV avec pour objectif de développer les exportations des pays africains vers la Communauté européenne;

2. Invite également le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, en collaboration avec le Secrétaire général du Groupe des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, à aider les pays africains dans les préparatifs de l'examen à mi-parcours de la Convention de Lomé IV;

3. Demande au Secrétaire exécutif de la Commission de faire rapport à la Conférence des ministres africains du commerce et par la suite à la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique, sur l'examen à mi-parcours de la Convention de Lomé IV.

285ème séance,
4 mai 1993.

752 (XXVIII). Deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique (IDDA II)

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 44/237 de l'Assemblée générale en date du 22 décembre 1989 proclamant la période

1991-2000 deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique,

Rappelant également la résolution 47/177 de l'Assemblée générale en date du 22 décembre 1992, en vertu de laquelle il a été décidé de décaler la période couverte par le programme de la Deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique pour qu'elle aille de 1993 à 2002,

Avant présente à l'esprit sa résolution 739 (XXVII) et sa décision Dec. 1 (XXVII) d'avril 1992 relatives au développement industriel de l'Afrique,

Consciente de la nécessité d'harmoniser la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique et la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique,

Considérant les dispositions correspondantes de l'Agenda 21, adopté à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement qui s'est tenue à Rio de Janeiro du 3 au 14 juin 1992,

1. • Charge la onzième Conférence des ministres africains de l'industrie, qui se réunira à Maurice du 31 mai au 4 juin 1993, d'examiner le plan d'action en vue d'harmoniser la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique et la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique, et formuler des recommandations à cet effet;

2. Demande de nouveau au Programme des Nations Unies pour le développement d'affecter, au titre de la composante régionale de son cinquième cycle de programmation pour l'Afrique (1992-1996), des ressources suffisantes pour financer les activités prévues par le programme de la deuxième Décennie du développement industriel;

3. Lance un appel aux institutions financières, en particulier à la Banque mondiale, à la Banque africaine de développement et à d'autres institutions financières, pour qu'elles apportent un appui sans réserve au programme de la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique et contribuent de façon effective à l'exécution du programme aux niveaux national, sous-régional et régional;

4. Insiste en particulier auprès des pays africains pour qu'ils s'emploient prioritairement à mobiliser des ressources financières sur place grâce à une augmentation de l'épargne intérieure et à une meilleure gestion des ressources nationales, pour le financement et l'exécution du programme de la Décennie;

5. Invite les pays africains et les institutions africaines de développement à prendre les mesures nécessaires pour créer un environnement favorable, propre à

stimuler l'investissement industriel, intérieur et étranger, privé et public;

6. Demande instamment aux pays africains de promouvoir le secteur privé et de l'associer à la prise de décisions et à l'exécution du programme de la deuxième Décennie de développement industriel;

7. Invite les pays africains à donner aux entrepreneurs africains un soutien institutionnel approprié, afin de promouvoir le développement des petites et moyennes industries;

8. Demande à l'Assemblée générale d'augmenter les ressources de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique consacrées à la Décennie du développement industriel en particulier en vue du développement de la coopération industrielle dans le cadre de l'exécution du programme de la Décennie;

9. Demande en outre au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique et au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel d'harmoniser davantage leurs activités en vue d'aider les Etats membres dans leurs efforts et exécuter de façon effective le programme de la Décennie.

285ème réunion,
4 mai 1993.

753 (XXVIII). Femmes et développement, Réunion préparatoire régionale africaine (1994) de la Conférence mondiale sur les femmes : lutte pour l'égalité, le développement et la paix (1995)

La Conférence des ministres,

Notant le rapport de la quatorzième réunion du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement tenue à Addis-Abeba du 19 au 21 avril 1992,

A. Cinquième Conférence régionale africaine préparatoire à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes (1995)

Rappelant les Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme^{3/}, approuvées par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 40/108 du 13 décembre 1985,

Rappelant également les résolutions 35/4 du 8 mars 1991 et 36/8 du 20 mars 1992 adoptées par la Commission de la condition de la femme sur les préparatifs de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes : lutte pour l'égalité, le développement et la paix,

Réaffirmant la nécessité d'une position africaine unifiée à la Conférence mondiale,

Prenant note de ce que nombre de pays africains n'ont pas encore mis en place leurs comités nationaux pour l'élaboration des rapports nationaux sur la situation en ce qui concerne l'application des Stratégies prospectives d'action de Nairobi,

1. Demande aux gouvernements africains qui ne l'ont pas encore fait d'établir des comités nationaux de coordination et/ou de désigner des organes nationaux de liaison sans tarder, conformément à la résolution 36/8 de la Commission de la condition de la femme en date du 20 mars 1992;

2. Prie les Etats membres de la Commission économique pour l'Afrique à démarrer les préparatifs pour l'élaboration de leurs rapports nationaux le plus tôt possible et à faire en sorte de les soumettre à la Commission d'ici à la fin de mars 1994, ainsi qu'au secrétariat de la Conférence mondiale à temps pour pouvoir servir de contribution à l'examen et à l'évaluation régionaux et mondiaux des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme;

3. Demande en outre aux secrétariats de la Commission économique pour l'Afrique et de l'Organisation de l'unité africaine, ainsi qu'au bureau du Comité régional africain de coordination de collaborer étroitement aux préparatifs de la cinquième Conférence régionale (1994) chargée d'examiner et d'évaluer l'application des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme, et ce afin de contribuer à définir le Plan d'action de l'Afrique à examiner à la Plate-forme mondiale pour l'action devant être organisée à la Conférence mondiale à Beijing (Chine) en 1995;

4. Demande par ailleurs au secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique d'assurer une liaison étroite avec l'African Women Development and Communication Network (FEMNET), en qualité de coordonnateur pour les organisations non gouvernementales africaines et de convoquer le Forum de ces organisations non gouvernementales africaines à Dakar (1994) et Beijing (1995), afin de garantir la participation pleine et entière de ces organisations non gouvernementales stratégiques s'occupant de thèmes prioritaires pour la Conférence régionale;

5. Invite en outre les Etats membres de la Commission à organiser, à l'échelle nationale, des campagnes d'information et de communication appropriées qui permettraient d'harmoniser les stratégies sous-régionales et régionales en vue de la sensibilisation et de la prise de conscience au sein des divers groupes cibles intéressés de la région;

6. Exprime sa gratitude au Gouvernement sénégalais pour avoir proposé d'accueillir la Conférence régionale,

à Dakar (Sénégal) en novembre 1994, préparatoire à la Conférence mondiale à Beijing (Chine) en 1985;

7. Adopte l'ordre du jour et l'aperçu thématique de la cinquième Conférence régionale sur la femme tels qu'ils figurent dans l'annexe à la présente résolution.

B. Les femmes et le pouvoir économique

Consciente que les progrès réalisés en matière d'intégration de la femme dans le développement aux niveaux national, sous-régional et régional ont été lents et gravement entravés par les difficultés liées aux ressources financières et aux autres ressources productives,

Ayant à l'esprit sa résolution 736(XXVII) 22 avril 1992 sur les femmes et leur accès aux ressources dans les années 90, qui demandait aux Etats membres d'accélérer leurs activités visant à promouvoir entre les pays le commerce de produits fabriqués par des femmes et à créer, au niveau national, l'environnement propice au fonctionnement de petites et moyennes entreprises créées par des femmes,

Souhaitant vivement que des mesures appropriées visant à renforcer les capacités humaines soient prises pour permettre aux femmes d'accroître leurs capacités,

1. Lance un appel aux Etats membres, aux organisations intergouvernementales et à la communauté internationale afin qu'ils appuient les programmes sous-régionaux et régionaux en faveur des femmes en envisageant en particulier d'apporter une aide aux projets relatifs aux femmes qui sont susceptibles de promouvoir la pleine intégration des femmes au processus de développement. La prochaine Conférence d'annonce de contributions du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique offre l'occasion idéale pour fournir cet appui aux activités sous-régionales et régionales;

2. Invite les gouvernements africains et leurs partenaires de développement d'envisager favorablement l'appui aux efforts visant à créer la Fédération africaine des femmes-entrepreneurs et une banque africaine pour la femme comme institutions ayant une administration centralisée propres à faciliter et à promouvoir l'accès des femmes africaines au pouvoir économique;

C. Les femmes et la paix

Ayant à l'esprit sa résolution 737(XXVII) du 22 avril relative au rôle des femmes dans le règlement des litiges,

Consciente que le rôle des femmes dans le processus de paix est l'un des thèmes prioritaires inscrits à l'ordre du jour tant de la Conférence régionale africaine (1994) que de la Conférence mondiale (1995),

Notant également les préoccupations du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies concernant un agenda pour la paix, exprimées dans sa déclaration au Conseil de sécurité des Nations Unies⁴/, et souhaitant vivement que les femmes en tant que groupe participent activement à la mise en oeuvre du nouvel agenda pour la paix :

1. Exhorte de nouveau les secrétariats de la Commission économique pour l'Afrique et de l'Organisation de l'unité africaine à mettre en oeuvre, dans la limite de leurs ressources, la résolution 737(XXVII) qui leur demandait d'aider le gouvernement ougandais à organiser la Conférence sur les femmes, la paix et le développement prévue à Kampala (Ouganda) du 22 au 27 août 1993,

2. Demande au secrétariat de la Commission de présenter à la Conférence régionale de 1994 un aperçu des travaux et les recommandations de la Conférence de Kampala en tant que contribution au processus préparatoire à la Conférence régionale.

285ème séance,
4 mai 1993.

Annexe à la résolution 753 (XXVIII)

ORDRE DU JOUR DE LA CINQUIÈME CONFERENCE REGIONALE SUR LES FEMMES DAKAR (SENEGAL), NOVEMBRE 1994

1. Rapport de la Présidente sortante de la quatrième Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement.
2. La femme africaine aujourd'hui : Evaluation des progrès accomplis dans la mise en oeuvre des Stratégies prospectives de Nairobi.
3. Domaines prioritaires pour le 21ème siècle :
 - a) Les femmes dans le processus de paix;
 - b) Egalité et questions sociales;
 - c) Femmes et pouvoirs;
 - d) Femmes, environnement et développement durable.
4. Plate-forme d'action pour l'Afrique.
5. Examen et adoption du rapport de la réunion.

THEMES A L'ORDRE DU JOUR DE LA CINQUIEME CONFERENCE REGIONALE SUR LES FEMMES

1. LES FEMMES DANS LE PROCESSUS DE PAIX
 - 1.1 Guerres, conflits politiques et guerres civiles en Afrique

- 1.2 La femme, passerelle vers la paix
- 1.3 Les femmes réfugiées, rapatriées et déplacées

2. EGALITE, QUESTIONS SOCIALES ET EDUCATIONNELLES

2.1 Droits de la femme

- 2.1.1 Connaissance par les femmes de leurs droits élémentaires
- 2.1.2 Violences contre les femmes
- 2.1.3 Diffusion de l'information pour et sur les femmes

2.2 Les femmes dans la culture

- 2.2.1 Processus de socialisation et relations entre les deux sexes : l'enfant de sexe féminin
- 2.2.2 Comportements et pratiques culturels et traditionnels
- 2.2.3 Education : au-delà de l'égalité d'accès à l'éducation

2.3 Incidences des maladies endémiques sur la femme et autres questions liées à la santé

3. FEMMES ET POUVOIRS

3.1 Les femmes face aux politiques économiques en Afrique

- 3.1.1 Crise de la dette
- 3.1.2 Programmes d'ajustement structurel
- 3.1.3 Intégration régionale

3.2 Les femmes dans les domaines économiques en zones urbaines et rurales

- 3.2.1 Accès à l'emploi et à la formation
- 3.2.2 Amélioration des capacités des femmes en matière de gestion et production dans le secteur non structuré
- 3.2.3 Développement de la capacité d'entreprise
- 3.2.4 Accès aux compétences, aux technologies, aux facteurs et moyens de production et aux marchés

3.3 Accès des femmes aux responsabilités politiques

- 3.3.1 Participation de la femme au processus démocratique
- 3.3.2 La femme dans la conduite des affaires de l'Etat, la politique et la prise de décisions
- 3.3.3 Les mécanismes et les organisations et institutions féminines naissantes

4. LES FEMMES, L'ENVIRONNEMENT ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE

4.1 Accès des femmes aux ressources naturelles et gestion de ces ressources

- 4.1.1 Eau potable et assainissement
- 4.1.2 Propriété foncière et sécurité alimentaire
- 4.1.3 Habitat durable
- 4.1.4 Energie et sylviculture
- 4.1.5 La femme dans la gestion des situations de catastrophe

4.2 Analyse des politiques de l'environnement, appui et formation.

754 (XXVIII). Rationalisation et harmonisation des activités des institutions parrainées par la Commission économique pour l'Afrique

La Conférence des ministres,

Rappelant ses résolutions 477 (XVIII) du 2 mai 1983 et 519 (XIX) du 26 mai 1984 sur l'évaluation, l'harmonisation et/ou l'intégration des activités des institutions multinationales africaines parrainées par la Commission économique pour l'Afrique et l'Organisation de l'unité africaine, et rappelant le paragraphe 10 du dispositif de sa résolution 726 (XXVII) du 22 avril 1992 dans laquelle elle invitait le Secrétaire exécutif de la Commission, en collaboration avec le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, à examiner les problèmes et contraintes rencontrés par les institutions parrainées par la Commission et à formuler ultérieurement des propositions concrètes visant à atténuer la gravité de leurs divers problèmes, ainsi qu'à envisager des options telles que la fusion de certaines des institutions,

Consciente du rôle que peuvent jouer les institutions parrainées par la Commission pour appuyer le développement socio-économique autonome et le processus d'intégration en Afrique,

Préoccupée par les graves problèmes financiers et autres actuels qui empêchent les institutions d'entreprendre efficacement les activités visant à réaliser les objectifs pour lesquels elles ont été créées,

Notant avec inquiétude que seule une petite partie des Etats membres de ces institutions s'acquittent de leurs contributions et que le versement irrégulier et au compte-goutte des contributions a une incidence négative sur la situation financière et la réalisation des activités de ces institutions ainsi que sur le moral du personnel dont les postes sont financés à partir de ces contributions,

Convaincue que la rationalisation de ces institutions, l'harmonisation de leurs activités et la mise en commun des ressources en vue de leur réalisation peuvent aider à renforcer les programmes et les liens existant entre elles, améliorer considérablement la fourniture des services aux Etats membres et contribuer à résoudre les problèmes financiers et les problèmes connexes actuels rencontrés par les institutions,

Ayant examiné le document sur la rationalisation et l'harmonisation des institutions parrainées par la Commission portant la cote E/ECA/CM.19/17,

1. Convient de réactiver le Comité spécial des Dix pour examiner les propositions d'harmonisation et de rationalisation des institutions parrainées par la Commission économique pour l'Afrique;

2. Demande au Secrétaire exécutif de la Commission, en collaboration avec le Comité spécial et en consultation avec l'Organisation de l'unité africaine et les gouvernements des pays accueillant des institutions parrainées par la Commission, de faire une étude détaillée, notamment une analyse des coûts-avantages, sur les institutions à fusionner et de présenter cette étude à la prochaine réunion de la Conférence des ministres;

3. Lance un appel au Programme des Nations Unies pour le développement pour qu'il fournisse une assistance financière au cours du cinquième cycle de programmation pour faciliter la mise en oeuvre des mesures contenues dans le document, notamment le renforcement des institutions concernées et d'examiner favorablement la recommandation visant à permettre au Programme des Nations Unies pour le développement de remplacer les contributions des Etats membres en monnaie locale par leur équivalent en devises;

4. Invite la Banque africaine de développement à aider à renforcer la capacité de développement des institutions parrainées par la Commission et à examiner favorablement la candidature de ces institutions pour les contrats de services consultatifs et de sous-traitance;

5. Exhorte en outre la Commission des communautés européennes et le Secrétaire exécutif du Groupe des pays de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique à examiner favorablement les propositions de projet des institutions parrainées par la Commission, dans le contexte de la Convention de Lomé IV;

6. Demande instamment aux organisations du système des Nations Unies et aux autres organisations africaines d'utiliser davantage les services et les connaissances techniques des institutions parrainées par la Commission;

7. Lance un appel aux Etats membres des institutions parrainées par la Commission pour qu'ils fassent des efforts pour s'acquitter rapidement et intégralement de leurs contributions financières aux institutions afin de permettre à celles-ci de fonctionner effectivement et efficacement, et qu'ils fassent des annonces de contributions particulières dans le cadre du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique pour appuyer ces activités.

285ème séance,
4 mai 1993.

755 (XXVIII). Centre africain pour l'application de la météorologie au développement

La Conférence des ministres,

Notant que le rapport de la cinquième réunion du Conseil d'administration du Centre africain pour l'application de la météorologie au développement (ACMAD), tenue à Nairobi en février 1993 a été examiné par la septième réunion du Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement,

Notant avec appréciation que le Centre a maintenu un taux appréciable d'exécution de programmes, grâce en partie aux contributions de plusieurs Etats membres et de certains partenaires de développement de l'Afrique, en application de la résolution 741 (XXVII) du 22 avril 1992,

Notant en outre avec une grande appréciation que le Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique a exprimé son désir d'appuyer le Centre,

Rappelant la résolution 621 (XXII) du 24 avril 1987 qui a adopté les Statuts du Centre et en particulier l'article 5 sur la nomination des membres du Conseil d'administration et l'article 11 sur l'assistance à fournir par la Commission économique pour l'Afrique et l'Organisation météorologique mondiale au Centre,

Ayant à l'esprit la nécessité d'élargir le parrainage institutionnel du Centre de façon à élargir aussi sa base de mobilisation de ressources,

Exprimant son appréciation à l'Organisation météorologique mondiale, au Programme des Nations Unies pour l'environnement et à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture pour l'appui précieux qu'ils ont apporté jusque-là au Centre,

Consciente de la nécessité de faire en sorte que le coût de fonctionnement du Centre soit entièrement à la

charge de tous les Etats membres, afin de réaliser les principaux objectifs concernant la mise en oeuvre de l'Agenda 21,

Consciente de la responsabilité qui lui incombe d'examiner périodiquement la composition du Conseil d'administration du Centre,

1. Décide que les membres actuels du Conseil d'administration sont les suivants : Afrique du Nord : Algérie, Maroc; Afrique de l'Ouest : Côte d'Ivoire, Niger, Nigéria; Afrique du Centre : Burundi, Congo; Afrique australe : Angola, Malawi, Maurice; Afrique de l'Est : Ethiopie, Kenya.

2. Exhorte les Etats membres, dans leurs relations avec leurs partenaires de développement, à préconiser un appui accru au Centre;

3. Prie instamment les Etats membres qui sont membres du Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et qui ont ratifié les statuts du Centre pour l'application de la météorologie, d'appuyer les propositions de projet dudit Centre présentées au secrétariat des ACP, par l'intermédiaire du représentant du Fonds européen de développement dans leurs pays et de tenir informées la Commission et l'Organisation météorologique mondiale;

4. Demande aux Etats membres qui ne l'ont pas encore fait, de ratifier les statuts du Centre et d'honorer leurs contributions financières;

5. Lance un appel au Secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale, au Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement et au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture afin qu'ils renforcent leur appui au Centre en vue de la mobilisation des ressources financières, scientifiques et techniques nécessaires à la mise en oeuvre des programmes de recherche et autres du Centre;

6. Demande au Secrétaire exécutif de la Commission et au Secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale d'envisager la possibilité d'un co-parrainage du Centre par les deux organisations;

7. Prie le Secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale d'envisager favorablement l'apport d'un appui financier pour renforcer son assistance technique au Centre, avec les moyens dont elle dispose;

8. Demande en outre au Secrétaire exécutif de la Commission et au Secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale, d'organiser, en collaboration

avec le pays hôte, une deuxième réunion des bailleurs de fonds pour mobiliser des fonds en faveur du Centre.

285ème séance,
4 mai 1993.

756 (XXVIII). Renforcement du groupe multidisciplinaire consultatif régional de la CEA (GMCR-CEA)

La Conférence des ministres,

Rappelant la raison d'être de la création du Groupe multidisciplinaire consultatif régional de la Commission économique de l'Afrique en décembre 1991, qui est d'utiliser des approches et stratégies multidisciplinaires pour faire face aux défis de plus en plus complexes, multidimensionnels et interdépendants du développement de l'Afrique dans les années 90 ainsi que dans les activités opérationnelles de la Commission,

Consciente des priorités en matière de développement de l'Afrique, auxquelles doit s'atteler le Groupe à savoir la création de la Communauté économique africaine, la transformation des économies africaines, la promotion de l'autosuffisance et du développement durable, et le renforcement des capacités institutionnelles et de gestion ainsi que l'analyse des politiques adoptées face aux problèmes de l'environnement et du développement humain, du relèvement et de la reconstruction,

Rappelant la résolution 44/211 de l'Assemblée générale sur "les activités opérationnelles pour le développement" ainsi que l'examen triennal du Secrétaire général des "activités opérationnelles pour le développement" soumis à la quarante-septième session de l'Assemblée générale et qui souligne l'importance de l'approche de la programmation multidisciplinaire pour résoudre les problèmes de développement socio-économique,

Notant avec appréciation le large éventail des domaines prioritaires dans lesquels le Groupe a fourni des services techniques et consultatifs aux gouvernements africains et à leurs organisations intergouvernementales, depuis sa création,

1. Félicite le Secrétaire exécutif de la Commission pour son initiative et son attachement au concept de l'approche multidisciplinaire pour la résolution de problèmes de développement socio-économique en Afrique;

2. Fait appel aux Etats membres afin qu'ils aient davantage recours aux services et aux connaissances disponibles au sein du Groupe multidisciplinaire consultatif régional, dans la recherche de solutions cohérentes et durables à leurs problèmes de développement socio-économique;

3. Lance un appel au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour qu'il fasse en sorte que la réforme actuelle des secteurs économiques et sociaux des Nations Unies tienne dûment compte des besoins particuliers de la Commission qui veut pouvoir aider les Etats membres à adopter une approche multidisciplinaire.

285ème séance,
4 mai 1993.

757 (XXVIII). Restructuration du mécanisme intergouvernemental de la Commission

La Conférence des ministres,

Rappelant les diverses résolutions qui ont des incidences sur le mandat et les opérations de la Commission y compris, en particulier la résolution 32/197 de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 1977 sur la restructuration des secteurs économiques et sociaux du système des Nations Unies, les résolutions 33/202 et 44/211 de l'Assemblée générale en date respectivement du 29 janvier 1979 et du 21 décembre 1990,

Rappelant également sa résolution 618 (XXII) du 24 avril 1987 sur l'étude approfondie de la structure intergouvernementale et des fonctions des Nations Unies dans les domaines économiques et sociaux,

Rappelant en outre les résolutions 45/177, 45/264 et 46/235 de l'Assemblée générale en date respectivement du 19 décembre 1990, du 13 mai 1991 et du 13 avril 1992 sur la restructuration et la revitalisation des Nations Unies dans les domaines économiques, sociaux et connexes dans lesquels les commissions régionales pourraient jouer leur rôle sous l'autorité de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social,

Ayant à l'esprit le paragraphe 6 du dispositif de sa résolution 726 (XXVII) du 22 avril 1992 sur le renforcement de la Commission économique pour l'Afrique pour faire face aux défis du développement dans les années 90 dans lequel il était recommandé le regroupement des conférences selon des thèmes spécifiques,

Ayant pris note de la nouvelle orientation des politiques et des programmes de la Commission ainsi que des mesures prises pour restructurer le secrétariat et consciente de la nécessité d'aligner le mécanisme intergouvernemental sur cette nouvelle orientation afin de permettre à la Commission de faire face aux défis et aux priorités de la région de façon efficace,

Ayant examiné le mécanisme intergouvernemental existant de la Commission^{5/},

Décide que la structure et le fonctionnement du mécanisme intergouvernemental de la Commission soient les suivants :

A. ORGANES TRAITANT DES QUESTIONS DE DEVELOPPEMENT GENERAL

1. Conférence des ministres africains responsables du développement économique et social et de la planification (de la Commission) et son Comité technique préparatoire plénier (TEPCOW)

Afin de mieux refléter son travail et son mandat, la Conférence des ministres responsables du développement économique et de la planification est rebaptisée Conférence des ministres africains responsables du développement économique et social et de la planification. La Conférence se réunira annuellement. Ses réunions seront précédées de celles du Comité technique préparatoire plénier.

Les problèmes spéciaux des pays africains les moins avancés seront traités comme un point distinct de l'ordre du jour des réunions annuelles de la Conférence des ministres africains responsables du développement économique et social et de la planification. La Conférence des ministres des pays africains les moins avancés est ainsi abolie.

2. Comités intergouvernementaux d'experts des MULPOC

Les cinq comités intergouvernementaux d'experts des MULPOC continueront à se réunir tous les deux ans et à faire rapport à la Conférence des ministres africains responsables du commerce, de la coopération et de l'intégration régionales et à la Commission par l'intermédiaire du Comité technique préparatoire plénier. Les cinq comités d'experts de suivi des MULPOC sont ainsi abolis.

B. CONFERENCES MINISTERIELLES THEMATIQUES

1. Conférence des ministres africains responsables du développement humain et son Comité d'experts

La Conférence des ministres africains responsables du développement humain traitera des questions relatives au développement durable et à la transformation grâce à la mise en oeuvre effective des stratégies et de programmes de développement centrés sur l'homme. La Conférence se réunira tous les quatre ans et une fois au moins dans la période du Plan à moyen terme.

La Conférence aura un Comité ministériel de suivi des Quinze qui se réunira tous les deux ans. La procédure pour l'établissement de la qualité de membre et le fonctionnement du Comité sera fixée par la Conférence à sa première réunion.

Cette Conférence reprend les fonctions des organes subsidiaires existants suivants : la Conférence des ministres africains responsables de la planification, de la mise en valeur des ressources humaines; la Conférence des ministres africains responsables des affaires sociales; et la Conférence des recteurs, présidents et directeurs d'établissements d'enseignement supérieur en Afrique. Ces organes subsidiaires sont ainsi abolis.

2. Conférence des ministres africains responsables du développement durable et de l'environnement et son Comité d'experts

La Conférence traitera des défis du développement durable et de l'environnement en Afrique en particulier en ce qui concerne la promotion des stratégies et des programmes fondés sur les relations entre l'agriculture notamment l'alimentation, le développement rural et les ressources en eau, la population, l'environnement et les établissements humains. La Conférence se réunira tous les quatre ans et au moins une fois durant la période du Plan à moyen terme.

La Conférence aura un Comité ministériel de suivi des Quinze qui se réunira tous les deux ans. La procédure pour l'établissement de la qualité de membre et le fonctionnement du Comité sera fixée par la Conférence à sa première réunion.

Cette Conférence reprend les fonctions des organes subsidiaires existants suivants : la Conférence des ministres africains de l'environnement et du Comité régional intergouvernemental des établissements humains et de l'environnement qui sont ainsi abolis.

3. Conférence des ministres africains responsables des finances et son Comité technique d'experts

Cette Conférence continuera à se réunir tous les deux ans.

4. Conférence des ministres africains responsables du commerce, de la coopération et de l'intégration régionales et son Comité technique d'experts

Cette Conférence traitera des questions relatives au commerce, au tourisme et aux aspects institutionnels de la coopération et de l'intégration économiques régionales. La Conférence traitera également des questions relatives aux prix des produits de base et aux négociations commerciales mondiales. Elle traitera également des questions concernant les institutions parrainées par la CEA et les organisations intergouvernementales africaines. La Conférence se réunira tous les deux ans.

La fonction des conférences existantes des ministres africains du commerce et du tourisme sera assumée par

cette conférence. Ces conférences existantes sont en conséquence abolies.

5. Conférence des ministres africains des transports et des communications et son Comité d'experts

La Conférence suivra la mise en oeuvre du programme de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique (UNTACDA II). Elle continuera à se réunir tous les deux ans.

6. Conférence des ministres africains de l'industrie et son Comité d'experts

La Conférence continuera à se réunir tous les deux ans et prêtera une attention particulière à la mise en oeuvre du programme de la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique.

7. Conférence des ministres africains responsables de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources minérales et de l'énergie et son Comité d'experts

La Conférence continuera à se réunir tous les deux ans. Son champ d'action couvrira maintenant les questions énergétiques.

C. ORGANES SUBSIDIAIRES TECHNIQUES

Les organes subsidiaires techniques suivants feront rapport à la Conférence des ministres africains responsables du développement économique et social et de la planification, par l'intermédiaire du Comité technique préparatoire plénier :

1. Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique

La Conférence continuera à se réunir tous les trois ans.

2. Conférence régionale africaine pour la science et la technique (se réunit tous les deux ans)

Cette Conférence favorisera le développement et le transfert de la science et de la technique. Son mandat comprend l'examen de questions relatives à l'information scientifique et technique. La fonction du Comité consultatif technique sur la science et la technologie nucléaires en Afrique sera intégrée à la Conférence régionale. Le Comité est par conséquent aboli.

3. Conférence commune des planificateurs, statisticiens, démographes et informaticiens africains

La Conférence commune continuera à se réunir tous les deux ans.

4. Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement

Le Comité continuera à se réunir annuellement.

285ème séance,
4 mai 1993.

Annexe à la résolution 757 (XXVIII)

MANDAT DES ORGANES QUI COMPOSENT LA NOUVELLE STRUCTURE PROPOSEE POUR LE MECANISME INTERGOUVERNEMENTAL DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

I. MANDAT DE LA CONFERENCE DES MINISTRES AFRICAINS CHARGES DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL ET DE LA PLANIFICATION

Le mandat de la Conférence des ministres de la CEA a été défini dans la résolution 330(XIV) du 27 mars 1979 intitulée : Restructuration des mécanismes institutionnels intergouvernementaux pour le développement et la coopération en Afrique. Cette résolution est libellée comme suit :

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 188(IX) du 10 février 1969 sur les mécanismes institutionnels de la Commission,

Rappelant ses résolutions 328(XIII) du 3 mars 1977 sur la restructuration des mécanismes institutionnels intergouvernementaux pour le développement et la coopération en Afrique et 311(XIII) du 1er mars 1977, sur la création des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets,

Rappelant aussi la résolution 32/197 de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 1977 sur la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies, et en particulier les dispositions pertinentes de cette résolution qui demandent entre autres que, compte tenu des nécessités et des conditions particulières de leurs régions respectives, les commissions régionales :

a) Aient un rôle moteur en même temps qu'elles assumeraient la responsabilité de la coordination et de la coopération au niveau régional,

b) Tiennent des réunions périodiques, selon les besoins, afin d'améliorer la coordination des activités économiques et sociales menées par les organismes des Nations Unies dans leurs régions respectives,

c) Rationalisent leurs structures, notamment en regroupant ou en supprimant des organes subsidiaires,

Prenant note de la résolution 1978/74 du Conseil économique et social en date du 16 août 1978 sur la coopération et le développement régionaux, qui réaffirme les dispositions de la résolution 32/197 de l'Assemblée générale concernant les commissions régionales,

Notant avec satisfaction la résolution 33/202 de l'Assemblée générale, en date du 29 janvier 1979, concernant la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies, où il a été décidé notamment que les commissions régionales seraient dotées du statut d'agent d'exécution, de plein droit, en ce qui concerne les catégories de projets décrites au paragraphe 23 de l'annexe à la résolution 32/197 de l'Assemblée générale et conformément aux dispositions dudit paragraphe,

Consciente de la nécessité d'établir des liens beaucoup plus étroits entre les mécanismes institutionnels chargés des activités de la Commission pour le développement et les structures institutionnelles des autres organismes du système des Nations Unies pour le développement,

Reconnaissant que le rôle important d'agent d'exécution opérationnel que vient d'assumer la Commission en application du paragraphe 23 de l'annexe à la résolution 32/197 de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 1977 et de la résolution 33/202 en date du 29 janvier 1979 nécessite forcément les arrangements bien structurés lui permettant, ainsi qu'aux autres institutions des Nations Unies, d'aider les Etats membres en cause à traiter les problèmes du développement d'une façon plus rationnelle et mieux coordonnée,

Reconnaissant aussi que les années 80 seront vraisemblablement une décennie cruciale pour la région africaine, étant donné la conception africaine de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, ainsi que les négociations internationales et les autres questions importantes qui affectent les conditions économiques et sociales des pays africains,

Se rendant compte que la coopération établie entre l'Organisation de l'unité africaine et la Commission, d'une part, et entre la Commission et les autres institutions de développement opérant dans la région, d'autre part, doit être encore renforcée en vue de tirer le maximum de profit des maigres ressources disponibles dans l'intérêt du développement général des pays de la région africaine,

Réaffirmant être convaincue du rôle crucial et dynamique joué par l'Organisation de l'unité africaine qui

s'efforce d'assurer une amélioration rapide des conditions économiques et sociales en Afrique grâce à une action collective des pays africains,

Réaffirmant aussi sa résolution 327(XIII) du 1er mars 1977, dans laquelle il est recommandé que des dispositions soient prises, en coopération avec le Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine, pour que le Secrétaire exécutif soit invité une fois par an à présenter à la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement une déclaration sur la situation économique et sociale en Afrique ainsi qu'un rapport intérimaire sur la coopération et l'intégration économiques en Afrique et entre la région de l'Afrique et les autres régions en développement,

Avant examiné les recommandations de la dix-neuvième réunion du Comité exécutif traitant de la restructuration du mécanisme institutionnel de la Commission^{6/},

Décide que :

a) Le Comité exécutif et le Comité technique d'experts de la Commission économique pour l'Afrique soient abolis;

b) Les réunions de la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique se tiendront une fois par an et seront organisées de telle sorte qu'une réunion sur deux examine en particulier le programme de travail et ordre de priorité de la Commission, soumis à l'examen de l'Assemblée générale à intervalles de deux ans de même que le rapport biennal du Secrétaire exécutif sur la mise en oeuvre du programme de travail biennal de la Commission, tandis que l'autre réunion se tiendra dans l'intervalle, pendant une période beaucoup plus courte au cours de laquelle il n'est pas procédé à l'examen du programme de travail général et ordre de priorité établis pour la Commission, pour examiner toutes autres questions nécessitant une attention urgente, telles que l'exécution des programmes et projets, les résolutions et recommandations de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social, de l'Organisation de l'unité africaine et des institutions spécialisées et autres des Nations Unies, dans la mesure où elles concernent les programmes de travail de la Commission, les questions d'importance internationale affectant les activités de développement dans la région africaine et toutes autres questions que le Secrétaire exécutif pourrait éventuellement soumettre à son examen;

c) Un comité technique préparatoire plénier sera constitué, qui sera composé de hauts fonctionnaires représentant les Etats membres de la Commission, pour connaître les différentes questions de développement qui seront soumises à l'examen des réunions annuelles de la Conférence des ministres;

d) Les conférences actuelles des planificateurs africains, des statisticiens africains et des démographes africains seront combinées en une seule conférence, appelée Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains, qui se tiendra tous les deux ans;

e) Le programme de travail et ordre de priorité de la Commission sera fondé sur les décisions de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social, de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine, de la Conférence des ministres, des diverses conférences ministérielles sectorielles, des conseils des ministres des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets et de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains, et les programmes de travail qui en résulteront seront coordonnés par le Comité technique préparatoire plénier, pour examen par la Conférence des ministres;

f) La Commission économique pour l'Afrique continuera de travailler en étroite collaboration avec l'Organisation de l'unité africaine et la Banque africaine de développement dans le domaine du développement et de la coopération socio-économiques en Afrique;

g) Les dispositions proposées ci-dessus pour l'organisation des sessions annuelles de la Conférence des ministres seront mises en oeuvre à titre expérimental et seront en temps voulu sujettes à examen ultérieur par la Conférence des ministres à la lumière de l'expérience.

II. MANDAT DES COMITES INTERGOUVERNEMENTAUX D'EXPERTS DES MULPOC

Les comités ont été créés par la résolution 311(XIII) intitulée : centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets et adoptée par la Commission en 1977. Le projet de mandat ci-après constitue une définition plus approfondie des responsabilités des comités :

1. Recommander des stratégies, politiques, programmes et projets destinés à renforcer la coopération et l'intégration économiques au sein de leurs sous-régions respectives ainsi qu'avec d'autres sous-régions du continent, conformément aux objectifs de la Communauté économique africaine;

2. Soumettre à la Conférence des ministres de la CEA le projet de programme de travail (biennal) des MULPOC et proposer les mesures permettant de mener à bien l'exécution de ces programmes. Dans l'élaboration de ceux-ci, on tiendra compte des activités des organisa-

tions intergouvernementales, dans le but de les renforcer et d'éviter le double emploi;

3. Examiner et analyser les conditions économiques et sociales prévalant dans leurs sous-régions respectives dans le but de recommander les mesures susceptibles de favoriser la coopération et l'intégration économiques entre les pays intéressés;

4. Examiner, en vue de faire des recommandations, les rapports des réunions sectorielles organisées par les MULPOC ou avec leur concours;

5. Proposer des mesures destinées à mobiliser les ressources nécessaires à l'exécution effective des programmes de travail des MULPOC;

6. Accomplir toute tâche qui leur est assignée par la Conférence des ministres de la CEA, conformément à leur mandat.

III. MANDAT DE LA CONFERENCE DES MINISTRES AFRICAINS CHARGES DU DEVELOPPEMENT HUMAIN

Etant donné la détérioration continue des conditions socio-économiques, l'importance qu'il y a d'harmoniser les facteurs économiques et les exigences du développement social et humain et, enfin, la nécessité d'accélérer le processus de démocratisation et la participation populaire comme éléments et objectifs primordiaux du développement centré sur l'homme, la Conférence des ministres africains chargés du développement humain accomplira les tâches suivantes :

1. Passer en revue et évaluer la situation du développement humain dans la région;

2. Aider les Etats membres à élaborer et à harmoniser des politiques et programmes relatifs au développement humain et à des domaines connexes tels que les ressources humaines, les affaires sociales, le relèvement et les affaires humanitaires, la participation populaire, etc.;

3. Passer en revue et analyser les progrès accomplis dans ces domaines, compte tenu de la nécessité d'assurer le développement humain, et faire des recommandations sur des stratégies et des politiques propres à améliorer le niveau de vie des populations de la région;

4. Recenser et mettre en évidence les principaux problèmes de développement économique et social dans le but de promouvoir des politiques et des stratégies de développement humain dans la région;

5. Encourager l'intégration des facteurs humains dans les politiques, plans et programmes de développement aux niveaux tant macro-économique que sectoriel, en insistant en particulier sur les problèmes liés au déclin économique et à la dégradation sociale et en tenant compte de la nécessité de répartir équitablement les avantages et les coûts entre l'ensemble des couches de la société africaine, des mesures étant prises pour protéger les groupes les plus vulnérables;

6. Encourager la mise en place aux niveaux national, sous-régional et régional, de mécanismes propres à assurer le développement humain à travers la démocratisation et la participation populaire;

7. Les activités de la Conférence engloberont celles qui étaient du ressort des anciens organes subsidiaires ci-après : Conférence des ministres africains responsables de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines, Conférence CEA/OUA des ministres africains des affaires sociales et Conférence des recteurs, présidents et directeurs des établissements d'enseignement supérieur en Afrique;

8. Les recommandations de la Conférence adressées aux Etats membres seront soumises à la Conférence des ministres chargés du développement économique et social et de la planification;

9. La Conférence se réunira tous les quatre ans;

10. La Conférence adoptera son propre règlement intérieur, notamment le mode d'élection de son président et des autres membres du bureau;

11. La Conférence sera dotée d'un comité ministériel de suivi des Quinze, qui sera composé des membres du bureau de la Conférence et d'autres ministres représentant les cinq sous-régions de l'Afrique, élus pour un mandat de quatre ans selon le principe de la rotation. Ce comité de suivi se réunit tous les deux ans, entre les sessions ordinaires de la Conférence. Il aura le même mandat que la Conférence, au nom de laquelle il agit, et suivra en particulier l'application des décisions de la Conférence;

12. La Conférence demandera au secrétariat de la CEA, dans les limites de son mandat, d'organiser des réunions consultatives interinstitutions rassemblant l'Organisation de l'unité africaine, les organismes des Nations Unies et d'autres organisations associées qui exécutent en Afrique des programmes de coopération technique dans le domaine de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines. Lors de ces réunions, on cherchera à favoriser la coordination et l'harmonisation des politiques et programmes ainsi qu'à promouvoir la collaboration dans l'application des décisions de la Conférence des ministres.

IV. MANDAT DE LA CONFERENCE DES MINISTRES AFRICAINS CHARGES DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ENVIRONNEMENT

Dans le but d'assurer une croissance économique et un développement durable axés sur l'élimination de la pauvreté et, à cette fin, eu égard à la nécessité de renforcer les liens qui unissent des secteurs critiques tels que l'agriculture et le développement rural, les ressources en eau, la population, le développement social, l'environnement et les établissements humains, la Conférence des ministres africains chargés du développement durable et de l'environnement accomplira les tâches suivantes :

1. Aider les Etats membres à appliquer l'Agenda 21;

2. Examiner les tendances actuelles des stratégies économiques et sociales dans la région pour s'assurer que l'élimination de la pauvreté bénéficie d'un ordre de priorité élevé dans les politiques et programmes nationaux visant à assurer la croissance économique et le développement durable;

3. Favoriser la formulation et l'exécution de politiques macro-économiques ainsi que de programmes sectoriels et intersectoriels visant l'élimination de la pauvreté, l'accent étant mis sur les groupes sociaux vulnérables et des groupes particuliers tels que les communautés rurales et les pauvres des zones urbaines;

4. Passer en revue et analyser les progrès accomplis dans l'amélioration des politiques et programmes visant la croissance agricole et le développement rural;

5. Elaborer, le cas échéant, des plans, programmes et modes d'action multisectoriels dans le domaine agricole, y compris des programmes et des mesures visant à améliorer de façon durable la production vivrière;

6. Promouvoir la mise en valeur et la gestion des ressources en eau ainsi que l'évaluation des besoins en ce domaine dans l'ensemble des pays africains, aux fins d'assurer leur développement durable, en ayant à l'esprit la nécessité de renforcer la coopération entre Etats riverains conformément aux accords en vigueur et/ou à d'autres dispositions pertinentes, compte tenu des intérêts de tous les Etats riverains intéressés;

7. Examiner, en vue de faire des recommandations, les questions et les programmes relatifs à la population ainsi que les questions connexes de développement social, pour assurer un développement durable compatible avec les objectifs de développement de l'ensemble des Etats membres de la Commission;

8. Entreprendre une étude périodique de la pauvreté dans les zones rurales et urbaines, notamment ses effets sur la croissance économique, l'évolution de la population, l'environnement et les établissements humains, et proposer une politique de développement susceptible de contribuer sensiblement à l'élimination de la pauvreté;

9. Examiner, en vue de faire des recommandations, l'approche multidisciplinaire caractérisant le programme de travail de la Commission, pour faire en sorte que le souci d'éliminer la pauvreté grâce au développement durable soit pleinement pris en compte dans l'ensemble des activités et programmes entrepris par le secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique;

10. Forger des liens avec d'autres institutions, organismes et organisations non gouvernementales aux niveaux sous-régional, régional et international, et tenir compte de leurs recommandations pertinentes;

11. Les recommandations de la Conférence adressées aux Etats membres seront soumises à la Conférence des ministres chargés du développement économique et social et de la planification;

12. La Conférence se réunira tous les quatre ans;

13. La Conférence adoptera son propre règlement intérieur, notamment le mode d'élection de son président et des autres membres du bureau;

14. La Conférence sera dotée d'un comité ministériel de suivi des Quinze, qui sera composé des membres du bureau de la Conférence et d'autres ministres représentant les cinq sous-régions de l'Afrique, élus pour un mandat de quatre ans selon le principe de la rotation. Ce comité de suivi se réunit tous les deux ans, entre les sessions ordinaires de la Conférence. Il aura le même mandat que la Conférence au nom de laquelle il agit, et suivra en particulier l'application des décisions de la Conférence.

V. RESOLUTION PORTANT CREATION DE LA CONFERENCE DES MINISTRES AFRICAINS DES FINANCES

Le mandat de la Conférence des ministres africains des finances a été défini dans la résolution 541 (XX) de la Commission, intitulée : Rôle du commerce et du financement du développement dans l'atténuation de la crise économique et sociale en Afrique. Les paragraphes 6 et 7 du dispositif de ladite résolution sont libellés comme suit :

6. Décide de créer une conférence des ministres africains de finance bénéficiant du concours des secrétariats de la Commission économique pour l'Afrique et de

l'Organisation de l'unité africaine ainsi que des gouverneurs des banques centrales, conférence qui serait le mécanisme approprié devant se réunir une fois tous les deux ans pour s'acquitter entre autres des fonctions suivantes :

a) Contrôler et évaluer les incidences de la situation monétaire et financière internationale sur l'économie des pays africains et proposer les mesures correctives qui s'imposent;

b) Evaluer, de façon régulière, la structure et le volume de la dette extérieure de l'Afrique, y compris les engagements au titre du service de la dette des pays africains, en vue de proposer des mesures efficaces pour alléger le fardeau de cette dette;

c) Etudier la coopération monétaire et financière intra-africaine et proposer des mesures pour accroître le flux des ressources financières vers l'Afrique, y compris le projet de création d'un fonds monétaire africain;

d) Promouvoir l'échange d'informations et de données d'expérience nationales dans le domaine monétaire et financier;

e) Elaborer des stratégies en vue de renforcer la position de l'Afrique lors des négociations internationales dans le domaine monétaire et financier.

7. Décide en outre que le secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique convoquera les réunions de la Conférence.

VI. MANDAT DE LA CONFERENCE DES MINISTRES AFRICAINS DU COMMERCE ET DE LA COOPERATION ET DE L'INTEGRATION REGIONALES

A l'heure où la Commission économique pour l'Afrique se prépare à aider les Etats membres à mettre en oeuvre le Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine, il importe que la Commission s'efforce de résoudre de manière globale les problèmes d'échanges ainsi que les aspects institutionnels liés à la coopération et à l'intégration économiques régionales. Par conséquent, la Conférence des ministres africains du commerce et de la coopération et de l'intégration régionales aura les fonctions suivantes :

1. Adopter, promouvoir et appliquer des mesures destinées à renforcer la coopération et l'intégration économiques entre pays africains;

2. Aider les pays africains et leurs organisations intergouvernementales à améliorer l'efficacité des moyens d'intervention en matière de coopération et d'intégration économiques en Afrique;

3. Aider les Etats membres et leurs organisations intergouvernementales sous-régionales, ainsi que l'Organisation de l'unité africaine et la Banque africaine de développement à mettre en application le Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine;

4. Renforcer le commerce africain à travers l'adoption de mesures, de politiques et de stratégies propres à favoriser l'expansion du commerce intérieur, régional et extérieur;

5. Aider, en étroite collaboration avec les comités intergouvernementaux d'experts des MULPOC, les Etats membres de ces instances et leurs OIG à renforcer le mécanisme institutionnel de coopération et d'intégration économiques sous-régionales ainsi que les institutions s'occupant de coopération commerciale sous-régionale, dans le cadre du Traité d'Abuja;

6. Promouvoir la coopération régionale en matière de tourisme.

VII. MANDAT DE LA CONFERENCE DES MINISTRES AFRICAINS DES TRANSPORTS, DES COMMUNICATIONS ET DE LA PLANIFICATION

1. Le mandat de la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification remonte à la résolution 2097(LXIII) adoptée par le Conseil économique et social en 1977 ainsi qu'aux résolutions 291(XIII) et 341(XIV) adoptées par la Conférence des ministres de la CEA en 1977 et en 1979, respectivement. Ce mandat était lié à la première Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique.

2. Dans le document E/ECA/TCT/59 d'avril 1988, le mandat a été renouvelé pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique.

3. La Conférence est l'organe de décision en ce qui concerne le développement des transports et des communications en Afrique, notamment pour l'adoption de politiques, programmes, stratégies et projets de la Décennie.

4. La participation est au niveau ministériel et la Conférence rassemble en moyenne 40 ministres africains. Elle est en général précédée des réunions du Comité de coordination interinstitutions (CCII) et du Comité intergouvernemental d'experts des transports et des communications.

5. Ce Comité d'experts est un organe consultatif technique de la Conférence et est composé d'experts nationaux qui sont chargés d'examiner les politiques, programmes, stratégies, projets, etc., avant de les recommander à la Conférence. Quant au Comité de coordination interinstitutions, c'est l'organe technique le plus élevé. Composé d'institutions spécialisées de l'ONU et d'organismes africains, il a pour mandat de coordonner et d'harmoniser les activités liées aux différents modes de transports et de communications.

VIII. MANDAT DE LA CONFERENCE DES MINISTRES AFRICAINS DE L'INDUSTRIE

1. La Conférence des ministres africains de l'industrie et son organe subsidiaire, à savoir le Comité intergouvernemental plénier d'experts sur l'industrialisation en Afrique, ont été institués en 1975. L'objectif général était d'accélérer le rythme d'industrialisation de la région à travers l'harmonisation des politiques et des stratégies industrielles des Etats membres et des organisations intergouvernementales compétentes ainsi que la définition de la position africaine aux négociations internationales sur l'industrialisation (en particulier dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel). Ces institutions illustrent la réaffirmation collective par les pays africains du rôle central de l'industrie dans le développement socio-économique de l'Afrique. Elles ont pris une importance accrue à la suite de l'adoption du Plan d'action de Lagos, de la proclamation de la Décennie du développement industriel de l'Afrique ainsi que de l'adoption du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990 (PANUREDA), puisqu'elles présentent des avis et assurent le suivi effectif de l'application du Plan d'action de Lagos et des deux programmes au niveau régional.

2. Le principal objectif de la Conférence des ministres africains de l'industrie et du Comité intergouvernemental plénier d'experts sur l'industrialisation est de suivre les progrès accomplis sur la voie de l'industrialisation des pays africains et de recommander, aux niveaux national, sous-régional, régional et international, les mesures permettant d'accélérer le processus d'industrialisation du continent.

IX. MANDAT DE LA CONFERENCE REGIONALE AFRICAINE POUR LA MISE EN VALEUR ET L'UTILISATION DES RESSOURCES MINERALES ET DE L'ENERGIE

L'objectif fondamental de la Conférence régionale africaine pour la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales et de l'énergie est de promouvoir la

coopération entre pays africains, par le biais de leurs activités de développement, aux fins suivantes :

a) Améliorer et diversifier la production africaine de matières minérales et d'énergie;

b) Faire en sorte que les matières premières minérales et l'énergie africaines contribuent au développement et à la croissance du continent et de ses secteurs industriel, agricole, économique, social et autres;

c) Accroître les recettes tirées par les pays africains de l'exportation des matières premières minérales et énergétiques ainsi que de leurs dérivés;

d) Intensifier le commerce intra-africain de matières premières minérales et énergétiques ainsi que de leurs dérivés;

e) Augmenter la consommation de minéraux et d'énergie en Afrique;

f) Faire en sorte que les minéraux et l'énergie aient l'impact maximum possible sur le progrès socio-économique des populations africaines;

g) Développer l'échange entre pays africains d'informations et de données d'expérience sur les objectifs, politiques et stratégies en vue de la mise en valeur et de l'utilisation durables de leurs ressources minérales et énergétiques;

h) Aider les pays africains à harmoniser leurs politiques et stratégies de mise en valeur et d'utilisation durables de leurs ressources minérales et énergétiques aux niveaux sous-régional et régional;

i) Aider les pays africains à élaborer des modalités et programmes de coopération et de coordination en matière d'utilisation des ressources minérales et énergétiques;

j) Permettre aux pays africains de trouver les moyens de promouvoir la commercialisation rentable de leurs produits minéraux et énergétiques sur les plans régional et international.

X. MANDAT DE LA CONFERENCE CARTOGRAPHIQUE REGIONALE DES NATIONS UNIES POUR L'AFRIQUE

1. Le mandat de la Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique a été défini

dans la résolution 816(XXXI) adoptée par le Conseil économique et social le 27 avril 1961.

2. Cette résolution était fondée sur a) l'utilité de la précédente Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et l'Extrême-Orient, b) l'importance des données cartographiques de base et des levés pour le développement économique de l'Afrique, c) les consultations que le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique avait tenues sur la question avec les gouvernements des Etats membres et des membres associés de la Commission, et d) les travaux de la Commission à sa troisième session.

3. La Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique est convoquée tous les trois ans par le Secrétaire exécutif de la CEA.

4. Les travaux de la Conférence sont axés sur le renforcement de la contribution des levés, des cartes et de la télédétection aux efforts actuels et futurs de l'Afrique aux fins du développement durable.

5. Les principaux objectifs de la Conférence sont les suivants :

a) Constituer un cadre régional où les responsables gouvernementaux, les planificateurs, les hommes de science et les experts des secteurs public et privé, qu'ils viennent d'Afrique ou d'ailleurs, peuvent se rencontrer pour se pencher sur des besoins, des problèmes et des expériences communs dans les domaines des levés, des cartes et de la télédétection, notamment les aspects liés à l'enseignement et à la formation, les conditions scientifiques et techniques, les problèmes d'exécution et les avantages escomptés;

b) Susciter un débat sur la situation actuelle de la cartographie dans les pays africains ainsi que sur la capacité de leurs institutions nationales à produire la documentation et l'information nécessaires à la planification et à la mise en valeur des ressources naturelles ainsi qu'à la protection de l'environnement;

c) Proposer aux Etats membres et à la Commission les mesures et stratégies qui permettraient aux pays africains de mettre en place et de renforcer leurs propres moyens institutionnels et techniques pour répondre à leurs besoins dans le domaine de la cartographie et de la télédétection;

d) Recenser les techniques de pointe en matière de cartographie et de télédétection qui sont à la portée des Etats membres et qui peuvent être adaptées pour

améliorer la base de données et d'informations géographiques dans les deux disciplines, en faveur du développement socio-économique du continent.

XI. MANDAT DE LA CONFERENCE REGIONALE AFRICAINE POUR LA SCIENCE ET LA TECHNIQUE

Dans sa résolution 248 (XI) du 22 février 1973, la Conférence des ministres a décidé de créer le Comité intergouvernemental d'experts pour le développement de la science et de la technique. Ce Comité s'est révélé un cadre régional utile pour l'examen des questions scientifiques et techniques intéressant le développement des Etats membres. Etant donné l'importance de plus en plus grande de la science et de la technique dans le développement socio-économique et la nécessité de favoriser l'intérêt maximal des Etats membres pour les travaux du Comité, il importe d'élever celui-ci au niveau d'une conférence régionale.

Les objectifs de la Conférence sont les suivants :

- a) Aider la Commission à élaborer et à revoir périodiquement les stratégies et programmes de développement et d'application de la science et de la technique, y compris la science et la technique nucléaires, en Afrique;
- b) Examiner les questions spécifiques touchant l'application de ces stratégies et faire des recommandations au Secrétaire exécutif à cet égard;
- c) Promouvoir activement et d'une manière générale la science et la technique ainsi que la formulation de mesures propres à en assurer l'application au développement national, sous-régional et régional;
- d) Accorder une attention particulière aux besoins des Etats membres les moins avancés ainsi qu'à l'application et à l'impact des techniques nouvelles et naissantes;
- e) Recommander au Secrétaire exécutif les moyens de mobiliser des ressources de toutes sortes pour l'exécution des stratégies, programmes et projets de développement et d'application de la science et de la technique dans le continent.

Tous les Etats africains peuvent participer aux travaux de la Conférence, qui se réunit au moins une fois tous les deux ans et soumet ses rapports et recommandations à la Conférence des ministres de la CEA par l'intermédiaire du Comité technique préparatoire plénier.

La Conférence régionale africaine pour la science et la technique sera dotée de groupes de travail qui devront examiner des problèmes et des questions spécifiques avant de les soumettre à la Conférence.

Il est demandé à tous les Etats membres de désigner comme centre de liaison des travaux de la Conférence une institution gouvernementale s'occupant des questions scientifiques et techniques. Les Etats membres devront également désigner leurs représentants aux sessions de la Conférence en tenant compte de la nécessité d'assurer, à travers la continuité, le maximum d'efficacité et de suivi.

XII. MANDAT DE LA CONFERENCE COMMUNE DES PLANIFICATEURS, STATISTICIENS, DEMOGRAPHES ET INFORMATIENS AFRICAINS

A sa sixième réunion tenue en avril 1980, la Conférence des ministres de la CEA a adopté comme suit le mandat de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens, démographes et informaticiens africains :

1. La Conférence commune des planificateurs, statisticiens, démographes et informaticiens africains, agissant dans le cadre des politiques et procédures des Nations Unies et sous la supervision générale de la Commission économique pour l'Afrique, devra, à condition de ne prendre aucune mesure concernant un pays sans l'accord du gouvernement de celui-ci, poursuivre les objectifs ci-après :

- a) Servir de cadre à l'examen des progrès accomplis et des problèmes rencontrés dans les domaines de la planification, de la statistique, de la démographie et de l'informatique en Afrique et prendre les mesures nécessaires pour assurer leur développement en tenant compte des principes généraux d'autosuffisance et de coopération technique entre les pays de la région;
- b) Prendre les dispositions nécessaires pour améliorer l'ensemble des aspects de la méthodologie et de la pratique en milieu africain concernant les quatre domaines;
- c) Coordonner les programmes de formation du personnel africain nécessaire dans les domaines de la planification, de la statistique, de la démographie et de l'informatique, et favoriser cette formation;
- d) Collaborer avec le secrétariat pour l'évaluation de la situation économique, sociale et démographique de la région, en vue de faciliter l'élaboration de stratégies appropriées et le suivi de leur exécution;
- e) Oeuvrer en collaboration avec d'autres institutions et organismes internationaux compétents.

2. Participeront aux travaux de la Conférence les fonctionnaires chargés des organismes de planification, de statistique, de démographie et d'informatique des Etats membres de la Commission économique pour l'Afrique ou leurs représentants. La représentation de tous les autres

gouvernements et organismes obéira aux mêmes règles que pour les sessions de la Commission.

3. La Conférence se réunira une fois tous les deux ans, la première session étant prévue en 1980, et soumettra les rapports de ses sessions à la Conférence des ministres de la CEA.

4. Les travaux de la Conférence se dérouleront en séances plénières et en sessions de commissions. Un rapport mixte sur les séances plénières et les sessions des commissions sera adopté au cours de la dernière séance plénière de chaque session de la Conférence.

5. Au début de chaque session, la Conférence élira un président, deux vice-présidents et un rapporteur. Au début de sa réunion, chaque comité élira un président, deux vice-présidents et un rapporteur.

6. Les Etats membres et les organismes prendront à leur charge les frais de participation de leurs représentants aux sessions de la Conférence.

7. Sous réserve des dispositions du présent mandat, le règlement intérieur de la Commission économique pour l'Afrique s'appliquera, le cas échéant, aux sessions de la Conférence.

XIII. MANDAT DU COMITE REGIONAL AFRICAIN DE COORDINATION POUR L'INTEGRATION DE LA FEMME AU DEVELOPPEMENT

Le Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement (CRAC) est un organe subsidiaire de la Commission créé en 1979 par la résolution 365(XIV) de la Conférence des ministres de la CEA, dans le but de favoriser la promotion de la femme africaine. Il est composé de 15 Etats membres de la Commission, soit trois de chacune des cinq sous-régions de la CEA. Le Centre africain de recherches et de formation pour la femme (CARFF) fait fonction de secrétariat du CRAC.

- i) Le Comité régional africain de coordination est composé comme suit :
 - a. Trois membres désignés par chacun des comités sous-régionaux (avec droit de vote);
 - b. Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique (sans droit de vote) et le Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine (sans droit de vote);
 - c. i. L'Organisation panafricaine des femmes,

- ii. Les institutions des Nations Unies,
- iii. Les représentants des organismes donateurs,

seront invités comme observateurs lorsque le Comité aura à étudier des questions particulières qui les intéressent;

- ii) Le Comité régional africain de coordination élit un bureau composé ainsi :
 - Un président;
 - Un premier et un deuxième vice-président et
 - Deux rapporteurs;
- iii) Le bureau est élu pour deux ans. Le Comité régional de coordination se réunit une fois par an, sur convocation du Secrétaire exécutif, après consultation avec le bureau.
 - b) Le Centre africain de recherches et de formation pour la femme fait office de secrétariat du Comité régional africain de coordination;
 - c) Le règlement intérieur du Comité est celui de la Commission économique pour l'Afrique.
 - d) En remplaçant le mandat du Comité régional de coordination par ce qui suit :

"1. Harmoniser et coordonner les programmes sous-régionaux approuvés dans le cadre des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets;

2. Evaluer et exécuter les programmes de travail, compte tenu des ressources disponibles, et en suivre l'exécution;

3. Organiser l'échange d'informations et de données d'expérience;

4. Participer aux activités et aux réunions de l'Organisation des Nations Unies et des autres organisations concernées;

5. Mobiliser des ressources pour la réalisation des programmes arrêtés aux niveaux régional et sous-régional;

6. Examiner et évaluer les activités effectuées dans la région dans le cadre des programmes de promotion de la femme;

7. Convoquer tous les trois ans la Conférence régionale africaine sur la femme et le développement;

8. Faire rapport aux organes délibérants de la Commission économique pour l'Afrique sur les activités et les programmes réalisés dans la sous-région (Comité des experts et Conseil des ministres des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets)".

758 (XXVIII). Le rôle de la cartographie, de la télédétection et des systèmes d'information géographique dans le développement durable

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 44/46 de l'Assemblée générale des Nations Unies du 9 décembre 1989 dans laquelle celle-ci approuve l'initiative prise par l'Organisation scientifique internationale de proclamer 1992 "Année internationale de l'espace" et recommande de promouvoir la coopération internationale dans ce cadre,

Se félicitant des mesures prises par plusieurs pays africains pour célébrer l'Année internationale de l'espace, qui a d'une certaine manière contribué à forger et à renforcer des liens entre les utilisateurs et les hommes de science africains dans le domaine des images satellitaires,

Ayant à l'esprit les principes relatifs à l'observation de la terre à partir de l'espace, adoptés par l'Assemblée générale des Nations Unies et stipulant que ces activités devraient être menées au profit de tous les pays, conformément au droit international, en respectant la souveraineté de l'ensemble des Etats et des peuples concernant leur propre ressource naturelle et en respectant les droits et les intérêts des autres Etats,

Consciente du fait que la planification du développement durable requiert des données à jour sur les ressources naturelles, qui doivent nécessairement être intégrées dans les programmes nationaux de développement,

Notant que la cartographie, la télédétection et les systèmes d'information géographique sont d'importants outils pour l'aménagement, la surveillance et le suivi de l'environnement,

Prenant note des efforts faits par la communauté internationale en faveur des pays africains dans les domaines de la formation, des techniques spatiales, de la télédétection et des systèmes d'information géographique,

Réaffirmant l'intérêt d'entreprendre conjointement avec les agences spatiales et les organisations internationales des projets pilotes conformes aux intérêts des pays concernés,

Consciente que l'utilisation des nouvelles technologies naissantes telles que la télédétection et les systèmes d'information géographique modifie les avantages comparatifs entre pays,

Notant l'émergence de nouvelles techniques géodésiques, telles que les systèmes globaux de positionnement, qui pourraient améliorer la qualité des données géodésiques concernant le continent africain et obtenues dans le cadre de projets antérieurs tels que le Programme African Doppler Survey,

1. Encourage les Etats membres :

a) à développer la coopération Sud-Sud dans les domaines de la formation et des projets communs régionaux, bilatéraux et multilatéraux;

b) à réaliser des études en vue d'établir un réseau d'échange de données aux niveaux régional et international;

c) à contribuer aux études des changements globaux tel que demandé dans le cadre de l'Agenda 21;

d) à élaborer un annuaire sur les capacités de l'Afrique en télédétection et en système d'information géographique (SIG), surtout en ce qui concerne les formations déjà dispensées dans le domaine;

e) à participer au projet d'établissement d'un système géodésique de référence commun pour l'Afrique utilisant le Système de positionnement mondial qui se traduira par l'uniformisation des cartes et des données cartographiques dans tout le continent;

f) à connaître et à appliquer les résolutions des Nations Unies relatives à la normalisation des noms géographiques aux niveaux national et international avec la coordination et l'assistance de la Commission économique pour l'Afrique et du Groupe spécial d'experts des Nations Unies sur les noms géographiques;

g) à prendre une part active à la dix-septième session du Groupe spécial d'experts des Nations Unies sur les noms géographiques qui se tiendra à Genève en 1994 et à la septième Conférence des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques, qui se tiendra en Iran en 1997, et

h) à désigner un centre de liaison qui coordonnera toutes les activités nationales relatives aux bases de données géographiques et à l'établissement de systèmes d'information géographique;

i) à prendre des mesures pour sensibiliser les décideurs et hauts responsables à l'importance de ces

nouvelles techniques, par le biais de séminaires, de colloques et d'ateliers;

2. Demande instamment aux pays industrialisés et à la communauté internationale de poursuivre et de multiplier leurs efforts en faveur d'une meilleure utilisation des données d'observation de la terre, des systèmes d'information géographique et de la cartographie, et en faveur de la formation de base, de la formation continue et de l'éducation des utilisateurs et des chercheurs africains;

3. Demande aux pays avancés en techniques spatiales :

a) de faciliter l'accès aux données obtenues par satellite et, en particulier, de permettre d'accéder aux

données stockées qui peuvent faire l'objet d'accords particuliers favorables aux pays en développement;

b) d'étendre leur réseau d'acquisition pour mieux couvrir les pays africains;

4. Demande au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique :

a) de promouvoir le rôle et l'utilité de la Commission économique pour l'Afrique dans le domaine de la cartographie, de la télédétection et des systèmes d'information géographique qui sont d'une importance cruciale, de façon à prendre en considération les besoins nouveaux des pays africains;

b) d'intensifier les efforts en collaboration avec l'Organisation africaine de cartographie et de télédétection et la Commission de géodésie pour l'Afrique en vue de coordonner les activités dans le domaine de la cartographie, de la télédétection et des systèmes d'information géographique dans l'intérêt des Etats membres;

c) d'aider les Etats membres dans les efforts qu'ils font pour coordonner les activités dans les domaines susmentionnés, aux niveaux régional et national;

5. Exhorte la Commission économique pour l'Afrique, le Bureau hydrographique international, les pays membres et le Centre régional de services spécialisés dans le domaine des levés, des cartes et de la télédétection à poursuivre l'application des mesures qui déboucheraient sur la création de services hydrographiques pour la sous-région de l'Afrique du sud-est et à entreprendre une action dans le but d'élargir les services au reste de l'Afrique.

285ème séance,
4 mai 1993.

759 (XXVIII). Acquisition des données dans le domaine de la cartographie et de la télédétection en Afrique

La Conférence des ministres,

Considérant que la télédétection et les systèmes d'information géographique (SIG) constituent des outils incontournables pour la mise en oeuvre efficace des projets et d'aide à la décision,

Notant les efforts consentis par les Etats membres et les centres régionaux en matière de formation et de maîtrise des techniques aérospatiales, faisant ainsi de la télédétection un outil opérationnel dans plusieurs domaines d'application,

Sachant l'inexistence de structures de réception adaptées africaines et les difficultés d'accès aux données acquises hors du continent,

Considérant que cette situation constitue un handicap sérieux dans l'exécution des nombreux projets initiés ou en cours d'élaboration,

1. Lance un appel à la Commission économique pour l'Afrique et au Programme des Nations Unies pour le développement pour la mise en place effective, le renforcement et le soutien des structures de gestion de l'information sur le milieu aux niveaux national et régional;

2. Exhorte tous ceux qui sont concernés à tout faire à cet égard, pour mettre en place des installations adaptées pour l'acquisition et le traitement et la diffusion des données, au Centre régional de services spécialisés dans le domaine des levés, des cartes et de la télédétection à Nairobi (Kenya) et au Centre régional de télédétection de Ouagadougou (Burkina Faso) conformément à la résolution 313(XIII) adoptée en mars 1977 à Kinshasa (Zaire).

285ème séance,
4 mai 1993.

760 (XXVIII). Programme de carte hydrogéologique internationale de l'Afrique et étude cartographique pour le développement

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution CM/CITB/Res.1(LVII) de la cinquante-septième session du Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine, tenue du 15 au 19 février 1993 à Addis-Abeba,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général de l'Organisation africaine de cartographie et de télédétection relatif au Programme de carte hydrogéologique internationale de l'Afrique et la communication présentée concernant "l'Etude cartographique pour le développement",

Notant avec satisfaction la manière dont la première phase du Programme de carte hydrogéologique internationale de l'Afrique a été conduite et l'état d'avancement de l'Etude cartographique pour le développement,

1. Félicite l'Organisation africaine de cartographie et de télédétection pour la bonne exécution des travaux;

2. Adresse ses remerciements aux pays et organismes coopérants pour leur contribution;

3. Invite l'Organisation africaine de cartographie et de télédétection à poursuivre tous les efforts pour l'exécution de la deuxième phase du Programme de carte hydrogéologique internationale de l'Afrique comme recommandé par la réunion des experts lors de la session tenue au siège du Programme des Nations Unies pour l'environnement à Nairobi;

4. Invite en outre la Commission économique pour l'Afrique et l'Organisation africaine de cartographie et de télédétection à tout mettre en oeuvre pour la réalisation de la Banque de données cartographiques de l'Afrique.

285ème séance,
4 mai 1993.

761 (XXVIII). Deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique

La Conférence des ministres.

Rappelant sa résolution 710(XXVI) du 12 mai 1991 dans laquelle le programme de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique a été adopté,

Rappelant également la résolution 1991/83 du Conseil économique et social en date du 26 juillet 1991 par laquelle le programme de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique a été lancé,

Se référant à la résolution 46/456 de l'Assemblée générale des Nations Unies en date du 20 décembre 1991 dans laquelle le lancement du programme de la Décennie a été approuvé et les ressources pour son exécution ont été allouées,

Se référant également aux résolutions ECA/UNTACDA/Res.91/84 et ECA/UNTACDA/Res.93/89 en date respectivement du 8 février 1991 et du 12 mars 1993 de la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification par lesquelles le programme de la deuxième Décennie a été approuvé et sa phase d'exécution lancée,

Ayant examiné le rapport de la neuvième réunion de la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification tenue à Addis-Abeba les 12 et 13 mars 1993,

Considérant que les premiers examen et évaluation à mi-parcours du programme de la Décennie sont prévus pour 1994,

Notant que les nouveaux projets seraient élaborés pour insertion dans le programme en 1995,

Reconnaissant l'importance de la mobilisation des ressources et d'autres activités promotionnelles pour l'exécution avec succès du programme et des projets de la Décennie aux niveaux national, sous-régional et régional,

Notant avec appréciation l'énorme appui fourni par le Programme des Nations Unies pour le développement pour la préparation et la mise en route du programme de la deuxième Décennie,

1. Demande à l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement de considérer favorablement et de continuer de financer les activités à l'appui de la mise en oeuvre du programme de la deuxième Décennie durant le cinquième cycle de programmation du Programme;

2. Lance un appel aux différentes institutions financières africaines et internationales pour qu'elles augmentent leur appui aux projets et aux activités du programme de la deuxième Décennie et facilitent leur financement;

3. Lance également un appel aux Etats membres africains pour qu'ils assurent et poursuivent activement la mise en oeuvre des projets de la deuxième Décennie;

4. Prie les institutions membres du Comité de mobilisation des ressources, notamment la Banque africaine de développement en tant que Président du Comité de mener des activités de mobilisation des ressources et promotionnelles en vue de l'exécution avec succès du programme;

5. Prie la Commission économique pour l'Afrique en sa qualité d'organisme chef de file ainsi que tous les mécanismes compétents de la deuxième Décennie :

a) De procéder à la première évaluation à mi-parcours du programme de la deuxième Décennie en 1994 comme stipulé dans la stratégie d'exécution;

b) De réviser les objectifs et la stratégie du programme de la Décennie compte tenu de l'évolution des circonstances, si besoin est, en consultation avec les Etats membres;

c) D'aider les Etats membres et les Organisations intergouvernementales africaines à élaborer et à sélectionner de nouveaux projets à inclure dans le programme en 1995 comme stipulé dans le plan d'exécution du programme en consultation avec les Etats membres^{7/};

d) D'organiser deux ateliers régionaux sur la deuxième Décennie de manière à diffuser la Stratégie et à promouvoir les objectifs de la deuxième Décennie en Afrique;

6. Demande à l'Assemblée générale de fournir à la Commission économique pour l'Afrique les ressources nécessaires suffisantes au titre du budget ordinaire pour lui permettre d'exécuter d'une manière effective et efficace les activités énumérées aux paragraphes 5 a) à d) ci-dessus en sa qualité d'organisme chef de file pour la deuxième Décennie;

7. Demande en outre au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de lui faire rapport à sa prochaine réunion sur les progrès réalisés dans l'application de la présente résolution.

285ème séance,
4 mai 1993.

762 (XXVIII). Réactivation du Bureau des routes transafricaines

La Conférence des ministres,

Notant la nécessité de coordonner la construction, l'entretien et l'exploitation des routes transafricaines,

Rappelant la résolution 604(XXII) d'avril 1987 adoptée à Addis-Abeba par la Conférence des ministres de la CEA et la résolution ECA/UNTACDA/Res.89/79 de novembre 1989 adoptée à Tanger par la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification et ayant pour objet la mise en place d'un bureau des routes transafricaines, avec un statut d'unité administrative autonome financée par les Etats membres et placée au siège de la Commission économique pour l'Afrique,

Notant les difficultés de fonctionnement des secrétariats des autorités des routes transafricaines et notamment le sort du secrétariat de l'Autorité de la route Lagos-Mombasa, qui avait été établi à Bangui et ensuite dissous du fait du manque de soutien financier des Etats membres,

1. Décide :

a) Que le bureau des routes transafricaines, ayant comme personnel un coordonnateur et un(e) secrétaire, soit réactivé et installé au siège de la Commission économique pour l'Afrique;

b) Que le traitement et les divers droits du coordonnateur et du ou de la secrétaire soient entièrement assurés par les contributions des Etats membres;

c) Que les activités du Bureau soient financées essentiellement par les contributions des Etats membres;

d) Qu'une réunion de plénipotentiaires soit convoquée avant octobre 1993 afin d'examiner, d'adopter et de signer les projets de statuts du Bureau des routes transafricaines, qui seraient ultérieurement soumis aux Etats membres pour ratification;

e) Que les statuts entrent en vigueur dès qu'ils seront ratifiés par 26 Etats membres;

f) Que le Programme des Nations Unies pour le développement et d'autres institutions financières soient invités à appuyer les activités du bureau;

g) Que tout soit fait pour permettre au Bureau de fonctionner en 1994.

285ème séance,
4 mai 1993.

763 (XXVIII). Utilisation des ressources humaines en Afrique

La Conférence des ministres,

Notant les ressources importantes que le continent consacre à la mise en valeur de ses ressources humaines,

Notant en outre qu'en dépit du manque de cadres dans tous les secteurs socio-économiques, l'Afrique continue d'être victime d'une fuite importante de cerveaux comme en atteste une étude récente des Nations Unies,

1. Lance un appel aux gouvernements africains pour qu'ils fassent tout leur possible pour accorder la priorité à l'emploi de compétences africaines

particulièrement dans les secteurs des transports et des communications en établissant un programme transparent d'incitations pour retenir le personnel qualifié en question;

2. Lance également un appel aux bailleurs de fonds bilatéraux ainsi qu'aux autres agences d'aide extérieure pour qu'ils utilisent en priorité des compétences africaines pour l'exécution des projets qu'ils financent en Afrique.

285ème séance,
4 mai 1993.

764 (XXVIII). Développement des industries des matériaux de construction en Afrique

La Conférence des ministres.

Consciente de l'importance des besoins en matériaux de construction pour l'industrie du bâtiment en Afrique,

• Reconnaissant la nécessité de promouvoir l'utilisation des matériaux de construction locaux afin de conserver les ressources en devises consacrées à l'importation de matériaux de construction, et de diversifier la gamme des technologies disponibles dans ce domaine,

Notant avec satisfaction les progrès réalisés par la Commission économique pour l'Afrique dans l'exécution par elle des activités de projets en cours dans le cadre du développement des industries des matériaux de construction,

Convaincue que ce projet renforcera les efforts actuellement déployés dans la région pour résoudre les problèmes que constituent le coût élevé des matériaux et la pénurie de ces matériaux et pour promouvoir une utilisation efficace des ressources disponibles localement,

Consciente des objectifs de la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique,

1. Appuie le projet de développement des industries des matériaux de construction en Afrique et lance un appel pour sa mise en oeuvre rapide;

2. Invite les gouvernements africains à soutenir la mise en oeuvre du projet en fournissant les facilités nécessaires;

3. Invite également les pays africains à s'assurer que les projets sont exécutés en utilisant les matériaux et les méthodes qui sont acceptables sur le plan de l'environnement;

4. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission de redoubler d'efforts dans la mobilisation des ressources financières nécessaires à l'exécution du projet;

5. Prie également le Secrétaire exécutif de la Commission le Secrétaire général de l'Organisation régionale africaine de normalisation, le Directeur exécutif par intérim du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat), les directeurs généraux de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, du Bureau international du Travail, de Shelter-Afrique et le Président de la Banque africaine de développement, de coopérer à la mise en oeuvre effective du projet de développement des industries des matériaux de construction et en particulier à :

a) L'exécution de projets pilotes de démonstration pour la promotion des matériaux de construction locaux;

b) La formation de la main-d'oeuvre en matière de production et d'utilisation de ces matériaux et techniques de construction;

c) La formulation de normes unifiées pour les matériaux et les techniques de construction afin d'assurer la qualité des produits;

6. Prie en outre le Secrétaire exécutif de la Commission de prendre toutes les mesures possibles pour que le projet de développement des industries des matériaux de construction soit poursuivi et étendu à d'autres pays africains dans le cadre du Programme régional au titre de la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique;

7. Lance un appel au Programme des Nations Unies pour le développement et à d'autres organismes donateurs afin qu'ils fournissent à la Commission l'assistance financière nécessaire à la continuation des activités du projet de développement des industries des matériaux de construction.

285ème séance,
4 mai 1993.

765 (XXVIII). Développement du tourisme en Afrique

La Conférence des ministres,

Se rendant compte de la nécessité de politiques nationales et d'une coopération accrue entre le secteur public et le secteur privé en vue de promouvoir la région africaine aussi bien dans son unité que dans sa diversité,

Reconnaissant le rôle éminemment positif que le tourisme peut jouer dans le développement économique et social,

Convaincue de la nécessité de baser les produits touristiques sur l'utilisation des ressources naturelles et humaines,

Convaincue en outre que le tourisme peut pleinement contribuer aux activités tendant à la protection, au développement et à l'utilisation rationnelle de l'environnement naturel et humain,

Considérant la nécessité d'établir des mécanismes pour la mise en valeur des ressources humaines et la responsabilisation de gestionnaires compétents et motivés pour le tourisme,

Convaincue par ailleurs que des réseaux et moyens de transport et de communications adéquats et efficaces contribuent grandement au développement du tourisme en Afrique,

Reconnaissant également la complémentarité de certains produits touristiques africains et la nécessité d'une coopération active pour développer, promouvoir et commercialiser les ressources touristiques en vue d'un plus grand impact et dans le cadre de l'intégration africaine,

Convaincue aussi de l'importance de la Conférence des ministres africains du tourisme en ce sens qu'elle constitue l'un des principaux organes de concertation et de coordination aux niveaux politique et technique les plus élevés en Afrique,

1. Recommande que les Etats membres prennent toutes les dispositions nécessaires pour :

a) La reconnaissance du rôle positif du tourisme dans le développement économique et social;

b) L'attribution au secteur du tourisme des moyens humains, financiers et juridiques pouvant lui permettre de jouer pleinement ce rôle;

c) L'amélioration et le développement de la qualité et de la diversité des produits touristiques dans le cadre d'une maîtrise rationnelle des ressources naturelles et des atouts divers des pays concernés;

d) L'utilisation optimale du patrimoine culturel, de l'artisanat, de l'architecture traditionnelle et des biens et services locaux;

e) La protection de l'environnement naturel et humain pour la mise en oeuvre d'un tourisme durable;

f) L'introduction harmonieuse de l'artisanat dans les réalisations touristiques;

g) Le développement des ressources humaines par une formation initiale et continue, susceptible de leur conférer les compétences indispensables au développement du tourisme :

h) L'instauration d'une coopération étroite entre les pays en :

i) Créant une association de propriétaires d'hôtels gérés par des sociétés transnationales;

ii) Mobilisant les compétences africaines dans le cadre de la coopération Sud-Sud;

i) La constitution d'une association africaine des établissements de formation touristique et hôtelière, afin de permettre une meilleure concertation et des mesures communes au sujet des programmes et des méthodes de formation et d'assurer l'harmonisation dans ce domaine;

j) La poursuite d'une politique de concertation entre autorités politiques des pays africains pour la mise en place d'une plate-forme de facilitation susceptible de développer les courants d'échanges touristiques entre ces pays;

k) Le regroupement des Etats membres concernés pour élaborer et exécuter des projets touristiques communs au niveau sous-régional ou régional et établir des circuits touristiques inter-Etats basés sur la complémentarité et la promotion commune des produits ainsi que compte tenu des politiques d'intégration africaine;

2. Prie les Etats membres et les institutions concernées de prêter une attention particulière à la mise en oeuvre du Traité instituant la Communauté économique africaine. En conséquence, elle prie les ministres africains du tourisme de prendre une part active au processus d'intégration africaine et les invite à envoyer, le plus tôt possible, au secrétariat de l'Organisation de l'unité africaine et à la Commission économique pour l'Afrique, leurs commentaires et vues relatifs au projet de protocole concernant le tourisme qui avait été présenté à la Conférence des ministres africains du tourisme;

3. Prie en outre le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de prendre les mesures appropriées pour l'application des recommandations de la Conférence des ministres africains du tourisme, essentiellement en :

a) Aidant les Etats membres dans l'application des décisions susmentionnées en général et de mesures pour le développement du tourisme en Afrique en particulier;

b) Organisant un séminaire sur le tourisme, l'environnement et le développement durable, en coopération avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement, l'Organisation mondiale du tourisme et d'autres organisations internationales;

c) Prenant toutes les mesures qui s'imposent pour appliquer la proposition de projet soumise par la Commission, en consultation avec les administrations nationales de l'artisanat et toutes les parties concernées, sur l'intégration des produits artisanaux et des objets d'art culturels dans les produits touristiques africains;

d) Aidant les Etats membres à créer l'association en question qui devrait être opérationnelle lors de la prochaine réunion de la Conférence;

e) Fournissant aux Etats membres l'assistance technique requise et en mobilisant les ressources financières nécessaires pour le développement du tourisme en Afrique;

f) Poursuivant son action afin d'établir un mécanisme pour la formation professionnelle de gestionnaires compétents sur une base sous-régionale;

g) Commandant une étude sur la réouverture éventuelle de l'Ecole hôtelière de Ngaoundéré (Cameroun) et en faisant rapport à ce sujet aux Etats membres. Le Secrétaire exécutif est également prié de fournir une assistance analogue aux pays qui le souhaiteraient;

h) Poursuivant les activités entreprises par le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales avec la coopération de la Commission grâce à:

- i) L'organisation de séminaires sur la gestion et les relations contractuelles avec les sociétés transnationales;
- ii) La publication de manuels et d'ouvrages techniques;
- iii) La fourniture d'une assistance technique aux propriétaires d'hôtels africains;

i) Instituant une concertation périodique entre transporteurs et opérateurs touristiques africains pour définir et mettre en oeuvre des mesures tendant à la réduction des coûts des différents modes de transport intéressant le tourisme;

j) Tenue d'une conférence conjointe des ministres des transports et du tourisme pour débattre les interférences des deux secteurs;

3. Prie par ailleurs l'Assemblée générale d'apporter à la Commission les ressources humaines et finan-

cières appropriées pour lui permettre de fournir l'assistance nécessaire pour le développement continu du tourisme en Afrique et l'amélioration des résultats de ce secteur;

4. Invite les sociétés transnationales qui jouent un rôle positif dans le développement du tourisme africain à renforcer leurs relations contractuelles sur la base d'un partenariat équitable;

5. Invite en outre la Commission, la Banque africaine de développement, l'Organisation de l'unité africaine et les autres institutions animées du même esprit à aider les Etats membres à mobiliser les fonds nécessaires pour financer de tels projets (qui contribuent à promouvoir l'intégration africaine), par l'organisation de tables rondes avec les partenaires de développement au niveau sous-régional d'ici à la fin de 1994;

6. Prie aussi le Secrétaire exécutif de la Commission de faire rapport à la prochaine réunion de la Conférence des ministres sur l'application de la présente résolution.

285ème séance,
4 mai 1993.

766 (XXVIII). Renforcement des systèmes d'information pour le développement pour la coopération et l'intégration en Afrique

La Conférence des ministres,

Notant avec préoccupation l'élargissement de l'écart entre le Nord et le Sud en matière de circulation d'informations vitales ainsi que d'acquisition et d'utilisation des techniques d'information,

Consciente de l'importance de l'information dans la promotion de la coopération et de l'intégration régionale en Afrique, notamment par le renforcement des groupements régionaux existants et la création de la Communauté économique africaine,

Ayant à l'esprit la nécessité de mettre en place des réseaux de données et des bases de données conformément au Traité instituant la Communauté économique africaine et le rôle dévolu aux techniques d'information dans la Convention de Lomé IV,

Rappelant aussi ses résolutions 716 (XXVI) du 12 mai 1991, 726 (XXVII) du 22 avril 1992 et 732 (XXVII) du 22 avril 1992,

Appréciant le soutien continu du Centre de recherche pour le développement international aux activités du Sys-

tème panafricain d'information pour le développement dans le renforcement des capacités en matière d'information des Etats membres,

Appréciant aussi le soutien de onze Etats membres pour la soumission du projet "Technologie de l'information pour l'Afrique" pour examen plus approfondi par la Communauté économique européenne dans le cadre de la Convention de Lomé IV,

Prenant note avec satisfaction des résultats obtenus par le Système d'information pour le développement de la Commission économique pour l'Afrique dans le domaine de l'assistance technique aux Etats membres,

Prenant également note avec satisfaction les propositions du Secrétaire exécutif d'incorporer les activités de Système panafricain d'information pour le développement dans le budget-programme de la Commission,

Ayant à l'esprit la nécessité de renforcer les centres sous-régionaux d'information pour le développement de la Commission en leur qualité de support d'information à l'intégration et à la coopération économique sous-régionales,

Notant avec inquiétude la décroissance des ressources extrabudgétaires pour la mise en oeuvre et l'utilisation des systèmes d'information pour le développement et la technologie,

Notant également avec inquiétude la situation financière précaire du Système panafricain d'information pour le développement et la nécessité de mettre fin à sa dépendance vis-à-vis des sources de financement extrabudgétaires,

Se félicitant de l'intention du Secrétaire général de l'Organisation Nations Unies de fournir des ressources adéquates aux programmes de l'Afrique, spécialement ceux sur la science et la technique pour le développement, dans la préparation des propositions du budget-programme pour la période biennale 1994-1995,

1. Demande au Système panafricain d'information pour le développement d'inclure des éléments de recouvrement des coûts en matière de fourniture de services et produits d'information;

2. Prie instamment les Etats membres, s'ils veulent bénéficier davantage de l'assistance technique nécessaire en matière de mise en place de systèmes d'information :

a) De donner la priorité à la mise en place des systèmes d'information pour le développement dans l'utilisation des chiffres indicatifs de planification (CIP) du Programme des Nations Unies pour le développement;

b) De tenir compte des activités d'information pour le développement en faisant leurs annonces de contribution au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique;

c) D'utiliser les dispositions financières de la Convention de Lomé IV à cet effet;

3. Demande d'urgence aux donateurs d'apporter un appui aux activités de la Commission pour le renforcement des capacités en matière d'information pour le développement;

4. Demande à la Commission de poursuivre son rôle de chef de file dans la coordination des activités d'information et de technologie pour le développement afin de répondre aux problèmes aigus de développement de l'Afrique;

5. Demande également au Secrétaire exécutif de chercher des ressources supplémentaires au profit des centres sous-régionaux d'information pour le développement de la Commission dans le cadre du sous-programme sur les statistiques et les systèmes d'information pour le développement;

6. Demande à l'Assemblée générale, à travers le Conseil économique et social des Nations Unies, d'approuver quatre postes d'administrateurs et deux de niveau local, ainsi que les ressources appropriées permettant le fonctionnement du sous-programme de la Commission sur la mise en place des systèmes d'information pour le développement, à compter de son budget-programme pour la période 1994-1995.

285ème séance,
4 mai 1993.

767 (XXVIII). Programme de travail et ordre de priorité de la Commission économique pour l'Afrique

La Conférence des ministres,

Se référant aux résolutions 43/219 du 21 décembre 1988 et 44/194 du 21 décembre 1989 de l'Assemblée générale par lesquelles l'Assemblée a réitéré et réaffirmé l'importance de la planification des programmes et des aspects du budget liés aux programmes ainsi que le rôle du Plan à moyen terme en tant que principale directive des politiques générales de l'Organisation, et a en outre souligné l'importance que revêtent ces éléments pour l'efficacité de l'Organisation,

Rappelant sa résolution 726 (XXVII) d'avril 1992 relative au renforcement de la Commission économique

pour l'Afrique afin de lui permettre de faire face aux défis qui se posent à l'Afrique dans le domaine du développement dans les années 90, et en particulier les paragraphes 2 et 4 du dispositif de cette résolution, par laquelle elle exprimait son souhait de voir le Programme de travail et ordre de priorité du secrétariat contribuer de manière significative au développement de l'Afrique,

Ayant examiné le Plan à moyen terme révisé pour la période 1992-1997,

Ayant examiné également le projet de programme de travail et ordre de priorité pour la période biennale 1994-1995,

Convaincue que les propositions contenues dans le Plan à moyen terme révisé pour la période 1992-1997 et dans le projet de programme de travail et ordre de priorité pour la période biennale 1994-1995 font ressortir des changements importants visant à mettre l'accent sur les questions, les réalités et les caractéristiques propres à l'Afrique,

Félicitant le secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique pour l'approche novatrice qu'il a adoptée dans l'élaboration du Programme de travail et des activités qu'il contient,

1. Fait sien le programme de travail et ordre de priorité de la Commission pour la période biennale 1994-1995 tel que contenu dans le document E/ECA/CM.19/22;

2. Exhorte le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, en faisant ses propositions pour le budget-programme 1994-1995, à accorder une attention particulière aux besoins de développement de la région africaine en fournissant à la Commission économique pour l'Afrique des ressources suffisantes lui permettant d'assumer pleinement les responsabilités qui lui ont été assignées au titre du Programme 30: Coopération régionale pour le développement en Afrique du Plan à moyen terme pour la période 1992-1997;

3. Invite le Comité du programme et de la coordination, le Conseil économique et social et l'Assemblée générale à examiner favorablement le projet de programme de travail et ordre de priorité pour la période biennale 1994-1995, à leurs prochaines sessions.

285ème séance,
4 mai 1993.

768 (XXVIII). Institut africain de développement économique et de planification

La Conférence des ministres,

Rappelant ses résolutions 285 (XII) du 28 février 1975, 433 (XVII) du 30 avril 1982, 537 (XX) d'avril 1985, 574 (XXI) du 19 avril 1986, 612 (XXII) du 24 avril 1987 et 622 (XXIII) du 15 avril 1988, relatives au financement et au développement futur de l'Institut africain de développement économique et de planification,

Rappelant également ses résolutions 669 (XXIV) du 7 avril 1989 et 680 (XXV) du 19 mai 1990, par lesquelles elle lançait un appel à l'Assemblée générale pour que celle-ci approuve de toute urgence l'inscription de quatre postes essentiels pour l'Institut au budget ordinaire,

Ayant présente à l'esprit sa résolution 726 (XXVII) du 22 avril 1992 concernant le renforcement de la Commission économique pour l'Afrique face aux défis du développement de l'Afrique dans les années 90, par laquelle elle remerciait l'Assemblée générale d'avoir prévu pour l'Institut une subvention couvrant les coûts de quatre postes de la catégorie des administrateurs pendant la période biennale 1992-1993, lui permettant ainsi de contribuer au processus de renforcement de la capacité opérationnelle de la Commission, face aux défis qui se posent à l'Afrique dans les années 90,

Rappelant également les résolutions 1985/62 et 1990/72 du 26 juillet 1985 et du 27 juillet 1990 respectivement du Conseil économique et social, qui recommandaient notamment l'inscription de quatre postes essentiels de la catégorie des administrateurs au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, à titre de contribution au financement à long terme de l'Institut et pour permettre à celui-ci de faire face à ses programmes de travail et à ses fonctions de façon ininterrompue et soutenue,

Notant que le Corps commun d'inspection, après un examen approfondi de la situation de l'Institut, avait recommandé, dans son rapport de 1990 (JIU/REP/90/4), de créer huit postes permanents dans le budget ordinaire, afin de mettre fin au problème annuel de l'incertitude du budget de l'Institut et de faire contrepoids à la dépendance vis-à-vis du financement du Programme des Nations Unies pour le développement,

Consciente que la politique du Programme des Nations Unies pour le développement est de décourager le financement de postes essentiels dans des institutions telles que l'Institut africain de développement économique

et de planification et que le Programme des Nations Unies pour le développement appuie actuellement un projet préparatoire conçu pour améliorer les capacités opérationnelles de recherche, de formation de courte durée et d'établissement de réseaux, de services consultatifs et de contrôle de gestion,

Félicitant les Etats membres des efforts croissants qu'ils déploient pour honorer régulièrement leurs obligations envers l'Institut en s'acquittant de leurs quotes-parts,

Notant avec satisfaction que les ressources mises à la disposition de l'Institut sous forme de subvention pour le financement des quatre postes de la catégorie des administrateurs, de 1991 à 1993, ont été utilisées de manière productive et que les résultats récemment obtenus en matière de revitalisation de l'Institut et d'amélioration de ses capacités d'exécution de programmes n'auraient pas pu être réalisés sans ces ressources,

Prenant note avec intérêt des tentatives de plus en plus souvent réussies de se créer des revenus indépendants suivant des modalités variées et de mettre au point des projets opérationnels en vue d'un financement éventuel par divers organismes, d'aide bilatérale ou autres,

Convaincue qu'avec l'élargissement de ses domaines d'activité, qui s'étendront à des domaines liés à la gestion du développement en général, l'Institut jouera dans les prochaines années un rôle encore plus important dans la promotion d'un développement soutenu de l'Afrique;

Considérant que l'Institut est la seule institution régionale bilingue dans son genre en Afrique et qu'on peut mettre à son actif d'excellents services de formation et de recherche offerts aux pays africains dans le domaine du développement économique et de la planification,

Considérant également que les Etats membres et leurs organisations intergouvernementales sont de plus en plus demandeurs des services de l'Institut, en particulier de programmes de formation sur mesure,

Considérant encore que des institutions homologues des Nations Unies bénéficient de postes du budget ordinaire;

Consciente qu'il est urgent de rendre stable le financement des postes essentiels de l'Institut;

1. Lance un appel pressant à l'Assemblée générale pour qu'elle convertisse la subvention accordée à l'Institut africain de développement économique et de planification en postes permanents de la catégorie des administrateurs inscrits au budget ordinaire, comme proposé dans le projet de budget-programme de la Commission économique pour l'Afrique pour la période biennale 1994-1995;

2. Demande également à l'Assemblée générale de prévoir les autres types de ressources nécessaires à l'exécution du programme, comme il est demandé au titre de l'élément Institut africain de développement économique et de planification du projet de budget-programme de la Commission économique pour l'Afrique relatif à la période biennale 1994-1995;

3. Invite les Etats membres à appuyer, à la cinquième Commission de l'Assemblée générale et dans les autres instances compétentes, les demandes d'un minimum de quatre postes permanents de la catégorie des administrateurs en faveur de l'Institut, présentées dans le cadre du budget-programme de la Commission pour la période biennale 1994-1995;

4. Demande aux Etats membres de ne pas faillir dans leur soutien à l'Institut, en s'acquittant de leurs contributions et en recourant encore plus souvent aux divers types de services qu'il fournit;

5. Demande instamment au Secrétaire exécutif et à la direction de l'Institut de poursuivre leurs efforts pour mobiliser des ressources extrabudgétaires et autres ressources supplémentaires, afin de permettre à l'Institut de mener à bien ses programmes élargis.

285ème séance,
4 mai 1993.

769 (XXVIII). Renforcement du rôle de la Commission économique pour l'Afrique pour qu'elle assure la direction d'ensemble et la coordination des activités du système des Nations Unies, avec une perspective régionale en Afrique

La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 46/235 de l'Assemblée générale en date du 13 avril 1992 demandant que le Secrétaire général applique les mesures proposées dans son annexe, à savoir que les commissions régionales "notamment celles situées dans les pays en développement soient renforcées sur le plan de leurs activités et de leur participation aux activités opérationnelles des organismes des Nations Unies, eu égard aux objectifs globaux du processus de restructuration et de revitalisation...",

Rappelant également les résolutions 1992/51 : "Renforcement de la Commission économique pour l'Afrique pour qu'elle puisse relever les défis du développement de l'Afrique dans les années 90" et 1992/52 : "Restructuration et revitalisation des Nations Unies dans les secteurs économique et social : Renforcement du rôle et des

fonctions de la Commission économique pour l'Afrique", toutes deux adoptées le 31 juillet 1992,

Rappelant en outre la résolution 46/151 de l'Assemblée générale en date du 18 décembre 1991 qui établissait le nouveau Programme des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90, particulièrement la demande aux "Organisations et organes du système des Nations Unies.... pour qu'ils prennent les mesures appropriées pour mettre en oeuvre les engagements contenus dans le nouveau Programme" tels qu'énoncés aux paragraphes 39-40 et 42-43 de l'annexe de cette résolution,

Encouragée par l'intention déclarée du Secrétaire général de renforcer les commissions régionales en tant que bras régionaux d'un programme des Nations Unies intégré unique dans le domaine économique et social,

Ayant examiné les défis de longue date et nouveaux qui se posent à l'Afrique ainsi que les objectifs stratégiques pour le développement de l'Afrique dans les années 90 et au-delà,

Convaincue que la Commission économique pour l'Afrique a un rôle vital à jouer pour ce qui est d'aider et de coordonner les actions et mesures des pays africains visant à relever les défis et à réaliser les objectifs stratégiques,

1. Lance un appel au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale pour qu'ils fournissent un cadre législatif actualisé aux commissions régionales, concrétisant le processus de réorganisation d'envergure du système des Nations Unies, redistribuant les responsabilités parmi les entités et définissant le rôle des commissions régionales en tant que bras d'un programme unique des Nations Unies;

2. Lance un appel au Secrétaire général pour qu'il renforce l'équipe spéciale interorganisations qui regroupe les organismes du système des Nations Unies et les organisations régionales de premier plan en vue d'accroître l'efficacité grâce à une approche intégralement coordonnée de la planification des programmes, de l'allocation des ressources et de l'exécution pour répondre aux besoins de développement des pays africains;

3. Invite tous les organismes du système des Nations Unies opérant en Afrique à travailler en partenariat étroit avec la Commission économique pour l'Afrique dans le cadre de l'Equipe spéciale interorganisations surveillant l'exécution du nouveau Programme;

4. Lance un appel au Secrétaire général pour qu'il renforce grâce à des mesures spécifiques, le rôle de la Commission économique pour l'Afrique en tant que chef de file et coordonnateur des activités du système des

Nations Unies avec une perspective régionale visant à réaliser de façon rationnelle les objectifs stratégiques du développement de l'Afrique dans le cadre du nouveau Programme;

5. Demande au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de soumettre à la vingt-neuvième session de la Commission/vingtième réunion de la Conférence des ministres un rapport sur les décisions qui devront être prises à l'Assemblée générale en ce qui concerne la restructuration du système des Nations Unies dans les secteurs économiques et sociaux, y compris des mesures spécifiques pour le renforcement de la Commission économique pour l'Afrique.

287ème séance,
6 mai 1993.

DECLARATION : REPERCUSSIONS DES NEGOCIATIONS D'URUGUAY SUR LE COMMERCE AFRICAIN

Nous, Ministres africains responsables du développement économique et de la planification, réunis à l'occasion de la vingt-huitième session de la Commission économique pour l'Afrique/dix-neuvième réunion de notre Conférence du 3 au 6 mai 1993 à Addis-Abeba (Ethiopie), déclarons ce qui suit :

Nous avons constaté que les négociations d'Uruguay en cours sont les négociations commerciales les plus longues, les plus exhaustives et les plus complexes jamais entreprises dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), en ce sens qu'elles traitent tant des questions classiques relevant du GATT comme les tarifs douaniers et les mesures non tarifaires que de domaines nouveaux tels que la libéralisation du commerce des produits agricoles, des textiles et des vêtements, les aspects commerciaux des droits de propriété intellectuelle et les mesures d'investissement liées au commerce ainsi que des services.

Nous avons passé en revue les progrès accomplis dans les négociations commerciales multilatérales d'Uruguay, menées dans le cadre du GATT, et avons noté que ces négociations commencées en septembre 1986 avec la Déclaration ministérielle de Punta del Este, sont bloquées à leur dernier stade alors que de graves préoccupations des pays en développement demeurent en suspens.

Nous sommes conscients que la conclusion des négociations d'Uruguay pourrait avoir des répercussions profondes non seulement sur le commerce des biens et services des pays en développement, mais aussi sur le transfert de technologie à ces pays, et à l'Afrique en particulier.

Nous reconnaissons le lien étroit existant entre le développement, le commerce et les finances et savons que des faits défavorables intervenus dans ces domaines ont entravé le développement de l'Afrique.

Nous invitons les pays africains à adopter des positions communes vigoureuses sur les questions essentielles dans les négociations commerciales multilatérales en cours et futures, l'objectif étant de bien montrer au monde extérieur à quel point ils sont vulnérables dans le commerce international.

Nous lançons également un appel aux principales parties aux négociations d'Uruguay (les Etats-Unis d'Amérique, la Communauté européenne et le Japon) pour qu'elles oeuvrent pour le succès et l'aboutissement des négociations en tenant compte des intérêts des pays en développement, en particulier de ceux de l'Afrique, dans l'intérêt du monde entier.

Nous exhortons les principales parties aux négociations d'Uruguay à envisager d'inclure dans une annexe de l'Acte final des négociations d'Uruguay des préférences, des exceptions et des dérogations pour une période de transition bien définie pendant laquelle les pays africains appliqueraient des mesures de restructuration économique en vue de diversifier leurs secteurs de production et leurs exportations, renforcer leur compétitivité et accroître leur part dans le commerce mondial.

Nous invitons le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique et le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, le Directeur général du GATT à entreprendre des études sur les incidences que le régime commercial mondial qui résultera des négociations d'Uruguay pourrait avoir sur certains secteurs économiques bien définis des pays africains et sur le développement de l'ensemble de la région ainsi que des études sur des mesures concrètes propres à atténuer les effets néfastes d'un tel régime en vue de maximiser les opportunités commerciales qui pourraient résulter des négociations d'Uruguay en faveur de l'Afrique.

Nous invitons également le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, agissant en coopération avec le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, le Président de la Banque africaine de développement et le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement à aider les pays africains à élaborer, au moment approprié, des positions communes dans les négociations commerciales multilatérales.

Nous demandons au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de faire rapport à la Conférence des ministres africains du commerce ainsi qu'à la Conférence des ministres de la Commission sur les questions découlant des négociations commerciales multilatérales d'Uruguay menées dans le cadre du GATT.

Fait à Addis-Abeba (Ethiopie)
le 6 mai 1993

1/ Position commune africaine sur l'environnement et le développement adoptée à Abidjan (Côte d'Ivoire) le 14 novembre 1991, par.2.

2/ Position commune africaine, par. 60 e).

3/ Rapport de la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix, Nairobi, 15-26 juillet 1985 (publication des Nations Unies, numéro de vente F.85.IV.10), chap. I, section A.

4/ BOUTROS-GHALI, B., Agenda pour la paix : Diplomatie préventive, rétablissement de la paix et maintien de la paix (Rapport du Secrétaire général à la suite de la Déclaration adoptée par la Réunion au sommet du Conseil de sécurité le 31 janvier 1992), Nations Unies : New York, 1992.

5/ Voir document E/ECA/CM.19/19.

6/ E/CN.14/723;E/CN.14/ECO/164.

7/ DOC/UNTACDA/MIN/04/Rev.3, mars 1991.

**RAPPORT DE LA QUATORZIEME REUNION DU COMITE
TECHNIQUE PREPARATOIRE PLENIER
(26 AVRIL AU 2 MAI 1993)
TEL QU'ADOPTÉ PAR LA VINGT-HUITIEME SESSION DE LA COMMISSION/
DIX-NEUVIEME REUNION DE LA CONFERENCE DES MINISTRES**

A. Participation et organisation des travaux

1. La quatorzième réunion du Comité technique préparatoire plénier s'est tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) du 26 au 2 mai 1993. La réunion a été officiellement ouverte par Son Excellence Dr. Duri Mohammed, Ministre de la planification et du développement économique du Gouvernement de transition de l'Ethiopie. M. Layashi Yaker, Secrétaire général adjoint de l'ONU et Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique a aussi prononcé une allocution à la cérémonie d'ouverture. Le représentant du Kenya a proposé une motion de remerciement.

2. Ont assisté à la réunion les représentants des Etats membres de la Commission indiqués ci-après : Algérie, Angola, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Djibouti, Egypte, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée équatoriale, Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, République du Congo, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Swaziland, Tchad, Togo, Tunisie, Zaïre, Zambie et Zimbabwe.

3. Des observateurs des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies indiqués ci-après ont également assisté à la réunion : Autriche, Belgique, Canada, Chine, Cuba, Espagne, Fédération russe, France, Inde, Palestine, République islamique d'Iran, République fédérale d'Allemagne, République fédérale de Yougoslavie, Roumanie, et Turquie. La République démocratique de Corée, le Saint-Siège et la Palestine non membres de l'Organisation des Nations Unies, étaient aussi représentés par des observateurs.

4. Les organes et institutions spécialisées des Nations Unies indiqués ci-après étaient représentés : Département de la coordination des politiques et du développement durable du Secrétariat de l'ONU, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications (UNTACDA), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Programme des Nations Unies sur l'environnement (PNUE), Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), Centre des Nations Unies pour les établissements humains (CNUEH/Habitat), Programme alimentaire mondial (PAM), Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR),

Organisation internationale du Travail (OIT), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), Organisation mondiale de la santé (OMS), Banque mondiale, Union internationale des télécommunications (UIT), Organisation météorologique mondiale (OMM), Organisation maritime internationale (OMI), Fonds international de développement agricole (FIDA) et Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI).

5. L'Organisation de l'unité africaine (OUA) et la Banque africaine de développement étaient également représentées.

6. Les organisations intergouvernementales suivantes étaient représentées par des observateurs : Association des organisations de promotion commerciale, Organisation afro-asiatique pour la solidarité entre les peuples, Centre africain pour l'application de la météorologie au développement (ACMAD), Institut supérieur africain d'enseignement et de recherche techniques (AIHTTR), Centre régional africain de technologie (CRAT), Organisation régionale africaine de normalisation (ORAN), Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Institut de gestion pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe (ESAMI), Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL), Institut de formation et de recherche démographiques (IFORD), Institut africain de développement économique et de planification (IDEP) et Centre régional de formation aux levés aérospatiaux (RECTAS).

7. Des observateurs des organisations non gouvernementales suivantes étaient également présents : Environnement, développement et action dans le tiers-monde (ENDA), Lem Ethiopie, African Women's Development and Communications Network (FEMNET), Centre international pour l'élevage en Afrique (CIPEA) et Research and Development Forum for Science-Led Development in Africa (RANDFORUM), Forum des organisations bénévoles de développement africaines (FAVDO).

8. Le Comité a élu le Bureau suivant :

Président :	Cameroun
Premier Vice-Président :	Malawi
Deuxième Vice-Président :	Guinée
Rapporteur :	Tunisie

9. Le Comité a, en outre, établi un comité des résolutions à composition non limitée dont les membres principaux étaient les suivants : Algérie, Angola, Burundi, Côte d'Ivoire, Djibouti, Egypte, Ethiopie, Kenya, Malawi, Maroc, Niger, Nigéria, République du Congo, Rwanda, Sénégal et Tchad.

B. Ordre du jour

10. Le 26 avril 1993, le Comité a adopté l'ordre du jour suivant :

Thème de la Conférence :

**L'entrée de l'Afrique dans le vingt et unième siècle :
Mise en oeuvre du Traité d'Abuja instituant
la Communauté économique africaine
et de l'Agenda 21**

1. Ouverture de la réunion.
 - Minute de silence
2. Election du bureau.
3. Adoption de l'ordre du jour.

PREMIERE PARTIE

Les perspectives de développement socio-économique de l'Afrique

4. a) Rapport économique sur l'Afrique 1993;
- b) Objectifs stratégiques pour le développement socio-économique de l'Afrique dans les années 90;
- c) Stratégies de mobilisation de ressources financières pour le développement de l'Afrique dans les années 90;
- d) Restructuration et revitalisation de l'Organisation des Nations Unies : Renforcement de la Commission économique pour l'Afrique pour qu'elle puisse relever les défis des années 90.

DEUXIEME PARTIE

Mise en oeuvre du Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine

5. Propositions pour la mise en oeuvre du Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine.

TROISIEME PARTIE

L'Afrique après Rio : Mise en oeuvre de l'Agenda 21 et de la Position commune africaine sur l'environnement et le développement

6. Stratégies africaines proposées pour la mise en oeuvre de l'Agenda 21 adopté par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement : une proposition
 - a) Eléments essentiels du Programme africain pour l'environnement et le développement et stratégies pour les traiter;

- b) Mise en oeuvre des stratégies africaines : mise en place de capacités et ressources nécessaires;
- c) Approches africaines pour les négociations sur la convention relative à la lutte contre la désertification.

QUATRIEME PARTIE

Questions en matière de coopération régionale pour le développement en Afrique

7. a) Développement humain en Afrique :
 - i) Programme pour l'application du Cadre régional pour la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines en Afrique;
 - ii) Rapport intérimaire sur la création du Fonds africain pour la jeunesse;
- b) Programme de gestion du développement pour les années 90 et au-delà :
 - Programme stratégique pour la gestion du développement en Afrique au cours des années 90;
- c) Préparatifs de la Conférence internationale sur la population et le développement en 1994 : Position africaine sur les questions dont est saisie la Conférence;
- d) Préparatifs du Sommet social mondial de 1995;
- e) Répercussions des négociations d'Uruguay en cours sur le commerce africain
- f) Transformation de l'infrastructure et des structures:
 - i) Harmonisation de la mise en oeuvre de la deuxième IDDA et de la deuxième UNTACDA;
 - ii) Rapport sur la Fondation africaine pour la recherche et le développement qu'il est envisagé de créer (AFRAND);
- g) Promotion de la femme en Afrique :
 - Rapport intérimaire sur la création de la Fédération africaine des femmes entrepreneurs; la Banque africaine pour les femmes et les préparatifs de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes;
- h) Rationalisation et harmonisation des institutions parrainées par la CEA;
- i) Renforcement du programme de coopération technique de la CEA : Groupe consultatif multidisciplinaire régional de la CEA (ECA-MRAG).

CINQUIEME PARTIE

Questions concernant les organes statutaires

8. a) Examen du mécanisme intergouvernemental de la Commission;

- b) Questions émanant d'organes subsidiaires et d'organes sectoriels de la Commission appelant une décision de la Conférence des ministres.

SIXIEME PARTIE

Programme de travail et ordre de priorité de la Commission

- 9. a) Première révision : Plan à moyen terme 1992-1997;
- b) Projet de programme de travail et ordre de priorité pour la période 1994-1995;
- c) Evaluation du programme à la Commission économique pour l'Afrique.

SEPTIEME PARTIE

Conférence pour les annonces de contributions au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique (FASNUDA)

- 10. Programme de coopération technique au titre du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique.
- 11. Questions diverses.
- 12. Date et lieu de la quinzième réunion du Comité technique préparatoire plénier.
- 13. Adoption du rapport.
- 14. Clôture de la réunion.

C. CEREMONIE D'OUVERTURE

Allocutions d'ouverture

11. Dans son allocution d'ouverture, S.E. M. Duri Mohammed, Ministre de la planification et du développement économique dans le Gouvernement de transition de l'Ethiopie, après avoir souhaité la bienvenue aux participants à la réunion, a fait observer que des efforts étaient nécessaires pour éviter que l'Afrique soit marginalisée dans l'économie mondiale et les affaires internationales. Comme la cause de la situation difficile de l'Afrique était l'échec de son économie, c'était dans le progrès économique que résidait la solution. Si les Etats membres voulaient que leur population continuât de croire qu'une amélioration de son niveau de vie était possible, leurs méthodes de gouvernement, leurs systèmes de communication et la société tout entière devaient donner la priorité à l'augmentation de leur capacité de production.

12. M. Duri a noté que si les Etats membres ne trouvaient pas rapidement des réponses aux questions relatives au système de gouvernement, aux attitudes sociales et aux types d'éducation propres à promouvoir le progrès économique, il y avait un danger réel de voir l'Afrique dépassée par le reste du monde. Le monde verrait alors en Afrique un ensemble d'économies chroniquement défailtantes, incapables d'assurer la subsistance des populations.

Le monde pourrait également finir par considérer les sociétés africaines comme des entités politiques ingouvernables constamment en proie aux luttes intestines.

13. Se référant au document intitulé *Résumé analytique des questions dont est saisie la Conférence*, M. Duri a souligné que les pays africains devaient intensifier leurs efforts pour mobiliser les ressources nationales et renforcer leur efficacité économique et leur productivité dans l'utilisation de leurs ressources limitées. Il a également souligné qu'il était important d'apporter un soutien moral enthousiaste aux réformes politiques et économiques en Afrique et a mis l'accent sur le rôle crucial que pouvait jouer la communauté internationale en assurant des flux suffisants de ressources financières vers l'Afrique.

14. M. Duri a fait observer que tous les pays membres reconnaissaient certes l'importance de la solidarité africaine, qui est consacrée par le Plan d'action de Lagos, mais que les Etats africains devaient accorder plus d'attention aux questions économiques au niveau national. Les stratégies régionales devaient galvaniser la coopération au niveau du continent, par exemple, par le biais du Traité d'Abuja dont l'application devrait déboucher sur l'avènement de la Communauté économique africaine.

15. Evoquant le cas de son pays, le Ministre a déclaré que l'Ethiopie était tout à fait consciente qu'il était dangereux de traiter l'environnement avec mépris, l'économie éthiopienne étant encore dominée par une agriculture paysanne à faible productivité qui n'avait pratiquement pas évolué entre 1974 et 1991. Le défi à relever consistait donc à accroître les rendements et la production agricole sans pour autant dépasser la capacité limite de la terre. Abordant l'histoire récente de l'Ethiopie, il a indiqué que la guerre civile, des politiques économiques erronées et des catastrophes naturelles avaient ravagé l'économie de sorte que la première tâche du Gouvernement de transition avait consisté à réparer les dégâts avant de remettre l'économie sur la voie d'une croissance économique soutenue et durable. A long terme, la stratégie de son pays tendait à ce que l'Etat cède les commandes de l'économie. Tout en continuant d'être globalement responsable du progrès économique, le Gouvernement aurait essentiellement un rôle de régulateur ne s'occupant que de certains services économiques et sociaux. Les autres décisions économiques seraient laissées aux agents économiques privés - ménages, sociétés et exploitations agricoles. La première mesure prise dans le sens de cette division fructueuse du travail a consisté à se servir de la politique macro-économique pour établir les équilibres intérieurs et extérieurs et assurer une utilisation efficace des fonds publics. M. Duri a ensuite expliqué que son pays considérait que le secteur rural pouvait être la locomotive de l'économie dès lors que les agriculteurs étaient à présent libres de choisir ce qu'ils voulaient produire, les quantités à produire, les techniques à utiliser et les volumes à commercialiser. Il appartenait à présent au Gouvernement de lever tout obstacle au progrès technique.

16. Pour conclure, le Ministre a exprimé l'espoir que le développement du secteur rural permettrait de faire face au problème du chômage qui était dû essentiellement à l'accroissement rapide de la population de son pays. Le modèle fondé sur le développement industriel ne pouvait résoudre ce problème, mais le Gouvernement éthiopien étudiait, à cet égard, des mesures supplémentaires. Évoquant la question de l'aide humanitaire, il a appelé l'attention sur les changements qui intervenaient dans la dimension et la nature des organisations non gouvernementales qui étaient le principal intermédiaire par lequel transitaient les dons. Les ONG aspiraient à être plus qu'une source de fonds caritatifs, souhaitant contribuer au développement à long terme. M. Duri a lancé un appel pour que cette aspiration soit prise au sérieux et que des efforts soient déployés afin de maximiser les flux de ressources acheminées par les ONG.

17. Dans son allocution d'ouverture, M. Layashi Yaker, Secrétaire général adjoint de l'Organisation des Nations Unies et Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, a souligné l'importance du Comité technique préparatoire plénier en tant qu'organe clef dans le mécanisme intergouvernemental de la Commission. Il a affirmé sa ferme volonté de collaborer étroitement avec ses membres pour la continuation des réalisations prestigieuses qu'il avait à son actif en tant que source d'idées nouvelles et d'innovations et pourfendeur de l'orthodoxie dans la défense des intérêts économiques et de l'intégrité de l'Afrique.

18. Le Secrétaire exécutif a fait observer que le thème de la dix-neuvième réunion de la Conférence des ministres de la CEA, *"Entrée de l'Afrique dans le vingt et unième siècle : Mise en oeuvre du Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine et de l'Agenda 21"* répondait à deux grands impératifs de l'époque actuelle - l'intégration régionale et le développement écologiquement durable. Ces deux éléments représentaient deux moyens importants de faire face au principal défi que l'Afrique avait à relever : briser le cercle vicieux de la stagnation de l'économie africaine et engager le continent dans la voie d'une croissance et d'un développement accélérés et durables. Un nombre de questions figurant à l'ordre du jour chargé de la réunion en cours étaient précisément axées sur la recherche de nouvelles procédures et sur l'engagement de toutes les parties concernées pour l'application de mesures concrètes visant à promouvoir la croissance et la transformation économique.

19. Le Rapport économique de 1993 soulignait combien il était urgent de poursuivre les efforts de développement économique. Selon les indicateurs figurant dans le rapport, il était évident que les résultats socio-économiques de l'Afrique durant les trois premières années de la décennie laissaient beaucoup à désirer. Cette situation peu reluisante était surtout imputable aux déséquilibres structurels chroniques des économies africaines. Des conflits sociaux et politiques destructeurs et sources de perturbations avaient gravement endommagé une infrastructure

fragile. Il était espéré que les efforts en vue du rétablissement de la paix dans les pays concernés seraient consolidés durant l'année, ce qui permettrait de préparer le terrain à la reconstruction, au relèvement et à la réconciliation.

20. Le Secrétaire exécutif a noté que le contexte du développement socio-économique de l'Afrique dans les années 90 serait très différent de celui de la décennie passée. Il serait modelé par les changements, aussi bien politiques qu'économiques, qui s'étaient opérés depuis la fin de la guerre froide. La question cruciale qui se posait était celle de savoir comment s'adapter à ces changements et comment les gérer pour réaliser les objectifs de l'Afrique en matière de développement. C'était pour cette raison qu'un document directif intitulé *"Objectifs stratégiques pour le développement de l'Afrique dans les années 90"* avait été établi pour la Conférence. Un certain nombre d'objectifs stratégiques à la réalisation desquels les populations, les gouvernements et les institutions africaines devaient s'atteler avec une plus grande détermination avaient été identifiés dans le rapport. Parmi ces objectifs figuraient : un cadre continental négocié pour la sécurité, la stabilité et la paix au niveau régional, la création de la Communauté économique africaine, la participation active à tous les processus mondiaux en cours, un programme détaillé pour le renforcement des moyens humains, la redéfinition du rôle de l'Etat en Afrique, le développement durable du potentiel agricole du continent, le développement durable de sa base industrielle, l'amélioration de l'infrastructure continentale en matière de transports, de communications et d'énergie, une nouvelle approche pragmatique de la coopération extérieure de l'Afrique et la mobilisation des capitaux requis.

21. La réalisation de ces objectifs nécessiterait un engagement politique, des sacrifices et un environnement économique international propice ainsi que des ressources financières. Les pays africains devraient en particulier redoubler d'efforts pour mobiliser les ressources intérieures et améliorer l'efficacité de leur utilisation. C'est pour aider les Etats membres dans ce domaine que le secrétariat avait établi un document intitulé *"Stratégies pour la mobilisation des ressources financières pour le développement de l'Afrique dans les années 90"*. Une conclusion importante du rapport était que, compte tenu de l'objectif de croissance de 6 % fixé dans le nouveau Programme des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90, les 51 Etats membres de la CEA auraient besoin de ressources financières extérieures d'un montant de 950 milliards de dollars des Etats-Unis pendant la période 1993-2005. La responsabilité de la mobilisation de ces ressources incombait à la fois aux populations et gouvernements africains d'un côté, et aux partenaires de l'Afrique dans le processus de développement, de l'autre.

22. Le Secrétaire exécutif a noté que presque deux années s'étaient écoulées depuis la signature du Traité historique d'Abuja instituant la Communauté économique africaine. Au cours de cette période, les trois principales

organisations régionales de l'Afrique - OUA, CEA et BAD - avaient, dans le cadre du mécanisme du secrétariat conjoint, étroitement collaboré pour mettre en oeuvre le Traité. Le Comité devrait donner des directives quant à la manière de renforcer la collaboration entre ces organisations ainsi qu'avec d'autres organismes participant à l'application du Traité, grâce à une répartition rationnelle des responsabilités. En outre, la réunion offrait une excellente occasion d'examiner collectivement les implications et d'assurer le suivi du Sommet de la Terre de Rio. Les dispositions de l'Agenda 21 stipulaient que le redressement économique, la croissance, la transformation et le développement ainsi que l'amélioration des niveaux de vie devraient être réalisés dans un environnement sain et de façon durable.

23. Soulignant qu'il était nécessaire que l'Afrique établisse un équilibre entre l'intégration économique pour l'exploitation efficace des ressources et l'utilisation durable de celles de la région, le Secrétaire exécutif a préconisé que l'Afrique veille simultanément à disposer de façon adéquate de ressources humaines qualifiées et de ressources institutionnelles appropriées pour promouvoir le type de développement voulu. Dans ce contexte, des stratégies pour la promotion des femmes devraient être formulées et mises en oeuvre. La Déclaration d'Abuja sur le développement participatif : Rôle de la femme dans les années 90 représentait un cadre important pour intensifier les activités en faveur des femmes.

24. Le Secrétaire exécutif a souligné qu'il était extrêmement important de renforcer les compétences en matière de gestion dans le secteur public. A cet égard, le programme stratégique pour la gestion du développement en Afrique dans les années 90 constituait une importante initiative visant à promouvoir cet objectif.

25. Le Secrétaire exécutif a évoqué les grandes conférences internationales prévues pour les années à venir. Il a exhorté les pays africains à y participer au plus haut niveau à partir d'une position commune. Il a noté qu'en examinant le rapport sur les incidences des négociations d'Uruguay en cours sur le commerce africain, les participants à la réunion souhaiteraient peut-être émettre des réserves à propos de leurs résultats éventuels et proposer d'autres options à la place des dispositions proposées au cours des pourparlers. Il attendait des participants à la session en cours de la Commission qu'ils envoient à la Conférence internationale sur le développement de l'Afrique prévue à Tokyo (Japon) en octobre 1993, un message convaincant soulignant la nécessité pour l'Afrique de voir sa dette réduite, de bénéficier d'une aide publique au développement plus importante et d'un accès accru aux marchés des nations industrialisées à des conditions améliorées.

26. En conclusion, le Secrétaire exécutif a souligné qu'en application de la résolution 726 (XXVII) de la Commission adoptée à la dernière session de la Conférence, le secrétariat avait étudié la possibilité de regrouper

les conférences autour de thèmes spécifiques dans un but de rationalisation, afin de réduire au minimum les doubles emplois, de concentrer les ressources et d'encourager une participation au plus haut niveau. A cet égard, le document intitulé *"Nouvelle structure proposée pour le mécanisme intergouvernemental de la Commission"* était présenté pour examen. De même, une étude sur le renforcement et la rationalisation des institutions parrainées par la CEA avait été établie. Le secrétariat s'efforçait de renforcer ses capacités et d'améliorer la qualité de ses produits, y compris ses publications, la communication avec les Etats qu'il desservait ainsi que d'organiser les carrières de son personnel. La CEA avait lancé une nouvelle stratégie dynamique en vue de resserrer ses liens avec les partenaires qui finançaient traditionnellement ses activités extra-budgétaires et d'entrer en relation avec des donateurs potentiels. La CEA attendait de ses Etats membres eux-mêmes qu'ils démontrent leur attachement au principe de l'autosuffisance en faisant des annonces de contribution au FASNUDA pour appuyer le programme de coopération technique de la CEA.

27. Le représentant du Kenya a présenté une motion de remerciements au nom de ses collègues. Il a remercié S.E. M. Duri Mohammed de sa déclaration, dans laquelle il avait décrit les efforts que déployait le Gouvernement de transition de l'Ethiopie en vue de l'édification de la nation éthiopienne et de la démocratisation, et a passé en revue les principaux problèmes économiques que rencontrait l'Afrique. Il a exprimé sa gratitude au Président du Gouvernement de transition de l'Ethiopie, S.E. M. Meles Zenawi ainsi qu'au Gouvernement et au peuple éthiopiens pour l'hospitalité réservée aux représentants et pour leur courtoisie. Finalement, il a remercié le Secrétaire exécutif de sa déclaration ainsi que le secrétariat de la Commission pour la qualité des documents, leur nombre restreint et pour les efforts déployés afin que la plupart d'entre eux parviennent aux participants bien avant la réunion.

D. Compte rendu des travaux

PREMIERE PARTIE LES PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE

Rapport économique sur l'Afrique 1993 [point 4 a) de l'ordre du jour]

28. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Comité a examiné le document E/ECA/CM.19/3 intitulé *"Rapport économique sur l'Afrique 1993"*. Il a félicité le secrétariat pour la qualité du document.

29. Le Comité a examiné l'évaluation la plus récente faite par la CEA des résultats économiques réalisés par l'Afrique en 1992 et des perspectives pour 1993. Il a observé que les résultats économiques de 1992 demeuraient encore faibles, la production réelle totale de la

région n'ayant enregistré qu'une croissance de 1,5% venant après une croissance de 2,3% du PIB en 1991. Des conflits politiques d'ampleur et d'intensité variées ont eu des répercussions négatives sur les économies des Etats membres en 1992. D'autres facteurs ont contribué aux mauvais résultats, à savoir: les sévères effets de la sécheresse, en particulier en Afrique de l'Est et en Afrique australe et, dans une moindre mesure, en Afrique du Nord; des défauts structurels profondément implantés et les incidences négatives de politiques économiques inadaptées; le fardeau de l'endettement et les flux inverses de ressources; les piètres résultats enregistrés sur le plan des exportations et la détérioration des termes de l'échange; la lenteur de la croissance de l'investissement et les réductions massives opérées dans les programmes d'investissement.

30. Le Comité a noté toutefois avec satisfaction qu'en dépit d'une croissance plutôt faible de la production dans une majorité écrasante de pays africains, une poignée d'entre eux avait réalisé des taux de croissance appréciables en 1992. A l'échelle sous-régionale, les meilleurs résultats ont été obtenus par l'Afrique de l'Ouest, où la production a augmenté de 3,3% en 1992. Les taux de croissance de la production ont été de nouveau négatifs en Afrique centrale, où le PIB a connu une baisse estimée en moyenne à 1,2% faisant suite à un déclin de 1,5% enregistré en 1991. En Afrique du Nord (y compris le Soudan), les taux de croissance ont été insuffisants dans l'ensemble, le PIB ne progressant que de 2,1%. La sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, qui a souffert d'une grave sécheresse, de la guerre et de conflits intérieurs, allant jusqu'à l'effondrement total de la société organisée et de l'administration centrale dans certains pays, a enregistré un déclin de 2,2% de sa production totale. Le Comité a pris note des mauvais résultats réalisés par l'agriculture en 1992, imputables en très grande partie à la sécheresse dévastatrice qui a sévi en Afrique de l'Est et en Afrique australe au cours de l'année, à la baisse de la production agricole de l'Afrique du Nord et, dans une certaine mesure, au ralentissement de la croissance de la production agricole de l'Afrique de l'Ouest. Le secteur des industries extractives africaines a connu une crise sévère, la tendance au déclin s'étant maintenue en 1992. Comme lors des années précédentes, l'utilisation de la capacité du secteur manufacturier est restée faible, se situant entre 30 et 50% dans la plupart des pays de la région, en raison de goulets d'étranglement structurels tels qu'une forte dépendance vis-à-vis des importations et des limitations liées aux programmes d'ajustement structurel.

31. Par ailleurs, le Comité s'est penché sur l'évolution du secteur du commerce extérieur. Les cours des produits de base ont continué de chuter en 1992, même si le rythme a été beaucoup plus lent. La baisse des cours moyens des produits de base a été de 1,3% en 1992, contre 14,3% en 1991. Par ailleurs, la dette extérieure a atteint 92,6% du PIB régional, soit un pourcentage légèrement inférieur aux 94% enregistrés en 1991. Le service

de la dette a représenté 23,7% des recettes d'exportation de biens et services. Cela s'explique partiellement par la réduction de 1 milliard de dollars du montant de la dette. En 1992, les sorties de capitaux hors de l'Afrique avaient été aggravées par les incertitudes politiques, liées au processus de transition vers la démocratie. Parallèlement, selon les estimations de la Banque mondiale, les flux nets de capitaux à long terme à destination de l'Afrique subsaharienne pour 1992 ont représenté 17,8 milliards de dollars, soit 100 millions de dollars de moins qu'en 1991. Dans le domaine social, le Comité a souligné le fait que les problèmes économiques de la région ainsi que le maintien des programmes classiques d'ajustement structurel compromettaient les efforts entrepris pour satisfaire les besoins de base de la société et améliorer les conditions de vie en Afrique. Il a fait valoir en particulier les méfaits socio-économiques des compressions d'effectifs dans le secteur public, qui se traduisent par un chômage accru et a souligné qu'il s'imposait de traiter le chômage comme un indicateur au même titre que les autres.

32. Le Comité a constaté que, dans de nombreux pays, le développement socio-économique continuait d'être ralenti par des conflits internes et par des guerres civiles sans fin. Il a souligné que les Etats membres devaient impérativement éliminer les sources de ces conflits. A cet égard, il les a engagés à consacrer l'attention qui se doit aux mesures recommandées dans l'Agenda pour la paix.

33. Le Comité a estimé que les prévisions pour 1993 étaient plutôt optimistes compte tenu des résultats réels de 1992. Malgré cela, le taux de croissance prévu était très inférieur à l'objectif indiqué par le Nouveau Programme des Nations Unies pour le développement de l'Afrique, de 6% par an pendant les années 90. Les résultats économiques obtenus dans le passé montraient qu'il convenait de trouver des solutions concrètes pour réaliser les objectifs énoncés dans le Nouveau Programme. Le Comité a recommandé de prendre des mesures aux niveaux national, sous-régional et régional pour pallier les méfaits des aléas climatiques sur la production agricole. Les pays africains devraient, dans les efforts qu'ils déploient pour rendre le secteur de l'agriculture moins tributaire des conditions météorologiques, s'inspirer des expériences d'autres comme le Maroc.

34. Examinant les principales mesures économiques prises au niveau national, le Comité a reconnu que bien que les différents programmes d'ajustement structurel en cours aient eu des incidences sociales néfastes, ils avaient néanmoins permis de rétablir la stabilité macro-économique dans quelques pays. A cet égard, il a déploré les incidences sociales négatives des programmes classiques d'ajustement structurel. Le taux de chômage était alarmant et il était indispensable d'appliquer des programmes effectifs de réaffectation parallèlement aux programmes de compression des effectifs du secteur public. Par ailleurs, les participants ont observé que la plupart des pays africains, dans leur recherche de politiques de stabilisation, ne se reportaient pas souvent au Cadre africain de

référence pour les programmes d'ajustement structurel (CARPAS), qui avait été adopté par les Etats membres de la Commission.

35. Le Comité a pris note avec satisfaction de l'analyse des problèmes contenue dans le rapport, en faisant toutefois remarquer qu'il fallait mettre en évidence les réalisations positives chaque fois que c'était possible.

36. Le Comité a pris note de la déclaration de la délégation libyenne concernant les effets de l'embargo décrété par le Conseil de sécurité dans sa résolution 748 (1992) sur les résultats économiques du pays. Elle a noté que le rapport du secrétariat sur les résultats économiques réels en Afrique pour 1992 et les prévisions pour 1993 ne mentionnait pas les difficultés que traversait son pays en raison de l'embargo ni ses effets sur le développement économique de celui-ci.

37. Le Comité a invité les Etats membres qui avaient signalé des écarts entre les données présentées dans le rapport et les données nationales à mettre à la disposition du secrétariat de la CEA toutes les données et informations statistiques à jour concernant leurs pays respectifs pour qu'elles soient incluses dans le rapport économique.

38. Le Comité a pris note du document compte tenu des observations susmentionnées.

Objectifs stratégiques pour le développement économique de l'Afrique dans les années 90 [point 4 b)]

39. Au titre de ce point de l'ordre du jour, la réunion a examiné le document E/CEA/CM.19/4 intitulé "Objectifs stratégiques pour le développement de l'Afrique". Le Comité a noté que le document était important et venait à son heure. La CEA était établie depuis 35 ans et 30 années s'étaient écoulées depuis la signature de la Charte de l'OUA. Ces deux institutions avaient été créées pour promouvoir le développement économique, l'intégration régionale et la coopération politique. Trente ans après cependant, les résultats de l'Afrique en matière de développement et de coopération économiques n'étaient vraiment pas brillants. D'un bout à l'autre du continent, les pays se débattaient dans une situation économique difficile.

40. Le Comité a noté qu'au cours des années 90, les objectifs sur lesquels les efforts de l'Afrique et de ses partenaires dans le développement devaient se concentrer étaient les suivants : un cadre continental négocié pour la sécurité, la stabilité et la paix régionales; la mise en oeuvre du Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine; la participation effective à tous les processus de négociations mondiales en cours; un programme global pour la mise en place des capacités humaines; la redéfinition du rôle de l'Etat en Afrique; le développement durable du potentiel agricole du continent; le développement durable de la base industrielle; l'améliora-

tion des infrastructures du continent en matière de transports, de communications et d'approvisionnement en énergie; une nouvelle approche pragmatique de la coopération extérieure pour l'Afrique; la mobilisation des investissements requis.

41. Le Comité a noté que les objectifs stratégiques identifiés dans le document étaient une synthèse des objectifs de développement figurant dans diverses stratégies et plans d'action pour le développement depuis la Déclaration de Monrovia (1979) jusqu'au nouveau Programme des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 (1980) en passant par le Plan d'action de Lagos et a noté que le document présenté plaçait ces objectifs qui avaient été établis de longue date, dans le contexte de l'évolution récente en Afrique et dans le monde. Il a également noté que la bonne réalisation des objectifs stratégiques de développement exigeait l'engagement politique au niveau le plus élevé dans les Etats membres et que les ressources nécessaires devaient être mobilisées localement et auprès de sources extérieures.

42. Le Comité a noté l'impact de la mondialisation et fait observer que l'économie mondiale devenait de plus en plus compétitive. Pour leur part, les pays africains introduisaient la démocratie et d'autres réformes tout en appliquant des programmes d'ajustement structurel pour libéraliser leurs économies. Il convenait par conséquent de considérer l'Afrique comme une région en transition - à l'instar d'autres régions subissant une restructuration politique et économique radicale comme par exemple l'Europe de l'Est et l'ex-Union soviétique. A ce titre, l'Afrique devrait bénéficier d'une assistance économique accrue tout comme d'autres régions en transition. Le Comité a fait observer que malgré les efforts considérables déployés par l'Afrique pour opérer des réformes, l'assistance qu'elle recevait de la communauté internationale n'était qu'une fraction des ressources qui étaient réservées pour les autres économies en transition.

43. Le Comité a demandé que le dialogue entre l'Afrique et ses partenaires extérieurs dans le développement soit intensifié afin d'obtenir un soutien international accru aux stratégies de développement de l'Afrique. A cet égard, il a bien accueilli la Conférence internationale de Tokyo prévue en octobre 1993. Cette Conférence serait une occasion importante pour la communauté internationale de réaffirmer la solidarité et le soutien au niveau international en faveur du développement de l'Afrique et de s'engager à cet égard. Le Comité a souligné que ce n'était que dans la solidarité internationale avec l'Afrique, en l'aidant par exemple sur la voie du développement durable et de la croissance économique pour qu'elle relève les revenus personnels moyens par rapport à leur faible niveau actuel, que des concepts tels que "Notre avenir commun" pouvaient avoir un sens. Il a été noté que l'Afrique était prête à établir des relations avec la communauté internationale sur la base du respect mutuel de la démocratie, des droits de l'homme et de l'économie de marché. Un tel dialogue pourrait être fructueux sur des

questions telles que les suivantes : mesures audacieuses pour réduire le lourd fardeau de la dette de l'Afrique; stabilisation des recettes d'exportation de l'Afrique grâce à l'ouverture des marchés, assistance à l'Afrique pour l'aider à diversifier sa base de production et amélioration des termes de l'échange; stratégies de développement pour les pays les moins avancés.

44. Le Comité a cependant souligné que c'était aux Africains eux-mêmes de mettre un terme à la marginalisation de leur continent en s'intégrant plus complètement dans l'économie mondiale en vue de récolter des fruits. La mobilisation de ressources intérieures était capitale pour la réalisation des objectifs de développement de l'Afrique. Le Comité a réaffirmé que c'était aux peuples et gouvernements africains qu'il revenait en premier lieu de traduire ces idées dans la pratique. Les pays africains peuvent jouer un rôle à cet égard en terminant et en prévenant les conflits intérieurs dans tous les pays africains, ce qui permettrait de réduire les dépenses militaires; en parvenant à un large consensus national sur les objectifs et les priorités du développement économique et en restructurant les économies nationales pour accroître la productivité; en favorisant la démocratie, la participation populaire et en appliquant le principe de l'obligation de rendre compte au cours du processus du développement socio-économique de l'Afrique bien qu'il soit reconnu que la façon dont ce consensus est exprimé puisse différer d'un pays à l'autre. Le Comité a constaté que l'Afrique était un riche continent dont les ressources humaines et naturelles n'étaient pas utilisées de façon optimale.

45. Il a en outre souligné que le développement de l'Afrique pourrait être accéléré davantage par des mesures telles que la libération de l'initiative privée créatrice et la stimulation de la productivité pour que l'Afrique devienne compétitive dans l'économie mondiale; la mise en valeur globale des ressources humaines; l'amélioration de la santé de la population pour réduire les années de productivité perdue; l'adaptation de la science et de la technique aux conditions locales; l'amélioration des réseaux de transports, de communications et des systèmes d'approvisionnement énergétiques; le développement du potentiel agricole de l'Afrique en vue d'assurer la sécurité alimentaire et mettre un terme à la malnutrition.

46. Soulignant l'importance qu'il y a à intégrer les 51 économies nationales isolées de l'Afrique, le Comité a noté avec satisfaction que la BAD avait réservé des ressources pour le financement de projets multinationaux visant à consolider la coopération régionale. Le Comité a également noté que la CEA ainsi que l'OUA et la BAD coopéraient étroitement dans le cadre de leur Secrétariat conjoint créé en 1989 par une résolution de l'OUA pour promouvoir la mise en oeuvre du Traité d'Abuja. Le Comité a également noté l'importance de la coopération économique et technique Sud-Sud dans la réalisation des objectifs stratégiques.

47. Le Comité a pris note du document compte tenu des observations susmentionnées et adopté le projet de résolution 1(XIV).

Stratégies pour la mobilisation de ressources financières pour le développement de l'Afrique dans les années 90
[point 4 c) de l'ordre du jour]

48. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Comité a examiné le document E/ECA/CM.19/5, version préliminaire d'une étude sur les stratégies proposées pour la mobilisation de ressources financières intérieures et extérieures par les Etats membres pour la mise en oeuvre du nouveau Programme des Nations Unies pour le développement de l'Afrique durant la période 1993-2005. Les besoins de financement extérieur de l'Afrique durant la période sont estimés à 950 milliards de dollars dont 490 milliards pour les obligations au titre du service de la dette et 460 milliards de dollars pour les investissements. Quant aux ressources financières locales requises, le Comité a noté que pour atteindre l'objectif de croissance fixé dans le nouveau Programme des Nations Unies pour le développement de l'Afrique en l'an 2005, le taux d'investissement intérieur brut devrait passer à 26 % du PIB en 1993, 40,7 % en 1998 et 37,3 % en l'an 2005 pour les pays à faible revenu. Cela impliquerait que le taux d'épargne intérieur brut passe à 20,5 % du PIB en 1993, 26,1 % en 1998 et 19,5 % en 2005. Les ressources intérieures en dollars courants devraient augmenter, passant de 29,7 milliards en 1993 à 39,8 milliards en 1998 et 47,6 milliards en l'an 2005. Ainsi, entre 52 et 78 % du taux d'investissement intérieur brut devrait être financé sur l'épargne intérieure. Pour les pays à revenu élevé le taux d'investissement intérieur brut devrait augmenter de 24,4 % du PIB en 1993, de 32,8 % en 1998 et de 33,5 % en l'an 2005. Cela impliquerait que le taux d'épargne brut intérieur passe à 22,9 % en 1993, 28,6 % en 1998 et 31,4 % en l'an 2005. En dollars courants, les ressources intérieures devraient augmenter, passant de 46,3 milliards en 1993 à 69,3 milliards en 1998 et à 124,2 milliards en l'an 2005. La part de l'épargne intérieure dans l'investissement intérieur brut varierait entre 87 % et 93 %.

49. Le Comité a souligné les rôles importants des secteurs public et privé africains dans la stimulation du taux d'épargne globale pour l'investissement productif. Le Comité a exhorté les Etats membres à s'inspirer de l'expérience des pays d'Asie qui, en dépit de faibles revenus comparables, ont porté leur taux d'épargne à 30 % et dégagé ainsi des ressources intérieures affectées à l'investissement. Il a noté que l'énorme dette extérieure de l'Afrique a imposé une grave contrainte sur son développement. Il fallait que les pays africains négocient avec leurs créanciers et leurs partenaires dans le développement en vue d'obtenir des réductions substantielles du volume de leur dette afin de soutenir leurs efforts de restructuration économique, une condition nécessaire à la réalisation d'un redressement économique et d'un développement durables et vigoureux.

50. Le Comité a noté que la réduction du flux de ressources extérieures pour l'investissement productif pourrait être due à l'insuffisance de la capacité d'absorption et du système d'information. Compte tenu de la baisse continue des cours des produits de base, le Comité a proposé que les Etats membres diversifient leur base de produits d'exportation afin d'être mieux placés pour exploiter de nouveaux marchés.

51. Le Comité a invité les gouvernements africains à créer les conditions favorables à la mobilisation de ressources intérieures, en particulier un environnement politique, social et économique pacifique de manière à affecter des ressources à l'investissement productif. Il a noté que la création de telles conditions était un préalable pour attirer l'investissement étranger direct qui réduirait la dépendance à l'égard des prêts au titre du développement qui ont tendance à alourdir le fardeau de la dette extérieure. Le Comité a également souligné l'importance de la coopération entre les pays africains d'une part, et entre l'Afrique et les autres pays en développement d'autre part, dans le contexte de la coopération Sud-Sud.

52. Le Comité a demandé aux Etats membres de fournir des données/informations nationales actualisées pour permettre au secrétariat de produire une version révisée du document.

53. Le Comité a pris note du document compte tenu des observations susmentionnées.

Restructuration et revitalisation de l'Organisation des Nations Unies : Renforcement de la Commission économique pour l'Afrique pour qu'elle puisse relever les défis des années 90 [point 4 d) de l'ordre du jour]

54. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Comité a examiné le document E/ECA/CM.19/6 intitulé : *"Restructuration et revitalisation de l'Organisation des Nations Unies : Renforcement de la Commission économique pour l'Afrique pour qu'elle puisse relever les défis des années 90"*. Il a noté que le document était le rapport du secrétariat sur l'application de la résolution 726(XVII) du mois d'avril 1992, relative au "Renforcement de la Commission économique pour l'Afrique pour lui permettre de faire face aux défis qui se posent à l'Afrique dans le domaine du développement dans les années 90", adoptée par la Conférence des ministres de la CEA, à sa dix-huitième réunion.

55. Le Comité a fait remarquer que depuis la dix-huitième réunion de la Conférence des ministres, la CEA avait commencé à prendre des mesures pour renforcer sa capacité interne, intensifier ses programmes d'assistance aux Etats membres afin de promouvoir le développement socio-économique et mieux remplir son rôle de conseiller en matière de politiques économiques et sociales concernant l'Afrique.

56. Le Comité a noté que la réorganisation des programmes de la CEA autour de neuf grands axes avait pour objectif de favoriser la synergie entre les sous-programmes et de permettre à la CEA d'obtenir les meilleurs résultats dans l'appui apporté aux efforts de développement des Etats membres. Il a noté que le programme de travail de la période biennale 1994-1995 et le plan à moyen terme révisé pour la période 1992-1997 reflétaient cette nouvelle orientation. Il a en outre noté que la CEA avait pris des mesures pour améliorer la qualité de ses produits ainsi que l'efficacité dans leur réalisation. A cet égard, il a noté l'intention de la CEA d'élaborer et d'appliquer une stratégie cohérente en matière de communications afin d'atteindre les pays membres de la Commission ainsi que les efforts déployés par celle-ci pour améliorer l'efficacité et la compétence de son personnel, au moyen de programmes de formation visant à améliorer leurs qualifications à tous les niveaux.

57. Le Comité a reconnu la nécessité de ressources extrabudgétaires accrues pour la Commission. Il a exprimé son appui aux efforts de la Commission visant à renforcer le dialogue avec les donateurs traditionnels et à rechercher de nouveaux donateurs potentiels.

58. Le Comité a pris acte du rôle de la CEA dans la formulation d'une Position commune africaine au sujet du programme africain sur l'environnement et le développement, en prélude à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (le Sommet de la Terre) tenue à Rio de Janeiro (Brésil) en juin 1992. Il s'est également félicité du rôle que la CEA jouait pour aider à définir une position commune africaine en préparation de la Conférence internationale sur la population et le développement devant se tenir au Caire en 1994, du Sommet social mondial de 1995 et de la quatrième Conférence mondiale sur la femme devant se tenir, eux, à Beijing en 1995.

59. En ce qui concerne les bras opérationnels de la CEA, à savoir les MULPOC, le Comité a constaté que dans le contexte de l'opération de restructuration, des ressources devraient être affectées aux MULPOC pour leur permettre de devenir de véritables organes de liaison pour la collecte, l'analyse et la diffusion d'information sur tous les aspects de la coopération et de l'intégration économiques. Il a souligné que les MULPOC devraient programmer leurs propres activités en étroite consultation avec les OIG sous-régionales dont les priorités devraient être prises en considération dans les activités des MULPOC. Il a en outre noté que les activités des MULPOC devraient compléter le programme de travail des divisions organiques de la CEA, notamment pour ce qui est de la mise en oeuvre du Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine ainsi que d'autres activités d'intégration économique.

60. Le Comité était également d'avis qu'au niveau sous-régional, les cinq MULPOC de la Commission, après avoir été dûment renforcés, devraient servir d'organes de

liaison pour la coordination et l'intégration des activités inter-Etats des Nations Unies au niveau sous-régional.

61. Le Comité a souligné l'importance qu'il y avait à renforcer le rôle de chef de file et de coordination de la CEA au niveau régional, pour les activités de l'ONU en Afrique. A cet égard, il s'est félicité des rapports récents du Secrétaire général aussi bien au Conseil économique et social qu'à l'Assemblée générale sur ses intentions de "renforcer les commissions régionales".

62. Le Comité a noté que, dans l'exécution de ses fonctions de coordination la CEA, avait instauré une programmation commune et des relations de travail formelles avec un certain nombre d'institutions spécialisées et autres services du système des Nations Unies, notamment, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Unesco et le FNUAP. Le Comité a souligné l'importance qu'il y avait à renforcer ces relations et a indiqué qu'il fallait donner à la Commission l'autorité et les ressources nécessaires pour faire de la coordination une réalité. Il a indiqué que l'Equipe spéciale interinstitutions qui supervisait la mise en oeuvre du nouveau Programme des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90, avait des possibilités considérables dans ce domaine. Le Comité a par ailleurs souligné la nécessité pour l'Equipe spéciale d'être dûment renforcée, aussi bien au niveau de l'autorité qu'à celui de la représentation afin qu'elle puisse jouer un rôle actif en tant que catalyseur dans la planification et la programmation communes ainsi que dans la définition des priorités, l'allocation de ressources et l'exécution des programmes.

63. Réaffirmant le lien évident existant entre la paix, la sécurité et le développement économique et social, le Comité a pris acte des activités proposées de la Commission dans les domaines cruciaux du relèvement et de la reconstruction, en plus du développement et de la transformation à long terme. Il a reconnu qu'un rôle avait été assigné à la CEA dans l'Agenda pour la paix pour ce qui est des systèmes de prévision météorologique avancée, le relèvement et la reconstruction.

64. Le Comité a souligné l'importance qu'il y avait à faire en sorte que la restructuration et le renforcement de la CEA reflètent les priorités de l'Afrique. Il a également souligné que la Commission devrait continuer de servir d'organe de réflexion en matière de politiques socio-économiques pour les pays africains, faisant ainsi ressentir sa présence dans les Etats membres.

65. Le Comité a pris note du document compte tenu des observations susmentionnées et a adopté le projet de résolution 4(XIV).

DEUXIEME PARTIE MISE EN OEUVRE DU TRAITE D'ABUJA INSTITUANT LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE AFRICAINNE

Propositions pour la mise en oeuvre du Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine (point 5 de l'ordre du jour)

66. Le Comité a examiné le document E/ECA/CM.19/7 intitulé "Propositions pour la mise en oeuvre du Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine". Il a noté que la coopération régionale et l'intégration économique étaient capitales pour le développement économique accéléré de l'Afrique. Les institutions régionales et sous-régionales auraient un rôle clé à jouer en la matière. Le Comité a souligné la nécessité de prendre en compte la dimension de l'intégration économique régionale au cours de l'exécution des programmes d'ajustement structurel.

67. Le Comité a reconnu l'importance du rôle du secteur privé dans l'intégration économique et a fait observer que les mécanismes gouvernementaux tout comme les institutions privées telles que banques et chambres de commerce devraient recevoir une attention égale dans la planification des activités pour la mise en oeuvre de la Communauté économique africaine. Il a souligné la nécessité de créer, là où il n'en existait pas encore, des mécanismes institutionnels nationaux servant de centres de liaison pour traiter des questions liées à l'intégration économique régionale. Afin de promouvoir le processus d'intégration économique, le Comité a insisté sur le fait que les Etats membres devraient poursuivre des politiques économiques nationales en vue d'harmoniser les politiques économiques aux niveaux national et sous-régional de façon à élargir les marchés.

68. Notant que la mise en oeuvre du Traité d'Abuja exigerait la création d'un certain nombre d'institutions, le Comité a suggéré qu'il conviendrait d'accorder l'attention requise à la nécessité d'établir un rang de priorité dans la création de ces institutions et de les rationaliser afin de réduire le fardeau financier des Etats membres. A cet égard, le rôle du secrétariat conjoint et des MULPOC dans la mise en oeuvre du Traité s'agissant des diverses activités, notamment la diffusion de l'information, devait être renforcé.

69. Le Comité a souligné que si un prélèvement de 1% sur les importations provenant de pays non africains au titre du financement soutenu de la mise en oeuvre du

Traité était acceptable, cette question méritait cependant d'être examinée de façon plus approfondie. Il a par ailleurs noté qu'une mobilisation des ressources intérieures et extérieures serait nécessaire. A cet égard, l'expérience des pays d'Asie du Sud-est qui entretenaient des rapports constants de partenariat avec les bailleurs de fonds pourrait être examinée de manière à en tirer les leçons appropriées.

70. S'agissant des comités d'action envisagés pour la mise en oeuvre du Traité, les participants ont indiqué que le rôle, la composition, le financement et le degré de responsabilité de ces comités devraient être plus clairement définis. Le Comité a reconnu que le renforcement des communautés sous-régionales était essentiel pour l'édification de la Communauté économique africaine. Pour ce faire, le libre mouvement de biens et services ainsi que des personnes et l'amélioration des systèmes de transports et de communications aux niveaux national et sous-régional devraient être rapidement assurés de façon à favoriser l'intégration économique au niveau sous-régional.

71. Le Comité a reconnu que les questions monétaires étaient un facteur clé dans le processus d'intégration économique. Il a recommandé qu'une étude soit menée sur les incidences et l'opportunité de l'établissement d'une monnaie commune pour le continent, dans le cadre de la Communauté économique africaine. Jusqu'à ce qu'une telle initiative voit le jour, des chambres de compensation et un système de compensation des fonds au niveau sous-régional seraient utilisés entre les pays. Le Comité s'est félicité des progrès réalisés dans la création par la BAD de la Banque africaine d'import-export (AFREXIM Bank) pour laquelle une contribution d'un montant de plus de 300 millions de dollars E.-U. avait déjà été annoncée, ce qui constituait une étape importante dans la mise en oeuvre du Traité d'Abuja. Les participants ont noté que l'Algérie avait déjà fait une souscription initiale d'un montant de 50 millions de dollars pour la création de cette banque. Le Comité a pris note de la récente création de la Banque maghrébine du commerce extérieur, dont la réunion inaugurale aurait lieu à Casablanca en novembre 1993. Il a fait ressortir le rôle central de la BAD dans le processus d'intégration économique. Le Comité a noté l'institutionnalisation des réunions bi-annuelles des chefs de secrétariat de la CEA, de l'OUA et de la BAD et a fait observer que cette instance et le secrétariat conjoint CEA/OUA/BAD constituaient un instrument important pour le suivi de la mise en oeuvre du Traité.

72. Le Comité a souligné la nécessité de populariser le Traité d'Abuja et a invité les institutions nationales appro-

priées ainsi que les organisations régionales et sous-régionales à promouvoir ce processus par l'organisation de séminaires et de conférences et la diffusion des informations appropriées. Le Comité a noté que seuls 22 pays avaient déposé leurs instruments de ratification tandis que deux ou trois autres avaient ratifié le Traité sans déposer lesdits instruments. Il a exhorté le secrétariat conjoint à finaliser le plus rapidement possible les protocoles en suspens, car il se pourrait que certains pays attendent d'avoir ces protocoles avant de ratifier le Traité. Il a recommandé que toutes les mesures touchant à la création de la Communauté économique africaine soient laissées aux organisations africaines.

73. Le Comité a fait observer que l'on ne disposait pas de suffisamment d'informations sur les activités et les réalisations de certaines organisations sous-régionales, en particulier la ZEP, la CEDEAO et l'UMA. La délégation algérienne a appelé l'attention du Comité sur les progrès réalisés par les pays du Maghreb dans le processus d'intégration. Dans ce cadre, référence a été faite aux réunions périodiques du Comité de suivi de l'UMA, à la mise en place du "*Madjless Echoura*" auquel participent les parlementaires du Maroc, de la Tunisie, de la Mauritanie, de la Libye et de l'Algérie. Le Comité a été informé de la création en Algérie d'un ministère de la coopération chargé des affaires maghrébines et qu'il serait possible pour le secrétariat de la CEA d'obtenir auprès du Secrétaire général de l'UMA des informations à jour sur les progrès réalisés par les pays de l'UMA dans leur processus d'intégration régionale.

74. Le Comité a ensuite proposé une refonte des paragraphes 42, 43 et 52 du document afin de les actualiser.

75. Le Comité a noté que l'assistance prêtée à diverses OIG par certaines institutions spécialisées des Nations Unies était une étape importante dans le processus d'intégration économique. Il a souligné que tous les types d'initiatives aux niveaux national et international devraient être étudiés et encouragés. Il a ensuite félicité le PNUD pour les ressources affectées à la coopération régionale et à l'intégration économique durant son cinquième cycle de programmation, en particulier pour la promotion des échanges, l'industrie et le développement des transports et des communications.

76. Le Comité a pris note du document compte tenu des observations susmentionnées et a adopté le projet de résolution 2(XIV).

TROISIÈME PARTIE
L'AFRIQUE APRÈS RIO : INCIDENCES DE
L'AGENDA 21 ET DE LA POSITION COMMUNE
AFRICAINNE SUR L'ENVIRONNEMENT
ET LE DÉVELOPPEMENT

Stratégies africaines pour la mise en oeuvre de l'Agenda 21 adopté par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) : proposition
(point 6 de l'ordre du jour)

- a) Eléments essentiels du programme africain pour l'environnement et le développement et stratégies pour les traiter
- b) Mise en oeuvre des stratégies africaines : mise en place de capacités et ressources nécessaires
- c) Approches africaines pour les négociations sur la convention relative à la lutte contre la désertification

77. Le Comité a examiné le document E/ECA/CM.19/8 intitulé "Stratégies africaines proposées pour la mise en oeuvre de l'Agenda 21 adopté par la CNUED : proposition". Il a noté les sept préoccupations prioritaires de l'Afrique dans le programme africain pour l'environnement et le développement, à savoir la maîtrise de l'évolution et des pressions démographiques, la réalisation de l'autosuffisance et de la sécurité alimentaires, l'utilisation efficace et équitable des ressources en eau, la recherche d'un meilleur rendement de l'énergie et d'une plus grande autonomie énergétique, l'optimisation d'une production industrielle écologiquement saine, la gestion des espèces et des écosystèmes ainsi que la prévention et l'inversion du processus de désertification. S'agissant de la gestion des espèces et plus particulièrement des écosystèmes, le Comité a noté que la surexploitation de l'environnement à des fins de production vivrière et d'exportation constituait le problème le plus grave. A cet égard, la délégation soudanaise a demandé à la CEA de coopérer étroitement avec les Etats membres en vue de l'introduction de techniques industrielles appropriées qui les leur ouvriraient de nouvelles sources de devises et les aideraient à lutter contre la surexploitation des ressources forestières.

78. Le Comité a exprimé sa préoccupation devant l'importance relative accordée à la répartition de la population par rapport au taux de croissance démographique élevé, étant donné qu'un objectif commun des politiques en matière de population dans les Etats membres consistait à harmoniser le taux d'accroissement démographique et celui de la croissance économique. Il savait qu'un accroissement continu du taux d'accroissement démographique aggraverait la pauvreté et la dégradation de l'environnement. Pour contribuer de la manière la plus efficace à l'amélioration de la santé, à la réduction du chômage, à la promotion du développement social et à la lutte contre la détérioration de l'environnement, les politiques en matière de population devraient être formulées de concert

avec les différentes politiques sociales et environnementales.

79. Le Comité a fait observer que le manque de politiques détaillées et de programmes complets aux niveaux national et régional était un obstacle majeur au développement agricole et rural durable en Afrique. Les politiques des prix et les politiques fiscales peu appropriées poursuivies au fil des ans avaient encouragé une utilisation excessive des intrants extérieurs, la surexploitation des terres ainsi que des méthodes culturales et des systèmes d'élevage contribuant à dégrader l'environnement. Il a été fait remarquer que le fardeau de la dette avait obligé bon nombre de gouvernements africains à s'efforcer d'accroître les recettes d'exportation en augmentant la production de cultures commerciales. Des modifications importantes ont été préconisées dans les politiques agricoles, environnementales et macro-économiques aux niveaux national et international pour créer les conditions nécessaires à l'accroissement des niveaux d'autosuffisance et de sécurité alimentaires.

80. Le Comité a fait observer que le secteur urbain n'arrivait pas à jouer son rôle stratégique dans la relance du développement social et économique en Afrique à cause de l'incapacité des gouvernements d'améliorer la productivité urbaine et d'utiliser à leur avantage, dans leurs politiques de développement à long terme, les fruits potentiels de l'urbanisation. Deux domaines prioritaires à traiter étaient l'amélioration de la gestion urbaine ainsi que la formulation et l'application de politiques nationales en matière de logement, en tenant particulièrement compte des besoins des pauvres des zones urbaines.

81. Le Comité a reconnu la nécessité de veiller à une utilisation efficace et équitable des ressources en eau. Dans l'ensemble des pays, il y avait une demande d'eau croissante en raison de l'accroissement de la population, de la rapide urbanisation, des besoins en matière d'industrialisation et d'irrigation. Il était nécessaire de s'évertuer à lancer un programme systématique de renforcement des réseaux existants concernant les ressources en eaux et d'en créer de nouveaux pour l'évaluation de la quantité et de la qualité des ressources en eau de surface et en eaux souterraines. Un effort s'imposait pour comprendre les effets des fluctuations climatiques sur les ressources en eau douce. En outre, tous les pays devaient disposer de programmes de lutte contre la pollution de l'eau. Afin d'améliorer la gestion et la conservation des écosystèmes et lutter contre la dégradation de l'environnement liée à l'eau, le Comité a pris note de deux objectifs de développement majeurs : la gestion, l'utilisation et la répartition efficaces, équitables et durables des ressources en eau et des bassins hydrographiques nationaux comme internationaux; et la constitution et le renforcement de bases de données pour la comptabilité des ressources en eau.

82. Le Comité a estimé que l'énergie de la biomasse aurait dû être traitée séparément des autres sources d'énergie puisque leurs effets sur l'environnement étaient

différents. Il a fait observer que la plupart des vastes ressources en énergie fossile et renouvelable dont l'Afrique était dotée n'étaient pas encore mises en valeur pour profiter à la majorité de la population tant dans les zones rurales que dans les zones urbaines. Moins de 4 % de l'énergie hydro-électrique de l'Afrique était exploité jusqu'à tandis que l'énergie géothermique considérable, les niveaux élevés d'ensoleillement durant toute l'année et l'énergie éolienne potentielle substantielle restaient également inexploités. Malheureusement, la plupart des pays africains importaient toute l'énergie nécessaire et toute la technologie d'utilisation finale, à l'exception de la simple biomasse. Dans ce contexte, le Comité a signalé que le document aurait dû également examiner les questions relatives au transfert de technologie, en ajoutant que les technologies simples et non polluantes étaient préférables. Il a souligné qu'un objectif prioritaire du secteur de l'énergie était la nécessité de réaliser une sécurité et une autosuffisance énergétiques plus grandes et durables en tant que préalables de la sécurité alimentaire en milieu rural et urbain ainsi que de satisfaire d'autres besoins en énergie pour divers secteurs de développement.

83. Le Comité a fait observer que les problèmes écologiques dans le secteur industriel tenaient essentiellement au fait que l'investissement public n'était pas orienté vers les secteurs de l'environnement et de l'industrie. La gestion de l'environnement n'avait pas bénéficié de l'attention qu'elle méritait, l'accent étant mis sur la survie de l'entreprise plutôt que sur des méthodes de production écologiquement rationnelles. Il a réaffirmé que l'autosuffisance exigeait qu'un soutien particulier soit apporté aux industries qui répondaient mieux aux besoins locaux par une utilisation optimale des ressources et de la main-d'œuvre locales. Les technologies choisies devraient avoir des effets moins néfastes sur l'environnement. Les industries artisanales devraient servir de base au développement autosuffisant et autonome. Le Comité a indiqué que les agro-industries auraient dû être traitées dans le document en tant que base de l'industrialisation. Il a en outre fait remarquer que le secteur industriel avait besoin d'un soutien spécial des secteurs privé et public et exigeait la promotion de modes de consommation encourageant l'investissement.

84. Il a noté l'effet du déboisement sur l'environnement. La surexploitation des ressources résultait de multiples raisons, notamment de la nécessité de survivre, car la majorité de la population était essentiellement tributaire des ressources naturelles. Les questions environnementales semblaient liées à la détérioration des établissements humains. Le Comité a recommandé l'amélioration de la gestion des administrations urbaines et locales. Il a souligné la nécessité de faire en sorte que les programmes dans la gestion des écosystèmes garantissent l'utilisation de ces derniers en tant que ressources renouvelables. Ces programmes devraient tendre à la conservation, à la protection, le cas échéant, et à la gestion sur une base durable des espèces et des écosystèmes menacés d'extinction. De plus, les programmes devraient viser à mainte-

nir la diversité biologique en tant qu'élément majeur du patrimoine naturel et facteur important du développement économique futur.

85. Le Comité a souligné l'importance de la prévention et de l'inversion du processus de désertification. Il a préconisé des plans d'action pour lutter contre la désertification et la sécheresse et intensifier les efforts et les programmes dans le domaine de la protection de l'environnement. Des mesures s'imposaient pour régénérer et améliorer les systèmes agro-pastoraux en vue de la gestion durable des parcours, et pour assurer d'autres moyens d'existence. Les objectifs ci-après ont été soulignés par le Comité dans la lutte contre la désertification en Afrique : promouvoir la création de centres nationaux de coordination de l'information sur l'environnement et/ou renforcer les centres déjà existants; faire en sorte que les systèmes nationaux d'information sur l'environnement pour la lutte contre la désertification et la sécheresse soient reliés entre eux par le biais d'un réseau opérant aux niveaux sous-national, régional et interrégional; renforcer les réseaux régionaux et mondiaux d'observation systématique parallèlement à la mise en place de systèmes nationaux pour l'observation de la dégradation des terres et de la désertification causées aussi bien par les changements climatiques que par l'action humaine et identifier les domaines d'action prioritaires. Le Comité a également mis l'accent sur la nécessité pour les Etats membres africains de prendre une part active aux négociations relatives à la convention sur la lutte contre la désertification, étant donné que l'adoption d'une telle convention était demandée dans la Position commune africaine.

86. Le Comité a noté qu'un montant total d'environ 80 milliards de dollars E.-U. était nécessaire pour l'exécution des sept programmes sectoriels prioritaires durant la période 1993-2005. Sur ce montant, environ 25 % devaient provenir de la communauté internationale tandis que les Etats membres auraient à obtenir environ 60 milliards de dollars de sources intérieures. Le Comité s'est donc déclaré préoccupé, se demandant s'il était possible d'obtenir des montants aussi élevés, et a exhorté les Etats membres à étudier d'autres moyens de mobiliser les ressources requises.

87. A cet égard, il a convenu que le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), en tant que source majeure de financement des programmes de l'Agenda 21, devrait être réexaminé et réaménagé afin de tenir compte des préoccupations prioritaires de l'Afrique, grâce à l'élargissement de la portée dudit Fonds pour y inclure la lutte contre la désertification et l'atténuation des effets de la sécheresse. Outre l'augmentation nécessaire de l'assistance bilatérale pour l'environnement et le développement, le Comité a proposé que des mesures soient prises pour annuler les dettes publiques bilatérales, en particulier, celles contractées auprès des pays développés, ainsi que les dettes semi-publiques et au titre de crédits à l'exportation, recycler la dette, réduire substantiellement, avec l'assistance des pays donateurs, la dette contractée auprès des institutions

financières multilatérales et allouer des ressources nouvelles et additionnelles pour la mise en oeuvre de l'Agenda 21.

88. Le Comité a également noté l'insuffisance générale des ressources humaines et des capacités institutionnelles pour l'ensemble des sept programmes sectoriels prioritaires de la mise en oeuvre de l'Agenda 21. Pour améliorer la situation, il a proposé que les Etats membres :

a) Améliorent et restructurent leurs processus de prise de décisions afin que l'examen des questions socio-économiques et environnementales puisse être pleinement intégré et qu'une plus grande participation publique au processus de développement puisse être assurée,

b) Revitalisent leurs structures institutionnelles pour faire face aux nouvelles exigences de promotion d'un développement écologiquement rationnel et durable.

89. Le Comité a noté que plusieurs actions avaient été entreprises par les Etats membres depuis Rio, notamment la création d'institutions nationales pour la gestion de l'environnement dans les activités de développement et l'organisation de campagnes de sensibilisation et d'ateliers sur l'environnement et le développement à l'intention des agents du développement et de la population en général. Les Etats membres se sont cependant préoccupés des moyens de mobiliser un financement extérieur supplémentaire et d'acquérir des technologies pour la mise en oeuvre de l'Agenda 21 au niveau des pays.

90. Le Comité a reconnu l'existence de plusieurs institutions sous-régionales et régionales dont les mandats permettaient la mise en oeuvre de l'Agenda 21 mais ces institutions ne disposaient pas des capacités nécessaires pour exécuter leurs programmes. A cet égard, le Comité a exhorté les Etats membres et les partenaires dans le développement de l'Afrique à fournir à ces institutions le soutien institutionnel nécessaire.

91. S'agissant de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines, le Comité a fait remarquer qu'en dépit du fait que la formation sur les divers aspects de l'environnement et du développement était importante, l'affectation appropriée de la main-d'oeuvre qualifiée aux activités de développement était essentielle pour réaliser un développement durable.

92. Le Comité s'est félicité des rapports des partenaires dans le développement de l'Afrique, des institutions intergouvernementales et des organisations internationales sur leurs activités depuis Rio et de leurs programmes futurs pour la mise en oeuvre de l'Agenda 21 dans les domaines du renforcement des capacités, des transferts de technologie et de la mise en valeur des ressources humaines.

93. Le Comité a souligné la nécessité de promouvoir les capacités des Etats membres dans la mise en oeuvre de

l'Agenda 21 dans tous les domaines prioritaires, notamment pour l'établissement et le renforcement des institutions pour la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines aux niveaux national, sous-régional et régional. Pour que ces activités soient bien menées, des ressources techniques et financières extérieures étaient nécessaires pour compléter les efforts des Etats membres.

94. En outre, le Comité est convenu que la coopération entre les gouvernements, les institutions nationales, les ONG et les communautés locales au niveau national contribuerait notablement au perfectionnement de la main-d'oeuvre et au renforcement des capacités institutionnelles pour la mise en oeuvre de leurs activités en matière d'environnement et de développement. Ces efforts des Etats membres profiteront beaucoup de la coopération entre les pays africains et de leurs partenaires dans le développement.

95. Le Comité a pris note de la résolution 47/188 de l'Assemblée générale en date du 22 décembre 1992 qui demandait l'établissement, d'un Comité intergouvernemental de négociation (CIN) ouvert à tous les Etats membres du Système des Nations Unies et aux observateurs pour l'élaboration d'une convention internationale pour la lutte contre la désertification dans les pays victimes d'une grave sécheresse et/ou de la désertification en juin 1994, en particulier en Afrique. Le Comité a en outre noté que le CIN tiendrait compte des propositions qui pourraient être présentées par les Etats membres au cours du processus de négociation. A cet égard, il s'est félicité des mesures prises par l'OUA en vue d'entamer le processus de négociation pour l'élaboration et l'adoption de la position commune africaine à soumettre au CIN. Il a insisté sur le fait que le problème de la sécheresse et de la désertification n'était pas seulement d'ordre technique mais aussi un problème de développement pouvant être influencé, entre autres, par l'état de l'économie mondiale. Le Comité a insisté pour que les négociations (par les gouvernements africains) pour la convention comportent des modalités pour éliminer la pauvreté par le développement durable; promouvoir d'autres types des moyens de subsistance (à long terme) pour les populations; réaliser un consensus sur le rôle des institutions multilatérales dont les ONG et le secteur privé; et évaluer et suivre l'évolution de la sécheresse et de la désertification et leur interaction avec le changement climatique.

96. Pour réaliser ces objectifs de développement, le Comité a invité les gouvernements des Etats membres à établir et/ou renforcer les systèmes nationaux d'information sur l'environnement pour analyser les données sur l'environnement; à adopter des politiques nationales sur la gestion des ressources en terres; à créer des associations au niveau local pour promouvoir le crédit rural, mobiliser l'épargne rurale, gérer les champs communs, fournir des stimulants aux petits exploitants agricoles notamment les femmes; à réaliser des études socio-économiques de base sur les ressources/régimes

et les caractéristiques des systèmes de production; à effectuer un inventaire des ressources naturelles et de leur état de dégradation; à partager l'information sur les autres moyens de subsistance avec d'autres régions agro-écologiques et concevoir des stratégies pour faire face aux insuffisances en périodes de pénurie.

97. Le Comité a pris note de l'assistance qui pourrait être fournie en vue de l'élaboration de la convention et de la mise en oeuvre de ses modalités par le Centre africain pour l'application de la météorologie au développement (ACMAD).

98. Certains représentants ont soulevé la question de la lenteur des progrès enregistrés depuis la Conférence de Rio en ce qui concerne la préparation de la convention. A cet égard, le Comité a été informé des activités entreprises dans certains Etats membres en vue de l'élaboration de la convention. La Tunisie a informé le Comité qu'en sa qualité de membre du CIN, elle se servirait de son expérience pour défendre l'intérêt de tous les Etats africains ainsi que la Position commune africaine. L'Algérie a indiqué qu'elle avait élaboré un projet de convention qu'elle avait déjà mis à la disposition des délégations des pays africains en tant que contribution à la Position commune africaine.

99. Le Comité a également été informé que l'OUA avait mis sur pied un comité *ad hoc* afin de fournir un appui technique au Groupe africain dans le cadre de la négociation de la convention.

100. Le Comité a ensuite demandé à la CEA de soutenir les efforts susmentionnés de l'OUA, d'aider à recueillir des fonds pour la participation des Etats membres siégeant au CIN et demander au Secrétaire exécutif de la CEA de coopérer avec le Secrétaire général de l'OUA, le Président de la BAD et les chefs des organisations régionales et internationales concernées pour convoquer une réunion ministérielle avant juin 1994 en vue d'une évaluation globale du processus de négociation de la Convention sur la désertification.

101. Le Comité a en outre noté que dans la mise en oeuvre de l'Agenda 21, des responsabilités spécifiques avaient été données à un certain nombre d'institutions des Nations Unies qui étaient actives en Afrique. Le fait que la CEA et le PNUE aient tous deux leurs sièges en Afrique constituait une justification supplémentaire d'une coopération étroite entre les institutions pour faire face aux préoccupations liées au développement durable en Afrique. Le Comité a exhorté les Etats membres à élaborer des programmes nationaux et à convenir des modalités pour la coordination interministérielle ainsi que de la coopération étroite à avoir avec le secrétariat de la CEA pour l'établissement du rapport de l'Afrique à la Commission du développement durable. Le Comité a également prié le Secrétaire exécutif de la CEA de continuer à assurer une direction vigoureuse et efficace au sein du système des Nations Unies et à prendre l'initiative de mettre

en place un cadre pour le suivi et la coordination interinstitutions conjoints des activités de la CNUED en ce qui concerne l'Agenda 21.

102. Le Comité a pris note du document compte tenu des observations susmentionnées et a adopté le projet de résolution 3(XIV).

QUATRIEME PARTIE QUESTIONS EN MATIERE DE COOPERATION REGIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE

Développement humain en Afrique [point 7 a) de l'ordre du jour]

i) Programme pour l'application du Cadre régional pour la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines en Afrique

103. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Comité a examiné le document E/ECA/CM.19/9, sur un "Programme de développement humain pour l'Afrique dans les années 90". Concernant la situation du développement humain en Afrique, les conditions s'étaient détériorées de façon générale. Maladies, analphabétisme, sous-alimentation et malnutrition, chômage et misère continuaient alors que des niveaux déjà alarmants ont été atteints à la fin des années 80. Il a également noté que toute amélioration significative et continue des conditions sociales exigeait que l'on mette en oeuvre avec la plus grande rigueur une stratégie complète et intégrée de développement et de transformation structurelle, dont les préoccupations en matière de développement humain formeraient le noyau. Les priorités de cette stratégie centrée sur le facteur humain devraient être les suivantes: renforcer les capacités humaines par le biais de l'éducation et de la formation professionnelle et favoriser des comportements adaptés et compatibles avec les besoins et les aspirations de l'Afrique sur le plan du développement; créer des emplois productifs et des possibilités de création de revenus; lutter contre la faim; mettre les services de santé, l'alimentation en eau potable, l'assainissement et le logement à la portée d'un plus grand nombre; promouvoir la participation de la population au développement et à la conduite des affaires de l'Etat; consolider la société civile; parvenir à la sécurité et à l'autosuffisance alimentaires.

104. Par ailleurs, le Comité a noté qu'un tel programme exigerait un effort extrêmement important de mobilisation de ressources et d'investissement dans le développement humain. Les pays africains seraient les premiers responsables de cet effort. Au niveau national, il serait possible de se procurer ces ressources en réaffectant les fonds publics, en luttant contre la fuite des capitaux, en améliorant le rendement de la gestion publique et en favorisant la participation du secteur privé aux activités économiques. En outre, les organisations non gouvernementales et autres partenaires dans le développement auraient un rôle primordial à jouer. D'autres formes

d'assistance pourraient être étudiées, en particulier en ce qui concerne l'utilisation des "dividendes de la paix", la conversion de la dette en aide au développement humain, la réforme de l'APD et de la conversion de l'aide militaire en aide au développement. Finalement, le Comité a été informé du projet d'établissement d'un fonds régional de développement humain.

105. Après avoir félicité le secrétariat pour la qualité du document, le Comité a recommandé de prendre en considération, lors de la mise au point finale, les observations suivantes: s'agissant du fonds régional de développement humain que l'on envisage de créer, le Comité, bien que favorable à l'idée, mettait en garde contre la prolifération des fonds. Par ailleurs, il demandait que le document soit axé de façon plus spécifique sur les problèmes des femmes africaines, conformément à la Déclaration de Genève sur la promotion économique des femmes rurales. Des participants ont estimé que l'importance de la formation professionnelle aurait justifié un titre à part, ainsi qu'il avait été fait pour les autres domaines dans la section du document consacrée à l'éducation au service du développement. Le Comité a observé que l'amélioration des soins de santé devait être considérée à la fois comme un droit fondamental de l'homme et un facteur contribuant à élever la production et la productivité. En outre, le Comité a vivement recommandé que ce document figure parmi les documents de travail de la prochaine réunion des ministres africains responsables du développement humain. Il a attiré l'attention du secrétariat sur un certain nombre de modifications de formulation proposées et sur des corrections qu'il convenait de refléter dans le document. Il a aussi pris note du fait que le "Consensus de Dakar", adopté par la Conférence internationale sur l'assistance aux enfants africains, tenue récemment à Dakar par l'OUA et l'UNICEF avec la coopération de la CEA, serait présenté à la dix-neuvième réunion de la Conférence des ministres de la CEA.

106. Le Comité a pris note du document compte tenu des observations susmentionnées et a adopté le projet de résolution 5(XIV).

ii) Rapport intérimaire sur la création du Fonds africain pour la jeunesse [point 7 a) ii) de l'ordre du jour]

107. Le Comité a examiné le document E/ECA/CM.19/10 sur "La création d'un fonds africain pour la jeunesse". Il a noté qu'il s'agissait d'un rapport intérimaire et a demandé qu'une étude de faisabilité approfondie soit effectuée, prenant en considération les modalités pratiques de la collecte et de l'administration des fonds. A cet égard, le Comité a mis en garde contre la prolifération des fonds et a fait observer que plusieurs institutions financières, telles que le Fonds africain pour la santé, ne fonctionnaient pas correctement faute de fonds. Il a recommandé d'étudier de façon approfondie la possibilité de créer le fonds africain pour la jeunesse dans le cadre d'un "guichet" d'une institution déjà existante, comme la

BAD. Le Comité a précisé que l'étude de faisabilité devrait porter tant sur le volet social que sur le volet commercial pour que la viabilité du fonds soit assurée. Il a déconseillé de regrouper le fonds pour la jeunesse et le fonds que l'on envisage de créer pour les femmes dans un seul "guichet". Par conséquent, les projets de création de revenus devraient bénéficier d'une forte priorité. De plus, le Comité a suggéré que les méthodes de financement soient revues en tenant compte des sources appartenant à des organisations internationales, des Etats membres et des jeunes eux-mêmes.

108. Le Comité a souligné la nécessité d'une coopération entre les divisions compétentes de la CEA pour la création de la banque pour les femmes et du fonds pour la jeunesse. Le Comité a demandé que l'étude de faisabilité à réaliser soit enrichie en tirant parti de l'expérience tentée par le Maroc avec son Fonds de soutien aux jeunes promoteurs, de celle tentée par le Cameroun avec le Projet de soutien aux jeunes promoteurs, le Fonds national pour l'emploi, les Projets artisanaux productifs pour les femmes et le Centre de création de petites entreprises, ainsi que de l'expérience de la Tunisie dans ce domaine. Le Comité a demandé qu'une étude de faisabilité complète soit effectuée sur la Banque africaine pour les femmes et le Fonds pour la jeunesse.

109. Finalement, le Comité a souligné que le fonds africain pour la jeunesse devrait donner la priorité à la création d'emplois, à la formation et aux activités culturelles respectivement. Il a proposé une modification du paragraphe 48 du document, concernant les critères d'octroi des prêts pour inclure non seulement les coopératives, les organisations et les groupements de jeunes, mais également des particuliers. Il a insisté sur la nécessité de mettre au point des programmes en faveur des jeunes filles et de la santé des jeunes.

110. Le Comité a pris note du document compte tenu des observations susmentionnées.

Programme de gestion pour le développement pour les années 90 [Point 7 b) de l'ordre du jour]

111. Au titre de ce point de l'ordre du jour, les participants à la réunion ont examiné le document E/ECA/CM.19/11 intitulé "Programme stratégique pour le développement de la gestion en Afrique dans les années 90". Le Comité a noté que ce programme était le résultat des travaux d'une importante conférence internationale organisée par la CEA en mars 1993 et co-parrainée par le PNUD, le Secrétariat du Commonwealth, la Fondation Ford et le Ministère norvégien des affaires étrangères. Cent participants avaient pris part à cette conférence, y compris des ministres et des hauts fonctionnaires africains occupant des positions clefs dans la gestion du développement, des représentants du secteur privé, d'ONG, d'OIG, d'associations régionales et sous-régionales, d'institutions et d'organismes internationaux, ainsi que des universitaires africains et étrangers. Le

Comité a noté que le Programme stratégique était fondé sur l'évaluation d'une expérience de 30 ans dans le domaine de la gestion du développement en Afrique, compte tenu des nouveaux défis et des priorités en matière de développement ainsi que des réalités et de la situation mondiales et régionales.

112. Le Comité a fait observer que le Programme stratégique pour le développement de la gestion en Afrique mettait l'accent sur dix domaines considérés prioritaires dans l'optique du développement de la gestion, à savoir l'amélioration du processus de prise de décisions dans le secteur public, l'amélioration de l'efficacité et de la qualité de la fonction publique, la moralisation de l'administration publique et le renforcement des mécanismes de responsabilisation, le renforcement des capacités de mobilisation des ressources et le renforcement des moyens de gestion financière des pouvoirs publics africains, la réforme du secteur des entreprises publiques (amélioration des résultats des entreprises et privatisation), la promotion de la capacité de création d'entreprise et du développement du secteur privé, le renforcement de la participation effective des populations au développement et à l'administration des affaires publiques, la décentralisation en vue d'un développement durable, l'amélioration des compétences des femmes pour qu'elles puissent participer activement à la gestion du développement, et l'utilisation optimale des techniques de l'information dans l'administration publique africaine.

113. Le Comité a fait observer que le Programme stratégique énumérait un certain nombre de conditions nécessaires pour la promotion de la capacité de création d'entreprises et le développement du secteur privé en Afrique, entre autres, la stabilité politique, une gestion économique saine, une fonction publique efficace, la promotion des investissements, la mise en place de capacités institutionnelles pour l'élaboration et la coordination des politiques, des systèmes efficaces d'information sur la micro-économie et le comportement du marché, et le développement des marchés financiers. Un certain nombre de mesures visant à promouvoir le secteur non structuré, ainsi que les micro, petites, moyennes et grandes entreprises sont également énoncées dans le Programme. S'agissant du domaine prioritaire que constituait la participation de la population au développement et à l'administration des affaires publiques, le Comité a fait observer que le Programme mettait l'accent sur les responsabilités cruciales des ONG, des organismes bénévoles et des organisations populaires qui consistaient, entre autres, à contribuer à l'émergence de valeurs et d'institutions démocratiques, à protéger les droits de l'homme, à édifier la société civile, à sensibiliser et à mobiliser la communauté internationale, à appuyer les autorités démocratiquement constituées en cas de coup d'Etat militaire et à garantir l'intégrité, le respect de l'obligation de rendre compte et la transparence dans le secteur public.

114. Le Comité souscrivait à la philosophie à la base du Programme stratégique pour le développement de la

gestion en Afrique selon laquelle ni les gouvernements, ni les entrepreneurs, ni les organismes bénévoles ne pouvaient à eux seuls résoudre le problème que posait la revitalisation socio-économique de l'Afrique. Le Comité a reconnu que les stratégies antérieures qui privilégiaient un seul groupe d'agents devraient être remplacées par une nouvelle approche qui mettrait l'accent sur le rôle que pouvait jouer chaque agent et sur l'interdépendance des différents agents. Le Comité a par conséquent noté les rôles des secteurs nationaux, régionaux et extérieurs qui ont tous ensemble la responsabilité d'améliorer la capacité de gestion du développement en Afrique. Dans l'esprit de cette philosophie, faisaient partie des agents nationaux, les gouvernements, le monde des affaires, les populations et leurs organisations et ONG, les établissements d'enseignement supérieur ainsi que les centres de formation et de recherche. Au nombre des agents extérieurs figuraient les gouvernements, les sociétés transnationales et les investisseurs, les institutions multilatérales et les ONG internationales.

115. Le Comité a approuvé le Programme stratégique et exhorté la CEA à assurer la coordination d'ensemble de ses activités afin qu'il soit exécuté d'une manière efficace. A cet effet, le Comité a préconisé le renforcement de la capacité de la Division de l'administration publique, des ressources humaines et du développement social de la CEA, y compris le projet SAPAM. Le Comité a également engagé la CEA à coordonner et à superviser l'exécution du Programme, en coopération avec les organisations régionales, notamment l'OUA et la BAD, ainsi qu'avec les organisations sous-régionales et les associations professionnelles, et de faire rapport à la Conférence tous les trois ans, sur les progrès accomplis dans l'exécution du Programme.

116. Le comité a adopté le projet de résolution 6 (XIV).

Préparatifs de la Conférence internationale sur la population et le développement en 1994 : Position africaine sur les questions dont est saisie la Conférence [point 7 c) de l'ordre du jour]

117. Le Comité a examiné les documents E/ECA/CM.19/12 et E/ECA/CM.19/12/Add.1 sur les : "Préparatifs de la Conférence internationale sur la population et le développement en 1994: Position commune africaine sur les questions dont est saisie la Conférence".

118. Le Comité a fait la genèse de la Conférence internationale sur la population et le développement prévue au Caire en 1994. Les travaux préparatoires de la région africaine avaient commencé avec la troisième Conférence africaine sur la population, qui a eu lieu à Dakar (Sénégal) du 7 au 12 décembre 1992. Le Comité a rendu hommage au gouvernement du Sénégal pour avoir accueilli cette Conférence, ainsi qu'aux pays et organisations qui avaient fait des contributions financières.

119. Le Comité a fait valoir que la tenue de conférences décennales sur la population et le développement était non seulement traditionnelle mais offrait aussi l'occasion d'examiner la situation et les tendances, de prendre des mesures appropriées et de parvenir à une unité de vues sur les questions de population et de développement. Il a fait remarquer qu'il fallait accorder toute l'attention voulue non seulement au SIDA mais également à d'autres maladies sexuellement transmissibles. Il importait aussi de mettre l'accent sur la santé et la qualité de vie. Il convenait de noter que l'application et le financement de programmes en matière de population et de développement socio-économique incombaient en premier lieu aux gouvernements africains, l'aide internationale étant censée compléter cet effort. Le Comité a insisté sur l'importance de l'espacement des naissances pour la santé des mères et des enfants, dans le cadre du développement global.

120. Le Comité a noté que la Déclaration de Dakar/Ngor, adoptée par la troisième Conférence africaine sur la population, contenait un certain nombre de recommandations aux gouvernements africains concernant la population, la croissance socio-économique et le développement viable, la famille, la fécondité et la planification de la famille, la mortalité, la morbidité et le SIDA, l'urbanisation, la migration et l'aménagement du territoire, les réfugiés et les personnes déplacées, l'intégration de la femme dans le développement, les enfants, la jeunesse, la collecte et l'analyse des données, la diffusion de l'information, la formation et la recherche, l'information, l'éducation et la communication. D'autres recommandations s'adressaient aux organisations privées et non gouvernementales, aux groupements sous-régionaux et régionaux, à la CEA, au FNUAP, à la Banque mondiale, à l'OUA et à la BAD.

121. Par ailleurs, le Comité a pris note des objectifs fixés pour le taux d'accroissement démographique en Afrique, lequel devrait être abaissé à 2,5 % d'ici à l'an 2000 et à 2 % d'ici à l'an 2010. Les autres objectifs énoncés pour l'an 2000 étaient les suivants: l'espérance de vie à la naissance devrait atteindre 55 ans pour la région de l'Afrique; la mortalité infantile devrait descendre en dessous de 50 pour 1000, la mortalité juvénile en dessous de 70 pour 1000 et la mortalité liée à la maternité devrait être réduite de moitié. Le but en matière d'utilisation de méthodes contraceptives était un taux d'utilisation des contraceptifs de 20 % d'ici en l'an 2000 et de 40 % en l'an 2010.

122. Le Comité s'est félicité de l'attention accordée aux questions d'urbanisation et de migration dans la Déclaration. Il a apprécié à sa juste valeur le courage dont les gouvernements ont fait preuve en fixant des objectifs. Certains membres du Comité ont été d'avis que les objectifs étaient quelque peu ambitieux et que leur réalisation pourrait se révéler difficile d'ici à l'an 2000. Il a été souligné que la pauvreté et d'autres problèmes sociaux comme l'analphabétisme, causes profondes du sous-développement socio-économique, méritaient aussi une attention sérieuse.

123. Le Comité a noté que la Déclaration comportait une section sur la mobilisation des ressources nécessaires à l'application de ses recommandations et qu'il y été demandé de créer un mécanisme pour le suivi de l'application de la Déclaration.

124. Le Comité a demandé que l'on renforce la section sur les principes et objectifs de la Déclaration de Dakar/Ngor, en ne se bornant pas à reconnaître la participation de la femme à tous les secteurs de la production mais en l'institutionnalisant dans les faits. S'agissant de la question de la mobilisation des ressources, le Comité a recommandé qu'elle soit renforcée de façon à refléter la nécessité pour les gouvernements de planifier de manière adéquate et de prévoir des allocations budgétaires suffisantes, en accord avec les priorités nationales figurant dans les programmes en matière de population et de développement.

125. Le Comité a souligné la nécessité de prendre en considération la dynamique et les tendances de la population dans la planification à long terme du développement. Il a recommandé d'utiliser les données disponibles et les conclusions des travaux de recherche dans la planification du développement socio-économique. A cet égard, il a demandé que l'IFORD et le RIPS soient renforcés en tant qu'institutions africaines de formation et de recherche en matière de population ayant un rôle à jouer dans les services consultatifs, la collecte et l'analyse de données.

126. Le Comité a noté que les questions de population à la Conférence internationale sur la population et le développement en 1994 devraient être abordées comme des questions de développement plutôt que comme des questions techniques considérant que le concept de population ne se limitait plus à l'aspect démographique.

127. Le Secrétaire exécutif de la CEA s'est déclaré sensible à l'importance attachée par les Etats membres aux questions de population. Il leur a demandé instamment de soutenir l'IFORD et le RIPS et a lancé un appel à la Conférence pour qu'elle prenne la décision d'appuyer ces institutions. Il a ensuite fait part du souci que causait la réduction des ressources extrabudgétaires destinées aux activités de la CEA en matière de population, y compris d'autres questions importantes telles que la migration, l'urbanisation et la pauvreté, qui revêtaient le même intérêt pour le développement socio-économique de l'Afrique. Le Comité partageait avec le Secrétaire exécutif l'espoir que le FNUAP et d'autres donateurs répondraient aux besoins des populations de l'Afrique sur le plan du financement.

128. Etant donné l'importance qu'il attachait à la Conférence internationale sur la population et le développement, prévue pour 1994, le Comité a recommandé d'adopter la Déclaration de Dakar/Ngor avec la résolution qui y est annexée comme position commune africaine au Caire en 1994. Il a également approuvé le mécanisme de suivi proposé pour l'application de la Déclaration, lequel

devrait être un comité de suivi à composition non limitée dont les membres essentiels seraient les Etats membres du Bureau de la troisième Conférence africaine sur la population.

129. Le Comité a pris note du document compte tenu des observations susmentionnées et a adopté le projet de résolution 7(XIV).

Préparatifs du Sommet social mondial de 1995 [point 7 d) de l'ordre du jour]

130. Le Comité a examiné le document E/ECA/CM.19/13 intitulé "Préparatifs du Sommet mondial sur le développement social de 1995" conformément à la résolution 47/92 du 16 décembre 1992 adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies et dans laquelle il a été décidé de convoquer un Sommet mondial sur le développement social au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement, au Danemark au début de 1995. Le Comité a félicité le secrétariat pour la qualité du document et les propositions qui y sont contenues. Le Comité a souligné la nécessité de limiter le nombre de questions examinées durant le Sommet afin que l'accent puisse être mis sur les questions les plus cruciales et les plus fondamentales, par exemple la réalisation des objectifs humains fondamentaux (éducation, santé et eau salubre, élimination de la malnutrition); la réduction de la pauvreté; l'accroissement des possibilités d'emploi productif et la génération de revenus et la promotion de la stabilité et de la cohésion sociales.

131. Le Comité a également souligné la nécessité pour les Etats membres de : a) participer activement aux activités préparatoires du Sommet mondial, en particulier aux réunions du Comité préparatoire créé par l'Assemblée générale et b) d'adopter une position commune lors du Sommet.

132. Le Comité a en outre décidé que la position commune africaine sur les questions qui seraient soumises au Sommet mondial soit formulée avant la réunion en 1994 de la Conférence des ministres africains responsables du développement humain qui servirait de réunion préparatoire régionale au Sommet. Le Comité a également prié le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique d'établir, en coopération avec l'Organisation de l'unité africaine et d'autres organisations régionales et sous-régionales africaines et des institutions spécialisées des Nations Unies, la documentation nécessaire à la réunion, notamment un projet de position commune africaine sur les questions dont le Sommet serait saisi. Le Comité a également prié le Secrétaire exécutif de la CEA de transmettre la Position commune africaine à la première réunion du Comité préparatoire du Sommet, prévue en 1994.

133. Le Comité a pris note du document compte tenu des observations susmentionnées et a adopté les projets de résolution 8(XIV) et 9(XIV).

Répercussions des négociations d'Uruguay en cours sur le commerce africain [point 7 c) i) de l'ordre du jour]

134. Le Comité a, au titre de ce point de l'ordre du jour, examiné le document E/ECA/CM.19/25 intitulé "Répercussions des négociations d'Uruguay en cours sur le commerce africain".

135. Le Comité a remercié le secrétariat des efforts déployés pour appeler l'attention des pays africains sur les incidences potentielles des résultats des négociations d'Uruguay en cours sur l'avenir du système commercial international et, surtout, sur le commerce extérieur de l'Afrique. Le Comité a cependant regretté que de tels efforts n'aient pas visé également à aider les pays africains à formuler des positions communes sur les questions clefs d'intérêt commun, ce qui aurait pu renforcer leur pouvoir de négociation durant la phase clef de l'opération.

136. Le Comité s'est déclaré préoccupé par le fait que l'Afrique était souvent marginalisée dans les négociations multilatérales capitales en partie parce que certains pays africains n'étaient pas suffisamment préparés et/ou parce que les délégations africaines ne participaient pas régulièrement à de telles négociations. Le Comité a demandé à la Commission économique pour l'Afrique, agissant en collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies, l'Organisation de l'unité africaine et la Banque africaine de développement, d'aider les pays africains à formuler et à élaborer des stratégies en vue de leur participation effective aux négociations multilatérales.

137. Au sujet des négociations multilatérales d'Uruguay en cours, le Comité a noté qu'il s'agissait de la série de négociations la plus ambitieuse et la plus complète jamais entreprise dans l'histoire de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), dès lors qu'elles portaient non seulement sur les questions dont s'occupait traditionnellement le GATT telles que les tarifs, mais aussi sur des domaines de la politique commerciale qui, jusque-là, n'étaient pas examinés par le GATT, tels que l'agriculture, les textiles et les vêtements, les mesures non tarifaires ainsi que les services, les droits de propriété intellectuelle et les mesures d'investissement relatives au commerce. Les résultats de la série de négociations auraient donc des incidences profondes sur le système commercial international et, partant, sur l'environnement dans lequel s'effectuerait le commerce extérieur des pays africains.

138. Le Comité a noté avec préoccupation que les négociations d'Uruguay, qui tiraient à leur fin, étaient axées sur les intérêts des principaux acteurs, les pays industrialisés, alors que les questions concernant les pays africains et les pays en développement en général avaient été reléguées à l'arrière plan. De ce fait, l'Acte final des négociations d'Uruguay pourrait mettre l'accent sur les intérêts des pays industrialisés et accorder moins d'importance à ceux des pays en développement, ce qui se

traduirait par l'émergence d'un système commercial international inéquitable.

139. Le Comité a noté qu'au moment où la plupart des pays africains s'employaient à appliquer des réformes allant dans le sens de l'économie de marché et à libéraliser leur économie, y compris par l'ouverture de leur secteur agricole aux importations, l'accès aux marchés des pays industrialisés devenait de plus en plus difficile. Le Comité a, par conséquent, demandé aux pays africains de faire preuve de pragmatisme dans leurs politiques de libéralisation du commerce.

140. Le Comité a souligné l'importance des négociations d'Uruguay en cours pour l'Afrique et leurs incidences sur le commerce africain. A cet égard, il a chargé la Commission économique pour l'Afrique d'évaluer, en collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies, l'impact que les résultats des négociations auraient sur les économies africaines aux niveaux sectoriel et national. Le secrétariat de la CEA a été expressément invité à entreprendre des études pour déterminer a) les incidences des négociations d'Uruguay sur différents secteurs des économies africaines et b) l'impact sur les économies africaines de l'entrée en vigueur du Traité établissant le marché unique européen. Le Comité était, d'autre part, d'avis qu'il était nécessaire d'aider les pays africains à élaborer les stratégies et les politiques dont ils avaient besoin pour faire face aux changements qui interviendraient dans le système commercial international à la suite des négociations d'Uruguay. Il a décidé d'adopter une Déclaration exprimant les préoccupations des pays africains au sujet de leur virtuelle exclusion des discussions sur les questions les plus importantes abordées dans le cadre des négociations d'Uruguay.

141. Le Comité a noté que les pays africains pourraient certes bénéficier d'un système commercial international ouvert, mais il n'était pas sûr que l'Afrique tirerait parti de sa participation au système commercial multilatéral qui résulterait des négociations. A cet égard, du fait de sa position vulnérable, l'Afrique avait besoin d'un traitement spécial et de préférences, et notamment de périodes transitoires d'ajustement plus longues qui lui permettraient d'appliquer des réformes structurelles profondes en vue d'accroître son efficacité économique et sa productivité et d'intégrer son économie dans le système économique mondial.

142. Tout en reconnaissant que la prestation des économies africaines après les négociations d'Uruguay dépendrait dans une large mesure des politiques et programmes que les pays africains seraient disposés à adopter en vue de transformer leur économie et de l'intégrer dans l'économie mondiale, le Comité a affirmé l'importance d'un système commercial international ouvert pour le processus de développement de l'Afrique.

143. Dans ce même contexte, le Comité a soulevé la question de la Convention de Lomé IV et souligné qu'il

était nécessaire que les pays africains membres du Groupe ACP soient bien préparés pour le prochain examen à mi-parcours de l'application de la Convention de Lomé IV. Cet examen se déroulerait compte tenu de l'entrée en vigueur de l'Acte relatif au marché européen unique qui modifiait considérablement l'environnement dans lequel les dispositions de la Convention seraient appliquées et allait servir de cadre de négociation pour la Convention de Lomé V, au cas où il y aurait une suite à Lomé IV. Le Comité a exhorté la Commission économique pour l'Afrique, agissant en collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies et le secrétariat du Groupe ACP, à aider les pays africains à se préparer convenablement pour l'examen à mi-parcours et, en particulier, à formuler des positions communes pour les négociations sur les questions clefs à l'ordre du jour de l'examen.

144. Le Comité a pris note du document compte tenu des observations susmentionnées et a adopté le projet de Déclaration intitulé "Répercussions des négociations d'Uruguay sur le commerce de l'Afrique", qui figure comme annexe II au présent rapport ainsi que le projet de résolution 10(XIV).

Transformation de l'infrastructure et des structures [point 7 f) de l'ordre du jour]

i) Harmonisation de la mise en oeuvre de la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique et de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique

145. Le Comité a examiné le document E/ECA/CM.19/14 intitulé "Harmonisation de la mise en oeuvre de la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique et de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique". Il s'est inquiété de la situation de ce document qui, selon la procédure, aurait dû être examiné tant par la Conférence des ministres africains des transports et des communications que par la Conférence des ministres africains de l'industrie avant d'être soumis au Comité technique préparatoire plénier. Toutefois, il a noté que les Ministres des transports et des communications ainsi que le Comité des Dix de la deuxième décennie du développement industriel de l'Afrique avaient déjà entériné le document et, par conséquent, la Conférence des ministres africains de l'industrie l'approuverait certainement à sa onzième réunion prévue en mai 1993. Le Comité comptait examiner le rapport consolidé à sa réunion en 1994.

146. Le Comité a souligné la nécessité qu'il y a à harmoniser et à coordonner les programmes des deux décennies et a insisté sur le fait que cette harmonisation devrait être élargie de manière à englober d'autres programmes connexes de développement, notamment l'instauration d'un environnement propice pour les opérateurs économiques.

147. Notant qu'il existait déjà des domaines de convergence entre les programmes des deux décennies au niveau des objectifs, des stratégies et projets, le Comité a indiqué qu'il était nécessaire de faire du cadre institutionnel le quatrième point de convergence entre les programmes des deux décennies.

148. Le Comité s'est déclaré préoccupé par la création d'autres institutions telles que les nouveaux centres de R-D dans le cadre de l'exécution des programmes de la deuxième IDDA et de la deuxième UNTACDA, eu égard aux difficultés financières qui pourraient se poser. Il a souligné que certaines des activités envisagées pourraient être mieux réalisées par des entreprises et institutions privées.

149. Le Comité a noté les domaines dans lesquels la CNUCED pouvait contribuer à la mise en oeuvre de la phase préparatoire de la deuxième UNTACDA et s'est félicité de la volonté de la CNUCED de participer aux activités des mécanismes de coordination des programmes de la deuxième IDDA et de la deuxième UNTACDA. Le Comité a pris note des activités et des mécanismes de coordination déjà mis en place dans certains Etats membres en vue d'assurer la coordination de la mise en oeuvre de la deuxième IDDA et de la deuxième UNTACDA et il a exhorté les pays qui ne l'avaient pas encore fait à leur emboîter le pas.

150. Le Comité a en outre noté que tous les projets entrant dans les programmes des deux décennies étaient prioritaires. Toutefois, la méthode adoptée pour le choix des projets était souple et c'est pourquoi il conviendrait que ces projets soient revus tous les deux ou trois ans. A cet égard, il a été fait observer que le Comité des Dix de la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique et le Comité de coordination interinstitutions de la deuxième Décennie pour les transports et les communications en Afrique étaient les mieux indiqués pour réviser ces projets aux fins de la coordination et de l'harmonisation.

151. Le Comité a pris note du document compte tenu des observations susmentionnées et a adopté le projet de résolution 11(XIV).

ii) Rapport sur la Fondation africaine pour la recherche et le développement qu'il est envisagé de créer (AFRAND)

152. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Comité a examiné le document E/ECA/CM.19/15 et a pris note du rapport sur l'initiative de l'Académie africaine des sciences (AAS) et du Centre international pour la physiologie et l'écologie des insectes (ICIPE) tendant à créer la Fondation africaine pour la recherche et le développement (AFRAND) ainsi que sur la raison d'être, les objectifs, la gestion, le programme et les modalités de financement de la Fondation.

153. Le Comité s'est félicité de l'initiative tendant à créer la Fondation AFRAND. Il s'est toutefois demandé s'il était indiqué de créer cette fondation à un moment où un grand nombre d'institutions techniques connaissaient des difficultés financières et de gestion et que ces institutions faisaient l'objet d'une rationalisation.

154. Le Comité a par conséquent pris note du rapport, appuyé à l'idée d'AFRAND et demandé aux promoteurs de poursuivre avec l'étude de faisabilité et de faire rapport à la prochaine réunion de la Conférence.

Promotion de la femme en Afrique : Rapport intérimaire sur la création de la Fédération africaine des femmes-entrepreneurs et de la banque africaine pour les femmes et sur les préparatifs de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes [point 7 g) de l'ordre du jour]

155. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Comité a examiné le document E/ECA/CM.19/16. Il a noté que ce document faisait suite à la résolution 736 (XXVII) intitulée "La femme et l'accès aux ressources au cours des années 1990" adoptée par la Conférence des ministres de la CEA en avril 1992. Le Comité a fait le point en ce qui concerne les différentes recommandations contenues dans cette résolution ainsi que sur l'état des préparatifs de la Conférence mondiale sur les femmes. Il a pris note des efforts déployés et des progrès réalisés aux niveaux national, sous-régional et régional en vue de la création d'une fédération africaine des femmes-entrepreneurs. Il a approuvé la proposition tendant à créer la fédération.

156. S'agissant de la question relative à la création d'une banque africaine pour les femmes, le Comité a pris note d'une étude de pré-faisabilité effectuée par le secrétariat de la CEA et soumise comme additif au document. Le Comité a accepté le principe d'une Banque africaine pour les femmes mais, a recommandé que la CEA entreprenne des études bien documentées et détaillées sur la question de façon à élaborer une étude de faisabilité exhaustive. L'étude serait examinée par la Conférence des ministres africains des finances avant d'être adoptée par la Conférence des ministres de la CEA qui déterminerait les structures et le mode de fonctionnement de la banque.

157. Le Comité a exhorté le secrétariat à faire très attention en définissant les objectifs de la banque compte tenu des difficultés qu'il pourrait y avoir à mobiliser des ressources financières en faveur de la banque. Le Comité a demandé que l'étude de faisabilité porte, entre autres, sur les questions suivantes : Souscription à la banque proposée et parrainage de celle-ci; arrangements institutionnels y compris la possibilité d'affiliation à des banques régionales ou sous-régionales et accès aux ressources financières de la banque.

158. Le Comité a estimé que l'étude de faisabilité devrait tenir compte des approches novatrices adoptées dans d'autres régions du monde en ce qui concerne la garantie. Il a aussi souligné l'importance qu'il y avait à examiner la question de la propriété et des titres fonciers, qui, dans une très grande mesure avait entravé l'accès des femmes au crédit.

159. S'agissant de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, le Comité a pris note du Rapport sur ses préparatifs au niveau africain. Le Comité a aussi noté que la CEA comptait organiser en 1994 sa cinquième Conférence régionale sur les femmes qui servirait aussi de réunion préparatoire à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes. Le Comité a également pris note des mesures requises durant la phase préparatoire aux niveaux national, régional et international ainsi que les stratégies pour inscrire à l'ordre du jour de la Conférence mondiale les questions préoccupant essentiellement les femmes africaines.

160. Le Comité a pris note de l'offre de coopération faite par le FIDA, le PNUD, la Banque mondiale et le réseau "African Women's Development and Communications Network" (FEMNET) à la CEA, à la BAD et à l'OUA durant le processus préparatoire de la Conférence. Le Comité a également souligné la nécessité pour l'Afrique d'adopter une position commune sur les questions dont la Conférence mondiale serait saisie.

161. Le Comité a pris note du document compte tenu des observations susmentionnées et a adopté le projet de résolution 12(XIV).

Rationalisation et harmonisation des institutions parrainées par la CEA [point 7 h) de l'ordre du jour]

162. Le Comité a examiné le document E/ECA/CM.19/17 intitulé "*Rationalisation et harmonisation des institutions parrainées par la CEA*" qui a été élaboré en application de la résolution 726 (XXVII) adoptée par la Conférence des ministres de la CEA à sa dix-huitième réunion, dans laquelle il était notamment demandé au Secrétaire exécutif, agissant en étroite collaboration avec le Secrétaire général de l'OUA, "d'entreprendre un examen approfondi des problèmes et contraintes rencontrés par les institutions parrainées par la Commission économique pour l'Afrique et de formuler ultérieurement des propositions concrètes visant à atténuer la gravité de leurs divers problèmes, ainsi que d'envisager des options telles que la fusion de certaines de ces institutions".

163. Bien que le Comité ait appuyé un bon nombre des recommandations contenues dans le rapport, il est apparu que ces recommandations n'étaient pas étayées par des justifications suffisantes pour que le Comité les approuve. Par conséquent, le Comité a unanimement demandé qu'une étude de faisabilité sur les coûts-bénéfices soit entreprise par le secrétariat en collaboration avec l'OUA, les pays hôtes des institutions parrainées par

la CEA et avec ces dernières. L'objectivité et l'efficacité dont font preuve les institutions en ce qui concerne la mise en oeuvre du Traité d'Abuja, le respect de la répartition équitable des institutions sur le plan géographique et le degré d'engagement des pays hôtes à l'égard des institutions devraient constituer certains des critères à observer pour les recommandations de l'étude proposée. Dans la mesure des possibilités, les recommandations de la nouvelle étude proposée devraient se fonder sur une analyse des coûts-bénéfices. Les résultats de cette étude devraient être examinés par le Comité spécial mis en place par la Conférence en 1983 et comprenant les représentants de l'Algérie, du Bénin, du Botswana, du Cameroun, de l'Egypte, de la Guinée, du Kenya, du Nigéria, du Zaïre et de la Zambie, qui avait établi un rapport sur la rationalisation des institutions à cette époque.

164. Il a été reconnu qu'un problème de communication pouvait exister entre les institutions parrainées par la CEA et les organismes de financement. A cet égard, le Comité a encouragé le secrétariat conjoint BAD/CEA/OUA à étudier les voies et moyens de développer la coopération et la collaboration entre les institutions régionales et sous-régionales africaines et les organismes de financement afin de renforcer la coopération et l'intégration régionales dans la région africaine.

165. Le Comité a noté avec satisfaction que l'IFORD avait été restructuré conformément à la résolution 577 (XXI) adoptée en avril 1986 par la Conférence des ministres de la CEA. Le Comité a en particulier noté que le Gouvernement du Cameroun, la CEA et la FNUAP ont signé en juin 1992 un accord pour rattacher l'IFORD au système universitaire du Cameroun tout en préservant le caractère régional de l'institution et son autonomie administrative et financière. Le Comité a par conséquent réitéré sa requête pour que l'IFORD soit renforcé afin qu'il continue de jouer son rôle dans la région, en assurant la formation de spécialistes en ce qui concerne les questions de population et de développement, la collecte et l'analyse des données démographiques, la promotion de la recherche et les services consultatifs pour les Etats membres.

166. Le Comité a pris note du document compte tenu des observations susmentionnées et a adopté les projets de résolution 13(XIV) et 14(XIV).

Renforcement du programme de coopération technique de la CEA : Groupe consultatif multidisciplinaire régional de la CEA [point 7 i) de l'ordre du jour]

167. Le Comité a examiné le document E/ECA/19/18 intitulé : "*Renforcement du programme de coopération technique de la CEA : Groupe consultatif multidisciplinaire régional de la CEA*". Il a félicité la CEA pour son initiative de créer ce Groupe dont les services venaient à leur heure et répondaient à un besoin. Il a toutefois fait observer que les Etats membres n'étaient pas très au courant de l'existence de ce Groupe et a par conséquent

suggéré qu'une table ronde soit organisée en vue de présenter le Groupe aux Etats membres de façon à ce qu'ils puissent connaître les domaines où il intervenait.

168. Le Comité a noté que c'étaient les Etats membres qui étaient les bénéficiaires principaux des services du Groupe consultatif, mais ces services devraient aussi être étendus aux institutions parrainées par la CEA et l'OUA, aux MULPOC, aux OIG et même aux ONG. Dans ce cadre, les services du Groupe seraient nécessaires pour renforcer les MULPOC qui étaient plus proches des pays et où la dimension multisectorielle des projets serait mieux cernée. Le Groupe devrait aussi travailler étroitement avec les institutions spécialisées des Nations Unies pour coordonner leurs activités. Dans ce cadre, les activités du Groupe devraient spécialement être coordonnées avec celles des équipes techniques du FNUAP. Le Comité a déploré l'absence au sein du Groupe de spécialistes en ce qui concerne les activités en matière de population et a félicité le FNUAP qui a indiqué qu'il était disposé à apporter sa coopération pour renforcer le Groupe consultatif multidisciplinaire régional de la CEA en ce domaine.

169. Le Comité a aussi demandé que les domaines où le Groupe consultatif devrait intervenir en priorité soient élargis pour englober le relèvement, la reconstruction, la conservation de l'environnement, le transfert de technologie et la coopération multilatérale.

170. Le Comité a pris note du document compte tenu des observations susmentionnées et a adopté le projet de résolution 15(XIV).

CINQUIEME PARTIE QUESTIONS CONCERNANT LES ORGANES STATUTAIRES

Examen du mécanisme intergouvernemental de la Commission [point 8 a) de l'ordre du jour]

171. Le Comité a examiné le document E/ECA/CM.19/19 intitulé "Nouvelle structure proposée pour le mécanisme intergouvernemental de la Commission".

172. Le Comité a félicité le secrétariat pour les propositions soumises pour examen et approbation. Il a noté que la structure proposée permettait de réduire considérablement le nombre d'organes délibérants et subsidiaires de la Commission grâce au regroupement des conférences autour de thèmes spécifiques. Cette approche devrait contribuer énormément à rationaliser la programmation et la préparation des conférences et des réunions. Le Comité a également noté que la nouvelle structure visait à éviter le double emploi et les chevauchements des réunions, ainsi qu'à les espacer, permettant ainsi aux gouvernements d'économiser sur les coûts occasionnés par les réunions fréquentes et de se faire représenter à un niveau plus élevé.

173. Le Comité a demandé instamment que l'ordre du jour des réunions cerne avec plus de précision les thèmes choisis, que les réunions durent le moins longtemps possible et que les documents soient envoyés aux Etats membres assez tôt pour qu'ils puissent avoir des consultations fructueuses avec les services gouvernementaux des pays afin que les délégations puissent véritablement prendre une part active aux réunions des organes.

174. Le Comité a engagé le secrétariat à veiller à ce que les fonctions des nouvelles conférences ministérielles soient clairement définies et leurs mandats parfaitement expliqués aux gouvernements. Il a recommandé que les diverses conférences des ministres chargées de questions générales mais reliées entre elles soient dénommées "conférences des ministres sur des questions thématiques" pour les distinguer de la Conférence des ministres responsables du développement économique et social et de la planification, qui traite des questions de développement dans son ensemble. Le Comité a en outre noté que les organes pouvaient être convoqués en sessions extraordinaires si besoin était, en particulier lorsqu'il était nécessaire de définir une position commune sur une question de grande importance.

175. Le Comité a pris note du document, a approuvé les propositions qui y figurent en tenant compte des observations susmentionnées et a adopté le projet de résolution 16(XIV).

Questions soumises par des organes subsidiaires et sectoriels de la Commission qui appellent une décision de la Conférence des ministres [point 8 b) de l'ordre du jour]

176. Le Comité a examiné le document E/ECA/CM.19/20 intitulé "Questions soumises par des organes subsidiaires et sectoriels de la Commission qui appellent une décision de la Conférence des ministres". Il a examiné les résolutions et décisions adoptées par les organes subsidiaires et sectoriels ci-après de la Commission qui ont tenu des réunions depuis la dernière session de la Commission : la Conférence des ministres africains chargés des télécommunications; la troisième Conférence africaine sur la population; la huitième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique; la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification; le Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement; le Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme dans le développement et le Comité technique du Système panafricain d'information pour le développement. Le Comité a souligné l'importance qu'il était important que les rapports des organes subsidiaires lui soient soumis avant que leurs résolutions soient discutées.

177. Le Comité a également pris note des résolutions portées à son attention par la deuxième réunion des comités intergouvernementaux d'experts des MULPOC de Lusaka et de Gisenyi.

178. Le représentant du Nigéria a fait allusion au paragraphe 6 a) de la résolution sur le Système régional africain de télécommunications par satellite (RASCOM) adoptée par la Conférence des ministres chargés des télécommunications, qui soulignait que la Conférence avait décidé d'établir le siège de l'Organisation RASCOM à Abidjan (Côte d'Ivoire). Il a indiqué que le Nigéria avait émis des réserves concernant cette décision et demandé que ces réserves figurent à nouveau dans le rapport du Comité ainsi qu'il suit :

- i) La proposition émanant du Comité d'évaluation ne reposait sur aucun indice ni aucune donnée scientifique ainsi qu'en avait convenu la réunion; c'était pourquoi il serait difficile de convaincre le Gouvernement nigérian du bien-fondé de la décision finale. Il ressortait clairement des propositions publiées et des critères envoyés à l'ensemble des pays que le Nigéria avait formulé la meilleure proposition;
- ii) Aucun rapport n'avait été présenté à la réunion pour indiquer comment le Comité était parvenu à sa décision;
- iii) Il était manifeste que les considérations d'ordre technique et commercial qui assureraient la viabilité du RASCOM pour l'Afrique avaient été ignorées dans la prise de cette décision; il était également regrettable que l'offre du Président de la République fédérale du Nigéria est actuel Président en exercice de l'OUA d'accueillir le siège du RASCOM avait été rejetée. C'était là un fait sans précédent dans l'histoire de l'Afrique; il semble de ce fait que le Nigéria avait fait l'objet de discrimination;
- iv) Compte tenu des faits susmentionnés, le Nigéria réserve par la présente sa position concernant la décision".

179. Le Comité a noté que des consultations informelles se poursuivaient entre les gouvernements du Nigéria et de la Côte d'Ivoire pour résoudre l'impasse créée. Il a par conséquent décidé d'ajourner l'adoption de la résolution en question en attendant l'issue des consultations entre les deux gouvernements.

180. Le Comité a pris note du document compte tenu des observations susmentionnées et a adopté les projets de résolution suivants : 17(XIV), 18(XIV), 19(XIV), 20(XIV), 21(XIV), 22(XIV), 23(XIV), 24(XIV), 25(XIV).

SIXIEME PARTIE PROGRAMME DE TRAVAIL ET ORDRE DE PRIORITE DE LA COMMISSION

Plan à moyen terme 1992-1997: Première révision [point 9 a) de l'ordre du jour]

181. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Comité a examiné le document E/ECA/CM.19/21 intitulé "Plan à moyen terme 1992-1997: Première révision".

182. Le Comité a noté qu'à l'issue de la dix-septième réunion de la Conférence des ministres de la CEA, le Comité du programme et de la coordination (CPC) avait examiné les révisions proposées au programme 30: coopération régionale pour le développement en Afrique et avait demandé au Secrétaire général de proposer de nouvelles révisions au programme à la lumière des conclusions de la dix-septième réunion de la Conférence des ministres de la CEA en tenant compte particulièrement des recommandations de cette réunion sur les domaines de priorité du programme de travail de la Commission.

183. Le Comité a également noté qu'un élément fondamental du Plan révisé était qu'il regroupait des domaines prioritaires connexes autour de thèmes constituant des sous-programmes particuliers afin d'utiliser au maximum l'approche multisectorielle et multidisciplinaire pour résoudre les problèmes et centrer davantage le programme sur les domaines prioritaires. Il a en outre noté que l'atténuation de la pauvreté et de la faim, l'allègement de la dette et la mise en valeur des ressources humaines devraient bénéficier d'un rang de priorité absolue.

184. Le Comité a estimé que l'orientation générale et les objectifs des divers sous-programmes étaient conformes aux priorités et préoccupations des Etats membres. Il a cependant demandé au secrétariat de continuer son travail pour mieux centrer le programme afin d'assurer un impact maximum. Il a également exhorté la Commission à être plus active dans son rôle de conseiller sur les questions et les problèmes de développement.

185. Le Comité a pris note des premières révisions du Plan à moyen terme 1992-1997 telles que figurant dans le document et a adopté les projets de résolution 26(XIV) et 27 (XIV).

Projet de programme de travail et ordre de priorité pour la période biennale 1994-1995 [point 9 b) de l'ordre du jour]

186. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Comité a examiné le document E/ECA/CM.19/22 intitulé

"Projet de programme de travail et ordre de priorité pour la période biennale 1994-1995". Le Comité a noté que le programme avait été élaboré dans le cadre du Plan à moyen terme 1992-1997 adopté par l'Assemblée générale à sa quarante-septième session:

187. Le Comité a noté que le plan proposé comprenait les activités financées aussi bien sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies qu'à partir de ressources extrabudgétaires. Le Plan était axé sur les facteurs requis pour soutenir le redressement, le développement et la transformation à long terme de l'Afrique, en prêtant une attention particulière aux mesures en vue de la mise en oeuvre des principaux programmes prioritaires, notamment le Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine; le Programme des Nations Unies pour le développement de l'Afrique et l'Agenda 21. Dans ce contexte, le plan traitait, entre autres, du problème de la dette et des questions relatives à la promotion d'un développement centré sur l'homme telles que le renforcement des capacités humaines; l'atténuation de la pauvreté; les femmes et le développement et la participation populaire. Le plan mettait également l'accent sur le renforcement des capacités institutionnelles pour la gestion du développement dans les secteurs public et privé.

188. Le Comité a approuvé le projet de programme de travail et ordre de priorité pour la période biennale 1994-1995 tel qu'il figure dans le document et a adopté le projet de résolution 26 (XIV).

Evaluation du programme à la Commission économique pour l'Afrique [point 9 c) de l'ordre du jour]

189. Le Comité a examiné les documents E/ECA/CM.19/23 et E/ECA/CM.19/23/Summary sur l'évaluation du programme à la Commission économique pour l'Afrique.

190. Il a souligné la nécessité de renforcer la capacité de contrôle et d'évaluation de la Commission et convenu des objectifs de l'évaluation, à savoir: déterminer de façon aussi systématique et aussi objective que possible l'utilité, l'efficacité, l'efficacé et l'incidence des activités de la CEA et permettre à la Commission d'examiner ces objectifs en vue d'accroître l'efficacité et l'incidence des sous-programmes et des activités eu égard aux orientations et aux priorités figurant dans le plan à moyen terme et dans le budget-programme.

191. Le Comité a pris note du document. Ce faisant, il a estimé que des réformes s'imposaient et souligné la nécessité de l'objectivité, de la transparence et du professionnalisme dans l'évaluation des activités de la CEA, l'objet étant de faire en sorte que les activités de la Commission soient mieux axées sur les objectifs, confor-

mément aux orientations et priorités définies dans le Plan à moyen terme et dans le budget-programme.

SEPTIEME PARTIE CONFERENCE POUR LES ANNONCES DE CONTRIBUTIONS AU FONDS D'AFFECTATION SPECIALE DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE (FASNUDA)

Programme de coopération technique au titre du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique (FASNUDA) (point 10 de l'ordre du jour)

192. Le Comité a examiné le document E/ECA/CM.19/24 intitulé "Programme de coopération technique au titre du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique (FASNUDA)".

193. Le Comité a noté que le FASNUDA représentait un effort collectif de la région tendant à accroître l'autosuffisance en matière de mobilisation de ressources pour soutenir le développement de l'Afrique par le biais des conférences d'annonces de contributions de la Conférence des ministres de la CEA. Il a en outre noté que depuis sa création en 1977, le FASNUDA avait mobilisé des ressources financières d'un montant de 9,8 millions de dollars dont 7,9 avaient été décaissés, 1,9 million environ restant impayés. Il a invité instamment les Etats membres qui n'avaient pas encore versé leurs contributions à le faire le plus tôt possible.

194. Il a également noté que 38 projets avaient été financés au titre du FASNUDA durant les années 1991 et 1992. Les projets avaient porté sur les domaines ci-après: agriculture, industrie, femmes et développement, intégration économique, ressources naturelles, recherche et planification socio-économiques, population, Système panafricain d'information pour le développement (PADIS) et transports, communications et tourisme.

195. Le Comité a en outre pris note du programme envisagé pour un montant de 4 millions de dollars au cours de la période biennale 1994-1995. Les domaines prioritaires de ce programme comprenaient la mise en valeur des ressources humaines, les ressources naturelles, l'environnement et l'énergie, l'amélioration de la planification stratégique à long terme, la coopération et l'intégration régionales, l'accroissement des capacités des organisations internationales pour la mise en oeuvre du nouveau Programme des Nations Unies pour le développement de l'Afrique.

196. Il a souligné que la pénurie de fonds au titre de l'aide internationale au développement devrait être considérée par les Etats membres comme un défi que la région devait relever et qu'elle offrait la possibilité d'une plus

grande autosuffisance dans la mobilisation de ressources en faveur du développement sous-régional et régional pour lequel le FASNUDA pouvait jouer un rôle catalyseur. Aussi a-t-il lancé un appel aux Etats membres pour qu'ils annoncent des contributions appréciables soit au fonds général qui pourrait servir à financer l'une quelconque des activités figurant dans les domaines prioritaires susmentionnés, soit au fonds spécifique qui représentait les contributions faites pour des programmes précis.

197. Le Comité a en outre souligné que quelque petits qu'ils soient, les efforts des Etats membres en matière d'annonces de contributions démontreraient la volonté de l'Afrique de coopérer à des actions collectives. Les annonces devaient être accrues pour qu'on puisse s'occuper des domaines qui étaient cruciaux pour la transformation socio-économique et le développement de l'Afrique et aussi réagir devant la réduction de l'assistance financière à l'Afrique.

198. Le Comité a prié le secrétariat de vérifier et de mettre à jour le solde impayé des contributions du Togo et du Nigéria au Fonds.

199. Le Comité a pris note du document compte tenu des observations susmentionnées.

Questions diverses (point 11 de l'ordre du jour)

200. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Comité a exhorté vivement le secrétariat à mieux faire en ce qui concerne la distribution des documents aux Etats membres, en particulier de ceux portant sur des questions sur lesquelles les gouvernements doivent prendre une position bien définie avant les réunions. A cet égard, les Etats membres ont été priés d'aider le secrétariat en désignant des interlocuteurs qui assureraient la liaison avec le secrétariat. Le Comité a fait observer qu'en plus de leur rôle de sources d'informations s'agissant des publications du secrétariat, de tels interlocuteurs pourraient constituer un système utile pour connaître la réaction des Etats membres. Il a prié le Secrétaire exécutif de se mettre en rapport avec les autorités compétentes dans les Etats membres pour la désignation de tels interlocuteurs.

201. Le secrétariat a informé le Comité des efforts qu'il déployait pour moderniser ses services de publication et pour rendre sa stratégie de communication plus efficace.

Date et lieu de la quinzième réunion du Comité technique préparatoire plénier (point 12 de l'ordre du jour)

202. Le Comité a pris acte du fait que, conformément à la pratique consistant à tenir la réunion de la Conférence des ministres à tour de rôle au siège de la CEA et dans les Etats membres une fois sur deux, la prochaine réunion de ladite Conférence devrait avoir lieu hors du siège. Aucune invitation n'ayant été reçue des Etats membres, il a laissé la question à l'appréciation de la Conférence des ministres.

Adoption du rapport (point 13 de l'ordre du jour)

203. Le 2 mai 1993, le Comité a adopté le présent rapport ainsi que les projets de résolutions et de Déclaration figurant aux annexes I et II respectivement à soumettre à l'examen de la Conférence des ministres.

Clôture de la réunion (point 14 de l'ordre du jour)

204. Le Secrétaire exécutif a exprimé sa gratitude à toutes les délégations pour leur contribution au succès de la réunion. Il était particulièrement encouragé par leur degré d'attachement à la cause du développement socio-économique de l'Afrique. Le sérieux et la diligence avec lesquels ils avaient abordé les questions dont la réunion était saisie étaient impressionnants. Il a remercié le Président et tous les membres du Bureau pour l'efficacité avec laquelle ils avaient conduit les travaux du Comité.

205. Le Président a remercié les participants, le Secrétaire exécutif et les fonctionnaires du secrétariat pour leur coopération et leur appui qui avaient facilité la tâche du Bureau.

206. Il a ensuite déclaré la réunion close.

Annexe II

**REUNIONS DES ORGANES SUBSIDIAIRES TENUES AU COURS
DE LA PERIODE CONSIDEREE
(24 AVRIL 1992 - 6 MAI 1993)**

Organe et bureau	Réunion	Cote du document
Réunion de la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification Président: Ethiopie 1er Rapporteur: Ghana 2ème Rapporteur: Tunisie	Neuvième réunion 12-13 mars 1993 Addis-Abeba (Ethiopie)	DOC/UNTACDA/23/04
Réunion du Comité intergouvernemental d'experts du MULPOC de Lusaka Président: Zambie Rapporteur: Malawi	23-26 mars 1993 Lusaka (Zambie)	E/ECA/MULPOC/Lusaka/ICE/II/15/Rev.1
Réunion du Comité intergouvernemental d'experts du MULPOC de Gisenyi Président: Zaïre Rapporteur: Burundi	23-26 mars 1993 Bujumbura (Burundi)	CEA/GSY/MULPOC/RET/II/24
Réunion du Comité intergouvernemental d'experts du MULPOC de Yaoundé Président: Cameroun Rapporteur: Congo	26 mars 1993 Yaoundé (Cameroun)	CEA/MULPOC/YAO/CE/XIII/RA/Rev.5
Réunion du Comité intergouvernemental d'experts du MULPOC de Niamey Président: Mauritanie Rapporteur : Mali	29-31 mars 1993 Nouakchott (Mauritanie)	ECA/MIE/NIA/93/XIII/22
Réunion du Comité intergouvernemental d'experts du MULPOC de Tanger Président: Maroc Rapporteur: Algérie	30 mars - 3 avril 1993 Tanger (Maroc)	CEA/TNG/MULPOC/RIE/II/17/Rev.1
Réunion du Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement Président: Botswana Rapporteur: Maurice	Septième réunion 29 mars - 2 avril 1993 Addis-Abeba (Ethiopie)	E/ECA/MGRC/HUS/ENV/7
Réunion de la Conférence des ministres africains du tourisme Président: Tunisie Rapporteurs: Angola, Algérie, Burkina Faso, Zambie	Troisième réunion 2-3 avril 1993 Tunis (Tunisie)	TCT/TRU/CMAT-3/93/21

Organe et bureau	Réunion	Cote du document
Réunion du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement (CRAC) Président: Nigeria Rapporteur:	Quatorzième réunion 19-21 avril 1993 Addis-Abeba (Ethiopie)	E/ECA/ATRCW/ARCC.XIV/93
Réunion du Comité technique régional du PADIS Président: ECA Rapporteur:	Sixième réunion 21-22 avril 1993 Addis-Abeba (Ethiopie)	E/ECA/PADIS/RTC/93/7
Réunion du Comité technique préparatoire plénier (TEPCOW) Président: Cameroun Rapporteur: Tunisie	Quatorzième réunion 26 avril - 2 mai 1993 Addis-Abeba (Ethiopie)	E/ECA/CM.19/26/Rev.1
Comité ministériel de suivi des Dix de la Conférence des ministres responsables de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines Président: Soudan Rapporteurs: Algérie, Malawi, Togo et Swaziland	Huitième réunion 1-2 mai 1993 Addis-Abeba (Ethiopie)	E/ECA/PHSD/MFC/93/6

LISTE DES DOCUMENTS

Cote	Titre
E/ECA/TPCW.14/1	Ordre du jour provisoire
E/ECA/CM.19/1/Rev.2	Ordre du jour provisoire
E/ECA/TPCW.14/1/Add.1/Rev.2	Ordre du jour provisoire annoté
E/ECA/CM.19/1/Add.1/Rev.2	Ordre du jour provisoire annoté
E/ECA/CM.19/2	Résumé analytique des questions dont est saisie la Conférence
E/ECA/CM.19/3	Rapport économique sur l'Afrique 1993
E/ECA/CM.19/4	Objectifs stratégiques pour le développement socio-économique de l'Afrique dans les années 90
E/ECA/CM.19/5 E/ECA/CM.19/5/Corr.1	Stratégies pour la mobilisation de ressources financières pour le développement de l'Afrique dans les années 90
E/ECA/CM.19/6	Renforcement de la Commission économique pour l'Afrique pour qu'elle relève les défis des années 90
E/ECA/CM.19/7	Propositions pour la mise en oeuvre du Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine
E/ECA/CM.19/8 E/ECA/CM.19/8/Add.1 E/ECA/CM.19/8/Summary	Stratégies africaines proposées pour la mise en oeuvre de l'Agenda 21 adopté par la CNUED
E/ECA/CM.19/9	Programme africain de développement humain dans les années 90 (Programme pour l'application du Cadre régional pour la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines en Afrique)
E/ECA/CM.19/10	Rapport intérimaire sur la création du Fonds africain pour la jeunesse
E/ECA/CM.19/11	Agenda stratégique pour la gestion du développement en Afrique dans les années 90
E/ECA/CM.19/12	Préparatifs de la Conférence internationale sur la population et le développement en 1994 : Position commune africaine sur les questions dont est saisie la Conférence
E/ECA/CM.19/12/Add.1	Projet de termes de référence du Comité de suivi de la mise en oeuvre de la Déclaration de Dakar/Ngor sur la population, la famille et le développement durable
E/ECA/CM.19/13 E/ECA/CM.19/13/Add.1	Note sur les préparatifs du Sommet mondial sur le développement social (1995)
E/ECA/CM.19/14 E/ECA/CM.19/14/Add.1	Harmonisation de la mise en oeuvre de la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique et de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique

Cote	Titre
E/ECA/CM.19/15	Rapport sur la future Fondation africaine pour la recherche et le développement (AFRAND)
E/ECA/CM.19/16	Promotion de la femme en Afrique : Rapport intérimaire sur la création de la Fédération africaine des femmes-entrepreneurs et d'une banque africaine pour les femmes et sur les préparatifs de la quatrième Conférence mondiale pour la femme
E/ECA/CM.19/16/Add.1	Résultats et conclusions de l'étude de faisabilité concernant la banque pour les femmes africaines
E/ECA/CM.19/17	Rationalisation et harmonisation des institutions parrainées par la CEA
E/ECA/CM.19/18	Renforcement du programme de coopération technique de la CEA : Groupe multidisciplinaire des conseillers régionaux de la CEA (GMCR-CEA)
E/ECA/CM.19/19	Nouvelle structure proposée pour le mécanisme intergouvernemental de la Commission
E/ECA/CM.19/20 E/ECA/CM.19/20/Add.1	Questions soumises par des organes subsidiaires et sectoriels de la CEA qui appellent une décision de la Conférence des ministres
E/ECA/CM.19/21	Plan à moyen terme 1992-1997 : Première révision
E/ECA/CM.19/22 E/ECA/CM.19/22/Corr.1	Projet de programme de travail et ordre de priorité pour la période biennal 1994-1995
E/ECA/CM.19/23	Evaluation des programmes à la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique
E/ECA/CM.19/24	Programme de coopération technique au titre du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique
E/ECA/CM.19/25	Repercussions des négociations d'Uruguay sur le commerce africain
E/ECA/CM.19/26 E/ECA/CM.19/26/Rev.1	Rapport de la quatorzième réunion du Comité technique préparatoire plénier
E/ECA/CM.19/CRP.6	Suite donnée aux résolutions pertinentes adoptées par la vingt-septième session de la Commission/dix-huitième réunion de la Conférence des ministres
E/ECA/CM.19/CRP.7	Résolutions et décisions adoptées par le Conseil économique et social à sa seconde session ordinaire de 1992 et par l'Assemblée générale à sa quarante-septième session dans les domaines économiques et sociaux intéressant l'Afrique
E/ECA/CM.19/CRP.8	Rapport de la cinquième réunion du Conseil d'administration du Centre africain pour les applications de la météorologie au développement (ACMAD)
E/ECA/CM.19/CRP.9	Résumé exécutif des travaux de la huitième réunion de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement (CMAE)
E/ECA/CM.19/CRP.10	Rapport de la quatorzième réunion du Comité régional africain de coordination et de l'intégration des femmes au développement (CRAC)
E/ECA/CM.19/CRP.11	Rapport de la sixième réunion du Comité régional technique du Système panafricain d'information pour le développement